

Après de nouveaux incidents

L'UNIVERSITÉ DE ROME
EST FERMÉE

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Faurvet

1,50 F

Abonnements : 1,20 par an (12 numéros) ; 1,50 par trimestre (4 numéros) ; 0,50 par numéro. Les abonnements sont payables à l'avance. Les commandes doivent être accompagnées de leur règlement. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le règlement est parvenu à temps. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le règlement est parvenu à temps. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le règlement est parvenu à temps.

Le sort de Concorde se joue jeudi à New-York

L'oiseau en cage ?

Les passions s'échauffent de part et d'autre de l'Atlantique à l'approche de cette date du 10 mars retenue par les autorités du Port de New-York pour prendre leur décision sur l'atterrissage de Concorde. Quand les Américains résoudront, en mars 1977, d'abandonner la construction du S.S.T. (Supersonic Transport), c'était pour des raisons tant écologiques qu'économiques. Que ce « créneau » laissé volontairement vide soit occupé maintenant par la France et la Grande-Bretagne met en colère une large partie de l'opinion américaine.

Aux yeux des franco-américains, ces deux arguments ne paraissent plus tenir. D'abord, parce que les Américains n'avaient obtenu pas jadis qu'ils ne construisent pas un jet supersonique. Ensuite, parce que la logique du libre-échange qu'ils brandissent comme un drapeau serait faussée avec celui par le refus de Concorde. Ce serait manifester à la face du monde que l'anti-protectionnisme n'est défendu qu'en Amérique, que lorsque les intérêts nationaux ne sont pas en jeu.

Les initiatives savent bien que de l'American Selling Price au Buy American Act, la route du libre-échange a été semée d'obstacles du côté américain, que, pour des raisons de prétendue sécurité, des produits les plus divers ne peuvent pénétrer outre-Atlantique. Mais si les connaissances des arcanes du GATT sont peu nombreuses, l'affaire de Concorde remplit, elle, l'opinion dans ses tréfonds. Après les déboires de l'Airbus sur le marché des États-Unis, après les difficultés soulevées par Douglas dans ses négociations avec Concorde, on s'attendait à ce que Concorde n'est pas admis à New-York, que, décidément, les États-Unis entendent maintenir, malgré toutes les belles paroles, leur hégémonie absolue sur le transport aérien (les trois grandes compagnies américaines couvrent actuellement 95 % du marché, à l'exclusion des pays de l'Est).

Comme il est facile de se réfugier derrière la protection de l'environnement si l'on veut ainsi préserver les intérêts des compagnies américaines ! Mais que dire alors de la pollution menaçante introduite dans le monde par Washington, qui reçoit les pétrodollars et, au lieu de les recycler dans des investissements, s'en sert pour étendre le marché du court terme ?

Les raisons juridiques qui seraient invoquées pour interdire à Concorde l'accès de New-York auraient-elles plus de poids que les autres ? On comprend fort bien que M. Carter, qui n'est pas personnellement en faveur du supersonique, se réjouisse de trouver une échappatoire dans l'organisation des pouvoirs aux États-Unis. Il est vrai que la décision dépend, non de lui, mais du Port de New-York.

Il n'empêche qu'il n'est pas interdit à New-York d'avoir une conception de l'intérêt diplomatique américain. L'ancienne administration était prête, rappelons-le, par la voix de M. Coleman, secrétaire d'État aux transports, à se battre contre une « décision à contre-vue » du Port de New-York.

Les moyens de pression ne sont pas aussi dérisoires qu'on peut l'imaginer si l'on songe que New-York est de nouveau au bord de la faillite. L'État fédéral a retenu récemment, on le sait, de garantir un prêt de 235 millions de dollars à celui-ci n'était pas assenti de certaines conditions. En ne voulant pas jouer de cet argument, le gouvernement américain a-t-il voulu signifier une fois de plus sa « neutralité » dans l'affaire ?

En revanche, des menaces de représailles de la France ne pourraient faire basculer la décision. Si des recours judiciaires restent encore possibles, des moyens de rétorsion pourraient aussi bien se retourner contre nous. La « morale commerciale » est le seul argument valable et compris par tous. Cédéra-t-elle devant le principe cynique : « Business is business » ?

Douglas pourrait mettre en cause sa coopération avec Dassault sur le Mercure

Alors que la décision des autorités du Port de New-York sur l'atterrissage de Concorde est attendue le jeudi 10 mars, les mises en garde se multiplient en France et en Grande-Bretagne à l'adresse des responsables américains.

M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a évoqué sur les antennes d'Europe 1 « la grande déception, et la grande surprise » que causerait en France et en Europe un éventuel refus, que de nombreux observateurs tiennent déjà pour acquies. D'autre part, M. James Callaghan, premier ministre britannique, doit emprunter l'avion supersonique le mercredi 9 mars pour se rendre à Washington en visite officielle et y rencontrer le président Carter.

Les rapports franco-américains dans le domaine de l'aéronautique se compliquent, aussi, du fait que, devant la reprise des ventes du Boeing-727, notamment aux États-Unis, la société McDonnell-Douglas envisage de lancer, seule, une version dérivée de son moyen-courrier DC-9 (un concurrent du projet Mercure-200), au moment où la même société américaine négocie avec le groupe français Dassault-Breguet un accord de coopération sur le Mercure. Les relations entre les deux partenaires en sont sensiblement affectées, à un mois de la conclusion éventuelle de ces discussions.

Une nouvelle affaire Caravelle ?

Dans un mois environ, on saura ce qu'il advient du projet de coopération franco-américain pour la construction d'un nouvel avion de transport civil, le groupe privé Dassault-Breguet et la société McDonnell-Douglas, avec, notamment, la participation de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS). Les discussions entre les différents associés durent depuis plusieurs mois, et les périodes d'optimisme alternent avec les phases de découragement. L'impression prévaut, aujourd'hui, d'un certain désenchantement dans les relations de part et d'autre de l'Atlantique, comme si chacun des partenaires se préparait à l'échec final. Un échec qui ne déplairait pas aux partisans, en France, d'une autre solution, fondée sur la collaboration plus spécifiquement européenne.

Les difficultés viennent, d'abord, du fait que le constructeur américain a suggéré à Dassault-Breguet des modifications techniques importantes de son projet de moyen-courrier biréacteur Mercure-200, ou A.S.M.R. (Advanced Short to Medium Range), de manière à le transformer en avion capable de voler sans escale sur l'océan Atlantique et la côte pacifique des États-Unis. De plus, McDonnell-Douglas ne paraît pas aussi convaincu que son partenaire français de l'urgence de ce nouveau programme aéronautique qui devrait voir le jour vers 1980. Le constructeur américain observe que les clients — les compagnies aériennes américaines, notamment, auxquelles la priorité est donnée — ont tendance, actuellement, pour des raisons d'économies, à compléter leur flotte avec des avions déjà en service ou des modèles américains allégés, plutôt qu'à commander des types d'appareils totalement nouveaux et, donc, plus chers.

Boeing et le marché mondial

De cette attitude actuelle des dirigeants McDonnell-Douglas, l'argument pour proposer une autre conception du Mercure-200 et pour modifier le calendrier de réalisation du programme, au risque de retarder du même coup l'installation sur cet avion des réacteurs CFM-56 de 10 tonnes de poussée mis au point en coopération par General Electric et la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). Dans le même temps, le constructeur américain ne s'interdit pas de prospecter le marché pour son seul profit, en offrant — comme il l'a déjà fait à la compagnie Swisair — de produire une version dérivée de son moyen-courrier biréacteur DC-9 ou en présentant les plans d'un nouvel avion, le DCX-200, concurrent de l'Airbus.

A vrai dire, la stratégie de Douglas ne devrait pas surprendre ses partenaires français. Il y a une vingtaine d'années, déjà, Sud-Aviation, qui a donné naissance à la SNIAS, a eu des déboires, restés célèbres depuis, avec ce même partenaire américain lors d'un projet d'association sur la fabrication de Caravelle et sa commercialisation aux États-Unis.

Pour avoir refusé d'écouter les conseils de Douglas, qui leur conseillaient de modifier Caravelle pour l'adapter aux besoins et aux normes du marché nord-américain, les responsables français n'ont réussi qu'à placer Airbus-Union, qu'une vingtaine d'exemplaires de leur moyen-courrier.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 16.)

M. Soares plaide à Paris l'entrée du Portugal dans le Marché commun

M. Mario Soares, premier ministre portugais, qui déjeune ce lundi 7 mars à l'Élysée avec M. Giscard d'Estaing et rencontre ensuite à Matignon M. Raymond Barre, poursuit sa tournée des neuf capitales dans la Communauté européenne.

Arrivé dimanche à Paris, M. Soares, qui souhaite une réponse politique positive aussi rapide que possible des Neuf, estime que dans le cas contraire la démocratie serait en danger au Portugal. Il compte présenter formellement la candidature de son pays au Marché commun à la fin mars.

M. Soares, qui est accompagné de M. José Medeiros Ferreira, doit quitter Paris pour Bonn mardi matin.

Nous jouons le tout pour le tout nous déclare le premier ministre

« Le gouvernement portugais joue le tout pour le tout en rapportant à la porte de la Communauté européenne. Si l'Europe devait nous rejeter, nous n'aurions plus la possibilité de nous maintenir au pouvoir. Ce serait un échec d'une portée incalculable. Les vieux démons resurgissent, à l'extrême gauche et à l'extrême droite. Pour l'instant, il y a une quasi-unanimité nationale. L'opposition, le P.S.D. et le C.D.S. nous soutiennent dans notre démarche. Seul le parti communiste est hostile. Je négocie par conséquent avec l'immense majorité des Portugais derrière moi. Mais si nous échouons, ce que je ne veux et ne peux pas croire, les communistes et l'extrême droite retourneraient à leurs vieux rêves. Or nous voulons éviter cela. Nous avons déjà évité un nouveau fiasco au Portugal. Nous voulons éviter un autre fiasco. »

« Pourquoi commencer cette seconde phase du pèlerinage européen par la France ? »
« D'abord, parce que nous sommes très liés, sur tous les plans, à la France. Beaucoup plus qu'à l'Allemagne, par exemple. »
« Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 3.) »

FESSENHEIM-1 commence à fournir de l'énergie nucléaire

Le premier réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim (Fessenheim-1) devait commencer à fournir de l'énergie (« diverger ») ce lundi 7 mars, dans la journée. Cette mise en service « technique » interviendrait en dépit des manifestations d'hostilité contre environ vingt-deux mois de retard sur le calendrier prévu. Dans quelques semaines, la centrale sera couplée au réseau, c'est-à-dire livrera l'électricité à E.D.F. ses premiers kilowatts-heure. Fessenheim-1 devrait atteindre sa pleine puissance (2 650 MW thermiques, 880 MW d'énergie électrique) dans quelques mois. La mise en service du second réacteur, Fessenheim-2, est attendue trois mois environ après celle de Fessenheim-1.

Le couplage avec E.D.F.

Fessenheim est la première centrale électro-nucléaire lancée dans le cadre du grand plan français arrêté au début de l'année 1974 par le gouvernement de M. Messmer. Ce programme ambitieux avait été mis au point quelques mois après les premières hausses importantes du prix du pétrole au lendemain de la guerre du Kippour. Les intentions initiales ont dû être légèrement modifiées, puisqu'on table, aujourd'hui, sur un rythme de construction de centrales nucléaires de 5 000 MW par an, contre 6 000 au départ, et que l'E.D.F. pense, aujourd'hui, engager la construction de nouvelles centrales au fuel. Le programme nucléaire reste cependant important : en 1985, 25 % de la production d'énergie électrique devrait être d'origine nucléaire, contre 10 % en 1975.

XAVIER WEEGER.
(Lire la suite page 39.)

Le sous-continent indien ou le rocher de Sisyphe

Des élections générales ont lieu ce lundi 7 mars au Pakistan. La campagne électorale, qui semble avoir été relativement libre, a été marquée par de nombreux incidents entre partisans et adversaires de M. Bhutto : on déplore au moins une vingtaine de morts. Le développement du monde rural a été l'un des principaux thèmes de la propagande gouvernementale. Malgré les pauvretés, le Pakistan cherche aussi à se doter d'énergie atomique. Il a commandé à la France une usine de retraitement des déchets nucléaires, marché que M. Kissinger avait, au soir dernier, condamné en termes vifs au nom de la lutte contre la dissémination nucléaire. M. Bhutto vient de

I. — DÉMOGRAPHIE : contrôler l'incontrôlable

« Le problème le plus grave de notre époque est l'explosion démographique. La pollution de l'atmosphère de l'eau, de la terre, n'est rien en comparaison. Si l'on souhaite réaliser un État-providence, alors l'État doit avoir un droit de regard sur le nombre d'enfants. Il est du devoir de la communauté nationale de persuader les parents de ne pas mettre au monde plus de trois enfants par famille. »

Le personnage, assez controversé, qui ne tient ces propos, le

déclarer à l'hebdomadaire « U.S. News and World Report » que si la France ne lui fournissait pas cette usine, cela « serait un échec, mais pas la fin du monde ». Cette déclaration donne à penser que les pressions exercées par Washington pourraient avoir de l'effet.

Des élections doivent également avoir lieu en Inde du 16 au 20 mars. Comme au Pakistan, les problèmes agricoles tiennent une place importante dans la campagne électorale, de même que la question du contrôle des naissances. Après une enquête dans le sous-continent, notre envoyé spécial présente divers aspects de la politique sociale et économique de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh.

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATTE

Dr D. N. Pale, est directeur de Plan familial pour l'agglomération de Bombay. Installé dans un des quartiers les plus peuplés de la seconde ville de l'Union indienne, son service comporte une clinique, où l'on pratique la stérilisation. « C'est ce qu'il y a de mieux », indique une banderole à l'entrée de l'immeuble, précisant le montant des récompenses attribuées au patient : 100 roupies (80 francs) si elle (ou il) a deux enfants, 300 roupies s'il en a trois, 400 pour un plus grand nombre. « On ne motive pas, comme autrefois, souligne le Dr Pale, on persuade, en utilisant des moyens psychologiques. »

Les candidats et candidates ne se désistent pas spontanément des camps mobiles épandus dans les bidonvilles. Chacun pratique une dizaine de stérilisations par jour. Notre interlocuteur, qui revendique « le record mondial des stérilisations en milieu urbain », salue avec enthousiasme le changement

qui est intervenu en 1975 dans la politique antinataliste indienne. « Grâce à Indira et à Sanjay Gandhi », dit-il du fils du premier ministre, qui avait fait du contrôle des naissances — sur le thème « deux enfants, c'est assez » — l'un des cinq points de son programme d'action.

(Lire la suite page 6.)

LE FESTIVAL DU FILM D'HUMOUR

Sans rire décisif

Chamrousse sous le soleil avec la glee qui fond... Drôle d'endroit disait-on pour y planter un festival ; on avait d'abord choisi la neige puis, en 1976, on a pensé à l'humour (Grand Prix « Nous sommes tant aimés ») ; cette année, les organisateurs ont pensé qu'ils avaient bien choisi : ainsi naissent les traditions et les Chamroussiens vivent à un hommage légitime au joyeux intérêt qu'ils prennent à la bonne marche de leur station. Puisse le Festival y contribuer, largement et en euro la preuve que, dans la société de consommation, l'art a encore un rôle à jouer.

Festival d'hiver ? On l'a dit le dernier jour après le palmarès, quelque part au fond de la salle :

mais pour instituer un Prix du public, encore faudrait-il la place pour l'accueillir plus largement. Alors on a parlé de manipulation du jury, histoire de parler parce que tout le monde était d'accord sur l'attribution des prix : « Brucaléone », de Mario Monicelli (Grand Prix), « Hi Mom », de Brian de Palma (Prix spécial), et, naturellement, de favoritisme quand les critiques ont décerné leur prix à l'un d'eux, Philippe Collin, pour « Cinéfolies ». On ne soupçonne pas de mépris de ses hôtes, gens compromis par excellence et, dans ce domaine particulier, toujours prêts à rendre hommage au talent d'un confrère.

GÉRARD CONDE.
(Lire la suite page 27.)

EDITIONS J. DELMAS
13, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. 325-08-32

LE MONDE diplomatique
DU MOIS DE MARS
EST PARU

EXTRAIT DU SOMMAIRE
« Louis GAVAILLY
Fondateur et président de la
GESTION DES STOCKS »

EXTRAIT DU SOMMAIRE
« Pierre PILONNI
Employés et salaires dans la
FORMATION PERMANENTE »

EXTRAIT DU SOMMAIRE
« Jean-Pierre LAFITTE
La construction de l'État
et la formation de la nation »

EXTRAIT DU SOMMAIRE
« Jean-Pierre LAFITTE
La construction de l'État
et la formation de la nation »

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

Pologne

APRÈS SES ENTRETIENS AVEC LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES L'envoyé du Vatican va visiter plusieurs diocèses

De notre correspondant en Europe centrale

Varsovie. — Arrivé vendredi 4 mars à Varsovie, Mgr Poggi, chef du groupe de travail du Vatican pour les contacts permanents avec le gouvernement polonais, a commencé ses entretiens. Pendant la partie officielle de son séjour, prévu pour une durée d'une semaine, le nonce extraordinaire doit rencontrer notamment M. Kozłowski, secrétaire d'Etat pour les affaires du culte. Il sera ensuite l'hôte des autorités religieuses, avec lesquelles il visitera plusieurs diocèses du pays. Il s'agit de la quatrième mission en Pologne de Mgr Poggi depuis l'instauration de contacts officiels entre Varsovie et le Saint-Siège à l'automne 1974.

Cette visite intervient à un moment où les relations entre l'Eglise et l'Etat sont de nouveau obscurcies par plusieurs affaires délicates. Pendant la crise sociale qui a suivi les événements de juin, la hiérarchie catholique s'est prononcée très clairement et très tôt, par la voix du cardinal Wyszyński, en faveur d'une amnistie. Elle a aussi toléré que des collectes pour la défense des ouvriers soient organisées dans les

églises. Les mesures de grâce annoncées au début du mois de février par M. Giersek, le chef du parti, vont dans le sens souhaité par l'Eglise, mais la conférence épiscopale a préféré attendre de voir quel en serait l'effet réel avant de s'en féliciter.

La conférence a, en revanche, pris position en termes peu équivoques, au sujet de la libre activité des milieux catholiques intellectuels. Jouant sur les divisions dans ces milieux, le pouvoir a essayé ces derniers mois d'affaiblir le Club des intellectuels catholiques de Varsovie au profit d'un groupe rival plus docile, en le privant des sources de revenus qu'il retirait de l'exploitation d'une petite entreprise industrielle, Libella. Cette attaque a été interprétée par les membres du Club comme une tentative visant à réduire, voire supprimer, leur indépendance (Le Monde des 25 janvier et 1^{er} février).

La cent cinquante-sixième conférence épiscopale a déclaré, à ce propos, que « les activités d'édition de publications et revues catholiques, qui ne sont pas nombreuses en Pologne, ainsi que des activités des milieux catholiques font partie du domaine vital de l'Eglise. La limitation de leurs

activités est une limitation des droits aux activités libres de l'Eglise ». La conférence a autorisé Mgr Dambrowski, secrétaire épiscopal, à engager des pourparlers avec les deux groupes catholiques, en vue d'arriver à une solution leur garantissant une activité sans entraves.

Les « faux sermons » du cardinal

D'une façon plus générale, la conférence s'est fait l'écho des difficultés rencontrées par les évêques dans l'accomplissement de leurs activités pastorales. Elle a souligné qu'elle attendait « une harmonisation des relations entre l'Eglise et l'Etat, ainsi qu'une compréhension de la mission évangélique de l'Eglise, au libéré dans l'accomplissement des devoirs religieux et dans la mission conforme aux besoins des fidèles ».

Le climat des relations entre l'Eglise et l'Etat a été aussi troublé, ces dernières semaines, par l'affaire des faux sermons du cardinal Wyszyński. Ces textes, qui ont circulé au début de l'année à Varsovie, contrefaisaient deux sermons prononcés en 1974 par le primate et publiés récemment sous forme de brochures par une mai-

son d'édition religieuse romaine. Asses grossièrement fabriqués, ils faisaient dire, par exemple, au cardinal : « Je comprends les communistes, et je dis qu'ils ont raison ». On enregistre, après avoir supprimé les allusions aux discriminations dont font l'objet les catholiques dans la vie sociale en Pologne, ils mettaient dans la bouche du primate les propos suivants : « L'épiscopat polonais estime que les autorités font preuve de bonne volonté et comprennent la situation et la position de l'Eglise. Bien que l'Etat laisse persister de l'Université et de la détermination avec laquelle certains groupes cherchent à l'exploiter. A la suite des affrontements de samedi, la fermeture provisoire de toutes les facultés de Rome a été décidée par le recteur ».

La capitale n'a pas été le seul théâtre de violences. A Milan, le même jour, des extrémistes de gauche ont donné l'assaut à plusieurs établissements scolaires privés. La veille et l'avant-veille, des étudiants et autonomes et communistes s'affrontaient durement à Turin. Ce lundi 7 mars, l'attention se porte plutôt sur Florence, où les « autonomes » ont décidé de participer massivement à la conférence nationale des travailleurs de la métallurgie. Les organisateurs de cette réunion ne cachent pas leur inquiétude : il est prouvé, depuis les graves incidents du mois dernier à la cité universitaire de Rome, que des étudiants s'abandonnent à des prises de position physiquement aux ou-

Tout le monde parle de « procession » à propos de la gréilla urbaine de samedi soir, dans la capitale. Vers 18 heures, quelques milliers d'étudiants, réunis à la cité universitaire, ont voulu gagner le centre de la ville pour protester publiquement contre la condamnation à neuf ans et six mois de prison d'un étudiant gauchiste, Fabrizio Pandolfi, accusé d'avoir tiré, en 1976, d'un étiquette une grenade à main. Les manifestants se sont trouvés nez à nez avec des forces de police très nombreuses, qui fer-

Italie

APRÈS DE VIOLENTES BAGARRES

L'université de Rome est provisoirement fermée

De notre correspondant

Rome. — Cocktails Molotov, véhicules incendiés, coups de feu... Pendant trois heures, le samedi 5 mars, des étudiants se sont violemment affrontés aux forces de l'ordre en plein centre de Rome. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées au cours de ces incidents, qui témoignent d'une crise persistante de l'Université et de la détermination avec laquelle certains groupes cherchent à l'exploiter. A la suite des affrontements de samedi, la fermeture provisoire de toutes les facultés de Rome a été décidée par le recteur.

La capitale n'a pas été le seul théâtre de violences. A Milan, le même jour, des extrémistes de gauche ont donné l'assaut à plusieurs établissements scolaires privés. La veille et l'avant-veille, des étudiants et autonomes et communistes s'affrontaient durement à Turin. Ce lundi 7 mars, l'attention se porte plutôt sur Florence, où les « autonomes » ont décidé de participer massivement à la conférence nationale des travailleurs de la métallurgie. Les organisateurs de cette réunion ne cachent pas leur inquiétude : il est prouvé, depuis les graves incidents du mois dernier à la cité universitaire de Rome, que des étudiants s'abandonnent à des prises de position physiquement aux ou-

maient tous les accès du centre. Une heure de négociation ne servit à rien : les policiers voulurent défilier et les étudiants refusèrent l'ordre formel de les empêcher. Chacun des deux camps accuse l'autre d'avoir attaqué la première, avant que les étudiants n'envahissent les arènes du centre.

Le rôle des « radios libres »

Un bilan précis est impossible à établir, car les « autonomes » emportent leurs blessés, qui ne veulent pas se faire soigner dans les hôpitaux. Les dégâts matériels, en tout cas, sont importants : il y a eu plusieurs détonations d'incendies, des automobiles incendiées, des vitrines brisées. On peut se demander quelle tournure auraient pris les événements si l'assaut contre une armée n'avait été repoussé.

Selon l'extrême gauche, les forces de l'ordre ont chargé à plusieurs reprises, sans raison, les partisans des grandes assemblées à hauteur d'homme. Le parti communiste est d'un avis opposé. Dans un communiqué, il exprime « une dure et sévère condamnation pour des actes répétés de violence et de vandalisme », avant de réclamer une « riposte, forte et consciente, des forces démocratiques ». Les dirigeants communistes sont convaincus, en effet, qu'il existe dans les grandes villes universitaires, et notamment à Rome, des groupes très bien organisés — il les qualifie de « bandes armées » — dont le seul but est de « casser la baraque ». Le gouvernement démocrate-chrétien doit en être lui aussi convaincu, puisqu'il a choisi la ferme attitude de les responsables de l'ordre public ont noté, comme tout le monde, une nouveauté importante : plusieurs « radios libres » (il y en a des dizaines à Rome) laissent des appels aux étudiants pour les engager à descendre dans la rue.

ROBERT SOLÉ

« L'UNITA » : la rencontre de Madrid a été une étape importante d'un processus en cours

De notre correspondant

Rome. — Un premier bilan de la conférence de Madrid a été dressé du côté italien par M. Sergio Segre. Dans un éditorial de l'Unità, paru le dimanche 6 mars, le responsable de la section extérieure du P.C.I. emploie avec quelques précautions le terme

Droits de l'homme

NOUS RESPECTONS LE COMBAT DE TOUS LES DISSIDENTS déclare M. de Guiringaud

Invité, dimanche soir 6 mars, au club de la presse à Europe 1, M. de Guiringaud a déclaré, à propos des droits de l'homme dont le président Carter se fait le champion : « Nous respectons le combat de tous les dissidents dans tout le pays du monde, mais, je le répète, chacun a sa méthode pour aider à ce combat. Nous ne pensons pas que ce soit par des gestes spectaculaires, en nous associant à des manifestations éphémères, que nous pourrions faire progresser ce combat ».

En ce qui concerne l'Europe, les droits de l'homme ont reçu une définition et une protection dans l'acte final d'Helinski. C'est sur la base de cet acte final et lorsque l'on évaluera le degré d'application de celui-ci à la conférence de Belgrade, l'été prochain, que nous ferons connaître notre appréciation de ce qui est fait dans tel ou tel pays. De toute manière, nous ne aurions admettre que, dans un pays quelconque, des hommes ou des groupes d'hommes soient inquiétés pour leur défense des droits de l'homme, tels qu'ils sont inscrits dans l'acte final d'Helinski. Je l'ai dit de la façon la plus claire il y a quelques jours en Pologne, je l'ai dit dans mes conversations avec les dirigeants polonais, je l'ai également dit publiquement, et je le répéterai à chaque fois que cela sera nécessaire ».

Plusieurs mouvements juifs de France et de Belgique, ainsi que la Ligue internationale contre le racisme (LICRA), ont manifesté samedi 5 mars à Cologne. Sous la conduite de M. et Mme Klarsfeld et de M. Maurice Pior, président de l'Union des déportés juifs de Belgique, ils se sont réunis devant une brasserie où la « Deutsche Volksunion » avait organisé une réunion de soutien à l'écroulement de la Luftwaffe. Plusieurs organisations ont manifesté, dimanche 6 mars, pour protester contre la réunion de Cologne. — (A.F.P.)

« eurocommunisme », affirmant qu'il y a encore du chemin à parcourir dans cette direction.

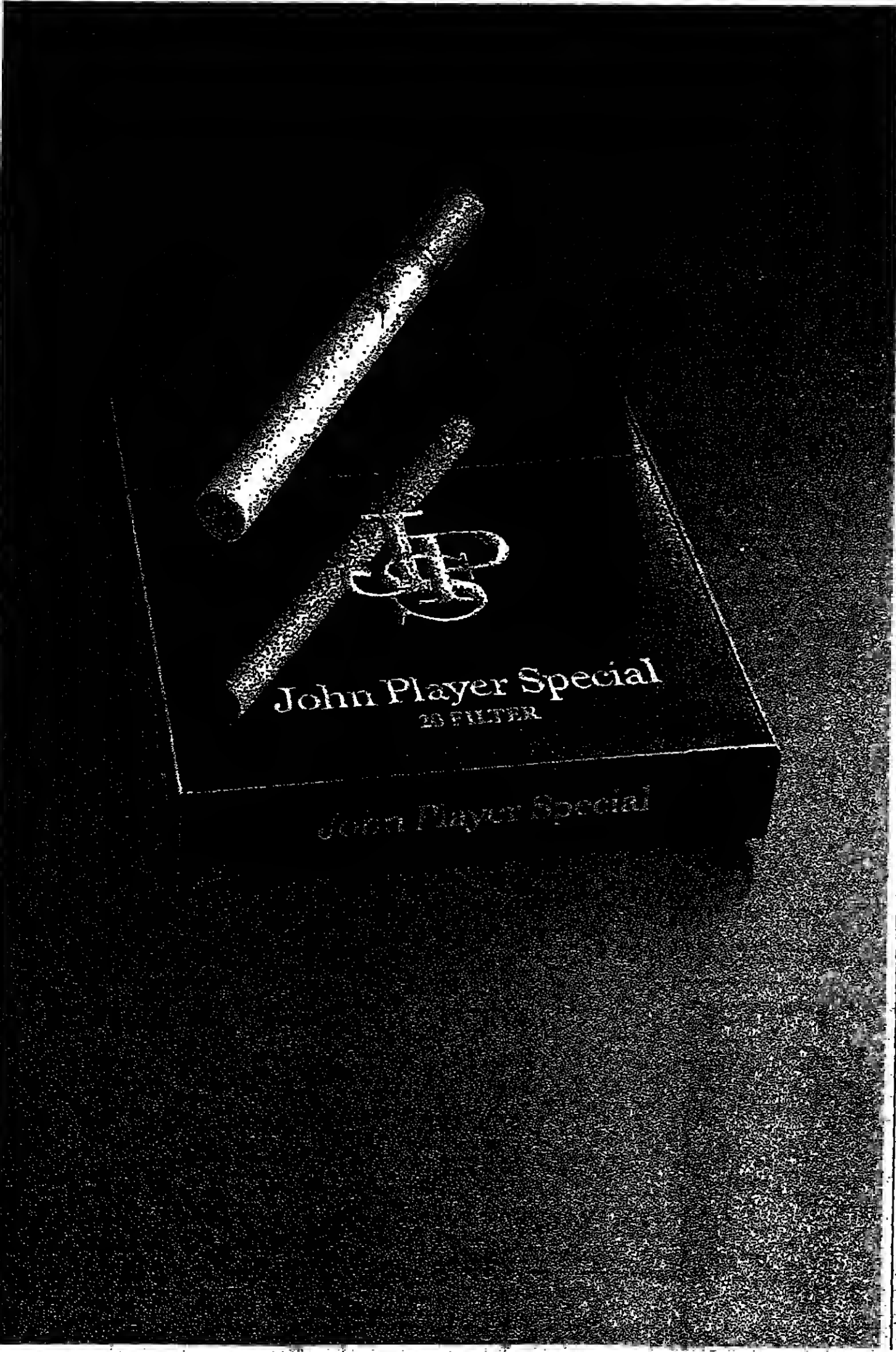
M. Segre écrit : « Le sommet eurocommuniste de Madrid — comme tous ou presque ont défini la rencontre dans la capitale espagnole des camarades Carrillo, Berlinguer et Marchais — a été un fait politique de grande importance. Et pour cela trois raisons : parce qu'il a eu lieu à Madrid ; parce qu'il a confirmé et développé un processus de convergence que les trois grands partis communistes de l'Occident européen, dans leur élaboration autonome et au-delà des diversités qui caractérisent la situation des pays respectifs, ont enregistré ces dernières années sur des problèmes fondamentaux, politiques et idéologiques ; enfin, parce que la conférence de Madrid a demandé l'application intégrale des résolutions d'Helinski, tant à l'Ouest qu'à l'Est ».

M. Segre ajoute, d'autre part : « Madrid n'a été ni un point d'arrivée ni un point de départ. Il a été une étape importante d'un processus en cours depuis quelques temps et bien loin d'être comploté, un processus qui a pour objectif de donner une réponse positive — avec la contribution d'une pluralité de forces politiques et sociales — à la crise d'aujourd'hui et d'avancer vers la socialisme dans la démocratie et la liberté ».

Belgique

M. TINDEMANS DÉSIGNE DEUX NOUVEAUX MINISTRES FRANKOPHONES

Bruxelles (A.F.P.). — M. Leo Tindemans, premier ministre belge, a désigné deux nouveaux ministres francophones pour élargir la parité linguistique entre francophones et néerlandophones exigée par la Constitution mais rompue par la révocation de deux ministres du Rassemblement wallon le 6 mars. Les nouveaux membres du cabinet sont le comte Charles Cornet d'Elzius, sénateur libéral wallon, âgé de cinquante-cinq ans, qui appartient à la droite libérale francophone (il devient ministre adjoint des affaires économiques), et M. Marcel Pissman, député social-chrétien de Nivelles, près de Bruxelles. M. Pissman, âgé de cinquante et un ans, devient ministre des pensions et appartient à l'aile syndicaliste du parti social-chrétien. M. Tindemans doit faire devant la Chambre, le mardi 8 mars, une déclaration qui pourrait être suivie d'un vote de confiance.



Suède

La carte jaune de M. I.

A travers

Bésil

Chine

Etats-Unis

Guinée-Bissau
Inde
Modèle

الاميل

هكسان لائل

EUROPE

Suède

La carte jaune de M. Palme

De notre correspondant

Stockholm. — Les Suédois, disent les quelques commentateurs qui existent à Stockholm, sont les gens les plus jaloux du monde. Il est vrai que le socialisme suédois, surtout devant l'impôt, est devenu une obsession. Ce qui explique que la loi suédoise sur la corruption, dite « la loi sur la transparence », est l'une des plus strictes au monde. Un grand nombre d'industriels suédois ont été poursuivis par cette loi. Les hommes politiques, les journalistes, les syndicalistes, les hommes d'affaires, les hommes politiques ou encore les journalistes : stylistes, bouquets de fleurs, boîtes de chocolats, ils ne sont pas tous aussi innocents, et M. Palme, le chef du parti socialiste, a commencé à s'occuper lorsqu'il est arrivé à la tête du gouvernement.

L'intégrité du gouvernement

Les noms de tous ces « corrompus » ont été publiés dans les journaux. Parmi eux figurent des dirigeants sociaux-démocrates, dont M. Palme, mais aussi des membres du nouveau gouvernement de M. Fälldin. Un communiqué officiel affirme toutefois qu'aucun ministre n'a été impliqué dans ces affaires. M. Palme a déclaré qu'il n'avait rien à déclarer. M. Fälldin a déclaré qu'il n'avait rien à déclarer. M. Palme a déclaré qu'il n'avait rien à déclarer. M. Fälldin a déclaré qu'il n'avait rien à déclarer.

A travers le monde

Bresil

TROIS PRISONNIERS POLITIQUES, accusés d'appartenance à l'Organisation armée nationale, ont été envoyés en prison. Le président du tribunal militaire de Rio de Janeiro a déclaré qu'il n'y avait aucune plainte de torture. Trente-trois personnes, dont deux capitaines de l'armée, ont été accusées d'appartenance à la même organisation. Les trois prisonniers ont été libérés.

Chine

M. JENG SARY, vice-premier ministre du Cambodge, est arrivé vendredi à Pékin. Il a été reçu par le président du Comité central de la République populaire de Chine. M. Jeng Sary a déclaré qu'il était venu en Chine pour discuter de la situation au Cambodge.

Etats-Unis

LE PARTI COMMUNISTE AMERICAIN a demandé samedi à la Chambre de voter la loi sur le contrôle des armes. Le parti communiste américain a déclaré qu'il était prêt à accepter la loi si elle était votée.

Belgique

M. TINDMANS, ministre des Affaires étrangères, a déclaré qu'il était prêt à accepter la proposition de loi sur le contrôle des armes.

Portugal

Les déclarations de M. Mario Soares

(Suite de la première page.)

Nos affinités, nos liens, nos intérêts communs sont très importants. Il y a environ huit cent mille travailleurs portugais en France. Nous avons des projets de coopération économique et industrielle qui impliquent une relation des investissements français chez nous. Dans le nouveau plan quinquennal, la sidérurgie, le complexe portuaire de Sines, les mines de fer du Nord, dans les pyrites de l'Alentejo, l'aluminium de l'Algarve.

Le cas de l'Espagne

M. Jenkins, président de la Commission européenne, a déclaré qu'il était prêt à accepter la proposition de loi sur le contrôle des armes.

tion politique des Neuf pour l'ouverture de négociations. Rien d'autre. On dira qu'il reste la politique agricole. Mais cette question ne devrait pas soulever de problèmes pour la France. Les Irlandais et les Italiens, pour d'autres raisons, pourraient en principe être plus réservés que la France. Or ils sont, eux, en faveur de notre entrée. Les Italiens estiment en particulier que les produits agricoles de l'Europe du Sud sont d'abord menacés par ceux de l'Europe du Nord.

Un calendrier très souple

M. Mario Soares termine cette nouvelle tournée européenne le dimanche 13 mars. Il compte ensuite, à la fin du mois, présenter au Parlement la candidature du Portugal à la Communauté. Il se déclare prêt à fournir tous les éclaircissements et tous les renseignements d'information que la Commission pourrait souhaiter.

Le secrétaire général de l'Alliance populaire a déclaré qu'il était prêt à accepter la proposition de loi sur le contrôle des armes.

Espagne

Le congrès de l'Alliance populaire a exalté l'œuvre de Franco

De notre correspondant

Madrid. — Le dimanche 6 mars, trois partis politiques ont célébré à Madrid la clôture de leurs congrès. Il s'agit de l'Alliance populaire (néo-franquiste), des cercles Jose Antonio (phalangistes) et de la Fédération madrilène du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol - rénové).

Le plus important a été sans nul doute celui de l'Alliance populaire, formée de sept groupes ayant chacun à sa tête un ancien ministre de Franco. Son secrétaire général est M. Manuel Fraga Iribarne, ancien ministre de l'Information, que la presse espagnole surnomme « Cyclone Manolo » en raison de ses interventions impétueuses. Le congrès a approuvé la fédération des sept groupes et le programme à l'unanimité des trois mille cinq cents délégués.

Un slogan : « Réformer ce qui est nécessaire, conserver ce qui est valable. » Mais si l'on s'en tient aux discours des orateurs il s'agit bien plus de « conserver » que de « réformer ». M. Fraga a déclaré que « l'Alliance » est une force politique qui refuse d'accepter la destruction de l'œuvre gigantesque de ces quarante dernières années et qui veut maintenant administrer cette réussite ».

Le secrétaire général de l'Alliance populaire a déclaré qu'il était prêt à accepter la proposition de loi sur le contrôle des armes.

jacques attali

bruits

“un fantastique laboratoire d'idées”

Jacques Lonchamp

Le Monde

“contre l'économie de la fourmi, Attali a composé la première des partitions pour le temps libre des cigales”

Michel Serres

observateur

304 pages 49 F

puf

AMÉRIQUES

BRÉSIL

RÉCUSANT UN RAPPORT AMÉRICAIN SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le gouvernement renonce à l'aide militaire de Washington

Le gouvernement brésilien a fait savoir, le lundi 7 mars, qu'il considérait comme « clos » l'incident diplomatique provoqué par l'envoi d'un mémorandum américain sur les droits de l'homme au Brésil. Le Brésil ne tiendrait pas à envenimer les choses avec les Etats-Unis, mais il ne signifierait pas sa décision, annoncée samedi, de mettre un terme à l'aide militaire américaine.

Rio-de-Janeiro. — Rien ne va plus entre le Brésil et les Etats-Unis. Après avoir repoussé, le 1^{er} mars, les pressions américaines visant à modifier sa coopération nucléaire avec Bonn, le Brésil a annoncé qu'il refusait l'aide militaire des Etats-Unis pour l'année 1977-1978 à 50 millions de dollars. Le Brésil n'admet pas qu'une telle assistance soit liée à la façon dont il respecte les droits de l'homme sur son territoire. Le gouvernement Gelsel l'a refusé avant même que le Congrès de Washington examine le rapport sur les droits de l'homme au

Brésil que vient de lui adresser la Maison Blanche. Que des raisons humanitaires et morales soient à l'origine de la tension entre les deux pays relève du paradoxe. Personne n'ignore la part prise par les Etats-Unis dans l'élaboration au Brésil d'une doctrine et de méthodes destinées à en finir avec le « communisme » et la « subversion ». En février 1976, l'identité idéologique et politique entre les deux pays était sanctionnée par M. Kissinger lors d'une visite à Brasília. Le secrétaire d'Etat avait accordé alors un traitement privilégié au Brésil en mettant en place un mécanisme de consultations réciproques et il lui avait décerné un satisfecit moral en affirmant qu'il n'existait pas « deux autres peuples » (que l'américain et le brésilien) plus préoccupés par la dignité et les valeurs fondamentales de la personne humaine.

Le ton a bien changé. Et ce n'est pas seulement en raison des initiatives moralisatrices de M. Carter. Comme il l'a rappelé l'ambassadeur américain à Brasília, c'est en juin 1976, sous l'administration Ford, que le département d'Etat a décidé de fournir au Congrès des rapports sur la situation des droits de l'homme dans chaque pays. Les quatre-vingt pays qui reçoivent des Etats-Unis une aide militaire. Le rapport concernant le Brésil doit être débattu à Washington ces jours prochains. Par courtoisie, a précisé l'ambassade, une copie en a été remise le vendredi 4 mars au ministre brésilien des affaires étrangères. Quelques heures après, le ministre retournait le texte à l'ambassade en affirmant qu'il « contenait » des commentaires et des arguments tendancieux et inacceptables. Samedi, le gouvernement brésilien remettait à l'ambassadeur américain, M. John Crumrine, une note indiquant qu'il « refusait » l'annonce des assistances militaires qui dépendraient directement ou indirectement de l'examen préalable par un gouvernement étranger d'affaires qui sont de la compétence exclusive du gouvernement brésilien.

Le même jour, l'ambassade américaine répliquait par une autre note expliquant que l'inquiétude au sujet des droits de l'homme ne pouvait être considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures des nations. « Le point de vue du gouvernement américain, disait la note, c'est qu'une telle préoccupation transcende les frontières nationales. » Le rapport d'assistance au Brésil abordait de nombreux sujets : les tortures, les arrestations arbitraires, les violences commises contre l'Église, les « exécutions » de parlementaires, la censure sur la presse, les activités de l'Escadron de la mort, les atteintes aux droits des indiens. Il a été rédigé à l'aide d'informations transmises par les diplomates américains en poste à Brasília.

Des résolutions contraires à la politique américaine. A aucun moment depuis 1964, les organisations internationales n'ont été autorisées à se rendre au Brésil pour enquêter sur le sort des « disparus » et des prisonniers politiques. Le gouvernement Gelsel a toujours insisté

entendre qu'il n'admettrait pas que les services de sécurité (c'est-à-dire les « tortionnaires ») soient mis au rang des accusés. Quant l'opposition a tenté de former une commission parlementaire d'enquête en mars 1976, elle a aussitôt essuyé une fin de non-recevoir et les « durs » de l'armée l'ont accusée d'agir l'inspiration des communistes. Mais la décision de rompre des liens avec les Etats-Unis est due aussi à la dégradation spectaculaire des relations avec un pays longtemps considéré comme le meilleur allié. C'est avec l'arrivée à la présidence du général Gelsel, le 15 mars 1974, que la diplomatie brésilienne a pris définitivement ses distances à l'égard de l'ancien protecteur. Dès cette année-là, Brasília établissait des relations diplomatiques avec Pékin. En 1976, il signait un accord de coopération nucléaire avec Bonn. Puis venait la reconnaissance du gouvernement formé par le M.P.L.A. plusieurs mois avant la fin de la guerre en Angola et le vote à l'ONU contre le système « considéré » comme une forme de racisme.

Déjà des limites étaient indiquées à la marge de manœuvre de Brasília : Washington tolérerait mal que, dans les instances internationales, les Brésiliens fussent délibérément plus avec d'autres pays pour adopter des résolutions contraires à la politique américaine. La visite de M. Kissinger a coïncidé pour un temps les divergences entre les deux pays. De l'aveu américain, le mécanisme de consultations réciproques mis en place à l'époque et dont Brasília était la seule capitale latino-américaine à bénéficier était destiné davantage à flatter l'amour-propre national qu'à établir entre Brasília et Washington un dialogue de puissance à puissance. D'ailleurs, assésit adopté, le mémorandum de février 1976, qui prévoyait des consultations deux fois par an au niveau gouvernemental, a été pratiquement sans effet.

Accentués par la crise économique mondiale, les ressentiments de Brasília à l'égard des Américains ont vite ressurgi. Le gouvernement Gelsel a résumé les inconvénients de liens excessivement étroits avec les Etats-Unis. An cours des dernières années, le commerce bilatéral n'a cessé de se déséquilibrer au détriment du Brésil. En 1976, les Américains ont été responsables avec 1 milliard 800 millions de dollars de plus de la moitié du déficit commercial brésilien. En accumulant les taxes à l'importation, ils ont amené leur principal partenaire en Amérique du Sud à agiter le menace de représailles. La situation s'est aggravée lorsque le gouvernement Carter a lancé son offensive contre l'accord nucléaire signé entre Bonn et Brasília. Les Américains sont persuadés que le Brésil peut très bien produire de l'énergie atomique dans des conditions satisfaisantes sans se doter d'une usine de retraitement des combustibles irradiés. L'un des points de l'accord visé par le nouveau président. Le 1^{er} mars dernier, le sous-secrétaire d'Etat à l'énergie, M. Warren Christopher, est venu à Brasília proposer une formule de réchange : les Etats-Unis s'engageraient à fournir au Brésil l'uranium enrichi dont il aura besoin pour alimenter les huit réacteurs nucléaires achetés à l'Allemagne. En échange le gouvernement de Brasília renoncerait à construire sur son sol les usines d'enrichissement et de retraitement, que Washington souhaite internationaliser.

« Pas une grande perte ». Le gouvernement Gelsel ne négocie pas un seul point de l'accord. Quelques jours après, il a été amené à braver une fois de plus son « allié » américain. Plusieurs chefs militaires se sont d'ailleurs empressés d'affirmer que l'aide américaine n'aurait pas une grande perte. Il s'agit, comme on sait, d'une ouverture de crédits et les responsables des achats de matériel assurent qu'ils y recourraient de moins en moins ces dernières années.

L'armée de l'air a en effet renouvelé complètement son équipement en achetant seize Mirage et quarante-deux chasseurs F-5 dont les derniers exemplaires ont été livrés en 1976. En outre, elle dispose d'une entreprise brésilienne, EMBRAER, qui lui fournit des petits avions d'entraînement. L'armée de terre affirme qu'elle est presque auto-suffisante grâce à l'entreprise de matériel de guerre IMBEL, montée à Saint-Paul. Seul la marine dépend encore des Etats-Unis pour certaines fournitures. L'entraînement d'officiers brésiliens aux Etats-Unis devrait continuer dans la mesure où il est directement pris en charge par le gouvernement. La presse a souligné que 50 millions de dollars représentent de toute façon une somme bien petite par rapport aux 2 milliards de dollars consacrés cette année par le pays à sa défense.

Tandis que les militaires interrompt affirment qu'ils se sont efforcés depuis longtemps de diversifier leurs sources d'approvisionnement en matériel de guerre et qu'ils continueront de le faire, les hommes politiques dénoncent cette « nouvelle impérialisme » américaine dans les affaires de la nation. Même le secrétaire général du parti d'opposition, M. Ramalho, a déclaré apporter son appui au président en ce moment historique : « un appli tactique qui fait peu de cas de celui que le président Carter apporte — adroitement ou non — aux démocrates brésiliens. »

CHARLES VANHECKE.

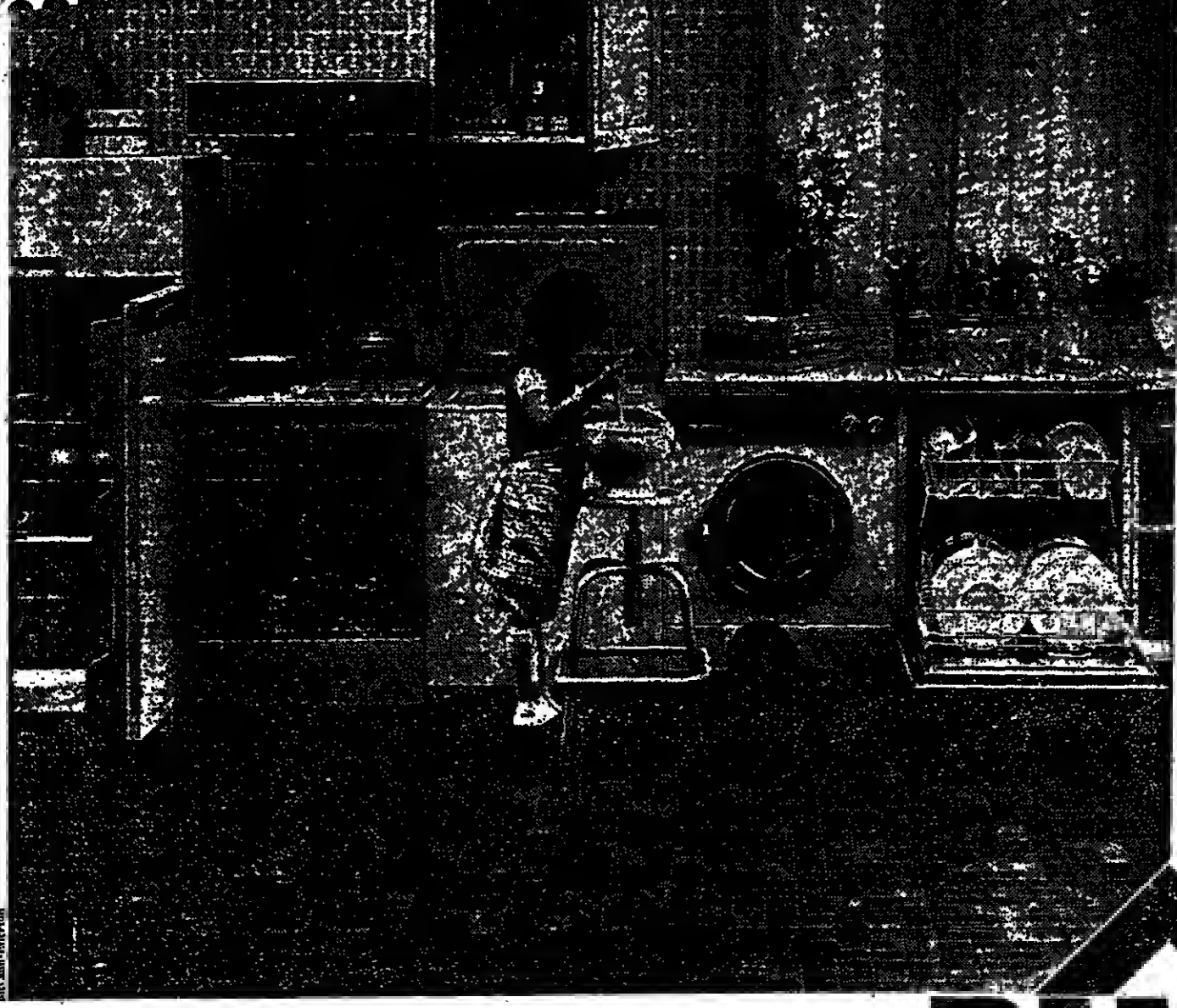
Guatemala

UN MORT ET HUIT BLESSÉS, dont quatre parmi les forces de l'ordre. Tel est le bilan des incidents qui ont eu lieu le vendredi 4 mars à Guatemala, deuxième ville du Guatemala. — (A.F.P.)

Dans les 8 BHV.

Les Arts Ménagers, c'est l'affaire des 8 BHV.

JUSQU'AU 26 MARS
CREDIT GRATUIT
9 MOIS
SUR TOUT LE MAGASIN



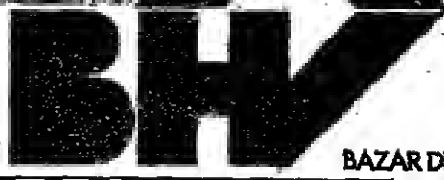
Des aspirateurs, des cuisinières, des mixeurs, des batteurs et des batteurs-mixeurs, des robots et des fours encastrables, des cuisiniers, des réfrigérateurs, des congélateurs, des machines à laver, des sèche-linge, des lave-vaisselle. Au BHV, les Arts Ménagers, c'est ça. Les BHV offrent l'événement à grand renfort de nouveautés et de conditions d'achat, grâce au crédit gratuit 9 mois dont vous pouvez bénéficier sur tout le magasin, à partir de 850 F d'achat. Et si vous avez dans l'idée de transformer une chambre d'enfant, de vous offrir une chaîne hi-fi ou une tondeuse à gazon, profitez-en. Ce crédit gratuit 9 mois concerne tout le magasin.

* A partir de 850 F d'achat. Après acceptation du dossier. A réception des articles signalés par points verts et des services. Dans la limite des stocks disponibles. Non cumulable avec les autres promotions et les opérations promotionnelles en cours.

Exemple : Machine à laver Violette, 4 kg automatique, 20 programmes, essorage 500 tours/minute : 2087 F. Avec le crédit gratuit, 1^{er} versement comptant : 422 F et 9 mensualités de 185 F : 1665 F. toujours - 2087 F.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire passer chez vous vos appareils par des professionnels sélectionnés. Pour vos dépannages TV électroménagers BHV Service n°1 375-98 50.

Pour être sûr de bien choisir.



BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL.

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

Etats-Unis

Quarante-deux citoyens « en direct avec Jimmy »

De notre correspondant

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

« Ask President Carter » (Demandez au président Carter), l'émission, patronnée par une des grandes chaînes de radio-télévision, a été un exercice de relations publiques dans lequel le président Carter excellait. « Une expérience unique et historique de communication entre le président et son peuple », a dit Walter Cronkite, vint-routier de la télévision, qui présentait le programme. C'était, en effet, la première fois qu'un président répondait en direct aux appels téléphoniques de ses administrés. Mais si l'expérience est assez nouvelle pour M. Carter, elle ne l'était pas pour M. Carter, qui avait déjà utilisé cette formule quand il était gouverneur de Géorgie.

Très à l'aise, dans le style familier qu'il avait déjà illustré dans la causerie télévisée où il était apparu en cardigan, le président Carter bavarda librement avec ses interlocuteurs, tous très courtois et même déférents. A aucun moment d'ailleurs, chargé de composer le programme en cas de remarques grossières ou obscènes n'eut à intervenir. La familiarité traditionnelle — souvent superficielle — des rapports humains au Etats-Unis facilitait la tâche du président. M. Carter usa et abusa des « Hi, Jerry ! Hi, Phil ! Hi, Cheryl ! » en réponse à de très conventionnels « mon-

sieur le Président ». Seule une petite fille de onze ans se permit un « Hello Jimmy ! ». Elle voulait savoir pourquoi Amy, la fille du président, préférait aller à l'école publique.

Aucune des questions, qui allèrent des relations avec Cuba à la pratique du karaté coréen dans l'arrière-cour, ne fut vraiment acrimonieuse. Un jeune homme demanda cependant pourquoi « Chip », le fils du président, sa femme et sa fille vivaient à la Maison Blanche « aux frais du contribuable », et un pique-nique géant, l'envoi de quatre cent cinquante mille lettres pour solliciter l'avis du public en matière de politique énergétique, sont autant d'initiatives qui répondent à l'une des préoccupations politiques majeures du nouveau président : « aider le peuple », sans passer par l'intermédiaire du Congrès ou de la presse, afin de consolider sa position en vue des affrontements difficiles qui se préparent au Capitole sur son programme.

« Ask President Carter » peut être considéré comme l'excellente performance d'un bon spécialiste de la manipulation des masses : il a voulu donner l'illusion qu'en accordant directement au président un peu de la parole, les citoyens de gouvernement à gouverner.

HENRI PIERRE

Pas d'animosité envers la France

Sur les quelques questions de politique étrangère, le président apporte peu de nouvelles à ses déclarations antérieures et à celles de M. Cyrus Vance. Il a confirmé qu'aucune condition préalable n'avait été posée aux négociations avec Cuba, mais il a précisé que la normalisation des relations américano-cubaines dépendait de changements importants dans l'habitude de La Havane, à propos de l'atténuation de la Concorde à New-York, il a indiqué que la décision serait dictée par un souci de protéger l'environnement et non par une animosité quelconque envers le peuple français ou par esprit de compétition avec la

(1) M. Carter a expliqué à l'un de ses interlocuteurs qu'il avait fait part au gouverneur de l'Etat de New-York, M. Hugh Carey, de la convenance d'abandonner le projet d'un sujet vendredi avec M. Valéry Giscard d'Estaing. Le président a appelé qu'il n'avait « aucun contrôle » sur la décision que prendrait le 10 mars l'autorité du port de New-York.

Pérou

LA VISITE DU PRÉSIDENT VIDELA

L'Argentine va livrer une centrale nucléaire à Lima

A l'issue de la visite que le président argentin Jorge Videla a faite du 3 au 6 mars à Lima, un communiqué officiel a annoncé que l'Argentine allait livrer une centrale nucléaire au Pérou. Le gouvernement péruvien a confirmé, d'autre part, qu'il avait acheté à l'Union soviétique du matériel militaire pour une valeur totale de 250 millions de dollars (1 milliard 125 millions de francs).

De notre correspondant

Lima. — Il ne s'agit pas de former un axe Buenos-Aires-Lima : tant du côté péruvien que du côté argentin c'est ce qui a été répété

pendant la visite que le président Videla vient d'effectuer à Lima. On n'en a pas moins mentionné, des deux côtés, la nécessité d'un réajustement au sein du « cône sud ».

A Lima, on attendait avec intérêt l'arrivée du président Videla, qui avait été avancée de quelques mois à la demande des Péruviens. La diplomatie des deux pays, sur ces dernières années, une trajectoire sensiblement parallèle. A l'époque des présidents Peron et Velasco, les deux pays s'étaient entendus sur une politique « tiers-mondiste » et non-alignée. Ce qui avait contribué à les isoler au sein d'un continent latino-américain où les régimes conservateurs progressaient l'un après l'autre. Depuis un an, tant à Buenos-Aires qu'à Lima, on a donné la priorité à l'Amérique latine.

Le Pérou s'inscrit de la situation à sa frontière sud. Si la tension avec le Chili a décliné depuis le mois de décembre, elle reste réelle. Pour l'Argentine, le problème est d'équilibrer l'influence croissante du Brésil dans la région. Les deux pays ont entamé une série de rencontres présidentielles. Le général Menem, à Buenos-Aires, a déjà rencontré, outre le président brésilien, deux de ses collègues du pacte andin, tandis que le général Videla rend visite aux chefs d'Etat de plusieurs pays voisins du Brésil.

La politique « tiers-mondiste » n'a pas été totalement abandonnée par Lima. Le plus le président Videla ne dispose que d'une étroite marge de manœuvre. Il doit compter avec les éléments « durs » des forces armées « républicaines », notamment la marine, partisans d'un rapprochement avec le Brésil, et d'une intégration du pays dans un « cône sud » dont ils partagent les options politiques. En revanche, une liaison plus étroite avec le Pérou renforcerait la position des militaires « libéraux » de Buenos Aires.

THIERRY MALINIAK

« Dans un texte commun, la centrale syndicale communiste C.G.T.P. la plus importante du pays, la C.N.T. de tendance démocrate-chrétienne et différents syndicats, dont ceux des journalistes et des enseignants représentent la présence du général Videla au Pérou et dénoncent « la violation réitérée et systématique des droits syndicaux des travailleurs argentins ». La Fédération nationale des collèges d'avocats du Pérou proteste contre « les disparitions, les emprisonnements et assassinats de citoyens argentins ». Un autre communiqué a par ailleurs été remis par le Commando militaire du 3 octobre, un petit groupe clandestin d'officiers radicaux, critique violemment la rencontre entre les chefs d'Etat, qui « ont tous deux trahi le patrimoine national et l'impérialisme et muselé l'expression du peuple ».

mario

Réouverture du Restaurant
Mardi 8 Mars à midi
7, rue des Ecoles, Paris V
Tél. : 01 40 36 63 50

AU « SOMMET » AFRO-ARABE DU CAIRE

Les textes soumis à la conférence plénière ne précisent pas le montant de l'aide financière des pays pétroliers

De notre correspondant

Le Caire. — Les travaux des ministres des affaires étrangères d'Afrique et du monde arabe se sont terminés le dimanche 6 mars, au Caire, par l'adoption à l'unanimité d'un ensemble de textes sur la coopération politique et économique arabo-africaine, qui donnent satisfaction aux Arabes dans la mesure où l'aide financière de ces derniers aux Africains n'y est pas chiffrée. Ces documents sont soumis à l'approbation des chefs d'Etat arabes et africains, ou de leurs représentants, réunis à partir de ce lundi dans l'auditorium de l'ancien parti unique égyptien, le long du Nil, auquel, pour la circonstance, un immense jet d'eau donne des airs de la Léman.

Un discours du président Sadate devait ouvrir officiellement, ce lundi matin, la première conférence « arabo-africaine ». Plus de la moitié des nations arabes et africaines seront en principe représentées par leur premier ministre ou un délégué de haut rang. Il est étonnant que tant de chefs d'Etat dont certains, lorsqu'ils s'absentent de chez eux, ont de sérieuses craintes pour l'avenir de leur régime — aient fait le voyage du Caire pour prononcer une allocution et adopter une sorte de charte sur les relations afro-arabes que les secrétaires généraux de la Ligue arabe et de

l'O.A.U. auraient très bien pu signer, et sur l'application de laquelle la plupart des dirigeants arabes ont africains ont guère d'illusion. Les relations bilatérales continueront, vraisemblablement d'être la véritable trame du dialogue afro-arabe, comme cela est déjà le cas pour le dialogue euro-arabe, ne serait-ce que parce que certains gouvernements, comme ceux de Ryad ou de Tripoli, tiennent à conserver leurs « clients » respectifs au sud du Sahara.

Si les Africains ont finalement accepté le montant de l'aide arabo-africaine, c'est que nombre de promesses d'aide bilatérale ont été produites en secret.

Ryad et Koweït, qui, au cours du lustre écoulé, ont consacré au tiers-monde un pourcentage record de leurs revenus, sont considérées comme de véritables « vaches à lait ». Ils en ressentent de l'irritation, comme des touristes assésés par des mécontents. Leurs délégués au Caire se montrent le moins possible.

Il faudra de grandes envoies littéraires, comme celles dont le président-poète du Sénégal a le secret, pour faire un peu oublier que les rapports afro-arabes, jadis marqués par l'escarmouche, sont aujourd'hui, sous bien des aspects, une affaire de « gros sous ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Trente-six chefs d'Etat ont annoncé leur participation

Le Caire. — Selon les services du protocole égyptien, trente-six chefs d'Etat, sur soixante invités, ont officiellement accepté de participer au « sommet » du Caire. Vingt-deux d'entre eux étaient déjà arrivés le dimanche 6 mars. Pour les Arabes, outre le président Sadate, sont présents le roi Hussein de Jordanie, les émirs Issa de Bahrein et Khalife de Qatar, le cheikh Zayed, chef de l'Elat des Emirats arabes unis, les présidents Assad de Syrie, Hamed du Yémen du Nord, Robaye du Yémen du Sud, Nemeiry du Soudan, Sarkis du Liban, Duld Daddah de Mauritanie et Bouquedienne d'Algérie. La Palasina égyptienne mambra à part entière de la Ligue arabe depuis l'an passé, M. Arafat, président de l'O.L.P., participe au « sommet » avec les mêmes délégués que les chefs d'Etat. L'Irak a délégué son vice-président, M. Mohaddine Maarouf, le Tadjik son premier ministre, M. Nouira, et le sultan Qabus d'Oman son conseiller, M. Ben Chahab.

Pour les Africains, étaient déjà au Caire dimanche les présidents Khama du Botswana, Ahdijo, du Cameroun, Kountché du Niger, Lesauza de Haute-Volta, des du Mali, Bongo du Gabon, Kountché de Zambie, Bagaza du Burundi, Senghor du Sénégal, et Mstoum du Tchad. Les rois du Lesotho et du Swaziland ont envoyé leur premier ministre, de même que les Rois

Seychelles (M. Mancham), l'île Maurice (Sir Ramgoolam), et le Centrafricain (M. Patasse). Le Kenya, la Tanzanie et les Comores ont délégué leur vice-président, le Nigeria son ministre des affaires étrangères, le Mozambique et le Gambia leurs ministres du développement.

Le président Amin Dada, d'Ouganda, a annoncé son arrivée pour ce lundi matin, avec un « discours urgent » en poche. On compte beaucoup sur l'arrivée inopinée du colonel Kadhafi de Libye pour animer un peu la conférence.

Les nationalistes de Djibouti, de Rhodésie, d'Afrique du Sud et de Namibie ont la statue d'observateurs. Le Front de libération de l'Erythrée est venu à titre officieux, et le ministre éthiopien présent n'est pas venu à titre officiel. Une motion condamnant les mouvements séparatistes. Le Front Polisario du Sahara occidental n'a pas manifesté.

Les chefs d'Etat arabes des pays du champ de bataille, Liban compris, et leurs commanditaires pétroliers, devaient conférer, à part, le 6 mars. Mais ce « sommet » restreint ne s'est finalement pas réuni. S'il a lieu, il pourrait se tenir entre le 9 et le 12 mars, c'est-à-dire après la conférence afro-arabe et avant la réunion, au Caire, du Conseil national palestinien.

J.-P. P.-H.



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et l'impureté qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Le cuir vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP l'ont curés sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84
LILLE : 16, rue Faidherbe - Tél. : 51.24.19
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. : 48.06.34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme - Tél. : 23.29.54
METZ : 24, En Chauxerue - Tél. : 75.00.11

QUE SERA DEMAIN ?

Quarante centrales nucléaires en France, des usines solaires, de l'énergie thermique qui jaillit du sol, une campagne nouvelle plantée de cultures jamais vues, des molécules vivantes fabriquées par l'homme, un vaccin contre la grossesse, l'avenir de la société est déjà écrit dans le présent des laboratoires.

Reste l'imprévu, qui sera encore bien au-delà de tout cela.

Il se prépare autour des grands accélérateurs de particules et des microscopes électroniques, il se prépare dans la recherche de l'infiniment petit, dans l'exploration des mystères de la matière et de l'origine de la vie.

Avons-nous la nostalgie du monde dans lequel nous vivions il y a 5 ans ? Avons-nous peur de celui dans lequel nous vivrons dans 5 ans ?

Le Nouvel Observateur répond à la question : Que sera demain ?

LE NOUVEL observateur

En vente dès aujourd'hui.

HOMME
hington

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

« Ask President Carter » (Demandez au président Carter), l'émission, patronnée par une des grandes chaînes de radio-télévision, a été un exercice de relations publiques dans lequel le président Carter excellait. « Une expérience unique et historique de communication entre le président et son peuple », a dit Walter Cronkite, vint-routier de la télévision, qui présentait le programme. C'était, en effet, la première fois qu'un président répondait en direct aux appels téléphoniques de ses administrés. Mais si l'expérience est assez nouvelle pour M. Carter, elle ne l'était pas pour M. Carter, qui avait déjà utilisé cette formule quand il était gouverneur de Géorgie.

Pas une grande perte

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

Washington. — Installé à la Maison Blanche depuis six semaines, le président Carter continue à faire campagne. Après s'être entretenu au téléphone pendant deux heures, samedi 5 mars, avec quarante-deux de ses concitoyens, il s'est déclaré « très satisfait ». Mais en quoi les quarante-deux personnes, qui ont eu la chance de l'avoir au bout du fil sur les quelques neuf millions qui l'ont appelé ont-elles pu l'éclairer davantage que les milliers de lettres reçues à la Maison Blanche chaque semaine ?

ASIE

Le sous-continent indien ou le rocher de Sisyphe

(Suite de la première page.)

La nouvelle politique démographique s'exprime cependant avec plus de nuances. Elle a évolué depuis sa présentation, le 16 avril 1976, par le Dr Karan Singh, ministre de la santé et du plan familial; elle laisse aux gouvernements régionaux le soin de décider si la stérilisation doit être rendue ou non obligatoire. « Nous pensons, indiquait alors le ministre, que là où l'Assemblée législative d'un Etat décide de faire voter une législation permettant la stérilisation obligatoire, elle est libre de le faire; nous conseillons aux Etats, dans ce cas, de fixer la limite à trois enfants, et de l'appliquer uniformément à tous les citoyens résidant dans cet Etat, sans distinction de caste, de religion ou de communauté ».

Plusieurs Etats — le Pendjab, le Maharashtra et l'Haryana — s'engagent dans cette voie. Leurs Assemblées votent des lois rendant la stérilisation obligatoire. Ailleurs, toutefois, n'alla jusqu'à assumer les risques politiques que représentait leur application. Le Maharashtra, par exemple, qui est aussi peuplé que la France, a prévu que dans un couple ayant trois enfants ou plus (sauf si ces enfants sont du même sexe) le père ou la mère devra être stérilisé. « Les praticiens, précise le texte, seront invités à stériliser les couples entrant dans cette catégorie, même sans leur consentement ».

Si nulle part de telles dispositions n'ont été mises en pratique, la campagne nationale sans pré-

cedent (l'Etat a fait appel à une agence de publicité) lancée dans la foulée de l'état d'urgence, au cours du second trimestre 1975 (1), et assortie çà et là de mesures d'intimidation, a tout de même « persuadé » de se faire stériliser des millions de pauvres, attirés par une médiocre indemnité. Des méthodes coercitives sont d'ailleurs employées à l'égard des fonctionnaires, qui, en principe, ne verront supprimer, dès octobre 1977, s'ils ont plus de trois enfants, les avantages dont ils disposent (logement, transports gratuits). De grands établissements privés imposent depuis longtemps la limitation des naissances à leur personnel afin de réduire leurs charges sociales.

Comment, dès lors, être surpris que New-Delhi ait célébré comme une performance nationale le fait que six millions de stérilisations (vasectomies ou tubectomies) ont été réalisées au cours des neuf derniers mois de 1976? Ce chiffre est sans doute exagéré. Les Etats régionaux ayant intérêt à gonfler leurs résultats pour attirer les bonnes grâces du gouvernement central. Notable en milieu urbain, le « succès » de la campagne l'a été beaucoup moins dans les régions rurales, où une famille nombreuse ou les garçons prédominant demeurent le seul moyen dont disposent les paysans d'assurer leurs vieux jours (2).

Certains propriétaires terriens, craignant de manquer de main-d'œuvre à bon compte, se sont montrés de surcroît hostiles à cette campagne qui, parfois, a

suscité une véritable psychose, et des réactions désastreuses. Des cas de stérilisation forcée ont entraîné des troubles graves et des dizaines de victimes. L'opposition a exploité ces « barbares » et condamné la politique gouvernementale. Afin d'apaiser les musulmans et les chrétiens — les deux communautés les plus prolifiques — mais aussi les hindous orthodoxes, les autorités ont dû à diverses reprises démentir l'habitude de propagandistes trop zélés, et faire quelque peu machine arrière.

Agir sur les causes de la fécondité

Au début de 1977, le gouvernement indien tira argument du fait que l'objectif de 4,3 millions de stérilisations pour l'année 1976 avait été largement dépassé pour encourager les services de la santé à concentrer leurs efforts sur les autres méthodes (3). En fait, la politique annoncée en avril 1976 — qui, elle, demeure en vigueur — tenait déjà compte des réactions défavorables que susciterait le recours à des pratiques radicales. Elle entend s'attaquer aux facteurs socio-culturels, principale cause de la fécondité. Le nombre d'enfants diminue en effet au fur et à mesure que le niveau de vie et d'éducation s'améliore, et les cadres indiens n'ont généralement pas plus de deux ou trois enfants. La coutume des mariages précoces est « découragée ». L'âge minimum de nuptialité a été relevé de quinze à dix-huit ans pour les filles, et

de dix-huit à vingt et un ans pour les garçons.

Mais peut-on limiter les naissances sans de profondes transformations des mœurs et de l'économie, dans un pays où l'enfant est vu comme un bien, et où les conditions n'ont pas été remplies que l'Inde a en recours à des méthodes haurtant la morale, et les milieux confessionnels? Les progrès de la production de biens alimentaires, du pouvoir d'achat, de l'éducation, n'ont pas été suffisants pour modifier, comme dans les pays développés, les attitudes traditionnelles devant la natalité.

Le plan familial dans notre pays, tente d'expliquer Mme Gandhi sur de grands placards publicitaires, est une part essentielle de l'ensemble de notre stratégie visant à accroître le bien-être. En fait, la majorité des familles admettent la nécessité de mettre au monde moins d'enfants, pour peu que des « compensations » économiques et sociales leur soient offertes. La « demande » existe pour une maîtrise de la natalité, même dans les campagnes, surtout de la part des femmes, mieux, à mesure que les hommes de mesure le « poids » d'une nombreuse progéniture. Aussi est-ce à elles que s'adresse, principalement, le programme à long terme d'avril 1976.

L'objectif est de ramener le taux de natalité de 37 ‰ en 1975-76, à 25 ‰ d'ici à 1984. Un point par an! Tâche impossible aux yeux de certains spécialistes, qui font valoir que cela supposerait que cinquante millions

de couples en âge de procréer, ayant trois enfants ou plus, recourent en permanence à une méthode de contraception. On en comptait quinze millions seulement en 1975.

Le taux de croissance de la population a progressé de 21,8 ‰, entre 1951 et 1961, à 24,8 ‰, entre 1961 et 1971. C'est cette accélération que l'Inde veut inverser. Or, ainsi que le note un médecin, le Dr. Banerji, « en dépit des énormes investissements, de la volonté affirmée des planificateurs et de dirigeants politiques, les recueils à des moyens discutables d'un point de vue moral (les camps de vasectomie), le programme antérieur de contrôle des naissances n'est pas parvenu à réduire, par le passé, le taux de natalité ». Celui-ci, qui était de 40 ‰ pour la période 1941-1951, est passé à 41 ‰ pour 1961-1971 (4).

Un moins ce programme incitatif, qui existe depuis vingt-cinq ans, n'a-t-il permis de mettre en place une importante infrastructure (centres de planning familial, médecins, assistants, agents recruteurs...)? Quel Indien (et surtout Indienne) n'en a pas vu le symbole, un triangle rouge renversé?

S'attaquer à la liberté de procréer

Ces services ont fourni un « soutien logistique » à l'entreprise. Mais, en les réalisant, avec le recul du point de vue démographique, ils sont catastrophiques, de toute évidence, du point de vue politique.

En 1975 et 1976, les responsables indiens ont estimé que l'état d'urgence créait les conditions « favorables » à l'emploi de méthodes draconniennes. L'Etat, ayant mis en sommeil les libertés fondamentales, pensait pouvoir s'attaquer à la liberté de procréer. Le plan familial était devenu une grande affaire nationale, traitée, disait-on, « sur un pied de guerre ». Mais, dès le début de 1977, les excès commis au cours d'opérations de stérilisation forcée — scandaleuses mais marginales au regard des millions pratiquées sans incident — se faisaient sentir dans les milieux populaires et chez les musulmans, la clientèle traditionnelle du Congrès.

Ces conséquences politiques furent très affichées, lorsque, les élections étant annoncées, les partis de l'opposition purent exprimer leurs points de vue. Des communistes orthodoxes aux conservateurs, ils déclenchèrent l'offensive contre la politique antinataliste, en vue de « récupérer » les voix de ceux qu'elle mécontentait. Dans un souci d'apaisement, le gouvernement assura alors, en février dernier, bien que le contrôle des naissances demeurât une priorité, qu'il ne serait plus appliqué de façon autoritaire.

Donné à la veille des élections, un tel coup de frein ne peut pas ne pas paraître un peu suspect. La classe dirigeante appréhende de plus en plus d'avoir à nourrir, loger, habiller et employer, sinon diriger un milliard d'êtres humains en l'an 2000. Si le ministre indien de la santé et du planning familial reconnaît que « le combat doit être mené contre la pauvreté et non contre les gens » (5), il déclare aussi que « après tout, si nous les Indiens, nous la capacité technique de construire une bombe atomique, pourquoi ne pourrions-nous pas faire une percée dans la production d'une pilule qui soit sûre, moins chère et plus efficace ».

Au Bangladesh, le problème de la population a été déclaré « priorité n° 1 ». Le général Ziaur Rahman, au pouvoir depuis novembre 1975, s'est révélé à cet égard plus « ouvert » que ses pré-

decesseurs aux conseils des Occidentaux, pas toujours désintéressés. « Si nous ne faisons rien, a-t-il dit, peu de choses pourront être réalisées dans d'autres domaines ». La campagne, qui en est encore à ses débuts, a pour objectif de rendre stériles, d'ici à 1980, 12 ‰ des quinze millions de couples en âge de procréer.

Un gros effort financier et technique est entrepris pour mettre en place une infrastructure comparable à celle que possède l'Inde. « On a créé de toutes pièces un service pour satisfaire une demande potentielle », nous explique un fonctionnaire. Il est vrai que l'effort financier est presque entièrement supporté par la Banque mondiale, le Fonds des Nations unies pour le plan familial, l'U.S. Aid — qui fournit tous les contraceptifs — et divers pays industrialisés (Grande-Bretagne, Canada, Australie, Allemagne fédérale, Norvège, Suède). Sur le terrain, quelques camps mobiles sont animés par l'Association pour la stérilisation volontaire, soutenue par l'organisme américain du même nom, qui reçoit ses fonds du Congrès de Washington. Nous avons pu visiter l'un de ces camps. Toutes les « clientes » étaient des femmes dans le plus grand dévouement (elles reçoivent un salaire et une quinzaine de roupies). « Les hommes ne viennent pas, ils ne sont pas prêts », nous a répondu l'un des médecins responsables.

Si l'on constate une prise de conscience de l'ampleur du problème démographique, la volonté d'imposer, à l'échelle nationale, fût-ce de façon moins brutale qu'en Inde, un programme rigoureux de contrôle des naissances se manifeste à peine, « sauf » à l'égard des fonctionnaires. Aussi bien est-il peu probable que le taux d'accroissement de la population puisse être ramené rapidement, comme Dacca le voudrait, de 3 ‰ à 2 ‰. Le taux de natalité demeure l'un des plus forts au monde (46 ‰), et la mortalité (16 ‰), encore élevée, est appelée à baisser. C'est avec un bel enthousiasme que quelques milliers de vasectomies sont opérées par des organismes privés, mais le service public capable d'appliquer un vaste programme n'est pas encore en place. Enfin, la société bengalaise, avant tout rurale et islamique, est parmi les plus attachées aux traditions. Personnalité au sentiment religieux très affirmé, le ministre du plan familial déclare à ses interlocuteurs masculins : « Vous voudriez que vos enfants connaissent le Coran, donc qu'ils soient éduqués. En conséquence, vous devez en avoir moins, pour que tous puissent aller à l'école. On ne veut pas réduire le nombre de gens, mais assurer le mieux vivre à tous ».

Allah décide

Au Pakistan, il existe une administration et un programme de plan familial (des « visites » sont supposées se rendre plusieurs fois par an dans chaque famille). Mais, comme le fait remarquer un observateur : « Les motivateurs ne sont pas motivés et ne vont pas dans les villages ». Les paysannes ne viennent pas dans les centres de P.F., car ceux-ci se trouvent dans les bourgs éloignés, et il faut, garder les enfants. Là encore, on constate que les épouses éprouvent le sentiment qu'elles ont assez d'enfants. Mais, pour les maris, c'est encore Allah qui décide : la famille, nombreuse et solidaire, gardant généralement un caractère très traditionnel, offre une garantie à ceux de ses membres qui ne travaillent pas. L'U.S. Aid et l'Allemagne fédérale ont bien financé un programme destiné à rendre pilules et condoms « aussi accessibles que le thé ou l'aspirine », mais il n'y a aucun effet sur le taux de natalité (50 ‰), alors que celui de la mortalité avoisine 16 ‰. La progression est donc parmi les plus élevées au monde. Si le gouvernement de M. Bhutto, qui affiche en d'autres domaines des velléités réformatrices, ne porte pas plus d'intérêt au contrôle des naissances, c'est sans doute que, au regard de celle de l'Inde advenue — surtout depuis la prise du Bangladesh — la population est un facteur supplémentaire de rivalité. Quant à l'opposition, formée, pour l'essentiel, de mouvements réactionnaires et islamiques, elle est résolument hostile à toute politique antinataliste.

Il est vrai que les problèmes alimentaires ne se posent pas au Pakistan en des termes aussi aigus que dans les deux autres pays.

GÉRARD VIRATTELLI

Prochain article :

GÉRALES : LES LIMITES DE LA RÉVOLUTION VERTE

Louez Européen, louez Europcar



Nous avons à cœur de montrer que les Européens sont aussi capables que n'importe qui. Des preuves? La compétence et l'amabilité de nos hôtesse - l'efficacité de nos méthodes (la carte Super Service Europcar est la plus simple et la plus rapide) - la présentation et le nombre de nos stations, partout en Europe, mais aussi en Afrique, au Moyen-Orient et aux Antilles - la qualité de nos voitures. Enfin, notre progression elle-même, spectaculaire, qui est sans doute le meilleur témoignage de la satisfaction de nos clients.

Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

europcar
DIRECT 10 A 997854 1079
M. MARTIN JEAN-MARIE
8 RUE BEAUSÉJOUR
93000 CHERNOY-PERRANO
180840 FR RICH
8375402-150341-1 FR CLERMONT

(1) Le Monde du 14-15 mars 1976, et du 24 novembre 1976, et le Monde diplomatique de mai 1976.
(2) Cf. « The myth of population control », par Mahmood Mamani, Monthly Review Press, 116 West 14th Street, New York 10011.
(3) Des différentes méthodes, la stérilisation (tubectomie ou vasectomie) était l'unique et le plus répandu de la récente campagne, la plus pratiquée; viennent ensuite : les contraceptifs conventionnels (condoms, agents spermicides), le « pilule » et la pilule.
(4) Deux ouvrages collectifs, écrits par des spécialistes indiens, font le tour de la question : Population in India's development (Ed. Vikas, New-Delhi) et Economic and political weekly (nov. 1976, Bombay). Voir également la Question démographique dans le sous-continent indien, par J. Valin, in revue Tiers-Monde, juillet-septembre 1976 (Ed. FUP).
(5) Population, Poverty and the Future of India, New-Delhi, Le sociologue indien, M. Mahmood Mamani, estime que la fécondité n'est pas la cause mais la conséquence de la pauvreté et que celle-ci est la résultante de l'exploitation montre même que « la fécondité augmente au fur et à mesure que les familles s'agrandissent (Ec. and Political Weekly, août 1976).

مركز الأمل

1953-1977 24^e ANNIVERSAIRE
POUR LES FEMMES DE GOÛT MAIS AVISÉES...

VOICI UNE FASCINANTE SURPRISE LA PLUS BELLE COLLECTION DE TISSUS "COUTURE" JAMAIS PRÉSENTÉE A PARIS A DE TELS PRIX!

A PARTIR DE DEMAIN MARDI 8 MARS

TOUTES LES SÉDUISANTES NOUVEAUTÉS PRINTEMPS-ÉTÉ 1977

Nouveau style pour l'été, le "naturel", les dessins exotiques et folkloriques, et donc...
* Les dessins d'inspiration azèque, africaine, le style "batik", tous les cotons insolites, les rayures multicolores. * Les impressions en panneaux, en carés et foulards, toutes sortes de dessins à base. * Les crêpes, les batistes, les seersuckers, les cotons d'aspect sauvage, les toiles écruës, de 11,90 F à 37,90 F le mètre

Autre exemple d'imprimés "dans le coup", et vraiment à ce prix-là...
Ils nous arrivent de Grande-Bretagne, ces petits dessins adorables, aux coloris inattendus. A vous de décider d'en faire des robes, des blouses, des jupes... large 90 cm 9,90 F le mètre

Allure, charme, variété — les cotons suisses.
Bien sûr, leur premier attrait réside dans leur fantastique qualité, mais il y a aussi la perfection de la gravure, la finesse des coloris, le souci constant d'embellir les femmes. Vous distinguerez les différentes qualités : les satins, les volles, les façonnés, etc. depuis 57,50 F le mètre

La fluidité, la souplesse des jerseys imprimés
Pour vous faire une robe d'un agrément nouveau, pour la joie de changer, des dessins sophistiqués ou plus classiques, des dessins à base et des colorations irrésistibles. depuis 32,90 F le mètre

Les soies imprimées : suprême plaisir
Rêvez de la "Route de la Soie" en admirant l'extraordinaire variété de la Collection RODIN. Des soies imprimées avec des foulards assortis, des panneaux pour robes d'un raffinement inouï, le nouveau genre "forêt vierge", des dessins de style baroque, ou merveilleux de sobriété et de distinction. Les teintes, les dessins les plus raffinés et les plus féminins. depuis 59 F le mètre

Enfin des lainages originaux, pour le printemps :
Ils ont tout pour plaire, l'allégresse des coloris et des dispositions, la jeunesse des nouveaux tissages, des tweeds en carreaux, en petits dessins, en rayures. depuis 39,50 F le mètre

Pour le soir et pour les grandes occasions :
* Pour être très "habillée", des crêpes unis et façonnés, des jerseys unis, des mousselines de soie pédiées, imprimées, égrégées. * Quand on pense à la robe de mariée, on peut choisir de ravissantes organdies brodées de blanc ou de couleurs, des dentelles, des piqués façonnés. * Ou, en coton, une charmante broderie anglaise. depuis 27,90 F le mètre

GRATUIT : Les "secrets" de la nouvelle mode
expliqués dans des "fiches techniques Couture"
22 modèles créés spécialement pour les tissus RODIN et expliqués par un Styliste réputé. Demandez la fiche qui vous intéresse : robes d'été en coton imprimé ou en soie, ensembles de printemps, robe de mariée, robe de cocktail, etc.

Tissus-décoration en vogue - vous savez bien que Rodin habille aussi votre maison! Voici nos suggestions 1977 :
* Toiles et chifons imprimés anglais, américains, suédois, italiens. * Tous les velours unis en lin, coton, "Dracon", moiré, etc. * Tous les velours jacquard de style et contemporain. * Tweeds et tissages épais pour sièges. * Lampes, tapisseries et unis de style. * Tissus spéciaux pour tentures murales. * Toiles et crépines imprimées. Chez RODIN, tous ces tissus sont en stock et disponibles. les prix : de 10 F à 185 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

OUTRE-MER

POINT DE VUE

Djibouti ou l'illusion de la réconciliation

Par GEORGES BROUSSINE (*)

Les conclusions auxquelles est parvenue la « table ronde » sur l'organisation de l'indépendance de Djibouti qui s'est ouverte à Paris le 28 février ont-elles beaucoup de chances d'être mises en route ? Son objectif essentiel était d'établir l'unité d'une population divisée en deux ethnies, les Issas et les Afars. Car il est vrai que l'existence même du Territoire en tant qu'Etat indépendant dépend de la capacité et de la volonté des deux parties de la population de vivre ensemble en bonne intelligence. Cette capacité et cette volonté existent-elles, ou, tout au moins, comment-elles d'ont-elles ?

La haute commissaire le croit ou, en tout cas, s'efforce de le faire croire. Dans ce but, il met en vedette toutes les indications susceptibles de justifier sa thèse, c'est-à-dire de démontrer que les Afars et les Issas veulent et peuvent vivre ensemble, et de sous-estimer toutes celles qui tendent à démontrer le contraire.

C'est ainsi, par exemple, qu'à ses yeux, une manifestation organisée il y a quelques temps à Tadjourah, en pays afar, a été un succès, puisque le chef du gouvernement actuel, M. Kemil, un Afar d'ailleurs, mais contesté par les partis qui prétendent représenter cette ethnie, a pu circuler sans être molesté dans les rues du village et réunir autour de lui quelques centaines de manifestants invités pour la circonstance sous la seule protection de cent quarante-et-vingt gendarmes. D'autres sources en revanche, dont l'une au moins est particulièrement digne de confiance, dès lors qu'elle assume de hautes responsabilités, considèrent au contraire que cette démonstration a été un échec. Sur les quelque mille onze cents invités, deux cent cinquante à trois cents seulement, d'ailleurs liés à l'administration, se sont déplacés. Des manifestants venus sans doute en partie de Djibouti ont troublé le récon. Quelques coups de feu ont même été tirés et un gendarme a été blessé. Quant au service d'ordre, s'il comprenait bien deux escadrons de gendarmerie, comme le dit le haut commissaire, il était renforcé par sept unités de l'armée française qui occupaient d'une manière très visible les collines environnantes et dont la présence a dû avoir un effet dissuasif.

En outre, et surtout, aucun des partis qui représentent les Afars n'a accepté de participer à la « table ronde » de Paris, à l'exception du président, écarté le 22 décembre dernier, du plus important d'entre eux : l'UNI. Peut-être ont-ils tort de se tenir à l'écart d'une réunion au cours de laquelle ils auraient pu faire entendre leur point de vue. Mais ils refusent de cautionner, par leur présence, une politique qui consacre à leurs yeux la prédominance des Issas et, au-delà, de la Somalie sur le Territoire. Ils estiment, en outre, que cette politique menace l'équilibre déjà si fragile de la région, ainsi que les intérêts vitaux du seul Etat sur lequel ils comptent pour les protéger : l'Ethiopie.

Quel qu'il en soit, trop de sièges restent vides autour de la « table ronde » de Paris pour que l'on puisse en espérer une réconciliation générale. Pourtant, si tout conduit à penser que le haut commissaire, agissant sur instruction du secrétaire d'Etat, paraît avoir perdu son pari sur l'unité, il ne renonce pas, le sentiment d'un courage et d'une obstination sans doute respectables, mais probablement dangereux. Car, en réalité, s'il est vrai que quelques Afars ont accepté, pour une raison ou pour une autre de coopérer avec les Issas, la contraire étant également perceptible, tout se passe comme si le fossé entre les deux ethnies était encore creusé plus profondément que jamais, rendant irréalisable le dernier projet du haut commissaire : la constitution d'un parti unique sur le Territoire, dont le siège serait l'UNI.

Deux fronts se sont, en effet, constitués. Le front des Issas, soutenu ou entretenu par la Somalie, et dans lequel on retrouve la L.P.A.I. et le F.I.C.S., encore clandestin à Djibouti ; le front des Afars constitué par le parti de M. Arif, l'UNI, le M.P.L., d'inspiration marxiste, mais avant tout consacré à la défense des Afars, et le M.L.D., dont le siège était en Ethiopie. Or, si la Somalie met tout son espoir dans le front des Issas, l'Ethiopie appuie sans réserve ou inspire celui des Afars. Or l'Ethiopie et la Somalie sont pratiquement en guerre. Mogadiscio revendique l'Ogaden et entretient une guérilla en Ethiopie avec l'appui des tribus Issas qui se trouvent dans ce pays. Quant au gouvernement d'Addis-Abeba, malgré la crise qu'il traverse, il poursuit à

Djibouti le même objectif que le Négus : préserver son seul accès vers le monde extérieur.

La France a bien tenté de concilier les intérêts et les aspirations des deux voisins de Djibouti. Elle a échoué et, après avoir assuré la garantie des intérêts éthiopiens, elle se rapproche de la Somalie, ce qui provoque une vive irritation à Addis-Abeba.

Tout cela, les divisions intérieures du Territoire largement entretenues par le conflit entre la Somalie et l'Ethiopie, crée une situation explosive sur laquelle on ne voit pas comment la « table ronde » de Paris pourrait avoir la moindre influence. Or si le pari du haut commissaire sur l'unité nationale du Territoire est perdu, comme on peut le craindre, les conclusions de la « table ronde » ne déboucheront au mieux que sur des décisions inapplicables, au pire sur un désastre dans lequel la France serait entraînée, alors qu'aucun de ses intérêts nationaux n'est en jeu.

Guerre ou guérilla

Certes, compte tenu du nouvel équilibre ethnique, la Somalie ne cherchera pas à annexer Djibouti par la force dans le cadre de son aspiration à la grande Somalie, à laquelle elle n'a pas renoncé. Un référendum suffira pour que Mogadiscio l'emporte. Mais la réaction de l'Ethiopie, dans ce cas, est inévitable. Ce sera ou bien la guerre ouverte, ou bien l'organisation d'une guérilla.

Liée par un accord de défense, l'armée française saurait tenir de défendre le Territoire et d'empêcher dans un conflit de type colonial. L'état-major de Djibouti est parfaitement conscient du drame qui menace.

Le haut commissaire, en revanche, envisage l'avenir d'un cœur plus léger. Il croit au caractère dissuasif, vis-à-vis de l'Ethiopie de la présence militaire française à Djibouti. Mais si le pire venait à se produire, alors, dit-il, il ne s'agit pas d'une guerre coloniale, mais d'une entreprise de défense. Il pense bien sûr que la décomposition apparente de l'Etat éthiopien limite le risque. Ce n'est pas l'avis de certains spécialistes qui sont persuadés que les dirigeants d'Addis-Abeba sont prêts à tout abandonner au moins provisoirement l'Ogaden, l'Erythrée, les confins soudanais pour éviter l'annexion et l'asphyxie que représenteraient la fermeture ou même le contrôle par une puissance ennemie ou à tout le moins inamiable, de Djibouti.

Sans doute la pire ne survient pas toujours et le haut niveau de vie dont bénéficie une partie de la population de Djibouti, par rapport à la Somalie, comme à l'Ethiopie, peut être un facteur d'unité. Mais seule une minorité profite de la « consommation ».

On peut se demander si la France n'aurait pas eu intérêt à accepter de confier l'ensemble du problème à l'O.U.A., comme le proposait M. Arif et l'Ethiopie, ou encore d'organiser une conférence à laquelle tous les intéressés, y compris les voisins du Territoire, les riverains de la mer Rouge, et, pourquoi pas, les grandes puissances, auraient pris part.

En fait, qu'il s'agisse de la population du Territoire, des rapports conflictuels entre Addis et Mogadiscio, des nations qui bordent la mer Rouge et de celles qui sont prêtes à le déborder de Bab-el-Mandeb, tout le monde, en réalité, a intérêt à la neutralité garantie, sur le plan international, de Djibouti et de son territoire. Neutralité qui ne pouvait être mieux assurée que par les Nations unies. Certes, il paraît bien tard pour effectuer un changement de cap de cet ordre. Le rapport de l'inspecteur général envoyé récemment en mission par M. Barre peut-il contribuer à une nouvelle appréciation de la réalité ? On ne sait. Mais ce qui est certain, c'est que, si rien de nouveau n'intervient, Djibouti risque fort d'être le détonateur d'un conflit qui mettra à feu et à sang la corne de l'Afrique.

Enfin, dans le cadre d'une politique qui proclame « l'Afrique aux Africains », pourquoi ne pas confier aux Africains le soin d'assumer des responsabilités qui ne sont plus les leurs, du ressort de la France ?

* Journaliste, directeur de la Politique de l'Asie.

Si demain

ATTENTION !
offre valable
jusqu'au
14 mars 1977

+ 25

ce que vous offre
Familiale Hospital

1.200 F
1.400 F
1.600 F
1.800 F
2.000 F
2.200 F
2.400 F
2.600 F
2.800 F
3.000 F
3.200 F
3.400 F
3.600 F
3.800 F
4.000 F
4.200 F
4.400 F
4.600 F
4.800 F
5.000 F
5.200 F
5.400 F
5.600 F
5.800 F
6.000 F
6.200 F
6.400 F
6.600 F
6.800 F
7.000 F
7.200 F
7.400 F
7.600 F
7.800 F
8.000 F
8.200 F
8.400 F
8.600 F
8.800 F
9.000 F
9.200 F
9.400 F
9.600 F
9.800 F
10.000 F

L'hospitalisation
pour tout le monde

La New Hampshire
comme c'est la
façon à avoir créée la
Guilde Hospitalisation
depuis 5 ans déjà.

La New Hampshire
comme c'est la
façon à avoir créée la
Guilde Hospitalisation
depuis 5 ans déjà.

La New Hampshire
comme c'est la
façon à avoir créée la
Guilde Hospitalisation
depuis 5 ans déjà.

La New Hampshire
comme c'est la
façon à avoir créée la
Guilde Hospitalisation
depuis 5 ans déjà.

صوتنا من الداخل

هشتمین فصل

(PUBLICITÉ)

... LE MONDE — 8 mars 1977 — Page 9

Si demain vous êtes hospitalisé ! Comment toucher

ATTENTION !
offre valable
jusqu'au
14 mars 1977

5000,00^F par mois
net d'impôts
+ 2500^F pendant votre convalescence.

Longue

Voici ce que vous offre la Garantie Familiale Hospitalisation:

- 5.000 F par mois si vous êtes hospitalisé dans un hôpital ou une clinique privée. 2.500 F pendant votre convalescence.
- 3.000 F si votre épouse est hospitalisée dans un hôpital ou une clinique privée. 1.500 F pendant sa convalescence.
- 2.250 F si l'un de vos enfants est hospitalisé dans un hôpital ou une clinique privée. 1.125 F pendant sa convalescence.

L'hospitalisation c'est un vrai risque pour tout le monde

La preuve : comptez 6 personnes dans votre entourage, statistiquement au moins une personne sur les 6 sera hospitalisée cette année ! Ce qui veut dire que chaque jour environ 22.000 personnes sont admises dans un hôpital ou une clinique.

D'ailleurs réfléchissez autour de vous, dans votre famille, parmi vos amis, combien sont hospitalisés, vont l'être ou l'ont été ? Il faut se rendre à l'évidence, l'hospitalisation est un vrai risque, même pour vous, votre femme ou vos enfants.

Cependant, il ne faut pas dramatiser, dans la majorité des cas l'hospitalisation peut n'être qu'un inconvénient momentané, à passer, qu'on oublierait vite si ce n'était son aspect financier !

Vous êtes à la Sécurité Sociale et pensez même à la Caisse des Cadres ou à une mutuelle.

Vous croyez être complètement garanti et en réalité c'est faux !

Parlons chiffres :

L'hospitalisation entraîne forcément des dépenses lourdes et imprévisibles, êtes-vous sûr que vous pourrez les payer ?

Tout d'abord, il y a les frais médicaux et les frais de traitement qui ne sont couverts que partiellement par les régimes sociaux : honoraires de spécialistes, examens de laboratoire, etc... Il reste toujours quelque chose à votre charge.

Ensuite, il y a tout ce qu'une hospitalisation entraîne comme frais annexes : les fameux frais annexes qui, eux, ne sont jamais pris en charge par la Sécurité Sociale. Citons, par exemple, la chambre particulière, la location d'un téléviseur, une aide familiale pour aider ou remplacer la mère au foyer, etc... Êtes-vous sûr que vous pourrez faire face à tout ces frais sans entamer vos économies ?

Avec la Garantie Familiale Hospitalisation tous ces problèmes sont réglés puisqu'en cas d'hospitalisation de vous-même, de votre épouse ou de l'un de vos enfants, vous recevrez directement, net d'impôts et rétroactivement, de l'argent, sous forme d'indemnités journalières etc, pendant toute la durée de l'hospitalisation.

La Garantie Familiale Hospitalisation vous couvre indépendamment

de la sécurité sociale et de votre mutuelle ou de toutes autres assurances.

En réalité, vous savez bien que la Sécurité Sociale et votre mutuelle ne vous remboursent pas la totalité des frais de soins et de traitements et qu'il reste toujours une partie des dépenses à votre charge.

En effet, ni la Sécurité Sociale, ni votre mutuelle ne prendront en compte tous les frais annexes qu'entraîne obligatoirement une hospitalisation. Et quand il s'agit d'une hospitalisation, ces dépenses sont énormes !

Comment les payer ?

Bien sûr, vous avez quelques économies, mais les économies c'est pour votre retraite. Alors quoi ?

C'est pour répondre à ce problème que nous avons créé la Garantie Familiale Hospitalisation qui va vous verser de l'argent frais aussi longtemps que durera votre hospitalisation et pendant 1 an au maximum.

Cet argent, vous le dépensez comme bon vous semble, on ne vous demande pas de justification. Il est à vous. Vous en disposez librement.

Vous êtes garanti par contrat de recevoir :

— 5.000 F par mois si vous êtes hospitalisé.

— 3.000 F par mois si votre épouse est hospitalisée.

— 2.250 F par mois si l'un de vos enfants est hospitalisé.

Dès le 4^{ème} jour de votre hospitalisation vous recevez 167 F par jour (5.000 F par mois) et pendant 1 an au maximum. Cela peut représenter jusqu'à 60.000 F, si par malheur votre hospitalisation devait durer 1 an (cela arrive !).

Dans le cas de votre épouse, l'indemnité est fixée à 100 F par jour (3.000 F par mois) et 75 F pour vos enfants (2.250 F par mois).

Cet argent frais est totalement exonéré d'impôts.

Il vous est payé directement sans aucune déduction ni retenue.

Dès que vous rentrez à l'hôpital, vous nous le signalez et nous vous prenons en charge.

Dès que vous êtes hospitalisé, il suffit de nous envoyer, par simple courrier, votre bulletin d'entrée délivré par l'établissement.

Aussitôt, nous vous prenons en charge. Votre hospitalisation est de courte durée (moins de 15 jours) nous vous réglons dès votre sortie.

Si elle est plus longue, nous vous payons une provision tout de suite puis des règlements périodiques.

Vous ne manquerez jamais d'argent.

Dès que vous sortez de l'hôpital, nous continuons à payer pendant votre convalescence à domicile.

Quand on sort d'un hôpital, on n'est pas encore complètement guéri : on est en convalescence, cela veut dire que l'on ne travaille pas encore, que les soins continuent, que les traitements continuent, en bref que les frais continuent de s'accumuler.

La Garantie Familiale ne vous laisse pas tomber, elle continue de vous payer 50 % de l'indemnité que vous avez perçue pendant votre hospitalisation et ce, pendant une durée égale à celle-ci et au maximum pendant 30 jours.

La Garantie Familiale Hospitalisation vous couvre dans tous les pays du monde, dans tous les hôpitaux, dans toutes les cliniques du monde.

Dans tous les pays du monde, la Garantie Familiale Hospitalisation vous couvre de la même façon dans tous les hôpitaux ou les cliniques privées.

De plus notre Compagnie possédant des filiales à travers le monde vous trouverez sur place un représentant de la Garantie Familiale Hospitalisation qui vous assistera et vous paiera vos indemnités si vous le désirez, dans la monnaie du pays dans lequel vous êtes hospitalisé.

Inscrivez-vous aujourd'hui même, sans engagement définitif, vous pouvez être hospitalisé dès demain.

L'accident et la maladie ne préviennent jamais. Personne n'est à l'abri.

Soovez-vous des statistiques et n'attendez pas d'être hospitalisé pour prévoir.

Retournez-vous, dès aujourd'hui, votre demande d'adhésion. Dès réception, c'est-à-dire demain, nous vous inscrivons et nous préparons votre police d'Assurance Familiale Hospitalisation que vous recevrez dans quelques jours.

Vous pourrez lire votre police attentivement, l'étudier, demander conseil à votre assureur. Vous verrez : il n'y a ni piège, ni clause ambiguë. Tout est clair, précis, écrit dans un langage compréhensible.

Si après réflexion, cela ne vous intéresse pas, vous n'êtes pas engagé.

La Garantie Familiale Hospitalisation tient ce qu'elle promet. Inscrivez-vous, vous et votre famille, tout de suite.

Questions / Réponses

- 1) Toucherai-je vos indemnités même si je bénéficie de la sécurité sociale et d'une mutuelle ?
Bien entendu, même si vous bénéficiez de la Sécurité Sociale, d'une mutuelle ou d'une autre assurance personnelle, nous vous paierons quand même la totalité de vos indemnités.
- 2) Combien toucherai-je si je suis hospitalisé ?
5.000 F par mois (167 F par jour) pendant toute votre hospitalisation et pendant 1 an au maximum. Soit jusqu'à 60.000 F.
- 3) Combien toucherai-je si mon épouse ou l'un de mes enfants est hospitalisé ?
Pour votre épouse, 3.000 F par mois (100 F par jour), pour votre enfant 2.250 F par mois (75 F par jour) et ce, pendant toute leur hospitalisation et durant 1 an au maximum soit respectivement 36.000 F et 27.000 F.
- 4) Et pendant la convalescence à domicile est-il prévu quelque chose ?
Oui. A la sortie de l'hôpital et pendant la convalescence nous continuons à vous payer la moitié de l'indemnité pendant une période égale à celle de l'hospitalisation. (soit 2.500 F par mois dans votre cas).
- 5) La garantie couvre-t-elle aussi bien l'accident que la maladie ?
Oui. La Garantie couvre tous les cas d'hospitalisation sans les exclusions nommées prévues dans tous les contrats d'assurance. Par exemple : faits de guerre, incendie, grève, avortement, fausse couche, tentative de suicide, troubles mentaux, et maladies pré-existantes.
- 6) En vous adressant ma demande d'adhésion suis-je engagé ?
Non, bien sûr, pas avant d'avoir signé et retourné votre contrat, à la compagnie accompagnée de la première prime. Vous avez 15 jours de réflexion.
- 7) Après signature, pourrai-je résilier ma police ?
Oui. Chaque année, par simple préavis d'un mois avant la date d'échéance.
- 8) Pourquoi dois-je souscrire dès maintenant ?
Parce que tout peut arriver. Tout peut vous arriver. Parce que plus tôt vous souscrivez, plus tôt vous serez couvert : vous et votre famille. La décision que vous avez à prendre est importante. N'ayez pas la négligence de la repousser.

Assurez-vous dès aujourd'hui c'est simple

- 1) Remplissez la demande d'adhésion.
- 2) Découpez la suivant les pointillés.
- 3) Adressez-la sous enveloppe timbrée à la compagnie d'assurance New Hampshire, 24 avenue de la Grande Armée 75017 Paris.
- 4) Vous n'êtes pas engagé !

Vous recevrez votre police pour étude pendant 15 jours. Si vous confirmez votre adhésion vous la signez et vous êtes assuré.

N'envoyez pas d'argent maintenant

DEMANDE D'ADHESION

Postez aujourd'hui même ce bulletin complété à :
COMPAGNIE D'ASSURANCES NEW HAMPSHIRE
Entreprise privée régie par le décret du 14 juin 1938
Capital social 5 640 640 \$ - RC PARIS 57 B 334
24, avenue de la Grande Armée, 75017 PARIS - TEL : 755.72.20

01006			
Veuillez me faire parvenir mon contrat Garantie Familiale Hospitalisation			
M	<input type="checkbox"/> Nom _____ Prénom _____		
Mme	<input type="checkbox"/> N° _____ Rue _____		
Mlle	<input type="checkbox"/> Ville _____ Code Postal _____		
02	<input checked="" type="checkbox"/> Profession _____		
005 0003 037			
NOM ET PRENOMS			
Date de naissance			
Sexe	Jour	Mois	An
001	Souscripteur		
002	Conjoint		
003	Enfant		
004	Enfant		
005	Enfant		

Veuillez répondre à chacune des questions suivantes (qui s'adressent à la fois à vous-même et à chaque membre de votre famille figurant sur cette demande d'adhésion). Articles 21 et 22 de la Loi du 13 juillet 1930.

1. Avez-vous actuellement des troubles de santé ou de constitution (maladie - accident - infirmité) ? OUI ☐ NON ☐
2. Avez-vous suivi un traitement pour des troubles de la tension artérielle, maladies cardio-vasculaires, diabète, cancer, arthrite ou tuberculose ? OUI ☐ NON ☐
3. Un contrat d'assurance-vie vous a-t-il été refusé, ou à l'un des membres de votre famille ? A-t-il été annulé ? Une surprime a-t-elle été exigée ? La demande de renouvellement en a-t-elle été rejetée ? OUI ☐ NON ☐

Pour chaque réponse OUI, veuillez inscrire le nom et le prénom de la personne concernée, précisez la nature et la date de la maladie, de l'accident ou de l'infirmité. Précisez également si la guérison est complète.

Je déclare sur l'honneur que les réponses données ci-dessus sont à ma connaissance exactes et complètes. J'ai bien noté que le contrat ne couvre pas les Lu et approuvé. Date : _____

Signature du souscripteur _____

Ce que vous avez à payer... et ce que vous recevez

	Vous payez par mois	Vous recevez par mois	
		Pendant votre hospitalisation	Pendant votre convalescence
Souscripteur 19-60 ans.	72 F	5.000 F	2.500 F
Conjoint 19-60 ans.	38 F	3.000 F	1.500 F
Enfant célibataire de 19 ans	23 F	2.250 F	1.125 F

Lettre ouverte à ceux qui ne désirent pas adhérer à la Garantie Familiale Hospitalisation.

New Hampshire Insurance company

Monsieur, Madame,

Certains d'entre vous qui auront lu notre proposition ne souscriront pas à la Garantie Familiale Hospitalisation ou négligeront de le faire. En tant que Responsable du Département Hospitalisation, je suis particulièrement bien placé pour constater combien nos assurés ou leur famille sont soulagés d'une partie importante de leurs soucis financiers, lorsqu'ils sont obligés de « faire jouer » les garanties de leur contrat Hospitalisation.

Il m'est donc difficile de comprendre l'attitude d'un chef de famille responsable lorsqu'il refuse de bénéficier d'une garantie dont il a tant besoin. Il m'est encore plus difficile d'admettre que c'est la négligence qui est la cause principale de la non assurance. Pour un problème aussi grave vous devez consacrer un peu de temps pour réfléchir sérieusement à ce sujet.

Je vous propose ceci : Retournez-nous votre demande d'adhésion aujourd'hui même ou avant le 14-Mars-vous recevrez aussitôt votre dossier et sans engagement pendant 15 jours, vous aurez le loisir de l'étudier et de prendre sagement votre décision.

Mais si vous ne faites pas ce simple geste avant le 14 Mars, il sera trop tard et vous ne pourrez plus changer d'avis. Alors, postez aujourd'hui même votre demande d'adhésion et restez maître de votre décision. Merci.

Responsable du Département Hospitalisation.

Madame, J. TREDLER

J. Tredler

La New Hampshire Insurance cy est la première à avoir créé la Garantie Hospitalisation depuis 5 ans déjà.

Notre Compagnie, fondée aux Etats-Unis en 1869, installée en France depuis 1936, est la première à avoir créé la Garantie Hospitalisation.

Depuis 5 ans, des milliers et des milliers de chefs de famille nous font confiance.

La Garantie Familiale Hospitalisation est une assurance moderne de forme et de contenu. Pour être vraiment efficace, elle doit reposer sur une organisation d'assistance et un service international que nous sommes les seuls à posséder.

La Compagnie d'Assurance NEW HAMPSHIRE
24, Av. de la Grande Armée 75017 - PARIS - TEL 755.72.20

DA23.77

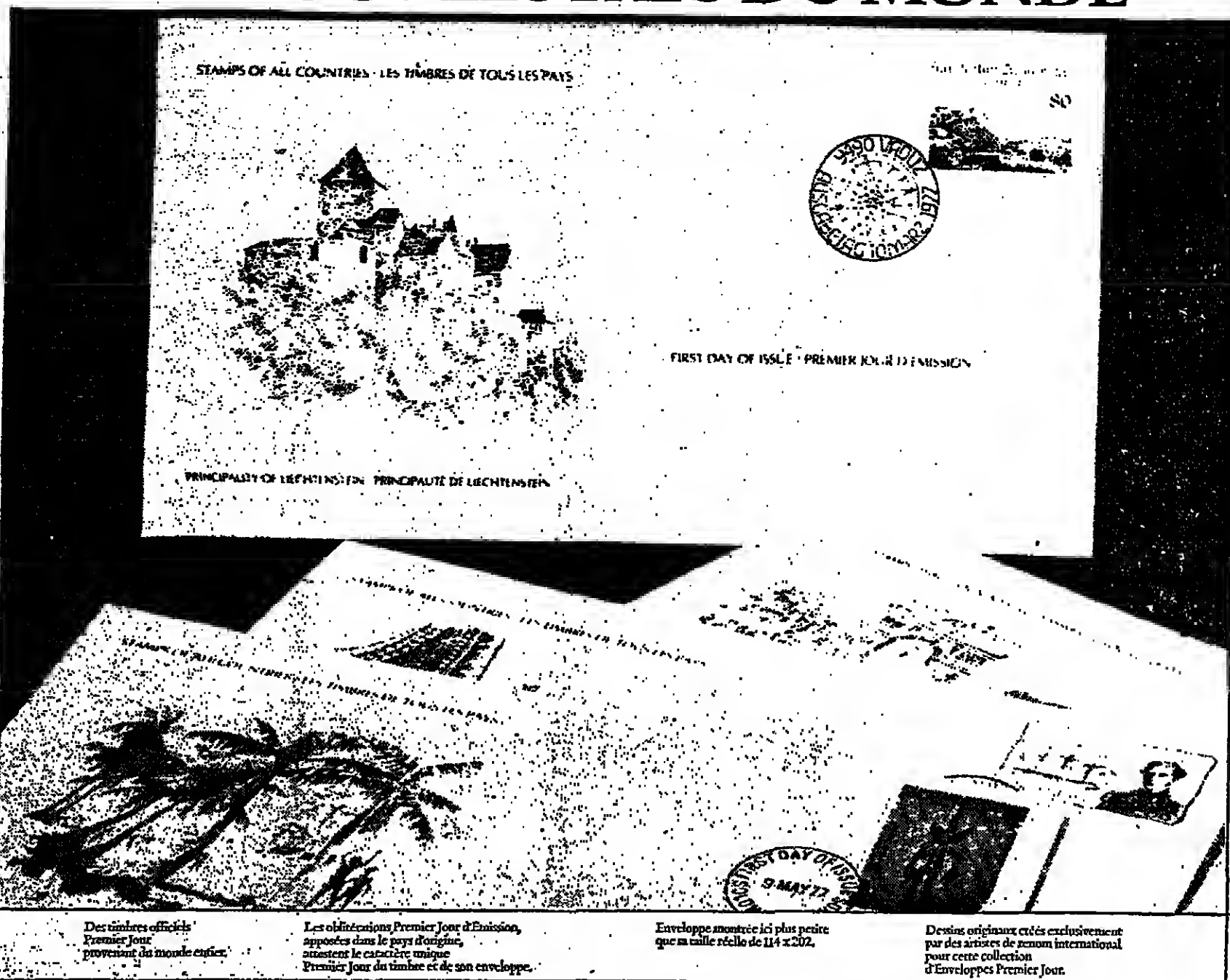
LES E
DE T

Cahors (20 963 habitants) est le type même de la ville où les arrangements d'antan ne sont plus possibles. M. Maurice Faure, maire, député (M.R.G.), président du conseil général, aura en face de lui une liste de la majorité présidentielle conduite par son premier adjoint, le docteur Gayet (R.I.), alors qu'en 1971 ils avaient été élus ensemble contre l'union de la gauche.

L'Association Internationale Des Receveurs de la Poste présente :

La collection définitive d'Enveloppes Premier Jour

LES ENVELOPPES PREMIER JOUR DE TOUS LES PAYS DU MONDE



La première collection conçue pour rassembler des timbres officiels Premier Jour provenant de tous les pays du monde qui les émettent aujourd'hui.

Une édition à tirage strictement limité
Disponible en cette seule occasion
et uniquement par souscription
Date de clôture des souscriptions :
le 5 avril 1977, minuit
Limite : une collection par souscripteur

La fascination que l'on éprouve à collectionner des timbres est sans limite. Voici plus d'un siècle, un collectionneur français décide de se constituer une collection complète de tous les timbres existants. Près de soixante ans plus tard, sa collection avait atteint une valeur de plus de 8 millions de francs. Et pourtant, elle restait incomplète.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES RECEVEURS DE LA POSTE, dont le siège est à Genève, est une organisation qui groupe les receveurs de la poste de plus de cent pays du monde. Pour satisfaire les collectionneurs, l'Association s'est fixée le but très ambitieux de créer la collection internationale la plus complète possible d'Enveloppes Premier Jour jamais émise : "La Collection d'Enveloppes Premier Jour de tous les pays du monde".

Cela constituera, sans aucun doute, une collection unique d'Enveloppes Premier Jour. En effet, c'est la première collection de ce genre créée dans le but de présenter un timbre officiel Premier Jour de chacun des pays du monde les émettant.

Cette collection sera émise une seule fois, dans une édition à tirage strictement limité. Elle est disponible exclusivement par souscription, avec une limite impérative d'une seule collection par personne. La date mondiale de clôture des souscriptions est fixée au 5 avril 1977, minuit. Au-delà de cette date, la collection ne sera plus jamais disponible.

De remarquables Enveloppes Premier Jour de tous les pays du monde

Ces Enveloppes Premier Jour parviendront aux collectionneurs de tous les coins du monde. Le timbre de chaque pays sera une œuvre importante, créée par le pays émetteur en hommage à son héritage national. Il sera choisi par l'Association Internationale des Receveurs de la Poste comme le seul timbre contemporain illustrant au mieux le caractère et l'esprit de la nation, qu'il représentera dans la collection. De plus, chaque timbre sera oblitéré officiellement dans son pays d'origine, au bureau de poste officiellement désigné pour la première émission et portera ainsi l'oblitération Premier Jour qui fait de l'Enveloppe une authentique pièce de collection.

En ce moment même, des représentants officiels de l'Association Internationale des Receveurs de la Poste travaillent à mettre au point dans différents pays les accords qui permettront aux souscripteurs d'acquiescer cette collection remarquable.

En fait, il serait pratiquement impossible à un collectionneur isolé de se constituer seul une telle collection. C'est la collection internationale d'Enveloppes Premier Jour la plus représentative et la plus impressionnante jamais émise. C'est une collection qui apportera à son propriétaire de grandes joies ainsi qu'une compréhension profonde de l'histoire et de la culture de nombreuses nations dans le monde.

Des dessins originaux, spécialement conçus pour cette collection
Comme les collectionneurs avertis le savent bien, les oblitérations Premier Jour qui seront apposées sur ces enveloppes sont extrêmement importantes. En effet ce sont elles qui, universellement, attestent le caractère officiel Premier Jour d'émission du timbre et de son enveloppe.

De plus, chaque enveloppe présentera un dessin original créé exclusivement pour cette collection par un artiste éminent.

Des artistes de nombreux pays sont en ce moment même invités à créer ces œuvres inédites. Pour chaque dessin l'artiste interprétera selon sa vision personnelle le thème du timbre présenté sur l'enveloppe. Ainsi cette composition complètera et rehaussera la beauté du timbre.

D'autre part, au dos de chaque enveloppe se trouvera un "Certificat d'Authenticité" prouvant que le timbre qu'elle porte est une Émission officielle Premier Jour et que l'Enveloppe complète est elle-même une Émission officielle de l'Association Internationale des Receveurs de la Poste.

Afin de protéger et de mettre en valeur la collection complète de 210 Enveloppes Premier Jour, chaque souscripteur recevra sans majoration de prix deux albums de présentation assortis réalisés spécialement pour cette collection, le premier album devant leur parvenir dans les six mois suivant le premier envoi. Chaque Enveloppe sera accompagnée d'une documentation spécialement rédigée comportant une description du pays présenté, ainsi qu'une information faisant autorité sur le timbre et le dessin de l'enveloppe.

Une édition à tirage strictement limité

Il n'y aura qu'une seule édition de cette collection. Cette édition à tirage strictement limité sera disponible exclusivement par souscription avec une limite impérative d'une seule collection par personne. Le nombre total de chaque enveloppe émise sera donc limité, pour toujours au nombre exact de souscripteurs ayant répondu avant la date de clôture, auquel s'ajouteront quelques collections réservées aux présentations officielles. Par conséquent, chaque souscripteur fera l'acquisition d'une collection rare qui ne sera jamais offerte à nouveau.

Cette collection internationale d'Enveloppes Premier Jour est une des entreprises les plus importantes et les plus significatives dans toute l'histoire de la philatélie. Chaque souscripteur sera fasciné par ces enveloppes provenant des endroits les plus reculés du monde. La satisfaction que lui procurera une collection aussi complète sera totale. Il s'y ajoutera le plaisir d'en partager la beauté avec sa famille et ses amis et celui d'enrichir ses connaissances tout au long des années à venir.

Un plan pratique de paiement mensuel

Les souscripteurs recevront leurs Enveloppes Premier Jour au rythme de trois par mois à partir de mai 1977. Le prix de chaque enveloppe est de 35 F TTC soit 105 F TTC par envoi. Le prix hors taxes est garanti constant pendant la durée de l'émission de cette collection.

Aucun paiement n'est demandé au moment de la souscription. Chaque souscripteur recevra

0 LM 1977

TITRE PERSONNEL DE SOUSSCRIPTION

Date limite : le 5 avril 1977, minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veuillez enregistrer ma souscription pour la collection d'Enveloppes Premier Jour de tous les pays du monde, la première collection jamais émise construite de timbres Premier Jour de tous les pays du monde qui en émettent actuellement.

Je note que la collection complète comprendra un timbre Premier Jour de chaque pays émetteur de tels timbres dans le monde (210 en tout), sous réserve qu'aucune restriction nationale ou internationale intervenant pendant la durée de la collection ne l'interdise.

Au cas où d'autres pays émettraient par la suite des timbres Premier Jour, en émettant pendant le cours de la collection, l'offre de les acquiescer me sera faite, sous réserve qu'aucune restriction ne s'y oppose.

Je note que mes enveloppes me seront envoyées au rythme de trois par mois à partir de mai 1977, au prix de 35 F TTC par enveloppe soit 105 F TTC pour chaque envoi mensuel. Le prix hors taxes de chaque enveloppe est garanti constant. D'autre part, un ensemble de deux albums assortis pour présenter toutes les enveloppes, me sera envoyé sans majoration de prix. Le premier album me parviendra dans les six mois suivant le premier envoi.

Je n'envoie aucun paiement maintenant. La facture me parviendra lorsque les enveloppes seront prêtes à être expédiées. J'ai également noté que je peux annuler ma souscription à tout moment à condition de faire connaître par écrit ma décision 30 jours à l'avance.

PHILATÉLIE FRANKLIN (une division Le Médailleur) 64 rue du Faubourg St Denis 75010 Paris

Limite : une seule collection par souscripteur

une facture avant chaque envoi mensuel de trois enveloppes lorsqu'elles seront prêtes à être expédiées.

Date limite : le 5 avril 1977, minuit

La Philatélie Franklin, une division du Médailleur, est seule autorisée en France par l'Association Internationale des Receveurs de la Poste à recevoir les souscriptions.

La date mondiale de clôture pour cette collection est fixée au 5 avril 1977, minuit. Tous les titres de souscription doivent être postés avant cette date pour pouvoir être acceptés. Les souscriptions seront alors définitivement closes.

L'Association Internationale des Receveurs de la Poste

L'Association Internationale des Receveurs de la Poste, qui siège à Genève, est une organisation internationale dont les membres appartiennent à plus de cent nations différentes.



Deux albums de présentation assortis réalisés spécialement pour cette collection

TITRE PERSONNEL DE SOUSSCRIPTION

Date limite : le 5 avril 1977, minuit, le cachet de la poste faisant foi

M. _____

Mme _____

Mlle _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Signature _____

Offre un seul envoi : 1 album en 1 album assortis, Carte et Présentation de Membre

0 LM 1977

PHILATÉLIE FRANKLIN (une division Le Médailleur) 64 rue du Faubourg St Denis 75010 Paris

Limite : une seule collection par souscripteur

UOLM

La nouvelle tendance du blazer en 77

DROIT ou croisé, sport ou habillé, le blazer demeure indispensable dans une garde-robe. Lanvin 2 vous propose le classique modèle en serge bleu marine ou noir (882 F), et son jumeau, plus fin et plus souple, en gabardine de laine (1078 F).

Mais peut-être serez-vous séduit cette année par les nattés en pure laine (882 F), les confortables laine et cachemire (1 420 F), ou par le plus somptueux 100 % en cachemire (1 764 F) qui existe en beige ou marine.



LANVIN

2, rue Cambon, Paris 1er - Tél. 260.38.83

FÉMINISTES! LISEZ CHARLIE HEBDO



TOUS LES JEUDIS 4 F50

« LE SOCIALISME une idée qui fait son chemin » à PARIS

POUR UNE MUNICIPALITÉ D'UNION DE LA GAUCHE
SOUTENEZ L'ACTION DES CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE

CI. ESTIER, L. JOSPIN, M. CHARZAT, P. GUIDONI, G. DAYAN, C. GOLDET, L. MOULINET, D. BENASSAYA, S. GOMEZ, A. BARREAU, F. CASTRO, E. LONGLE, G. de LONGEVILLE, B. BOUIS, Th. TOURE, Ph. COULEAU, J.-P. WELTERLIN, B. PARMANTIER, E. AVILE, G. MONTEL, J.-P. BURON-FOSSE, Th. ETNER, A. ROCQUE, E. CATHALA, A. TREGOUET, P. PERRAUT, H. OFFENSTADT, Cl. PIGEMENT, F. GALLOIS, M. LETRENNE, C. KAHN, M.-H. RIQUIER, M. COUTURAUD, L. SERRESSEQUE, D. VAILLANT, B. DE-LANGE, N. MARILLER, A. LLANES, St. REGGIANI, J.-P. LESAGE.

ET DE

GEORGES SARRE

avec

FRANÇOIS MITTERRAND

PARTICIPEZ A LA SOUSCRIPTION

par chèque bancaire ou postal adressé à la
Fédération du P.S., 31, rue Ballu, 75009 Paris
ou virement postal à Françoise PARC, C.C.P. Paris 17328-78

POLITIQUE

La préparation des élections municipales

LYON : la ville n'est plus majoritaire dans sa communauté urbaine

Lyon. — Habitée à dicter sa loi à ses voisins, Lyon ne sera plus, le 28 mars, dans cette position dominante. Pour des raisons démographiques (482 040 habitants en 1976 contre 535 000 en 1968), Lyon va perdre la majorité au conseil de la communauté urbaine (Courly), la ville ne représentant plus en 1977 que 40,8 % de la population de la communauté.

Toutefois, les élus lyonnais et les autres listes « apolitiques » ou « majoritaires » de l'agglomération conserveront sans doute le dernier mot, et un renversement de tendance à la Courly est peu probable. Il n'en reste pas moins que les membres de la communauté urbaine devront

tenir compte de la progression probable de la gauche dans les communes de la banlieue, liée à une forte poussée démographique. Si la gauche l'emporte à Villeurbanne, à Saint-Priest, à Rillieux et à Meyzieu, elle peut obtenir 38 sièges sur les 90 de la Courly.

Toutefois, pour atteindre le seuil du pouvoir communautaire (48 sièges) dont disposait la ville de Lyon à elle seule, l'union de la gauche aurait besoin non seulement de deux arrondissements lyonnais dans lesquels elle est bien placée (8^e et 9^e), mais encore d'un secteur supplémentaire, le 7^e, par exemple, où ses chances paraissent incertaines.

De notre correspondant

Lié à l'arrivée, en 1976, dans la région lyonnaise, de M. Jean Collette, à Saint-Etienne, l'alerte du P.C.F. La venue d'un dirigeant national semble liée au fait que les options de la fédération du Rhône n'étaient pas en harmonie totale avec la ligne nationale. Le départ du maire sortant, M. Semblat, a été un malin plaisir pour les militants communistes.

La liste d'union comporte en définitive 22 communistes et 11 socialistes. A Vénissieux, troisième commune du Rhône (70 000 habitants), la ville la plus ouvrière du département, le maire sortant, M. Marcel Houel, député communiste, est solidement implanté. Les socialistes sont à ses côtés depuis 1971.

C'est un tournant important dans l'histoire de ce parti autonome. Créé en 1964, l'U.D.B. a eu jusqu'à présent pour principal mérite, explique M. Roman Leprohon, professeur d'histoire à l'université de Bretagne occidentale (Brest) et membre du bureau politique du mouvement, d'enlever à la revendication bretonne sa couleur droitiste. On peut maintenant être traité de réactionnaire, souligne-t-il.

Depuis le 1^{er} janvier, l'U.D.B. a distribué à des milliers d'exemplaires une nouvelle charte moins « intellectuel » que l'ancienne. « L'U.D.B. peut-on y lire, est un parti rassemblant les Bretons et amis de la Bretagne, les tenants de la vocation nationale de la Bretagne et convaincus de la nécessité de construire le socialisme dans leur pays. Elle fonde son action sur la lutte des classes. »

NORD

MONS-EN-BARCEUL. — M. Mary Wolf, membre du bureau de la fédération du Nord du parti socialiste, nous signale que la liste d'union de la gauche qu'il conduit à Mons-en-Barceul, ville de vingt-neuf mille habitants, dans la banlieue lilloise, comprend autant de femmes que d'hommes. Le P.S. présente huit femmes sur les quinze sièges qui lui reviennent et le P.C.F. cinq, soit au total treize femmes pour une liste de vingt-sept candidats.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

BAYONNE. — Pour la première fois, des représentants du courant nationaliste basque figurent de qualité sur la liste de la gauche, ainsi que dans une autre commune du département, Hasparren. A Bayonne, tandis que le P.C. accordait au P.S. deux des seize sièges dont il disposait sur cette liste, le P.S. en a en effet, cédé le même nombre, sur dix-sept, à l'U.N.S. (Union nationale socialiste). Constitué en 1974, ce parti regroupe des militants socialistes des trois provinces basques françaises et des quatre provinces basques espagnoles en mai 1974. Il avait appelé à voter pour M. Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle.

VAL-DE-MARNE

CRETEIL. — M. Laurent Cathala, conseiller général socialiste, qui conduit la liste de son parti (28 P.S., 7 M.R.G., 7 personnalités), a déclaré samedi 5 mars : « M. Michel Gerna (P.C.F.), président du conseil général, prétend conduire une liste d'union de la gauche à Créteil. La liste qu'il propose est un mélange de C.R. et de P.C.F. par des précautions de style et de présentation ou en se plaçant au-dessus des partis, comme le fait Michel Gerna. Celui-ci conduit une liste communiste et P.S.U. Il ne peut en aucun cas, pas plus d'ailleurs que nous, prétendre rassembler toute la gauche. »

Cette présentation erronée de la situation de la gauche à Créteil, de la part de celui qui dirige une majorité de gauche au conseil général, pourrait compromettre la solidarité de l'union de l'assemblée départementale.

VAL-D'OISE

SAINT-GRATIEN. — M. Claude Neuschwander, ancien P.D.G. de l'Ap, sera candidat à Saint-Gratien sur la liste socialiste pour l'union de la gauche — que présente le P.S.

VICHY : des radicaux à toutes les sources.

Le trait commun des trois listes qui briguent la mairie de Vichy est d'accueillir des radicaux. Quatre figures sur la liste de la majorité présidentielle conduite par le maire sortant, M. Jacques Lagarrigue (R.I.), six autres radicaux figurent sur une liste « apolitique » déposée au dernier moment avant la clôture du délai d'inscription et conduite par M. Jean Brière; cinq autres membres du comité radical de Vichy figurent, comme radicaux de gauche, sur la liste d'union de la gauche de M. Jean-Michel Belorgey (P.S.).

Paradoxalement, l'un des radicaux vichyssois qui restent à l'écart de la consultation est M. Gabriel Peronnat, président du parti, député de l'Allier, qui avait été candidat en 1971. Il n'a pas voulu « s'enfermer dans la division » chez ses compatriotes et favoriser « l'opposition social-communiste ». Cette absence méritait d'être compensée par une présence radicale diversifiée.

BRETAGNE : l'U.D.B. (autonomistes) s'associe aux partis de gauche

De notre correspondant

Saint-Malo. — « Nous ne sommes pas le bled de l'union de la gauche, mais un territoire à part entière. » Lasse de revendiquer sans cesse un statut de véritable parti politique, l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) a décidé de participer aux listes d'union de la gauche dans plus de quatre-vingt communes de Bretagne. Ainsi, les électeurs de neuf communes de plus de trente mille habitants se classeront à gauche lorsqu'ils voteront « breton ».

Si à Brest (Loire-Atlantique) l'U.D.B. n'a pu faire entendre sa voix à Saint-Etienne (Océan-Nord), faute d'un accord entre les partis « hexagonaux », elle fait liste commune avec le parti communiste.

C'est un tournant important dans l'histoire de ce parti autonome. Créé en 1964, l'U.D.B. a eu jusqu'à présent pour principal mérite, explique M. Roman Leprohon, professeur d'histoire à l'université de Bretagne occidentale (Brest) et membre du bureau politique du mouvement, d'enlever à la revendication bretonne sa couleur droitiste. On peut maintenant être traité de réactionnaire, souligne-t-il.

Depuis le 1^{er} janvier, l'U.D.B. a distribué à des milliers d'exemplaires une nouvelle charte moins « intellectuel » que l'ancienne. « L'U.D.B. peut-on y lire, est un parti rassemblant les Bretons et amis de la Bretagne, les tenants de la vocation nationale de la Bretagne et convaincus de la nécessité de construire le socialisme dans leur pays. Elle fonde son action sur la lutte des classes. »

Si l'on en croit les dirigeants de l'U.D.B., les adhésions sont depuis cette charte cinq fois plus nombreuses que par le passé. Il y a actuellement mille deux cents militants actifs dans les communes du P.C. Les dirigeants ajoutent : « Parti marginal, situé entre les gauchistes et les partis installés, l'U.D.B. se servait jusqu'à présent des élections comme d'une tribune. Aujourd'hui elle veut des élus. » Les dernières élections cantonales ont en partie provoqué un changement.

LE MAIRE DE NIMES : les communes ne peuvent résoudre le problème de l'emploi.

M. Jourdan, député du Gard (P.C.), maire de Nîmes, nous écrit notamment, au sujet de la situation électorale dans sa ville et de l'article de notre correspondant consacré à la candidature de M. Grollemand, l'un de ceux qui partent à l'assaut (thème général de notre page du 25 février) : « La situation de l'emploi est grave à Nîmes, mais elle ne l'est pas moins dans le bassin minier des Cévennes, menacé de fermeture, ou dans la sidérurgie lorraine. »

Outre l'industrialisation indécidable, des mesures sociales telles que l'abaissement de l'âge du droit à la retraite ou la réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire seraient, entre autres, de nature à favoriser la création d'emplois nouveaux. Mais il n'est pas au pouvoir des communes d'apporter une solution à ces problèmes.

Prétendre le contraire n'est qu'une sérieuse d'attribuer à une « action propagandiste » l'insuffisante industrialisation de Nîmes. Un mot enfin concernant M. Grollemand, chef de file de la majorité présidentielle à Nîmes.

Cet ancien président, devenu l'un des « patrons » du trust Peugeot-Citroën, aura quelques difficultés à faire croire à un « apolitisme ». Il faut que la politique qu'il représente soit bien impopulaire pour qu'il n'ose s'en réclamer ouvertement.

CORRESPONDANCE

Le SAC existe toujours

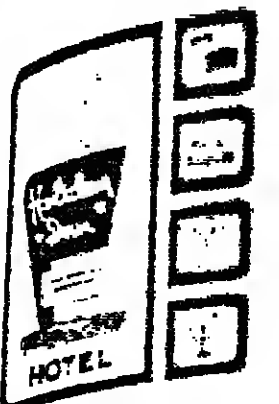
M. Pierre Debizet, secrétaire général du SAC (Service d'action civique), nous prie de publier la mise au point suivante : « Je tiens à vous faire savoir que le Service d'action civique n'a jamais été dissous, officiellement ou officieusement, au début du septennat de Georges Pompidou, contrairement à ce qu'affirme votre article. Ses adhérents ont simplement été mis en congé, inconnus, mais de la France, décidés à lutter contre la subversion marxiste qui menace notre pays, son indépendance, ses libertés, ses institutions démocratiques. Ils n'ont rien à voir avec les méthodes que dénonce légitimement le professeur Lépine et le « imputant » à tort et sans preuves à notre mouvement. L'inscription gratuite et anonyme relève indubitablement de méthodes antidémocratiques. »

M. Debizet se réfère à un appel de notre page dans le Monde du 2 mars 1977, à la suite de la démission de M. Lépine, candidat soutenu par M. Grollemand dans le septième arrondissement, des méthodes de collecte d'adhésions et des déclarations inspirées de celles du SAC. Nous exprimons en effet que le SAC avait été dissous, ce qui était inexact. En 1969, Georges Pompidou avait manifesté l'intention de dissoudre le SAC, mais il y avait renoncé, redoutant qu'il ne se transforme en organisme clandestin. Son secrétaire général, M. Paul Combarieu, donna sa démission et fut remplacé par M. Debizet (le Monde du 31 janvier 1970).

Le Monde de l'éducation

NUMERO DE MARS

LES COMMUNES ET L'ÉCOLE



QUELQUES C

le secret d'une révolution mondiale

Holidex pour réserver

صحة من الامم



mais sans servilité, être confortable sans ostentation, fonctionnel mais surtout chaleureux. En fait, offrir plusieurs visages non pas contradictoires mais complémentaires, pouvoir accueillir et satisfaire l'homme d'affaires comme le charter de touristes, la famille en vacances comme le congrès de 500 personnes. Telle était l'équation de la réussite. Une chaîne hôtelière est parvenue à la résoudre dans le monde entier : HOLIDAY INN.

POLITIQUE

des élections municipales

ET LES DIVISIONS DE LA MAJORITÉ

MM. Poniowski et d'Ornano ont des points de vue sensiblement différents sur la question des désistements

La candidature giscardienne à la mairie de Paris, M. Michel d'Ornano, est-elle tout à fait d'accord avec le premier dirigeant de son parti, M. Michel Poniowski, sur la question des désistements au sein de la majorité ? Il ne semble pas. Quand on demande au premier ce que feront les responsables de la liste de son parti, il répond qu'il n'y a rien de prévu, le 13 mars, par celles qui soutiennent M. Chirac, il invoque le principe d'un arbitrage du premier ministre et fait état de sa détermination à valoir l'opposition. Quand on interroge le second sur la signification de ces propos, il explique très clairement qu'en fait M. d'Ornano a voulu dire « qu'il se désistait ». M. Poniowski interprète même la référence au premier ministre de façon restrictive, puisqu'il estime que le candidat giscardien entend ainsi « rendre compte »

des résultats au chef du gouvernement et « voir avec lui » la décision qu'il doit prendre. M. d'Ornano, qui se refusait encore dimanche à prononcer la mort de « désistement », devra sans doute dire si, oui ou non, le ministre d'Etat traduit correctement ses intentions. Ce qui n'est pas certain. On peut en effet fort bien concevoir que le chef de la liste giscardienne, lorsqu'il souligne que sa conduite au second tour sera guidée par sa volonté de battre la gauche, est en fait décidé à demander le maintien de ses listes dans la majorité, mais qu'il s'abstient d'exprimer clairement de l'ancien premier ministre. L'insistance avec laquelle il cite les sondages qui le placent en meilleure position que M. Chirac, en cas de lacs à face avec l'opposition, vient à l'appui de cette interprétation. — N. J. B.

M. Michel Poniowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, élu dimanche 20 mars, à l'Assemblée nationale, a été élu à la présidence de la République. Interrogé sur les relations de son parti avec celui de M. Chirac, il a déclaré : « La Fédération nationale des républicains indépendants n'a été créée en 1962. Nous avons vécu très longtemps sous l'égide du R.P.R. et nous ne sommes pas habitués à travailler ensemble. Nous n'avons jamais eu de discussions fondamentales. Il nous est venu à l'esprit de nous unir, mais nous ne sommes pas habitués à travailler ensemble. Nous n'avons jamais eu de discussions fondamentales. Il nous est venu à l'esprit de nous unir, mais nous ne sommes pas habitués à travailler ensemble. »

entre formations de la majorité, au second tour, M. Poniowski a souligné : « Je crois que M. d'Ornano a voulu simplement dire qu'il était désigné par le premier ministre et qu'il n'avait rien de plus à dire. (Celle-ci) me semble d'ailleurs évidente : là où les candidats de la liste d'Ornano sont en tête, du R.P.R. doivent se retirer, et vice-versa. » Le ministre d'Etat a ajouté : « Je crois que, dans une majorité pluraliste, l'existence de primaires est une chose qui se conçoit et se justifie très souvent. D'ailleurs, les républicains indépendants ont souvent proposé ce système au cours des dernières années. Certes, les primaires ne doivent pas être systématiques. Il en est qui sont utiles quand il y a un très bon candidat, il est inutile de le combattre par des primaires. Sinon, elles sont nuisibles. Je dirai même : pour

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE : il faudra en revenir à l'arbitrage

M. Michel d'Ornano a évoqué, lui aussi, la question des désistements au sein de la majorité. Dans une interview publiée le 8 mars par le Journal du dimanche, on lit notamment : « Il y a à Paris une situation de déséquilibre qui est préjudiciable à la majorité. On ne se trompe pas devant une situation de primaires organisées par les instances de la majorité. Il y a une situation de déséquilibre qui est préjudiciable à la majorité. On ne se trompe pas devant une situation de primaires organisées par les instances de la majorité. Il y a une situation de déséquilibre qui est préjudiciable à la majorité. On ne se trompe pas devant une situation de primaires organisées par les instances de la majorité. »

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général du P.U.R., membre du conseil politique du R.P.R., a vivement pris à partie M. d'Ornano et M. Jean Lecanuet, « homme de la présidence et d'opposition ». En revanche, il a estimé que la gauche tenait le meilleur homme qu'elle ait connu depuis Léon Blum. Selon M. Sanguinetti, en effet, « M. Poniowski est le meilleur giscardien de ce régime. Si le régime s'effondre, il y aura qui regardera de côté de la place Beauvau, telle quelle fonctionnent actuellement. »

M. Sanguinetti a également critiqué « la tension de la troisième force, R.P.R., centriste et socialiste. C'est ce qui empêche les convictions des gens. La troisième force, c'est le vicélisme et la social-démocratie. »

Ces vives attaques ayant provoqué la réaction d'un responsable C.D.S. présent, M. Sanguinetti a précisé : « Je ne me suis pas du tout laissé emporter. Je n'ai pas visé les adhérents du C.D.S. mais M. Lecanuet personnellement qui, lui, nous agresse publiquement. C'est la réponse du berger à la bergerie. »

M. Chirac se défend de vouloir ouvrir une crise politique après les scrutins des 13 et 20 mars

M. Jacques Chirac a donné, lundi après-midi 7 mars, la dernière conférence de presse consacrée à son programme municipal, sur le thème « Paris, capitale internationale », avant de présider au Palais des Sports de la porte de Versailles une grande réunion publique. En présence des cent neuf candidats des listes « Union pour Paris ». En multipliant les visites de quartiers, les réunions d'arrondissements, les déclarations à la radio et à la télévision, l'ancien premier ministre veut donner à la dernière semaine de campagne électorale un surcroît d'intensité. Il veut aussi rendre plus simples et plus claires quelques-unes de ses propositions et de ses attitudes afin de dénouer les procès d'intention qui, dit-il, lui sont faits. Ainsi M. Chirac s'élève-t-il avec force contre les rumeurs selon lesquelles son éventuel échec à la mairie de Paris entraînerait le groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale à renverser le gouvernement lors de la session qui s'ouvrira le 2 avril. M. Chirac a été formel, samedi 5 mars, au micro de R.T.L. : « Il n'est pas question d'ouvrir une crise politique tant que le gouvernement respecte les principes auxquels les gaullistes sont attachés. Néanmoins, le président du R.P.R. réunira le 24 mars, aussitôt après l'élection du maire de Paris, le conseil politique de son mouvement, qui examinera le problème de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, dont le projet doit venir en discussion au cours de la session de printemps. Les députés gaullistes étudieront aussi cette question pendant leurs « journées

parlementaires », du 29 au 31 mars, aux Baux-de-Provence. M. Chirac insiste aussi de plus en plus sur sa proposition de « pacte majoritaire » comportant un engagement de désistement automatique pour le deuxième tour en faveur de la liste de la majorité arrivée en tête au premier, et le rassemblement des voix de la majorité pour assurer ensuite l'élection du maire ; point de vue que partage maintenant M. Poniowski. Alors que M. d'Ornano a annoncé qu'avant toute décision il s'en remettrait à l'arbitrage de M. Raymond Barre, le président du R.P.R., souligne que seule la règle démocratique doit s'appliquer, que « le seul souverain est le peuple », et il dénonce les « combinaisons d'états-majors » et même les « truquages » éventuels. M. Chirac, dans cette attitude, a reçu le renfort de M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, alors que M. Raymond Barre régnait une fois de plus à s'engager dans le contentieux municipal, comme l'y invite le ministre de l'Industrie. Dans ses thèmes de campagne, M. Chirac concentre toujours ses attaques contre les candidats du programme commun et plus particulièrement contre M. Sarre, présenté comme un socialiste de tendance « marxiste et révolutionnaire ». En revanche, l'ancien premier ministre multiplie les amabilités envers les candidats écologistes, promettant qu'il les consultera dès le lendemain de l'élection du maire et qu'il leur demandera de désigner leur propre représentant dans les commissions d'arrondissements. A. P.

Rédacteur en chef du « Journal Inattendu », de R.T.L., samedi 5 mars, M. Chirac a notamment déclaré à propos des désistements pour le second tour : « Nous sommes dans une démocratie et la seule loi est celle que décide le peuple. Les élections primaires ont été voulues par le président de la République. Mais il doit y avoir des règles. C'est le pluralisme organisé. Cela implique la loyauté et l'absence de polémique entre les formations de la majorité ; la neutralité du pouvoir, qui est soutenu par l'ensemble de la majorité ; le désistement des candidats qui le peuple a moins bien placés. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas continuer à l'arbitrage des élections. Les désistements doivent être automatiques et solennels. Chaque fois qu'une liste de M. d'Ornano ou de M. Poniowski se présente à l'Union pour Paris, cette dernière se désistait et ses membres feront campagne pour la liste de

M. d'Ornano. En revanche, lorsqu'il s'agit de la liste de M. Chirac, il n'y a pas de désistement. C'est la loi de la majorité. M. Chirac a retiré pour elle. C'est la règle démocratique que j'ai adoptée. Je n'ai jamais vu que le projet arbitraire entre des listes après le premier tour. Pour l'élection du maire, il ne faut pas que le vote des Parisiens soit l'objet de discussions de couloir. Si les listes de M. d'Ornano ont un conseiller de plus que les listes d'Union pour Paris, il faut que M. d'Ornano soit élu maire avec toutes les voix de la majorité. De même, si le contraire se produit, je me présenterai au poste de maire, et je devrai recueillir toutes les voix de la majorité. Je n'appartiens pas aux partis politiques de triquer ce résultat, j'attends une réponse claire à ce point que j'ai proposé. Interrogé sur une éventuelle crise politique, M. Chirac a répondu : « Cette question ne se pose pas. Il appartient au président de la République, et à lui seul, de déterminer s'il doit y avoir des élections anticipées. Il n'a jamais été dans nos intentions. C'est un principe qu'on nous fait d'ouvrir une crise politique. Il n'en est pas question. Nous continuerons à soutenir le gouvernement tant que les principes auxquels nous sommes attachés seront respectés. Ce ne sont pas les polémiques et les péripéties d'une campagne électorale municipale qui pourront modifier ce comportement. »

Interrogé sur une éventuelle crise politique, M. Chirac a répondu : « Cette question ne se pose pas. Il appartient au président de la République, et à lui seul, de déterminer s'il doit y avoir des élections anticipées. Il n'a jamais été dans nos intentions. C'est un principe qu'on nous fait d'ouvrir une crise politique. Il n'en est pas question. Nous continuerons à soutenir le gouvernement tant que les principes auxquels nous sommes attachés seront respectés. Ce ne sont pas les polémiques et les péripéties d'une campagne électorale municipale qui pourront modifier ce comportement. »

D'un arrondissement l'autre Après avoir passé toute la journée du vendredi 4 mars dans le quinzième arrondissement, accompagné de ses collaborateurs, M. Chirac a été reçu par M. Girard, secrétaire d'Etat à la culture se présente au nom de M. d'Ornano. M. Chirac s'est rendu dimanche dans le seizième arrondissement. Alors que ce secteur est représenté par des conseillers centristes et giscardiens, le R.P.R. y présente une liste conduite par le professeur

M. ALEXANDRE SANGUINETTI : M. Lecanuet, un dinosaure.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général du P.U.R., membre du conseil politique du R.P.R., a vivement pris à partie M. d'Ornano et M. Jean Lecanuet, « homme de la présidence et d'opposition ». En revanche, il a estimé que la gauche tenait le meilleur homme qu'elle ait connu depuis Léon Blum. Selon M. Sanguinetti, en effet, « M. Poniowski est le meilleur giscardien de ce régime. Si le régime s'effondre, il y aura qui regardera de côté de la place Beauvau, telle quelle fonctionnent actuellement. »

M. GRANDVAL DÉNONCE LA « DÉLOYAUTÉ » ET L'« AGRESSIVITÉ » DU CHEF DU R.P.R.

M. Gilbert Grandval, ancien ministre, président de l'Union des valeurs (gauche de gauche), écrit dans un bulletin l'Action transatlantique : « Le vrai combat politique, aujourd'hui, c'est celui que mène M. Chirac contre l'Union pour Paris. C'est un combat politique, et à lui seul, de déterminer s'il doit y avoir des élections anticipées. Il n'a jamais été dans nos intentions. C'est un principe qu'on nous fait d'ouvrir une crise politique. Il n'en est pas question. Nous continuerons à soutenir le gouvernement tant que les principes auxquels nous sommes attachés seront respectés. Ce ne sont pas les polémiques et les péripéties d'une campagne électorale municipale qui pourront modifier ce comportement. »

« Le vrai combat politique, aujourd'hui, c'est celui que mène M. Chirac contre l'Union pour Paris. C'est un combat politique, et à lui seul, de déterminer s'il doit y avoir des élections anticipées. Il n'a jamais été dans nos intentions. C'est un principe qu'on nous fait d'ouvrir une crise politique. Il n'en est pas question. Nous continuerons à soutenir le gouvernement tant que les principes auxquels nous sommes attachés seront respectés. Ce ne sont pas les polémiques et les péripéties d'une campagne électorale municipale qui pourront modifier ce comportement. »

LES JOURNALISTES DE R.T.L. DÉNONCENT DES « PRESSIONS EXERCÉES PAR LE POUVOIR »

L'Intersyndicale des journalistes de R.T.L., à l'issue d'une réunion qui s'est tenue jeudi 3 mars, a adopté par 30 voix contre 4 une motion exprimant « l'inquiétude ressentie par les journalistes dans les conditions de leur travail ». Les journalistes de R.T.L. constatent que « la direction a choisi d'échapper, dans une situation politique instable, aux pressions, en réduisant au minimum l'essentiel de l'information, et celle-ci ne peut pas déboucher sur une véritable « verrouillage ». L'Intersyndicale affirme, d'autre part, qu'il existe « des pressions exercées par le pouvoir et plus particulièrement l'Etat et un de ses porte-paroles ». Ces pressions, ajoute le communiqué, se traduisent notamment par des coups de téléphone directs aux présentateurs et aux journalistes. Enfin, l'Intersyndicale constate que « des remarques surprenantes » ont été faites, des actions préjudiciables dénoncées par le groupe fléchette seraient reprises par M. Marcel Deschamps. M. Jean Parnet, directeur de R.T.L., nous a déclaré à ce sujet : « Les termes du communiqué

concernant le « verrouillage » sont tout à fait excessifs, c'est à dire, selon la formule connue, insinuant. » Quant aux pressions du pouvoir, on peut simplement répondre qu'aucun journaliste de R.T.L. n'a été menacé par le pouvoir. Quant aux interventions extérieures, dont la pratique est, hélas, courante dans toutes les salles de rédaction. D'autre part, M. Michel Bassi appartient à la direction de l'information de R.T.L. de janvier à septembre 1976, date à laquelle il est devenu l'adjoint de M. Jean-Philippe Lévy, qui dirige le service de presse de l'Elysée. Rappelons que M. Bassi avait dirigé auparavant le service politique de l'Elysée, et qu'il est devenu rédacteur en chef de l'Agence centrale de presse (1974-1976). On observera d'autre part que l'Intersyndicale syndicaliste de l'Agence France-Press dénonçait déjà, la semaine dernière (« le Monde » du 4 mars), à l'occasion d'une conférence de presse de l'Agence C. G. P., nos « conversations » l'Agence après démarche de M. Bellanger, P.-D. G. du « Parisien Libéré », plusieurs cas récents d'intervention du pouvoir. »

REGARDS SUR...
CHIRAC
PAR SES AMIS, SES ENNEMIS... ET LES AUTRES

« Jacques Chirac a-t-il oublié comment a fini le précédent, le dernier maire de Paris, Pétion ? Devant le peuple rassemblé, aux applaudissements de la canaille (qui d'ailleurs ne s'en souciait pas) et des bourgeois, il a dit, mais c'était tout ce qu'il fallait dire, qu'il était élu. »
PIERRE VIANSSON-PONTE.

« Notre mouvement va dans le sens du pluralisme défini par la Président de la République. »
JÉRÔME MONOD.

« Si Jacques Chirac était que le frère mécanique d'un homme l'homme, le peuple qu'on éprouve ferait place à un autre sentiment. »
PAUL GUIMARD.

« La politique est un sphinx, comme il y en a d'autres : elle dévore ceux qui ne savent pas résoudre ses énigmes. Jacques Chirac est devant le sphinx. »
RAYMOND BOURGINE.

« Chirac, en fond, c'est un homme de presse. Pour sûr qu'il va y avoir un fameux carambolage sur l'avenue de la politique française. »
JACQUES LANZMANN.

« Mais la tension politique de la situation, quel que soient les liens personnels avec Jacques Chirac et une attitude à l'égard de l'action des opérations et des orientations du président du R.P.R. ne peut s'empêcher d'apporter une certaine admiration pour ce comportement de grand style qui éveille et stimule ceux qu'il s'efforce de diriger lui-même. »
BERNARD STASI.

« Actif mais ardent. Volontaire mais accessible. Sans cesse, sans cesse, sans cesse. »
JACQUES SÉGUÉLA.

« Si Jacques Chirac est capable de retrouver la droite fléchette, de nous faire espérer une forme de gouvernement plus claire, plus ferme, nous devons l'aider. »
FRANÇOIS NOURISSIER.

« Réfléchi ne veut pas dire bête. La réalité est la plus souvent comme la Chénoua Gira de Varinot et « l'indécision au point de vue. Mais il faut toucher. C'est pourquoi la capacité de nuancer de sens des nuances. L'indécision est à se méfier. »
JACQUES CHIRAC.

EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES - 10 F.

Si je décide, avec quoi vivra mon conjoint ?

Mieux vaut y penser dès maintenant !

COMMENT ASSURER DES RESSOURCES A L'ÉPOUX SURVIVANT

GRAND DOSSIER :
dont **LA VIE FRANÇAISE** commence la publication

AUJOURD'HUI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX S.F.



PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

Europe

Une société industrielle allemande, d'envergure internationale, occupe une place de leader dans son secteur d'activité, fabriquant et commercialisant des produits industriels de haute technicité et aux applications complexes, recherche le Président du Directoire pour l'ensemble de ses opérations européennes. A partir d'un brillant savoir-faire technique, d'une solide expérience commerciale au niveau du groupe et d'une certaine avance technologique en matière de développement, il devra tout mettre en œuvre pour animer une politique dynamique de l'entreprise au niveau européen. Il sera responsable de la définition de la stratégie et du développement des ventes et de la production à un niveau international, qui requiert de grandes capacités de négociation sur un plan international, ne peut convenir qu'à un cadre dirigeant de tout premier plan, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale. Le candidat retenu devra avoir exercé des responsabilités de direction générale sous les aspects tant commerciaux que techniques, posséder une excellente connaissance des marchés étrangers à forte concurrence et être capable d'utiliser les méthodes modernes de marketing. Il devra en outre être parfaitement bilingue allemand-anglais-français. Ce poste sera basé en Allemagne ou en France. La rémunération sera élevée et largement liée aux compétences et aux qualités personnelles du candidat. Écrire en anglais ou en allemand, ou téléphoner à K.W. REINERMAN, Responsable du Département Recrutement de P.A. Allemagne qui est chargé de cette recherche. P.A. Management Consultants GmbH 4000 Düsseldorf 1 - Graf-Reda - Strasse 17 Tél. 0211/68-64-81. Réf. DMJ566M

DIRECTION LABORATOIRE PARACHIMIE

150.000 F

Une société française, filiale d'un groupe multinational, et spécialisée dans la production et la vente de produits para-chimiques destinés au grand public et à l'industrie, recherche le Responsable de son laboratoire « produits industriels ». En liaison étroite avec la Direction Technique et la Direction du Marketing, sa mission consistera à orienter et coordonner les filières de développement de nouveaux produits et l'assistance technique aux clients. Il veillera tout particulièrement à la rentabilité des études engagées et animer plusieurs équipes de spécialistes représentant un effectif global de 40 personnes. Ce poste de haut niveau convient à un ingénieur ayant acquis une expérience de la gestion d'équipes de recherche appliquée dans une entreprise para-chimique (encres, colles, adhésifs, résines, peintures) utilisant des méthodes de recherche élaborées ou dans un institut de recherche appliquée renommé. Il faut avoir de fortes capacités managériales. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ correspond à un ordre de grandeur de 150.000 francs et sera fixée en fonction des compétences acquises. La notoriété et les performances de la société confèrent au poste un intérêt certain. Les candidats retenus auront un entretien strictement confidentiel avec le consultant chargé de cette recherche. Écrire à S. BOUSSAT à Croix. Réf. A/4361M

TELECOMMUNICATIONS

West Africa

A major international company requires a mature and successful businessman to take over its area office for West Africa. Based in Abidjan he will be responsible for marketing activities in Côte d'Ivoire, Senegal, the Comoros and Ghana. A substantial background in telephony (switching and/or transmission) is essential, and the successful candidate will have experience, preferably gained in Africa, in both high-level sales and in the selection and motivation of agents. Ability to extend into other product areas of the corporation will be desirable, good English fluency in French are essential. Salary and overseas allowances are attractive and match the importance of this position. If you would like to find out more about this interesting and responsible opportunity, please send your résumé including information on your present salary and earliest starting date. Replies will be forwarded in confidence to the client unless addressed to our security manager listing companies to which they may not be sent. They should be sent to: P.A. Advertising Limited, Hyde Park House, 60 A Knightsbridge, London SW7 7LE. Réf. H/1288M

GESTION PRODUCTION

Outre-Mer

Dans le cadre de son développement outre-mer (Algérie, Afrique Noire et Madagascar) la Société P.A. Concessionnaire de Direction S.A. membre de P.A. International Management Consultants (1000 consultants, 23 implantations dans le monde) recherche des consultants qui, après formation préalable, assureront des applications de gestion de production (méthodes, ordonnancement, contrôle de production, formation OS et agents de maîtrise, maintenance, structuration d'unités de production, etc.) et de formation de cadres autochtones. Les contrats outre-mer sont d'une durée moyenne d'un an, renouvelables, et des possibilités de réintégration dans P.A. France seront offertes aux consultants qui le souhaiteront. Les candidats retenus seront âgés de 32 ans minimum, seront diplômés d'une école d'ingénieurs ou de niveau équivalent et auront assumé durant deux ou trois ans la responsabilité complète d'une unité de production. Un sens pédagogique développé et des capacités de contact humain sont indispensables. La rémunération, versée en France, sera liée à l'expérience acquise mais au minimum de 100.000 francs annuels. Un logement et une voiture de fonction sont offerts. Les frais de voyage, compris en charge par la Société et des possibilités d'installation sont proposés aux familles sur le lieu d'affectation. Les congés annuels, d'une durée de six semaines, peuvent être pris en France, les voyages étant à la charge de P.A. Écrire à R. BOUGAARD à Paris. Réf. A/10620M

GESTION COMMERCIALE

100.000 F

Filiale d'un important groupe industriel français, une société recherche pour le Centre-Est de la France, le Chef de service gestion commerciale. Sous l'autorité du Directeur Commercial et en étroite liaison avec la production et les services techniques, il sera chargé de réorganiser un service d'une cinquantaine de personnes traitant plusieurs dizaines de milliers de commandes par an : administration des ventes, suivi des commandes, expéditions, facturation, paiement... Il participera enfin par ses études statistiques à la détermination de la politique commerciale. Ce poste très important pour la société convient à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 32 ans, justifiant d'une large expérience de l'administration commerciale acquise dans un contexte industriel. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction de l'expérience. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2528M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à : P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A. 8, rue Belland, 75781 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 17, Résidence Flandre, 91170 Croix - Tél. (20) 72-52-25 Amsterdam - Bruxelles - Coppenhague - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Stockholm - Zurich

SOCIÉTÉ

De l'Indonésie à la Nouvelle-Calédonie

L'ART « PRIMITIF » A L'ENCAN

Depuis plusieurs années, des Français se taillent, dans plusieurs îles du Pacifique, une réputation d'acheteurs. Par des moyens malhonnêtes, vol ou vente quasi forcée puis sortie frauduleuse, ils se procurent des objets représentatifs des arts ou rites locaux. Ces objets réapparaissent, tôt ou tard, dans des galeries ou magasins d'Europe ou d'Amérique du Nord spécialisés dans les arts « primitifs » où ils sont vendus au prix fort à des amateurs les plus souvent de bonne foi.

Les trafiquants ne représentent, certes, qu'une toute petite minorité des Français qui visitent ces îles. Mais leurs pratiques commencent à jeter la suspicion sur tous nos compatriotes, même ceux — les ethnologues — dont le seul but est l'étude scientifique et désintéressée, des cultures océaniques.

M. Jean Guibert, professeur d'ethnologie au Muséum national d'histoire naturelle (Musée de l'Homme), nous a ouvert le dossier qu'il a constitué sur les trafics qui ont pour cadre l'Indonésie, la Papouasie et la Nouvelle-Calédonie. M. Guibert, spécialiste de la Mélanésie, fait en outre remarquer que ces « achats » sont d'autant plus « inégaux » que le code de politesse mélanésien rend à peu près obligatoire le don d'un objet dès que celui-ci est admiré ou demandé.

Il est très probable, malheureusement, que le pillage des biens culturels n'est pas le privilège — contestable — des îles du sud-ouest du Pacifique et il est très vraisemblable aussi que les Français ne sont pas seuls à se livrer à ces trafics et à se présenter comme « ethnologues ».

« Les productions « X » nous invitent cordialement à venir voir une exposition d'œuvres d'art et d'objets primitifs de Bornéo. L'exposition courra le jeudi 12 août (1976) et finira le lundi 18 août. » Pour être plus alléchant, cette invitation, lancée à Singapour, était accompagnée du commentaire suivant : « Des jeunes Français (Y. et Z.) pensent que la présence personnelle dans les cultures primitives est préférable à l'étude du point de vue latin d'une tour d'ivoire académique (...). Les deux premiers mois de leur voyage à Bornéo les ont obligés à franchir des rapides (1) et à se frayer un chemin à travers la jungle la plus ancienne, la plus dense du monde (...). Ils ont visité autant de villages qu'ils l'ont pu en deux ans et ont obtenu un large assortiment d'œuvres d'art et d'objets comprenant des couvertures, des saronges, des papiers, des coqueaux, des masques, des bijoux, des instruments de musique et des objets en corne (...). La mission à Bornéo a été entreprise avec l'encouragement du Musée de l'Homme de Paris, le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et la Société des réalisateurs de films. A leur retour en France, Y. et Z. pensent proposer de nouvelles expositions (...). »

Ces prospectus ont été récemment envoyés au Musée de l'Homme par un Français passant à Singapour. Les deux jeunes Français cités dans ce tract poussent l'impudence jusqu'à se recommander du Musée de l'Homme et du C.N.R.S. qui, ni l'un ni l'autre n'ont, bien entendu, jamais entendu parler d'eux. Pour donner un plus grand prix aux objets qu'ils ont sortis en fraude du territoire indonésien de Bornéo, ils donnent une description « améliorée » des difficultés — réelles — de leur voyage et n'hésitent pas à décrire la forêt de Bornéo — épaisse et difficile à pénétrer, certes, comme toute forêt équatoriale — comme la plus ancienne et la plus dense du monde. En fait, plus une forêt primitive est ancienne, moins sa pénétration est difficile. Les baptesmes « expédition » et « présentation d'objets qui sont tous à vendre et qui, pour une part, sont récemment réapparues à Paris, dans un magasin spécialisé de la rue gauche.

Une poignée de dollars et un moteur hors bord

Si ces deux jeunes gens sont signalés pour la première fois dans le commerce illicite d'objets d'art, d'autres, en revanche, pratiquent régulièrement ce genre d'activités les mêmes noms reviennent comme un leitmotiv dans les rapports établis en Papouasie depuis 1973 et on les retrouve en Nouvelle-Calédonie, en Suisse et en France depuis 1974.

La région où ce groupe de trafiquants est le plus souvent signalé — est situé entre Darru et Kikuri, c'est-à-dire sur la côte occidentale du golfe de Papouasie

(au sud de la Nouvelle-Guinée). Plusieurs villages sont visités à chaque passage, avec l'aide, il faut le reconnaître, d'un Papou qui est le guide habituel des « ramasseurs » d'objets d'art. Et, le plus souvent, ils intimident les villageois en entrant dans les maisons et dans les cases cérémonielles sans y être invités. Ils offrent, en général, des sommes très modestes (de 0,50 à 5 dollars australiens, soit 250 à 25 francs) pour chaque objet convoité. Parfois, ils achètent la complicité d'un « conseiller » qui leur indique les objets intéressants et les leur fait obtenir à des prix très bas.

A de rares occasions, ces trafiquants acceptent de donner des sommes importantes, mais ne paient comptant qu'une partie du prix, promettant d'envoyer le reste plus tard. Ainsi en mai 1974, un homme d'un village proche de Kikuri vient-il se plaindre aux autorités locales que son père a été dépossédé de six mois d'envol de 535 dollars (1.775 francs) et d'un moteur hors bord de 20 chevaux. L'homme précise que le prix convenu entre son père et l'acheteur était de 850 dollars (4.250 francs) et un moteur hors bord. L'objet vendu était une très ancienne sculpture qui, pendant sept générations, a protégé la tribu des mauvais esprits et des guerres locales qui étaient fréquentes « longtemps avant l'arrivée des missionnaires dans la région ». L'homme d'ailleurs, ne demande pas la restitution de la sculpture, mais le paiement de la somme encore due et l'envoi du moteur hors bord.

Certaines des pièces ainsi « acquises » ont été mises en vente dès le début de 1974 dans une galerie parisienne de la rue d'Orléans, et le gouvernement de Papouasie n'a pas encore obtenu la restitution.

En Nouvelle-Calédonie, en plus des achats forcés, il y a aussi des vols, comme le rapporte le journal de Nouméa, les Nouvelles calédoniennes du 10 septembre 1974. Le cas le plus extraordinaire s'est produit dans une ancienne direction d'école. Une nuit, alors que cette dame était chez elle, un talé (chambrière de porte de case) pesant plus de 100 kilos, ayant volé dans une armoire à bijoux, une paire de lunettes d'épaisseur, a disparu de la veranda. D'autres talés ont aussi disparu, ainsi que des objets de bois sculpté volés aussi bien dans des maisons que dans une trentaine de cimetières de Nouvelle-Calédonie.

Curieusement, une collection de vingt bois sculptés, néo-calédoniens (six talés, treize fétiches fétiches et un poteau de case) a été exposée à la fin de 1974 dans une petite galerie du canton suisse de Neuchâtel. Certains de ces objets ont été formellement reconnus comme ayant disparu de Nouvelle-Calédonie depuis quelques années. D'autres objets, eux aussi volés, ont été exposés dans une galerie parisienne.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et dépendances a porté

plainte auprès du procureur de la République. M. Guibert a alerté l'ambassade de Suisse à Paris et le musée d'ethnographie de Genève (qui, à son tour, avait été utilisé en Papouasie comme référence). Mais Nouméa est loin de l'Europe, et l'enquête avance lentement. Le plus clair de l'histoire, pour le moment, est que l'affaire est très embrouillée. On y retrouve le nom d'un des Français mêlés aux trafics de Papouasie : mais l'homme use de tous les prétextes pour ne pas venir s'expliquer auprès de l'enquêteur parisien. On découvre peu à peu qu'on est en face d'un véritable réseau de relations sociales et de personnes physiques dont plusieurs sont introuvables en Suisse.

A trafiquant trafiquant et demi

Une certaine justice imminente frappe, pourtant, le trafic des objets d'art. Très vite, les habitants des îles d'Océanie ont appris à faire des faux. Les Marquisiens, par exemple, s'y sont essayés dès le début du siècle. Chaque fois que les spécialistes du Musée de l'Homme ont l'occasion de voir une collection privée d'objets océaniques ou africains, ils y découvrent de très nombreuses pièces de fabrication récente. Il est vrai que des examens microphotographiques et de l'œil d'un spécialiste sont souvent indispensables à la détection d'un faux bois sculpté.

Il y a une quinzaine d'années, un marchand de New-York vendait 9.000 dollars (45.000 francs au cours actuel) des sculptures sur « tronc » (en fait une racine séchée pouvant atteindre plusieurs mètres de hauteur) de fougère arborescente qu'il payait 80 dollars (300 francs au cours actuel) au sculpteur d'Ambrim, une île des Nouvelles-Hébrides, qui les lui faisait.

Tout récemment, ont été achetés — en vente publique à Paris — des objets océaniques et africains. Beaucoup de ces pièces étaient récentes. Ainsi un mannequin funéraire venant des Nouvelles-Hébrides. Ces mannequins traditionnels, sont faits d'un « tronc » de fougère arborescente pour le corps, de rouleaux de feuilles de bananier pour les bras et les jambes et du crâne surmonté par adjonction de glaise, du défunt. Le mannequin vendu était très récent et le crâne appartenait très probablement à un des innombrables soldats japonais tués pendant la deuxième guerre mondiale aux îles Salomon. Un trafiquant se procure aisément et à peu de frais les crânes, utilisés ensuite, à l'occasion, d'un des Nouvelles-Hébrides, à la fabrication des mannequins funéraires revendus en Europe pour plusieurs milliers de francs.

YVONNE REBEYROL.

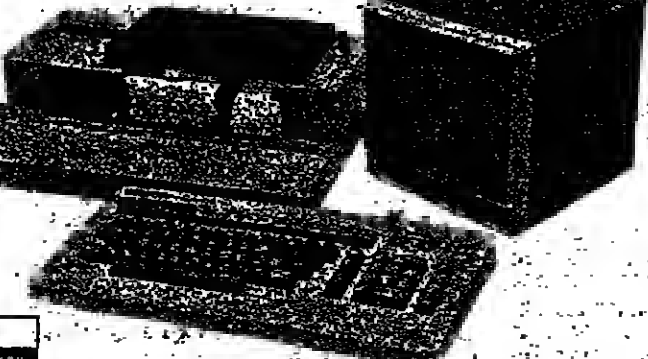
(1) Le texte rédigé en mauvais anglais et « forgoing on through rapidly » permet un jeu de mots involontaire sans nul doute. Tu forges veut dire forger (dans la métallurgie) et aussi forger ou contrefaire une signature, faire un faux...

Au feu les papiers.

Ne gardez plus vos documents... ils s'entassent, vous encombrant. Résultat, l'information de votre banque en souffre. Votre clientèle aussi. Nos systèmes financiers vous libèrent et vous permettent de rendre, rapidement et avec précision, tous les services que l'on exige de vous par leur facilité de programmation et de connexion à tout ordinateur.

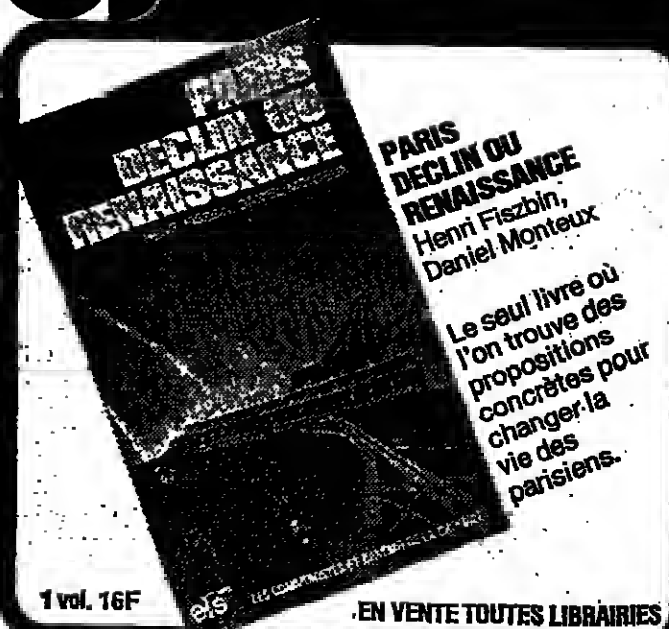
Distribués par Compagnie Schlumberger, les terminaux financiers Data Saab participent activement, à l'avantage de votre banque.

SCHLUMBERGER ET DATA SAAB DEUX SOCIÉTÉS POUR L'ESSOR DE VOTRE BANQUE.



Compagnie Schlumberger
Département Équipements 1, rue du Port
78140 Vélizy-Villacoublay Tél. 946.96.50 TELEX 515169207

éditions sociales



PARIS DECLIN OU RENAISSANCE
Henri Fiezbin, Daniel Montoux
Le seul livre où l'on trouve des propositions concrètes pour changer la vie des parisiens.

1 vol. 16F
EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

صكرا من الامل

SOCIÉTÉ

La journée internationale de lutte des femmes

Loin des usines et des cuisines

Sous le regard fier du lion de Belfort, mille cinq cents femmes ont, samedi 5 mars, tenu le haut du pavé parisien, entre la place Denfert-Rochereau et la place Léon-Ferguson. Il s'agissait de célébrer avec quelques jours d'avance la Journée internationale de lutte des femmes qui a lieu traditionnellement le 8 mars. Pourquoi cette date ? Parce que, le 8 mars 1917, une des premières grèves de femmes dans le textile était brutalement réprimée par la police américaine. Aussi parce que, le 8 mars 1917, c'est une manifestation de femmes pour le pain et contre la guerre qui a donné le signal de la révolution russe.

Une image qui a vécu

Convoquée à l'appel de la coordination parisienne des groupes de femmes, toutes tendances confondues, la manifestation a été une occasion de remettre à jour le féminisme et de lire le bilan de dix années d'existence. Le bled a pu constater que l'image de la militante du M.L.F. avait été la dernière saint-sulpicienne ou de la rustique châteline avait vécu.

La femme en lutte « ne méconnaît plus les jours. Drapée dans le costume soigné, elle se fait l'œil de la diabolique, de la sorcière, se pare le visage de palpitantes, le dore comme les lingots.

Il y avait des dames en « robes noires entières l'oppression », des femmes de ménage « ne voulant plus occuper les poubelles de l'histoire », des féministes révolutionnaires prônant que « le maternité tue plus que le cancer » et des gauchistes proclamant : « Nos luttes changent la vie sociale. » Très accablamment, il y avait place pour le M.L.C., qui milita

en faveur du droit à l'avortement et pour les femmes enceintes qui veulent accoucher à la maternité des Lilas (le Monde du 4 mars).

On a vu aussi un flot tranquille de femmes agitant des banderoles fièrement tendues : « Violette, terre des hommes », « Lesbiennes, libérez-vous », « Mère plus encore que les pénétrantes, les éloges d'actualité à la grande marche son allure de l'ère : « Dans les usines, dans les cuisines, partout les femmes sont opprimées. C'est toutes ensemble qu'il faut lutter ». « Pères, mères, juges, médecins, nous vous appelons à la lutte ». « Le mariage est gratuit, le divorce doit l'être aussi ».

Avant d'être, il y a dix ans, que « le plus grand crime contre les femmes était de les avoir utilisées entre elles pour se dévêtir », les militantes avaient institué le dogme de la non-militance et de la confiance exclusive féminine. Cette époque de sectarisme semble révolue, puisque l'on voit maintenant de plus en plus d'hommes dans les manifestations de femmes. Cela a commencé avec les homosexuels qui, poudrés et emperlés, sautillaient gaiement : « Avec les travailleurs contre le capital ; avec les femmes contre le patriarcat ». Cela continuait avec les autres. Ceux qui pouvaient trahissent les lances d'adhésion. Ceux qui redressaient les banderoles et critiquaient les manifestations de trop respecter les passages cloutés et les lieux rouges.

Ces défilés ont eu la bonne surprise de constater à quel point le féminisme avait en respect. Au carrefour Duroc, chahut comme d'habitude, deux cents membres des forces de police appartenant à trois corps différents, les attendaient. C'est ce qui s'est passé.

MICHEL SOLAT.

NOUVELLES RÉACTIONS À LA RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

Les aménagements des rythmes scolaires proposés au cours du conseil des ministres du 2 mars (le Monde des 3 et 4 mars) continuant à susciter des réactions.

« La Société des agrégés, présidée par M. Guy Bayet, s'élève avec force contre l'attribution automatique du brevet des collèges à tous élèves de troisième inscrits en classe de seconde. Le brevet des collèges doit rester un examen national sur épreuves écrites et orales, et seul un jury composé de professeurs extérieurs à la classe peut décerner ce diplôme exigé pour l'accès à certains emplois de l'Etat. Les pouvoirs publics ne peuvent pas transiger sur ce principe, et ils ne doivent pas céder à une pression démagogique contraire aux véritables intérêts des élèves ».

« Les républicains indépendants » se félicitent de voir que l'enseignement extérieur des lycéens est désormais reconnu comme un problème essentiel pour l'équilibre des études. Ils estiment que l'enseignement extérieur doit être véritablement associé aux autres enseignements, et non pas simplement juxtaposé à eux.

« Le vaste débat national, engagé avec tous les partenaires concernés et auquel la famille doit être véritablement associée, doit se poursuivre dans le but d'intégrer à part entière dans la vie des enfants, l'accès à l'art, au sport et aux loisirs. Les lycéens particuliers doivent s'efforcer de faire valoir leurs intérêts, et pour cela accepter de remettre en cause les habitudes de leur enseignement et de faire preuve d'adaptation ».

« L'Association des journalistes universitaires (A.J.U.) a élu son nouveau bureau, qui est ainsi constitué : Jean-Pierre Spriet (Sud-Ouest), président ; Guy Herminet (Le Monde) et Jean-Jacques Schaeffer (L'Express), vice-présidents ; Charles Vial (France-Inter) et Maurice Guillet (Éducation), secrétaires généraux ; Mlle Dominique Burg de Quatzen (de Paris), trésorière.

Deux rassemblements de maîtres auxiliaires

Les O.S. de l'enseignement protestent et menacent

Deux rassemblements de maîtres auxiliaires ont eu lieu ce week-end à Paris. Samedi 5 mars, cent soixante non-titulaires de l'enseignement technique ont participé au forum, organisé à la Bourse du travail par le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.), affilié à la C.G.T. Dimanche 6 mars, ce sont deux mille maîtres auxiliaires de l'enseignement secondaire long, mais aussi de l'enseignement technique, qui se sont retrouvés au parc Floral de Vincennes, sur l'initiative du Rassemblement national des maîtres auxiliaires, qui réunit notamment des militants et des sympathisants de l'Organisation communiste internationaliste (trotzkiste).

Une jeune femme a raconté au forum du S.N.E.T.P. sa vie de maître auxiliaire : « J'ai eu un poste de 1969 à 1971. Ensuite plus rien, jusqu'à cette année, où on m'a accordé un demi-poste à Laval, où j'habite, et un autre demi-poste à 30 kilomètres de là. Comme mes heures ne sont pas groupées, je fais le trajet cinq fois par semaine, parfois pour deux heures seulement. J'étais seule mes trois enfants. Je gagnais 220 francs par mois, mais je dépense 250 francs pour l'essence ».

Lui succédant au micro, une autre jeune femme, maître auxiliaire elle aussi, a vivement dénoncé les inspections dont elle a été victime : « Une fois, on m'a demandé de porter des lunettes et de me faire un chignon, parce que je fais trop jeune ».

Un autre participant a affirmé que dans l'académie d'Alger, les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique sont payés 2300 francs par mois et que huit cents d'entre eux, employés à temps partiel, gagnent moins de 1000 francs.

O.S. de l'enseignement, les non-titulaires du S.N.E.T.P. ont élu leur bureau, qui est ainsi constitué : Jean-Pierre Spriet (Sud-Ouest), président ; Guy Herminet (Le Monde) et Jean-Jacques Schaeffer (L'Express), vice-présidents ; Charles Vial (France-Inter) et Maurice Guillet (Éducation), secrétaires généraux ; Mlle Dominique Burg de Quatzen (de Paris), trésorière.

Reste la voie des concours. Mais seuls peuvent s'y présenter les « M.A. » titulaires d'un diplôme de

Bataille épistolaire à Lunéville

« RETOUR À L'ENVOIE... »

M. René Haby, ministre de l'éducation, est candidat à la mairie de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), où il possède une résidence privée — transformée en permanence électorale.

Depuis plusieurs semaines, on relayait par le courrier reçu à la permanence un nombre impressionnant de cartes-lettres adressées par les enseignants de Lunéville et de toute la Lorraine. On fait, il est vrai, d'une campagne de prospection menée par le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.D.) de l'académie Nancy-Metz, qui a demandé à tous ses adhérents — et aux non-adhérents — de saluer le ministre de l'éducation par une lettre de félicitation.

Il y a quelques jours, certains de ces enseignants ont reçu de la poste un avis de lettre en instance et, sans méfiance, certains se sont rendus au bureau de poste pour livrer la somme de 1,60 F (courrier non affranchi). Surprise : c'était leur propre carte-lettre adressée au ministre de l'éducation, assortie d'une note « Retour à l'envoyer », où M. Haby explique qu'il ne peut « accepter la qualification de correspondant adressée à son domicile privé » et donne l'adresse du ministère à Paris.

Le S.N.E.S.D., depuis, fait parvenir aux enseignants de l'académie Nancy-Metz les demandes de ne pas aller chercher le courrier laissé en instance au bureau de poste, sous peine de payer 1,60 F pour courrier non affranchi.

LA RÉFORME HABY SERAIT APPLIQUÉE AUX ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Le ministère de l'éducation vient de publier un « avant-projet » de décret fixant les conditions d'application de la réforme Haby aux établissements français d'enseignement à l'étranger : ce texte concerne les établissements administrés selon les règles françaises, fonctionnant avec des enseignants recrutés et payés par la France, et où l'on enseigne les programmes officiels français.

L'organisation des études et les programmes définis par la réforme Haby leur seraient appliqués. En outre, pour la première fois, ce texte veut harmoniser les conditions de scolarité entre les divers pays. Les parents des élèves de ces établissements sont, en effet, généralement soumis à une certaine mobilité. Un dossier scolaire, établi selon les mêmes règles qu'en France, permettrait, par exemple, de suivre le niveau de scolarité de chaque enfant et de faire en sorte que celui-ci soit reconnu dans les établissements qu'il sera appelé à fréquenter ultérieurement. D'autre part, l'avant-projet applique à ces établissements les procédures d'orientation en vigueur en France.

RELIGION

POUR LE HUITIÈME JOUR D'OCCUPATION DE L'ÉGLISE

Plusieurs milliers de fidèles ont suivi l'office en latin à Saint-Nicolas-du-Chardonnet

Le dimanche 6 mars, de deux à trois mille catholiques traditionnalistes ont assisté à une grand-messe, à 10 h. 30, chantée en latin, selon le rite de saint Pie V, dans l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris (cinquième arrondissement), pour marquer le huitième jour de l'occupation de cette église. La foule, qui remplissait la nef, les déambulatoires et les chapelles latérales, était si nombreuse qu'elle débordait sur le parvis de l'église, où l'office était retransmis par des haut-parleurs. Malgré les cars de C.R.S. rangés au

long du trottoir, les intégristes déclaraient avoir reçu l'assurance, au ministère de l'Intérieur, que les forces de l'ordre n'interviendraient pas pour évacuer l'église occupée. Les paroissiens habituels de Saint-Nicolas ont dû se réfugier dans des locaux paroissiaux, rue des Bernardins, autour de leur curé déposé, l'abbé Pierre Bellego. Celui-ci a accusé le service d'ordre mis en place à Saint-Nicolas d'agir d'une manière « qui rappelle l'acharnement contre les mouvements politiques de la vieille droite. Lorsqu'un service d'ordre

musculé, chapelet au poing, évacue, selon les techniques éprouvées des groupes d'action, des fidèles et les moines, nous avons le droit de faire référence à des formes de sociétés régies par la force et le mépris ».

Les locataires légitimes du presbytère, enfin, ont déposé plainte, le 5 mars, pour « séquestration de matériel », ayant constaté que les serrures des locaux avaient été forcées. L'abbé Bellego a demandé aux habitants de la paroisse de se relayer pour assurer la garde du presbytère.

Le caporalisme

« Dans l'église, c'est comme à l'armée : une chose est défendue jusqu'à ce qu'elle devienne obligatoire. Cette doubleté, entendue, ordonnée, exécutée, obéie, est la marque du caporalisme, l'application parfaite à la querelle qui oppose les traditionnalistes aux autorités diocésaines.

D'un côté, des chrétiens qui demandent à dire la messe dans un rite qui, d'unique et obligatoire dans l'Église latine, est devenu, du jour au lendemain, interdit. De l'autre, une hiérarchie embarrassée, qui s'enferme dans un jargon qu'on croit révélateur.

Les premiers, avec habileté, ont retourné leurs progrès armés contre les « conciliabules ». Vous vous gargarisez du mot « pluralisme », leur disent-ils, mais la seule variante que vous ne tolérez pas à côté des expédients qui fonctionnent aujourd'hui est l'ancienne messe qui a marqué tant de générations.

Là où les traditionnalistes sont moins habiles, en revanche, c'est lorsqu'ils contestent le concile et font de l'ancienne liturgie un chaos de détails doctrinaux. Si la hiérarchie obtient ces concessions, une adhésion sans réserve aux textes de Vatican II, ne pourrions-nous pas faire montre de tolérance et de charité chrétienne en autorisant d'eux qui le demanderaient la célébration de l'ancienne rite, et même en leur octroyant pour eux-mêmes une messe à Paris ? Le caporalisme est aux antipodes de la liberté des enfants de Dieu, proclamée à chaque page de l'évangile. — A. V.

La mairie de Paris vaut bien une messe

« Il faut le crier sur les toits : nous ne faisons pas de politique ! Le vieux prêtre, quatre-vingts ans, aux longs cheveux blancs, ressemble à une gravure du curé d'Ars. C'est l'abbé Germain Ducoud-Bourget, chapelain d'achet de l'ordre de Malte. « Nous ne sommes que des catholiques qui voulons pratiquer notre religion, ajoute-t-il. Il faut surtout éviter toute allusion politique. »

Sur le parvis de l'église, cependant, parmi les innombrables brochures religieuses, les feuilles photocopiées pour défendre l'école libre, les journaux intégristes et autres « messages du ciel », un tract est distribué en vue des élections municipales. Il est signé : Monsieur Ducoud-Bourget. On peut y lire : « J'apporte mon soutien à la liste « Paris aux Parisiens », conduite par M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, à condition que M. Le Pen s'engage à donner des églises aux traditionnalistes en cas de succès. » Mme Myriam Backeroot et M. Michel Beyer, qui figurent sur cette liste, déclarent, dans le même tract, qu'ils « acceptent solennellement cet engagement ». La mairie de Paris vaut bien une messe de saint Pie V.

En ce deuxième dimanche de Carême, l'abbé Louis Coache,

animateur du mouvement Le combat de la foi, a prêché, à Saint-Nicolas, une homélie sur le Transfiguration. « Cet événement, dit-il, est une action, contrairement à ce qu'on a pu dire. Il nous l'a fait savoir, — le prédateur s'en est pris, mais sur un ton modéré, à l'œuvre de destruction — entreprise par un concile qui s'est reconnu lui-même comme « non infaillible ». L'abbé Coache a énuméré alors parmi les « fruits empoisonnés » de Vatican II : la « démolition » des congrégations religieuses et des séminaires — à Paris, d'ailleurs, l'évêque tolère l'entrée de jeunes filles au petit séminaire — la transformation du catéchisme en « de vagues principes de charité philanthropique » et les attaques contre le sacerdoce, menées par certains évêques eux-mêmes, qui « préconisent un sacerdoce temporaire, des prêtres femmes et, bien sûr, des prêtres mariés. »

« Nous occupons Notre-Dame, sim... »

« Qui pourra nous convaincre d'hérésie ? s'est-il écrié pour conclure. Qui nous convaincra de schisme ? Qui nous prouvera ? Nous croyons à tout ce que croit notre mère la sainte Église et nous sommes attachés au

siège apostolique : nous voudrions seulement que le pape soit à la hauteur de sa tâche. S'il en est venu à occuper une église, c'est uniquement pour revendiquer le droit d'être chrétiens. Nous sommes chez nous et nous entendons y rester. Les nouvelles liturgies, sous les apparences de « châtiments », nous sommes de plus en plus nombreux. D'ici trois mois, nous serons peut-être pris une autre église, qui est ? Mais, si on nous chasse par la force, nous occuperons tout simplement Notre-Dame ! L'office s'est déroulé sans incident pendant près de deux heures, avec ferveur et dans le recueillement. Les chœurs en grégorien alternaient avec des cantiques traditionnels. Le jeu de l'église, voilà ma gloire ! et Catholiques et Français toujours. On remarque très peu de curieux dans l'assistance, qui rassemble, par sa composition, à toutes les assemblées paroissiales. Des familles entières étaient venues de la région parisienne, et même de province. « Je suis de Bourges, répétait à qui voulait l'entendre un père de famille. J'ai emmené mes enfants avec moi, car je voulais leur montrer comment c'était à l'église... avant ».

ALAIN WOODROW.

PRÉPARATION

Grandes écoles
stages intensifs anglais
en Angleterre
Février - été
renseignements et inscriptions
LOCOS INTERNATIONAL
4, villa Ormado, 75015 PARIS.
Tél. : 232-80-85.

C.N.A.M.
Conservatoire National des Arts et Métiers
FORMATION CONTINUE
Stage intensif sur les
PRINCIPES DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION DES CALCULATEURS
à Bourg-Saint-Maurice (Savoie)
destinée essentiellement à des ingénieurs, enseignants, et chercheurs en informatique
et systèmes informatiques
du 26 au 28 mars 1977
places encore disponibles
C.N.A.M.-F.C., 282, rue Saint-Martin, 75141 PARIS (CEDEX 03).
Tél. : 357-37-38 ou 34-40 (postes 338 et 563).

Bien que
la librairie DUNOD
la plus grande librairie parisienne
du livre scientifique, technique et d'économie
ait été cambriolée et détruite par le feu
dans la nuit du jeudi 3 mars
**elle sera ouverte au public
dès le mardi 8 mars 1977**

صلى الله عليه وآله

Aux 4.500.000 épargnants-actionnaires (actionnaires traditionnels, souscripteurs de parts de S.I.C.A.V., adhérents à des Fonds Communs de Placement) victimes de la "sécheresse" à la Bourse.

- Pour défendre notre patrimoine - ou ce qu'il en reste!
- Pour défendre les entreprises dont nous sommes les copropriétaires contre les exigences, chaque jour plus grandes, d'un État-glouton insatiable,

Actionnaires unissons-nous!

Unissons-nous, car c'est là la seule façon que nous ayons pour défendre efficacement nos intérêts tout aussi respectables que ceux de n'importe quelle catégorie de nos concitoyens.

Savez-vous qu'en 15 ans nos économies, fruit de notre travail, ont perdu près de 60 % de leur pouvoir d'achat? Cela, sans que personne (Gouvernement, Administration, partis politiques) s'en émeuve le moins du monde!

En 15 ans, en pouvoir d'achat, nous avons perdu l'équivalent de 120 milliards de francs actuels. 120 milliards!

Une somme énorme, bien supérieure aux 9 milliards de dégâts causés par la sécheresse de l'été passé!

C'est nous, les épargnants-actionnaires, qui faisons les frais d'une situation lamentable: nous sommes tous propriétaires d'actions d'entreprises, dites de "père de famille", sur lesquelles nous perdons, en pouvoir d'achat, au moins 85 % de notre capital.

Nous pourrions citer des dizaines et des dizaines de sociétés cotées dont la capitalisation boursière est tombée à un niveau ridiculement bas.

Cela ne peut pas... cela ne doit pas durer!

Une seule façon de faire front: nous unir, parce que, seule, l'union nous permettra d'être entendus.

Pensez que nous sommes 4.500.000 épargnants-actionnaires... et aussi électeurs! Si nous le voulons vraiment, nous pouvons rapidement acquérir le poids qui nous permettra de redresser une situation catastrophique, non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour l'économie française.

Il est temps de faire admettre par l'Administration, comme par nos dirigeants, que les actionnaires jouent, dans un système économique libéral, un rôle de tout premier plan.

Conscients des services que nous avons rendus et que nous pourrions rendre à l'économie française, nous exigeons...

1. EN QUALITÉ DE COPROPRIÉTAIRES DES ENTREPRISES:

une véritable démocratie dans les sociétés cotées (abolition du système des "pouvoirs en blanc", représentation minimale des actionnaires physiques dans chaque Conseil d'Administration, etc.);

2. EN QUALITÉ DE CONTRIBUABLES:

un traitement moins injuste sans lequel il serait vain d'espérer un redressement du cours des actions;

3. EN QUALITÉ DE CITOYENS:

d'être consultés par les partis politiques, quels qu'ils soient, lorsqu'ils émettent des propositions de loi portant atteinte, directement ou non, à notre patrimoine, fruit de notre travail et de notre épargne.

Si nos soucis sont les vôtres, venez nous rejoindre sans plus attendre en adhérant à:

PROMOTION ET DÉFENSE DE L'ACTIONNAIRE

Association Loi de 1901, sans but lucratif, indépendante de tout parti politique, de tout groupe financier, en nous retournant, rempli, le bulletin d'adhésion ci-contre.

Notre Association est indépendante!
Pour qu'elle le reste, rejoignez-nous!

Le Conseil d'Administration
de Promotion et Défense de l'Actionnaire

BULLETIN D'ADHÉSION à adresser à
PROD.A.C., 3 rue de Copenhague, 75008 PARIS

Le soussigné _____

Profession _____

demeurant _____

déclare adhérer à
PROMOTION ET DÉFENSE DE L'ACTIONNAIRE
Association déclarée - Loi de 1901

en qualité de: (1) membre actif ☐

(2) membre associé ☐

(3) membre bienfaiteur ☐

Ci-joint, le montant de ma cotisation pour l'année 1977.

A _____ le _____ 1977

Signature:

Montant des cotisations:

- membre actif 30 F minimum
- membre associé 1000 F minimum
- membre bienfaiteur 5000 F minimum

محكمة من الاعمال



Le Monde

DE L'ECONOMIE

La pyramide des salaires en France

● QUATRE FEMMES SUR CINQ ET LA MAJORITÉ DES HOMMES SONT PAYÉS MOINS DE 2 800 F PAR MOIS.

L'INSTITUT de la statistique publiera dans quelques semaines (1) les résultats détaillés de son enquête annuelle sur les salaires dans l'industrie et le commerce. Retardée par divers ennemis techniques, cette publication va permettre d'actualiser la pyramide salariale française, que *Le Monde* a pris l'habitude de publier désormais chaque année.

Une difficulté particulière se présente cependant cette fois, qui a deux origines : l'actualisation des résultats est d'autant plus incertaine qu'est plus longue la période séparant le chiffre connu du chiffre évalué ; or les salaires recensés par l'INSEE concernent 1973 et l'actualisation doit porter sur trois années et demi pour aboutir aux rémunérations du début de 1977. Ensuite, il y a, pendant cette période, on a constaté une évolution légèrement disparate des salaires selon les catégories socio-professionnelles : ceux des employés ont augmenté d'environ 0,5 % de plus par an que ceux des ouvriers et ceux-ci de 1 % et 1,7 % de plus par an respectivement que les rémunérations des cadres moyens et des cadres supérieurs. On ne peut donc appliquer mécaniquement le même coefficient d'actualisation à tous.

Ces difficultés ne sont cependant pas insurmontables. A partir des travaux de l'INSEE (2) et en prolongeant ceux-ci pour le second semestre 1976, on aboutit aux chiffres cités aussi bien dans le graphique ci-contre que dans

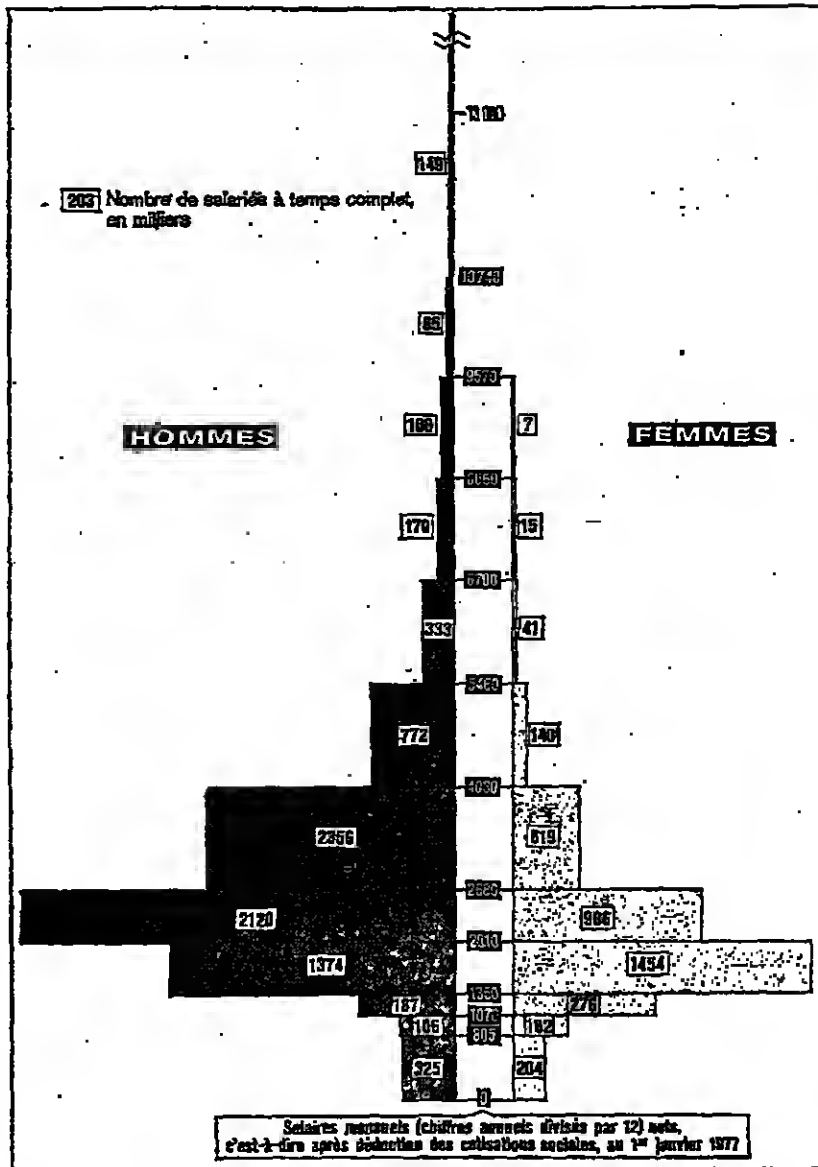
les tableaux de la page 23. Il apparaît alors que quatre femmes salariées sur cinq, dans l'industrie et le commerce, gagnent, au début de cette année, moins de 2 800 F par mois, situation qui était aussi celle de plus d'un homme sur deux. Le souci d'exactitude conduit d'ailleurs à juger ces proportions optimistes, car elles sont établies uniquement à partir des 11,9 millions de salariés travaillant toute l'année à temps complet. Or les 1 400 000 salariés de l'industrie qui ne trouvent un emploi que pendant une partie de l'année ont des salaires mensuels généralement inférieurs. Un calcul sur le total des 13,3 millions augmenterait donc légèrement les proportions de bas salaires citées plus haut.

Il est intéressant de scruter plus en détail la structure des salaires :
● Un tiers des salariés à temps complet de l'industrie et du commerce, soit environ quatre millions de salariés (34,5 % des hommes, 53 % des femmes), gagnent encore au début de l'année moins de 2 000 F par mois. C'était le cas, chez les hommes, de 63 % de manœuvres et de 32 % des O.S., chez les femmes de 88 % et 77 % de ces catégories.
● A l'autre bout de l'échelle, on recensait près de 180 000 salariés, soit 1,5 % du total (170 000 hommes, 7 000 femmes) gagnant plus de 7 000 F par mois. Ils figuraient dans le nombre 31 % des cadres supérieurs masculins et 11 % de leurs collègues féminines.

GILBERT MATHIEU.

(1) Dans un volume de la série « M » des Collections de l'INSEE.
(2) De la moyenne de 1973 à juillet 1976, estime l'INSEE, le salaire moyen a progressé de 31,7 % pour les employés, 35 % pour les ouvriers, 49,3 % pour les cadres.

(Lire la suite page 23.)



La hausse de l'or

L'OR, dont les spécialistes — et beaucoup de spéculateurs — attendaient, l'été dernier, la chute au-dessous de 100 dollars l'once, a été vendu, aux dernières enchères organisées par le Fonds monétaire, entre 144,5 et 148 dollars l'once (31,103 grammes). Certains experts estiment que le mouvement ascensionnel devrait continuer. Le moins que l'on puisse dire est que l'on doit accueillir avec la plus grande circonspection leurs prévisions. Le grand thème actuellement à la mode, à Wall Street, est de montrer la médiocrité, voire la totalité inexistante, des études produites par les analystes financiers. Les économistes, qui ont suivi en 1976 leurs amis, ont vu la valeur de leur portefeuille en général monter beaucoup moins vite que l'indice moyen des cours. Ce qui vaut pour la Bourse vaut sans doute encore plus pour l'or dont le marché est encore plus erratique.

Il serait probablement tout aussi hasardeux de lire, sur le « baromètre » des cours de l'or, des indications sur les grandes tendances de l'économie mondiale. L'interprétation la plus généralement avancée est que, avec le retour des démocrates au pouvoir aux Etats-Unis, la lutte contre le chômage prendrait à nouveau la part sur celle contre l'inflation, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir à l'extérieur. La prudence dont a fait preuve jusqu'à maintenant l'administration Carter ne semble guère justifier cette crainte — ou cet espoir.

Cela dit, on aurait tort de négliger aucune signification au raffermissement du prix de l'or. Si la demande privée absorbe sans écouls les ventes régulières du F.M.I., auxquelles s'ajoutent celles de l'U.R.S.S. et plus récemment de la Chine, ce n'est pas seulement parce que les acheteurs de la monnaie ont à nouveau augmenté. Les véritables raisons sont de nature monétaire, comme l'est l'importance des transactions à des fins de spéculation. Parmi les statistiques publiées récemment, un chiffre permet à lui seul de mesurer l'extraordinaire instabilité des marchés des changes. Au cours de la période allant du 1^{er} août 1976 au 31 janvier 1977, les interventions des banques centrales pour essayer de régulariser les cours ont porté sur 37 milliards de dollars, soit plus que pendant les mois qui avaient précédé l'effondrement du système de Bretton Woods intervenu le 15 août 1971. Le manque de confiance qui inspire le régime des changes flottants rend le meilleur argument en faveur de l'or.

EMPLOI

Le chômage donnée permanente ?

● UN NOUVEAU EFFORT STATISTIQUE S'IMPOSE POUR MIEUX MESURER L'AMPLEUR D'UN PHÉNOMÈNE QUE « LA SORTIE » D'UNE LONGUE PÉRIODE D'INFLATION REND INÉVITABLE.

Le taux de chômage est le rapport entre les demandeurs d'emploi non satisfaits qui sont inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi et la population active. Ce coefficient, seul indicateur du niveau d'emploi, cache une réalité assez hétérogène : le marché du travail et on peut se demander s'il n'est pas souhaitable d'établir différents indicateurs de chômage qui permettent une meilleure connaissance de ses causes et qui, en conséquence, constituent un meilleur critère pour la politique destinée à lutter contre lui.

Un travailleur en chômage est sans emploi pendant un certain temps. Ainsi, si la durée moyenne du chômage augmente, le taux de chômage s'élève dans la même proportion. Une comparaison entre l'indice du chômage et un indice de la durée moyenne du chômage sera plus parlante qu'un seul taux de chômage. Si, par exemple, le taux de chômage était de 5 %, tandis que la durée moyenne du chômage s'élevait à trois mois, la situation de l'emploi ne serait aucunement alarmante. Ces deux chiffres indiqueraient que 20 % de la population active changent d'emploi pendant l'année en restant inoccupés pendant trois mois en moyenne. Une telle situation pourrait même être considérée comme le signe d'un bon fonctionnement du marché du travail en ce sens que la plus grande partie du chômage serait du type « frictionnel », expression par laquelle on désigne ceux qui quittent volontairement leur emploi pour en rechercher un meilleur. Elle indiquerait une grande mobilité des travailleurs dans une économie dynamique elle-même sujette à des changements constants dans les techniques de production et dans les types de produits. On pour-

rait aussi la considérer comme profitable aux travailleurs qui trouveraient des emplois mieux adaptés à leurs capacités et mieux rémunérés.

par EMIL-MARIA CLASSEN (*)

En revanche, un taux de chômage relativement bas se situant, par exemple, à 2 % avec une durée moyenne de chômage élevée, disons d'un an, est véritablement inquiétant parce qu'il peut refléter un chômage principalement « structurel », si l'on compare, par exemple, un taux de chômage aux Etats-Unis de l'ordre de 6 %, avec un taux de 4 % en France, la situation d'emploi américaine ne serait pas nécessairement plus mauvaise que celle de la France. Nous savons que la mobilité des travailleurs américains est élevée de telle sorte qu'un taux de chômage américain de 6 % est accompagné d'une durée moyenne de chômage plus courte que celle de la France.

D'un point de vue plus général, le chômage dit volontaire peut être considéré comme souhaitable, tandis que le chômage involontaire est à combattre. Le premier, qui est principalement un chômage frictionnel, n'est statistiquement observable que par la méthode indirecte de la comparaison entre le taux de chômage et la durée moyenne.

On pourrait même dire qu'une des raisons économiques des allocations-chômage est d'augmenter le chômage par allongement de la période de recherche pour un meilleur emploi, car il est dans

	TAUX DE CHÔMAGE (1)		Indemnité de chômage et alloc. fam. en % du sal. (2)
	Moyenne 1962-1972	Juillet-septembre 1976	
Etats-Unis	4,6	7,7	59 %
Grande-Bretagne	2,1	6,4	44-63 %
Allemagne fédérale	0,6	3,4	
France	2,2	3,9	62-104 %
Italie	3,3	5,1	22-86 %
Japon	2,5	2,1	22-26 %

(1) Après ajustements pour rendre comparables les statistiques des divers pays.
(2) Chef de famille chômeur avec deux enfants, ouvrier moyen dans l'industrie de transformation (milieu de 1975).
Source : The Economist, 15 janvier 1977.

NATIONALISATIONS

L'indemnisation des actionnaires

● LE PARTI SOCIALISTE A SUGGÉRÉ UNE NOUVELLE FORMULE D'INDEMNISATION. LA QUESTION EST DE SAVOIR SI L'ON PEUT CONCILIER DISCIPLINE DU MARCHÉ ET SÉPARATION ENTRE, D'UNE PART, DROIT DE PROPRIÉTÉ ET, DE L'AUTRE, DROIT AUX BÉNÉFICES.

A formule d'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisées par le programme commun de la gauche, proposée récemment par le parti socialiste, d'abord provoquée la surprise. Peu d'actionnaires pensaient que le parti socialiste imaginerait l'échange des actions de ces sociétés contre des « titres nouveaux, partici-

pats, à revenus indexés sur les résultats de l'entreprise, sans fixation d'un cours arbitraire par l'Etat et non remboursables ».

La deuxième réaction fut souvent la stupeur. Quel esprit diabolique avait pu concevoir un instrument qui risquait, dans les faits, de supprimer toute indemnisation des actionnaires ? En effet, on considère généralement, d'une part, que le prix d'une action sur le marché est déterminé par l'espérance des dividendes et de plus-value (ou moins-value) des investisseurs et, d'autre part, que la valeur plancher d'une action est constituée par l'espérance de distribution aux actionnaires du résidu de la valeur de liquidation de l'entreprise après remboursement des créanciers et paiement des frais de liquidation. Comme les entreprises nationalisées font peu ou pas de bénéfices, les revenus de ces

Par DIDIER PÈNE (*)

nouveaux titres ont de fortes chances d'être indexés sur le résidu ; comme, par ailleurs, les entreprises nationalisées ne sont pas liquidables et que les anciens actionnaires perdraient leur droit de propriété sur l'entreprise et donc sur l'éventuel résidu de liquidation, la valeur résiduelle de ces titres tendrait vers zéro, et non plus vers une valeur minimale. La proposition du parti socialiste aurait ainsi, à la limite, résolu le problème de l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées sans faire déboursier un centime à ces derniers et sans faire verser par l'Etat la moindre somme.

Il est vrai que l'on a également envisagé le versement d'un intérêt fixe minimal, qui assurerait une valeur plancher à ces sortes d'obligations participatives. Mais on peut se demander si ce serait élevé et ces « nouveaux titres » perdraient beaucoup de leur originalité par rapport aux obligations classiques, ou bien il serait faible, ce qui est plus vraisemblable, et le valeur plancher risquerait d'être symbolique, particulièrement en période d'argent cher.

Cependant, quelques informations complémentaires font penser que la formule proposée par le parti socialiste est plus subtile. Elle partirait d'un souci de rémunérer les actionnaires tout en utilisant le marché financier pour améliorer l'efficacité de la gestion des entreprises publiques.

(*) Professeur associé de finances au CEBA (H.E.C., I.S.A., C.F.C.).

(Lire la suite page 23.)

★★★★ EN ALSACE

MULHOUSE
tél. : (89) 44 75 75
tél. 881311

STRASBOURG
tél. : (88) 32 99 30
tél. 870894

Sofitel Jacques Borel

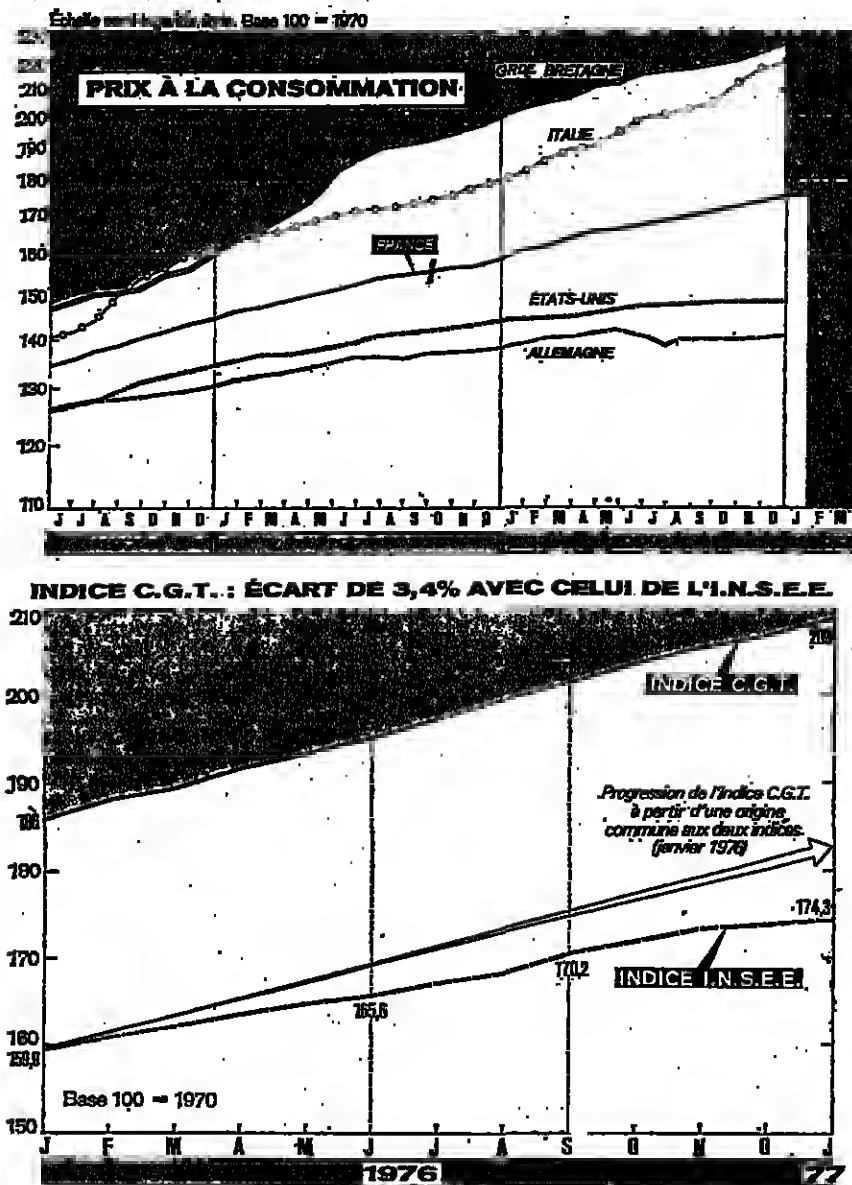
35 HÔTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 637 11 43 TELEX 200 432

مركز العمل

PRIX

Ralentissement en France



A CAUSE, notamment, de l'abaissement de la T.V.A., l'indice officiel des prix à la consommation a encore été « bon » en janvier.

Assez régulièrement, l'indice des prix de la C.G.T. fait apparaître des hausses mensuelles plus fortes que celles qui résultent de l'indice calculé par l'I.N.S.E.E. : 1,1 % en octobre contre 0,9 % ; 1 % en novembre contre 0,8 % ; 0,6 % en décembre contre 0,3 %.

Mais en janvier 1977 l'écart a été considérable : l'I.N.S.E.E. a annoncé une hausse de 0,3 % par rapport à décembre 1976, la C.G.T. de 0,9 %. Comment expliquer cette différence ?

L'institut de la statistique enregistre de façon particulière les évolutions de prix des fruits et des légumes frais : la comparaison n'est pas effectuée par rapport au mois précédent comme le fait la C.G.T. (décembre 1976 comparé à janvier 1977), mais est une moyenne des hausses enregistrées au cours des douze mois correspondants de l'année précédente (janvier 1977 comparé à janvier 1976, décembre 1976 comparé à décembre 1975, etc.).

Il est bien évident que la forte hausse des légumes frais au début de janvier a été amortie dans le calcul de l'I.N.S.E.E. parce qu'établie sur douze mois. Mais cet écartement joue également pour freiner les baisses quand elles se

produisent. Ainsi, en janvier, l'indice de la C.G.T. devrait logiquement enregistrer à plein la retombée des cours des légumes frais qui s'est produite après quelques semaines et le résultat d'ensemble s'en ressentira au point, qu'il n'est pas impossible que le thermomètre C.G.T. monte moins que celui de l'I.N.S.E.E. Cela s'est déjà produit et pourrait se renouveler en février : le poste « légumes frais » n'a-t-il pas augmenté de 23 % en janvier selon la C.G.T. ? La flambée ayant pris fin, c'est une baisse du même ordre qui devrait être enregistrée en février.

Au contraire, l'indice de l'I.N.S.E.E. « légumes » en hausse sensible. Le choix fait par l'I.N.S.E.E., qui se justifie par le souci de comparer des prix de produits comparables (les légumes d'hiver ne sont les mêmes qu'au printemps, ni les consommations), a été annoncé dès l'origine. C'est donc faire un mauvais procès à l'I.N.S.E.E. que de sembler découvrir maintenant cette méthode. Ajoutons que si l'I.N.S.E.E. avait enregistré pleinement la hausse des légumes frais, comme la C.G.T., son indice aurait augmenté de 0,7 % en janvier. Ce qui rétablirait l'écart habituel entre les chiffres fournis par les thermomètres C.G.T. et I.N.S.E.E.

EMPLOI

Le chômage donnée permanente

(Suite de la page 21.)

L'accroissement du chômage, ces trois dernières années, est loin d'être un phénomène uniquement français. Constaté dans tous les pays à économie de marché (y compris le Japon), il doit avoir partout un certain nombre de causes communes. On doit, en outre, s'attendre à ce que le niveau de chômage « normal » soit désormais durablement plus élevé et cela pour des raisons que l'on peut observer dans la plupart des pays occidentaux.

La première est, paradoxalement, l'augmentation de la population active. Un nombre croissant de jeunes se présente dans la plupart des pays sur le marché du travail et y trouvent difficilement un emploi. Ce phénomène est particulièrement accentué en France à l'égard des jeunes diplômés. Lorsque le nombre des étudiants restait limité, un diplôme de niveau moyen tel que le baccalauréat suffisait pour obtenir un emploi bien rémunéré. On aurait pu s'attendre que l'accroissement important du nombre des étudiants, et par conséquent des titulaires d'une licence provoque seulement une réduction des rémunérations des diplômés, sans entraîner un chômage considérable parmi eux. Apparemment, les forces du marché n'ont pas joué là.

Un autre facteur qui contribue à augmenter, et la population active et le nombre des chômeurs, est l'entrée croissante des femmes sur le marché du travail. Cependant, ce phénomène représente souvent une substitution du

chômage observé à un chômage déguisé. Nous savons que les statistiques de l'emploi incluent pas les femmes mariées qui travaillent à plein temps à la maison dans la population active. Mais, en réalité, lorsqu'elles ne trouvent plus à s'occuper pleinement dans leur ménage parce que, par exemple, les enfants sont déjà élevés, elles deviennent des chômeuses, qu'on pourrait appeler « déguisées », parce que les statistiques ne les recensent pas. A partir du moment où elles décident de rechercher un emploi rémunéré et n'en trouvent pas, elles augmentent apparemment la population active et le chômage. Elles seront incitées beaucoup plus à trouver un emploi rémunéré, quand les indemnités de chômage seront importantes. Dans ce cas, elles auront intérêt à travailler pendant un certain temps pour se mettre en chômage après, afin de profiter de l'allocation.

D'une façon plus générale, on pourrait dire que l'augmentation considérable du revenu par tête permet aux travailleurs de quitter leur emploi plus volontiers pour chercher un emploi plus conforme à leurs goûts et à leurs capacités, et que le système d'allocation chômage accentue cette tendance. D'une certaine manière, on pourrait même dire que l'accroissement d'un certain chômage est la preuve de la réussite du capitalisme dans la mesure où ce dernier a augmenté le niveau de vie. Tout au moins, ce phénomène pourrait être important dans des pays particulièrement « riches » comme les États-Unis et l'Allemagne.

Le coût de la main-d'œuvre

Une deuxième série de raisons qui provoque un taux de chômage plus élevé concerne le coût de la main-d'œuvre auquel s'ajoutent les charges sociales proprement dites, et d'autres éléments moins connus.

Ainsi, les ouvriers spécialisés sont de plus en plus formés par les entreprises elles-mêmes, ce qui représente pour elles un investissement en « capital humain ». De ce fait, elles sont de moins en moins désemparées aussi bien de licencier des ouvriers que d'en embaucher de nouveaux. Quand la production se ralentit, on commence par moins utiliser les machines. On hésite à licencier des ouvriers spécialisés, car, en cas de reprise économique anticipée dans un avenir assez proche, il faudrait engager des dépenses de formation supplémentaires étant donné que le nouveau personnel embauché n'est généralement pas le même que celui qui a été licencié antérieurement.

Pour une autre raison encore, les employeurs hésitent à accroître les effectifs, même si la conjoncture économique les invite à le faire. Ils redoutent qu'un cas où celle-ci viendrait à se retourner les licenciements se heurteraient aux pressions des autorités et à des mouvements de protestations pouvant aller jusqu'à l'occupation pour une période indéfinie de leurs usines.

Quant aux salaires proprement dits, leur niveau relativement élevé est en grande partie responsable du chômage conjoncturel. Jusqu'au début des années 1970, on pouvait éviter ce chômage par une

inflation accélérée. Étant données les revendications salariales considérables, qui elles-mêmes étaient causées par des anticipations inflationnistes croissantes, le rythme d'accroissement du salaire réel et, par là, le chômage conjoncturel ne pouvaient être freinés que par une inflation plus grande que celle qui avait été anticipée. Si la grande récession de 1974-75, qui a été en grande partie voulue en ce sens qu'elle a été provoquée par la lutte contre l'inflation, a eu un effet aussi néfaste sur l'emploi, c'est parce que les anticipations inflationnistes n'ont pas pris au sérieux la détermination des gouvernements à poursuivre leur politique anti-inflationniste. Les salariés ont continué à réclamer — et ont obtenu souvent — des augmentations de revenus supérieures à celles que l'inflation réduite justifiait. Le niveau excessivement élevé des salaires réels est à la base d'une grande partie du chômage constaté actuellement.

Une thérapeutique pourrait consister en une relance de la demande globale. Cependant, nous croyons qu'une telle politique n'aurait qu'un effet mineur sur l'emploi même dans le cas le plus optimiste. La raison en est très simple. Toute politique de relance affecterait immédiatement les anticipations inflationnistes, elle produirait un taux d'inflation plus élevé sans réduire sensiblement la situation du chômage. Dans le cas le moins favorable, il est même concevable que le chômage augmenterait dans toute la mesure du décalage entre l'inflation anticipée et l'inflation effective.

Il est vrai que les investisseurs — et pas seulement en France — se montrent pessimistes, d'où on pourrait déduire que la demande globale n'est pas suffisante. Différentes explications sont données à ce phénomène, incertains de la tournure que prendra la conjoncture, les entrepreneurs resteraient en position d'attente. Peut-être est-ce le cas, mais l'argument est un peu vague. D'autres n'hésitent pas à parler d'un ralentissement des progrès techniques. Les innovations, moteurs de l'investissement, deviendraient plus rares, leur rythme apparaît comme une variante de la vieille thèse de la stagnation, qui revient de temps en temps lorsque l'on veut démontrer, *a priori*, la crise du capitalisme. Il nous paraît que l'explication principale réside dans la disparition progressive de la concurrence, laquelle était, dans le passé, et dans la plupart des cas, à l'origine de la nécessité d'appliquer de nouvelles techniques de production pour réduire les coûts de production.

Cette diminution du degré de concurrence est en grande partie due à une longue période d'inflation qui a provoqué des distorsions de prix (par exemple, dans l'immobilier) et, en particulier, des distorsions en ce qui concerne le niveau du salaire réel dont nous avons déjà parlé, et les taux d'intérêt. L'entrepreneur s'est habitué à établir ses calculs à partir de taux d'intérêts réels relativement bas, sinon négatifs, et l'art d'investir d'une façon rentable (ou productive) a disparu à cause des facilités de financement procurées par l'inflation. A l'heure actuelle, le taux d'intérêt réel a retrouvé son niveau (positif) normal, tandis que les salaires réels se situent encore à un niveau relativement élevé de telle sorte que les bénéfices à attendre d'un investissement restent assez aléatoires.

C'est pourquoi une politique « anti-chômage », sans même prétendre à retrouver les taux considérés comme normaux pendant les années 1960, devrait se concentrer sur l'offre globale, et beaucoup moins sur la demande globale. Il nous semble essentiel d'augmenter la productivité pour compenser et le niveau de salaires réels relativement élevés et la nouvelle « vérité » des taux d'intérêt. D'une façon générale, le cadre concurrentiel devrait être rétabli, sinon intensifié. D'une manière plus particulière, certains investissements qui paraissent être rentables dans le moyen terme et qui ne sont pas entrepris en raison de la situation actuelle des bénéfices assez réduits devraient être aidés (par la fiscalité ou par des taux d'intérêt préférentiels), tout au moins pour le début de l'investissement.

En même temps, des mesures ponctuelles devraient combattre le chômage structurel. Il s'agit d'intensifier la reconversion de certaines catégories de chômeurs, d'augmenter la mobilité du travail (par exemple, une politique de logement) et d'ajuster l'allocation chômage à un niveau économique « optimum ». On pourrait ainsi maîtriser aussi bien une partie de l'inflation qu'une partie du chômage.

EMIL-MARIA CLAASSEN.

«Peut-on vous aider?»

6 vols Paris-Londres chaque jour



En collaboration avec Air France. Renseignements au 9, Champs Élysées, Tél. 260 36 40 ou consultez votre agent de voyages.

Sous la présidence de N. POUDEROUX,
Président Délégué Général de la CEGOS
Journées d'étude organisée par
LA CEGOS
« Culture et profession »
le mardi 15 mars 1977

LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE DES CADRES

- La situation de l'emploi et de la mobilité.
- Stratégie d'entreprises et gestion des cadres.
- Accompagnement des individus confrontés à la mobilité.

Ces thèmes de réflexion seront traités au cours de trois tables rondes qui réuniront des représentants de :
— L'APEC - CEREO - Commissariat Général au Plan
— AIR FRANCE - CARREFOUR - CHARBONNAGES DE FRANCE
— C.G.E. - RHONE-POULENC TEXTILE - IFOCAP - CEGOS

Pour tous renseignements et inscriptions :
S'adresser à MICHELLE MEDAN, à CEGOS Culture et Profession,
23, quai Gallieni - 92121 SURESNES - Tél. 1 72 41 32, poste 3556.

CLOTURE DES JEUX DEMAIN APRES-MIDI

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

LOTO

صلى الله عليه وسلم

REVENUS

La pyramide des salaires en France

(Suite de la page 21.)

Entre les deux, les 8 millions d'ouvriers salariés se répartissent pour l'essentiel en trois groupes : 3 millions d'hommes et 0,9 million de femmes entre 2 000 et 2 700 F ; 3 autres millions (2,4 millions d'hommes et 0,6 million de femmes) entre 2 700 et 4 000 F ; enfin 1,3 million (1,1 million d'hommes et 0,2 million de femmes) entre 4 000 et 6 700 F. Le premier ensemble com-

prend 33 % des ouvriers et 20 % des ouvrières, ainsi que 25 % des employés et 30 % des employées ; le deuxième 30 % des ouvriers, mais seulement 6 % des ouvrières, ainsi que 39 % des employés et 24 % des employées ; le troisième, 47 % des cadres moyens chez les hommes et 25 % chez les femmes.

Le retard des salaires féminins, constaté dans toutes les catégories, ainsi que le montre la pyramide de la page 21, est particulièrement important pour les

cadres : 24 % pour les cadres moyens, 20 % pour les ingénieurs, et surtout 37 % pour les cadres administratifs supérieurs. Dans cette dernière catégorie, 59 % des hommes gagnent au début de l'année plus de 8 000 F par mois, mais seulement 27 % des femmes. Au-delà de 11 000 F, on comptait encore 38 % des hommes, mais pas plus de 13 % des femmes.

De 1 à 15

L'écart hiérarchique entre salaires moyens est de 1 à 6,8 entre la femme manœuvre (1 507 F par mois) et le cadre administratif supérieur (10 190 F). Si l'on ne se contente pas de ces moyennes trop générales, l'écart apparaît double : de 1 à plus de 15, puisque, selon l'INSEE, on recense 20 000 cadres supérieurs gagnant plus de 20 000 F par mois.

Il convient enfin de rappeler que tous ces chiffres, qui concernent des salaires nets (après déduction des cotisations sociales à la charge des salariés, mais avant impôt sur le revenu), sont des moyennes nationales. Ils « effacent » donc les disparités géographiques, qui demeurent importantes. Les inégalités de salaires entre catégories sont donc, dans la réalité, plus grandes qu'il paraît. Il n'est guère étonnant que, en raison principalement du relèvement prioritaire des bas salaires, réglementaires (SMIC) ou conventionnels.

GILBERT MATHIEU.

Répartition des salariés (en %) selon le montant de leur salaire (*)

(An 1^{er} janvier 1977, dans l'industrie et le commerce)

SALAIRE MENSUEL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Moins de 1 350 F	7,6	15,4	16
Entre 1 350 et 2 015 F	16,9	38,5	23,8
Entre 2 015 et 2 680 F	26,1	21	23,4
Entre 2 680 et 3 345 F	29,5	16,4	22,4
Entre 3 345 et 4 010 F	9,5	3,7	7,4
Entre 4 010 et 4 675 F	4,1	1,1	3,2
Entre 4 675 et 5 340 F	3,4	0,9	2,5
Entre 5 340 et 6 005 F	0,8	0,2	1
Entre 6 005 et 6 670 F	1,4	0,1	0,5
Plus de 6 670 F	0,7	0,1	0,5

(*) Il s'agit uniquement des salariés à temps complet (11 901 000). Le salaire mensuel indiqué ici est le salaire annuel (après déduction des cotisations sociales) divisé par douze.

Combien gagnent les salariés à temps complet

(An 1^{er} janvier 1977, dans l'industrie et le commerce)

CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES	EFFECTIFS (en milliers)		SALAIRE NET MENSUEL (1) (en francs)		REVENUS ET AVANTAGES EN NATURE (2) (en % du salaire net)	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
CADRES SUPERIEURS	453,4	49,5	9 370	5 806	4,7	1,6
Dont : ingénieurs	113,6	4,4	7 370	6 380	5,6	3,1
cadres administratifs supérieurs	340,5	32,2	16 190	6 586	4,6	1,8
CADRES MOYENS	968,1	323,4	4 884	3 240	4,4	0,9
Dont : techniciens	426,7	117,4	4 280	2 974	5	0,8
cadres administratifs moyens	469,3	116,4	5 689	4 265	2	0,5
EMPLOYES	948	1 611,5	3 040	2 320	2,3	0,5
CONTREMAITRES	398,4	40,2	4 280	3 440	2,1	0,4
OUVRIERS	4 968	1 293,6	2 280	1 765	2,2	0,4
Dont : ouvriers qualifiés	2 701,4	349,1	2 725	2 000	2	0,3
ouvriers spécialisés	1 694,8	741,7	2 258	1 728	2,2	0,3
manœuvres	489,3	282,7	1 887	1 507	1,3	0,6
mineurs	56,4	4	2 780	3,3	3,3	4
marins et pêcheurs	18,2	3	3 428	4	4	1
APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS	228,4	91,3	324	1 123	4	1
PERSONNEL DE SERVICE	161	364,1	2 263	1 760	2,3	1,6
AUTRES CATEGORIES (2)	9,2	2,3	3 510	3 578	2,6	1,7
TOUTES CATEGORIES	8 123,7	3 775,8	3 363	2 195	3	0,7

(1) Salaire annuel (après déduction des cotisations sociales) divisé par douze.

(2) Artisans, clergé, militaires, policiers.

NATIONALISATIONS

L'indemnisation des actionnaires

(Suite de la page 21.)

Dans l'esprit des économistes du parti socialiste, les entreprises nationalisées devraient également émettre de ces « nouveaux titres » pour se procurer les fonds propres qu'elles obtiennent actuellement directement de l'Etat sous forme de dotation en capital.

Ainsi, au lieu de frapper discrètement à la porte des pouvoirs publics, les entreprises nationalisées, une fois nationalisées, devraient convaincre les investisseurs boursiers et, en particulier, leurs anciens actionnaires, d'apporter de l'argent frais contre ces « nouveaux titres ». Comme les investisseurs évaluent les titres, quels qu'ils soient, en fonction des revenus qu'ils peuvent en attendre à plus ou moins long terme et du risque qu'ils représentent pour le nouveau groupe des entreprises nationalisées, il est évident que les investisseurs privés et, en particulier, leurs anciens actionnaires, vont distribuer des revenus, donc des bénéfices.

On voit nettement apparaître, là, la dualité d'inspiration économique du parti socialiste. D'un côté, la tradition marxiste fait considérer que la propriété privée des moyens de production est néfaste, même si, pour des raisons diverses, on limite le plus souvent ses inconvénients aux plus grandes entreprises ou aux entreprises de certains secteurs stratégiques. D'un côté, la réflexion économique, l'observation des pays socialistes, de certains des pays voisins, ou même d'entreprises publiques françaises, font penser de plus en plus que le marché a des vertus irremplaçables. Un élément important de la réflexion économique du parti socialiste a été la reconnaissance que la régulation du marché doit être globale. Et la régulation du marché ne peut être globale si les entreprises publiques sont exposées aux disciplines de la concurrence sur le marché des biens et des services sans être soumises à la discipline du marché financier.

Une entreprise privée ne peut se financer intégralement en contractant des dettes. Celles-ci imposent des contraintes rigoureuses de paiement des intérêts et de remboursement. Une entreprise à rentabilité faible qui ne disposerait pas de fonds propres serait menacée de cessation de paiement à la moindre baisse d'activité, que celle-ci soit due à la conjoncture ou à la concurrence. Les fonds propres proviennent soit de l'autofinancement, soit d'augmentation de capital. Même si les entreprises cotées ne recourent pas souvent à ces dernières, la possibilité d'y recourir assure une flexibilité financière importante. Si le marché estime que la rentabilité attendue de l'entreprise est insuffisante, il refusera de souscrire

à une augmentation de capital. C'est la première sanction du marché. On a vu des entreprises importantes, comme De Wendel, forcer de renoncer à des augmentations de capital qui auraient vraisemblablement échoué. Mais une deuxième sanction peut intervenir. Une estimation pessimiste des résultats futurs de l'entreprise entraînera vraisemblablement une baisse du cours de l'action qui rendra l'adite entreprise vulnérable à une prise de contrôle par un autre groupe. Enfin, si l'entreprise, peu rentable, veut attirer de nouveaux investisseurs, elle sera la première à être délaissée.

Même si ces mécanismes ne jouent pas de façon parfaite pour des raisons diverses, ils fonctionnent néanmoins. Et Girouard n'a pu que retarder l'échéance, avant de tomber sous la coupe de Peugeot. Leur simple existence est, pour les dirigeants d'entreprises cotées, une menace et une exhortation à s'efforcer d'une amélioration de la gestion. On peut penser que les investisseurs se soucient moins de la nature, publique ou privée, des titres qu'on leur propose que de la rentabilité qu'ils peuvent en attendre. Après tout, ils n'ont pas boudé les obligations indexées sur l'activité de l'EDF-GDF, de la Caisse nationale de l'énergie, et les socialistes ont vrai-

semblablement raison de penser que ces « nouveaux titres » rencontreraient le succès si l'on pouvait convaincre les investisseurs qu'ils peuvent procurer une rémunération bonifiée.

C'est pourquoi l'opposition à ces nouveaux titres et à leurs conséquences viendrait plus probablement des entreprises nationales que des investisseurs. En effet, ces « nouveaux titres », du fait du risque qu'ils font supporter à leurs détenteurs, coûteraient vraisemblablement plus cher que de simples obligations des entreprises publiques.

Par ailleurs, pour imposer aux nouvelles entreprises nationalisées le recours à ce type de titres, il faudrait supprimer les reports en capital de l'Etat et fixer une limite rigoureuse à leur endettement. Mais, peut-on envisager raisonnablement d'imposer aux entreprises nouvellement nationalisées des conditions de gestion et de financement infiniment plus rigoureuses qu'aux anciennes ? Sans doute faudrait-il imposer à ces entreprises contraintes à ces dernières ? On imagine aisément les réactions des dirigeants, salariés, et des syndicats des entreprises publiques devant cette discipline financière imposée comme cadeau de jockey avènement de la gauche ou

Une alternative

Le parti socialiste a beaucoup réfléchi à l'efficacité du marché financier, mais il a, selon nous, oublié un élément important. Le marché financier ne joue correctement son rôle de discipline financière que lorsqu'il y a identité entre propriété et détention des actions. Il perd déjà une partie de son efficacité quand, comme c'est le cas actuellement pour un certain nombre de grandes entreprises nationales, une part des attributs de ce droit de propriété est, de fait, transféré à des « managers » qui s'efforcent de contourner ces contraintes. Comment le marché pourrait-il imposer une discipline financière à des entreprises nationalisées, si ces dernières peuvent se procurer des fonds, moins coûteusement qu'en utilisant ces « nouveaux titres », par émission d'obligations garanties par l'Etat ou par des apports en capital souvent gratuits ? Comment le marché pourrait-il imposer une discipline financière à ces entreprises si ne pèse pas, sur ces dernières, la menace ultime de liquidation ?

Si l'on dissocie le droit de propriété attribué à l'Etat et le droit aux bénéfices donné aux détenteurs de ces « nouveaux titres », il faudrait, pour que le système fonctionne, que l'Etat accepte lui-même de respecter les disciplines du marché, qu'il renonce aux principaux attributs de son droit de propriété, bref, qu'il se comporte comme le représentant des

détenteurs de ces « nouveaux titres » sans quoi ces derniers n'accepteront ni ce principe d'indemnisation, ni l'apport d'argent frais aux entreprises nationalisées contre autre chose que des obligations garanties par l'Etat.

Il serait certainement préférable d'adopter une position claire et réaliste. Ou bien l'on propose l'échange d'obligations d'Etat remboursables contre les actions des entreprises nationalisées sur une base raisonnable, ce qui n'est pas le cas pour les propositions du parti communiste, et l'Etat assume les lourdes obligations de propriétaire des entreprises nationalisées ; ou bien l'Etat se contente de prendre une participation dans les entreprises nationalisées, au prix du marché, et, comme dans le cas de la Compagnie française des pétroles, fait prévaloir les objectifs de sa politique industrielle par l'intermédiaire de ses représentants au conseil d'administration. Il supporterait alors, en tant qu'actionnaire, les conséquences financières néfastes de ses choix ou, au contraire, par l'intermédiaire des dividendes qu'il touchera en même titre que les autres actionnaires, le bénéfice de ses interventions judicieuses.

DIDIER PENE,

professeur associé de finance au C.E.S.A. (H.E.C., I.S.A., C.F.C.).

A L'ÉTRANGER

Industrialisation plus sélective en Côte-d'Ivoire

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Tout en poursuivant leur politique de développement et de diversification de la production agricole, les dirigeants ivoiriens continuent de hâter l'industrialisation de leur pays. Après avoir mis au point un code des investissements particulièrement libéral ils ont de l'accès de la Côte-d'Ivoire à l'indépendance en 1960, jusqu'en 1970, cherché à attirer sur place tous les investissements, quelle que soit leur nature. Depuis 1971, en revanche, le gouvernement ivoirien manifeste un souci aigu de sélection.

Les grandes options définies par le dernier plan de développement (1975-1980) sont particulièrement significatives : promotion d'industries à vocation exportatrice, régionalisation industrielle, développement de la coopération avec les autres Etats de l'Afrique de l'Ouest, rationalisation de la politique, etc.

Tenant compte de l'étroitesse du marché national (six millions et demi d'habitants), et de la nécessité de rentabiliser des unités de production de type très moderne, les ivoiriens se tournent vers les marchés extérieurs, ce qui les oblige à livrer des produits supportant la compétition internationale, tant dans le domaine des prix que dans celui de la qualité. Les deux complexes textiles d'Utié, à Dimbokro, et de Cotevo, à Agboville, dont la construction va s'effectuer par tranches, exportent plus des trois quarts de leur production.

Afin d'éviter que ne s'accroisse la différence de niveau de vie entre la population d'Abidjan et celle du reste du pays, la plupart des projets industriels en cours de réalisation seront implantés hors des limites de la capitale. Les complexes agro-sucriers, dont l'un produit annuellement 45 000 tonnes de sucre, et dont l'autre produira 80 000 tonnes, ont été installés dans le Nord, à Ferkessedougou. La région du Sud-Ouest, située à proximité de la frontière du Libéria, devrait voir l'installation d'une usine de pâte à papier et celle d'une fabrique de pneumatiques, près du port de San-Pedro. Alors qu'en 1970 100 % du chiffre d'affaires des industries ivoiriennes étaient réalisés

à Abidjan, en 1975 ce pourcentage était déjà tombé à 75 %.

Décidé à coopérer avec les Etats voisins, le gouvernement d'Abidjan participe à la construction, à Lomé au Togo, de la cimenterie de la CIMAOC tandis que, dans la capitale ivoirienne, va être créée une usine de bruma, dont l'accès au capital a été ouvert à la Haute-Volta.

Pour produire de façon plus rentable, les ivoiriens utilisent au mieux les capacités industrielles déjà installées et rationalisent la production. Cette nouvelle politique est d'autant plus énergiquement menée que la réussite économique ivoirienne a eu pour conséquence un renchérissement des capitaux. « Le coefficient du capital s'éleva », nous dit un expert, parce que le pays a atteint un niveau de développement que les instances bancaires internationales qualifient de sérieux. Cette situation vaut aux ivoiriens des conditions financières draconiennes. Les emprunts s'effectuent à des taux de remboursement de plus en plus élevés et pour des délais de plus en plus brefs. D'autre part, l'épargne nationale, bien qu'elle soit en progrès, suit difficilement la cadence de développement, ce qui impose un recours accru au financement étranger. »

L'afflux de capitaux extérieurs implique le libre transfert. « Cela ne constitue pas un signe de désinvestissement », nous dit M. Mohamed T. Diawara, ministre du plan, mais un signe de prospérité. Une économie à la fois prospère et ouverte sur l'extérieur doit émettre que les capitaux circulent librement. Pour la période 1976-1980, les planificateurs prévoient d'ores et déjà des transferts annuels de l'ordre de 400 milliards de francs C.F.A. Ce chiffre considérable comprend non seulement les transferts des Européens, mais aussi ceux des Africains « étrangers », notamment ceux des centaines de milliers de travailleurs immigrés de Guinée ou de Haute-Volta. Ceux-ci jouent un rôle capital dans la mise en valeur du pays, et les dirigeants ivoiriens, qui en sont parfaitement conscients, s'efforcent, dans toute la mesure du possible d'améliorer leur statut personnel.

Diversifier les sources de capitaux

En matière d'appel aux capitaux étrangers comme en matière de développement agricole, le mot d'ordre est à la diversification. C'est pourquoi, même si les capitaux français augmentent — en fonction de la croissance industrielle ivoirienne — leur part relative se trouve en diminution. Etendue par une société britannique, la première tranche du complexe agro-sucier de Ferkessedougou a été réalisée avec une participation financière américaine et le projet de la deuxième tranche fera appel au concours de capitaux canadiens. Le barrage hydro-électrique de Kossou avait déjà été réalisé par une entreprise italienne et les études préliminaires avaient été confiées à une société américaine.

La volonté de poursuivre la politique de développement industriel explique d'autant plus aisément les efforts actuellement déployés dans le domaine de l'équipement hydro-électrique que le renchérissement des prix du pétrole incite à recourir à l'énergie hydraulique. Hier totalement critiquée par les experts, la construction du barrage de Kossou paraît aujourd'hui être le résultat d'un

heureux calcul, car les hausses du pétrole importé ont rentabilisé le prix de la thermie produite sur place. En aval de l'actuel barrage de Kossou ont d'ailleurs commencé ce mois-ci, sur le fleuve Bandama, les travaux du complexe hydro-électrique de Buiy. Réalisés par deux entreprises italiennes et quatre françaises.

Ainsi, en dépit de difficultés conjoncturelles dues à la situation internationale, l'industrialisation de la Côte-d'Ivoire se poursuit-elle méthodiquement : de 1960 à 1975, le taux moyen d'accroissement de la production industrielle a été de 23 %, tandis que la masse salariale dans l'industrie passait de 7 à 33 milliards de francs C.F.A. (1 franc C.F.A. = 0,02 franc). Au cours de la même période, le nombre des emplois industriels a doublé, passant de 25 000 à 50 000, et la part de l'industrie dans le produit national brut s'est élevée de 8 à 17 % ; enfin, l'année dernière, la part des produits industriels par rapport aux exportations totales était déjà de l'ordre de 40 %.

PHILIPPE DECRANE.

FORMATION CONTINUE

En 1 an, sans interruption, de votre activité professionnelle, une formation par correspondance pratique, complète, efficace à la

REGLEMENTATION DU TRAVAIL

REGLEMENTATION du TRAVAIL

FRANCIS LEFEBVRE FORMATION

F.P.V. Etablissement privé d'enseignement à distance

15, rue Viotte 75017 Paris - Tél. : 758.18.20 (4 l.)

Paul ALBOU

psychologie de la vente et de la publicité

250 pages

45 F

besoins et motivations économiques

200 pages

38 F

puf

● 53 MILLIONS DE FRANÇAIS.

Pierre Longue
★ Le Centurion formation, Paris 1977, 21 cm, 193 pages, 22 francs.

Seul est critiquable le titre, puisqu'il s'agit des résidents de l'Hexagone et non des citoyens, mais c'est le contenu qui nous touche. Frappé par une loi stupide (l'âge de la retraite pour tout le monde à soixante-cinq ans...), celui qui a su, pendant plusieurs années, enrichir culturellement les Français, et d'autres aussi, en leur expliquant les problèmes de population, se voit aujourd'hui interdire l'exercice de cette fonction à cause de son état civil.

En témoignage de ce masochisme, il nous présente, dans un petit ouvrage illustré, clair et fidèle, ces problèmes que nous ignorons parce qu'ils nous ennuient et qui sont le fond même de notre histoire, passée, présente et future. Démographie, images, cartes, la vie, la mort, les vieux, les jeunes, les Français, les étrangers. De légères contestations possibles sur la limitation des besoins, les villes du soleil, l'utilité de tous les « terrestres », n'altèrent pas la vertu de la lumière. Un livre de tout repos... ou de tout travail.

● ÉCONOMIE DU SYSTÈME DE SANTÉ.

Emile Lévy, Martin Bungenier, Gérard Dumenil, Francis Fagnani
★ Dunod, Paris 1976, 23 cm, 332 pages, 56 francs.

La progression, absolue et relative, des dépenses de santé est un tel sujet de préoccupation que d'aucuns se demandent si l'économie de la santé ne détruirait pas la santé de l'économie. Les prévisions formulées en 1946 concernant le transfert, vers les malades et les vieux, des sommes consacrées aux enfants se réalisent sans opposition.

Chargé par le commissariat du Plan, d'une recherche éclairante sur les indicateurs de santé, le professeur de Dauphine, directeur du Laboratoire d'économie et de gestion des organisations de santé (L.E.G.O.S.), assisté de ses collaborateurs, vite vu la nécessité — si fréquente en recherche — d'élargir la galerie, nous voulons dire le sujet de recherche.

En tête, des considérations, quelques peu abondantes, sur l'état de santé, la définition de l'O.M.S., ne concordant pas avec celle de Knekt, sans la contredire vraiment. Vient ensuite, un premier contact avec l'économie. L'absentéisme était reconnu quelque peu en rapport avec l'intérêt pris au travail et, en sens inverse, avec la classification. Avec

l'étude des facteurs de causalité, nous passons inévitablement à l'alcool et au tabac, dont l'influence est hors de proportion avec les dépenses marginales pour la santé. Regrettons qu'un milieu de documents pleins d'intérêt, les auteurs n'aient pas pris la peine de traduire en français un tableau dont la signification est d'ailleurs contestée.

Nous avons presque l'impression de brûler, de toucher au but, lorsque nous arrivons aux définitions, sociales ou non, des besoins de santé et aux possibilités économiques. Seulement, ni la croissance des dépenses ni leur efficacité ne sont mesurées de façon satisfaisante. La liaison négative, du reste très faible, entre mortalité et dépenses médicales

donne l'impression d'une immense mer agitée en tous sens par la houle. Autour du désir commun de bien, de mieux se heurtent les idées les plus diverses, les plus contradictoires allant de conseils de simple morale individuelle (l'ascétisme de Sayed El Nasr) aux plaintes frustes sur l'« explosion démographique », en passant par Haged ou le « non sens » de l'histoire. Peut-être est-ce mieux vaut se limiter à deux questions : Que va-t-il se passer, selon vous, si rien n'est changé ? Que faudrait-il changer, selon vous, pour... changer ?

Il ne s'agit certes que de bien-pensants, de penseurs réticents, dissimulant de leur mieux les aspirations personnelles, mais on peut s'étonner cependant que, parmi ces

Les notes de lecture

d'Alfred Sauvy

(alcoolisme laissé de côté) n'a rien de surprenant, puisque l'action est rétrograde.

La conclusion, quelque peu pessimiste, sur l'irréversibilité nous laisse devant des évanescences de dégradation ou d'explosion qu'il importerait de creuser.

Nous ne recevons donc pas (pour nous l'espérer ?) de réponse nette à nos questions, non plus que l'apaisement souhaité. De nouveaux résultats sont attendus très prochainement sur le coût de la maladie et sur le coût social du tabac. Longue patience, longue impatience.

● POUR UN AUTRE DÉVELOPPEMENT.

A. Birou et P.-M. Henry
★ Presses universitaires de France, Paris 1976, 24 cm, 346 pages, 23 francs.

Combiner les vertus des deux mots « magiciens développement et changer » (le second plaisant curieusement davantage à ceux qui bénéficient du premier) a tout pour nous séduire. Il s'agit ici non pas de proposer fermement un nouvel élixir d'ordre mondial, mais d'exposer les réponses à une enquête auprès de quarante-quatre personnalités de divers pays (douze Français, quatorze « autres Occidentaux » et dix-huit nationaux de pays en développement), menée par deux spécialistes réputés de ce qu'il faut bien appeler le développement.

Même en faisant abstraction des inévitables difficultés de terminologie et de traduction, la lecture

quarante-quatre éminences, il ne se trouve pas un seul « acteur », du moins un acteur de la vie matérielle, pas un chef d'entreprise, pas un ouvrier, pas un paysan.

Cette prépondérance des professions rend plus vivante encore l'attitude de l'économiste écossais John O'Hlin, qui réagissant de façon réaliste à chaque question, souffre sur les fumées et démythifie à tour de place, non seulement les questions posées ici, mais quelques dogmes de bonne pensée de la société contemporaine. Lorsqu'il entend cependant combattre le système des systèmes, en rappelant que, vingt ans avant le « système social » actuel, a paru un ouvrage intitulé *Système social*, sous la signature de Talcott Parson, peut-être aurait-il pu avec plus d'humour évoquer celui d'Hobbes, deux siècles plus tôt. Bien détachée elle aussi, désabusée et simpliste à l'extrême, rêvant à la Chine comme un enfant sage, se montre Joan Violette Robinson, de Cambridge.

De curieuses lacunes doivent être signalées. Il n'est à peu près pas question de l'allongement de la vie, qui est cependant lui-même un singulier développement. Les vingt-cinq ans supplémentaires de vie gagnés en une génération, dans bien des pays éloignés, de la tête, ne sont pourtant pas un sous-produit négligeable ; pas davantage évoqué n'est le vieillissement démographique occidental discret comme une dégradation naissante. Peut-être aussi pourrait-on observer que le système soviétique existe encore et le yougoslave en sus.

Une grande déception... très enrichissante.

● L'ARGENT ET LE POUVOIR.

Philippe d'Arcy
★ P.U.F., Paris 1976, 21 cm, 162 pages, 22 francs.

« Nous manquons toujours de champ, disait un économiste de poids : la forêt est aussi digne d'intérêt qu'un arbre. » Ce professeur de philosophie a passé deux ans dans une grande banque d'affaires et a pris ensuite un champ suffisant pour porter des jugements pénétrants sur l'argent et le pouvoir.

Nous survolons d'abord librement la monnaie et ceux qui s'en servent. Elle permet d'éviter des abus, est-elle dit sans intention d'humour, sur un ton qui rappelle un peu Alain. Non moins subtiles sont les vues sur notre entrée individuelle dans le jeu, en tant que débiteurs, les idées de rachat rejoignant parfois des modèles religieux. Que Provédon soit ensuite préféré à Marx ne nous surprend plus, encore que ses rapports avec le structuralisme contemporain puissent donner lieu à débat.

Après le séisme, où de nouveau l'humour est à fleur d'expression nous arrivons sur le concret et même sur le dur : 10 % des hommes, est-il dit, assurent toute notre consommation, notre vie, et ce sont les moins rémunérés. Que cette proportion de manuels soit inférieure à la réalité n'altère pas l'anomalie, d'ailleurs, nous le savons, car ce serait, est-il jugé, sacrilège.

Dans la seconde partie, non moins séduisante, spécialement consacrée au pouvoir, nous trouvons des suggestions originales pour assurer, dans les sciences sociales, comme il a été fait dans les sciences physiques, la revanche de Leibniz sur Newton. Est alors vigoureusement dénoncée la « fascination de l'universel ».

Le rôle de l'argent est ensuite étudié du point de vue du couple oralité-analogie. Il ne s'agit pas du pouvoir que l'argent confère dans la société, mais de son pouvoir propre et essentiellement négatif : puisqu'il prête le rêve à la réalité. Ne s'agit-il pas proprement de spéculation ?

● RECTIFICATION. — Dans ses dernières notes de lecture (Le Monde de l'économie) du 8 février, Alfred Sauvy signalait la parution d'un ouvrage de M. Jacques Langlois intitulé *Défense et actualité de Proudhon*. Ce livre, publié aux éditions Fayot coûte 13,50 F et non 42,70 F comme nous l'avons écrit par erreur.

O.C.D.E.

L'emploi menacé aux Pays-Bas

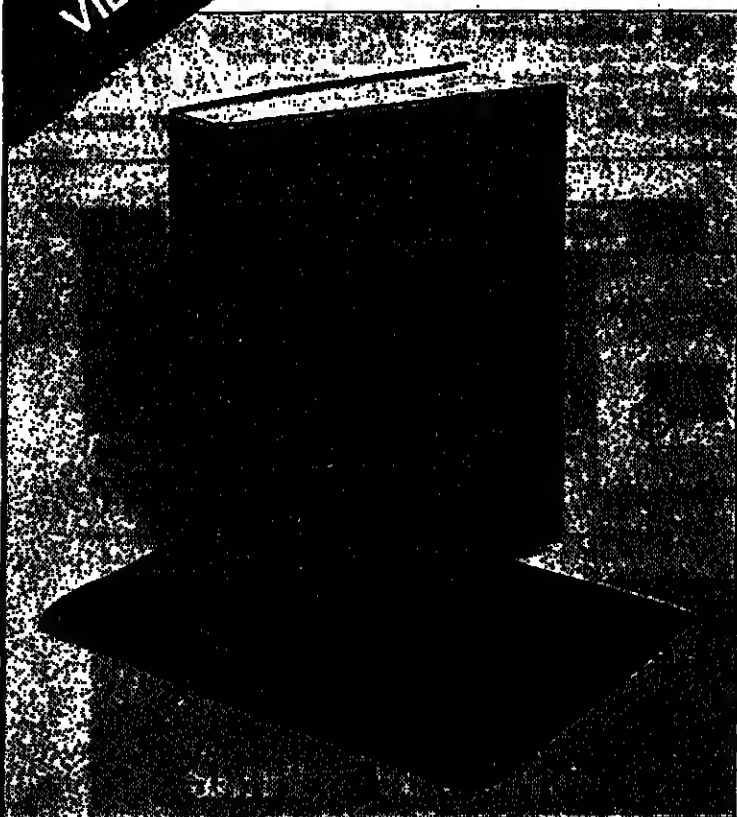
Le gouvernement néerlandais est confronté à une tâche « qui est loin d'être aisée », estiment les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur étude annuelle consacrée aux Pays-Bas. « Afin d'éviter le risque d'une nouvelle flambée de l'inflation, il paraît opportun, écrivent-ils, de viser à une reprise modérée mais durable sur une période relativement longue, ce qui permettra d'obtenir des améliorations tant sur le front des prix que sur le marché du travail. »

Pour 1977, la croissance du produit intérieur brut serait du même ordre de grandeur qu'en 1976. « Ce qui suffirait à prévenir toute aggravation sensible du chômage et à modérer les pressions inflationnistes ». En outre, les mesures récentes prises ou annoncées devraient contribuer à stimuler les investissements fixes des entreprises. Toutefois, « il reste à voir si elles seront suffisantes pour que l'économie retrouve des niveaux de plein emploi d'ici à la fin de cette décennie, comme l'envisagent actuellement les pouvoirs publics ».

Les succès, ou l'échec, de la nouvelle politique économique, favorable à la rentabilité de l'industrie privée, dépendra aussi du degré de consensus social. Le résultat est notamment lié à l'acceptation par les principaux groupes d'intérêt des ajustements de revenus nominaux compatibles avec la poursuite de la lutte contre l'inflation. Cependant, le gouvernement devra être prêt à contre-carrer toute évolution défavorable, notamment si la conjoncture internationale s'avère plus faible que prévu.

Les mesures de stimulation, qui seraient alors nécessaires pour prévenir une nouvelle poussée du chômage et favoriser la propension à investir des entreprises, seraient également souhaitables du point de vue international. Selon la stratégie à moyen terme adoptée en juin 1976 par l'O.C.D.E., les pays qui ont une forte position extérieure doivent, tout en poursuivant leurs politiques anti-inflationnistes, veiller à ce que l'activité globale se développe à un rythme convenable.

L'ÉDITION 1977
VIENDE PARAITRE



LAMY SOCIAL 77 :

Les dirigeants et les praticiens du droit social au sein de 23.000 entreprises s'y réfèrent

L'édition 1977 du Lamy social, comme toutes les éditions annuelles de l'ouvrage, a l'étendue d'une véritable refonte.

Une refonte qui est aussi un bilan.

Quels sont les « points forts » de ce bilan pour l'année 1976 ?

● La loi du 6 décembre 1976 sur la prévention des accidents du travail introduit des mécanismes nouveaux dont la complexité, si elle accroît les contraintes, n'est pas le gérant d'une plus grande efficacité. Du moins importe-t-il de décrire ces mécanismes. Règle-t-elle le problème controversé de la responsabilité pénale du chef d'entreprise ?

Les premiers commentaires se révèlent fort critiques. Un examen objectif s'impose.

● La loi du 13 juillet 1973 a amenagé

les dispositions régissant le licenciement. La jurisprudence est déjà très nourrie et les premiers arrêts de la Cour de Cassation permettent de dégager des orientations.

● La protection des représentants du personnel a pris une signification nouvelle avec les ordres rendus en 1974 par la Cour de Cassation. A son tour, le Conseil d'Etat, par un arrêt du 5 mai 1976, apporte une contribution décisive à cette construction.

● Une loi du 31 décembre 1976 amorce la mise en place d'un statut des expatriés.

Pour tous ceux auxquels une connaissance « actualisée » du droit social est indispensable, l'édition 1977 du Lamy social constitue l'ouvrage de base.

POUR RÉPONDRE CONCRÈTEMENT À TOUS LES PROBLÈMES JURIDIQUES QUI SE POSENT AU SEIN DE L'ENTREPRISE :

LAMY SOCIAL

Tous les problèmes traités correspondent à une situation que nous avons eu à connaître, dans la vie des entreprises.

LAMY FISCAL

Toute la fiscalité en vigueur présentée d'une façon claire, synthétique et complète.

LAMY SOCIÉTÉS

Conseils et éclaircissements sur un droit complexe, changeant, souvent répressif.

LAMY TRANSPORT

Pratique et complet, regroupe toute la documentation indispensable à l'usager comme au professionnel.

Lamy s.a.

155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17 • Tél. : 627.28.90
S.A. au capital de 360.000 F
R.C. Paris B 305 254 161 - CCF PARIS n° 20581 11 H

Je désire recevoir une information complète sur le :

☐ LAMY SOCIAL ☐ LAMY SOCIÉTÉS
☐ LAMY FISCAL ☐ LAMY TRANSPORT

M. _____ Fonction _____

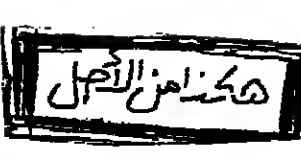
Société _____

Adresse _____

Téléphone _____ Ville _____

Faites parvenir ce coupon-réponse à :
LAMY S.A. 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

دكتوراه في الحقوق



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

Sans rire décisif

(Suite de la première page.)

Pourtant s'il y a eu une réelle injustice, elle concernait malheureusement le seul film français présenté : « Qu'il est joli l'assassin de papa », de Michel Caputo. Cette parodie du Cid qui bouleverse les données du genre, remplace le traditionnel comique de situation par la tragédie intime du spectateur — « Y a-t-il vraiment un public pour cela ? » — aurait en effet mérité une mention spéciale, digne pendant de la Coupe Ringard remise la veille au plus mauvais skieur. En se décidant pour « Les Nouvelles Aventures de Jeanne d'Arc », Michel Caputo ira vraisemblablement encore plus loin, quitte à tomber dans le maniérisme.

« Le Loup-Garou de Washington », de Milton Moses Ginsberg, et « Dyonotie Girls », de Michael Pressman, fiction réaliste et aventures imaginaires, témoignent d'un talent plus évident sans réussir à provoquer ce rire décisif auquel, d'un film à l'autre, on n'osait plus croire.

C'est là, au moment où l'on doit se souvenir que « c'est un bien curieux métier que celui de faire rire les hommes », que reviennent les propos de table : les distributeurs boudent les festivals, ils ne donnent pas le meilleur par crainte des réactions imprévisibles de la critique ; pour trouver neuf films, il a fallu en voir plusieurs dizaines et certains, comme « Hi Mom » ou « Brancatone », tous deux de 1976, donnaient au fond de leur boîte, les organisateurs ont fait sous-titrer spécialement le premier et présenté le second dans la version française réalisée à l'usage de l'Algérie.

Italien dans le propos comme dans les tics (l'armée, la religion, la misère, la corruption), « Signore Signori buona notte », film collectif, ne réussit guère sa traversée des Alpes, à supposer toutefois que cette charge des valeurs traditionnelles et des institutions puisse encore apparaître, quelque chose à ceux qui en sont les victimes conscientes. « The bad boys » propose au contraire l'exaltation des vertus du base-ball et de l'éducation américaine à travers les épreuves d'une équipe enfantine confiée à un entraîneur alcoolisé. Mais il faut croire que les bonnes intentions sont encore plus que les autres. Un peu en dehors, « Allegro non troppo », dessin animé de Bruno Bozzetto, se veut pastiche de « Fantasia », n'ayant pas su dette, il le paie néanmoins en cultivant les mêmes procédés : six musiques en quête d'une imagerie lénificatrice autour d'un propos jamais dépassé.

« Cinéfolies » était présenté hors compétition (sauf, selon la tradition, pour le prix de la critique), restait l'humour didactique de Brian de Palma faisant, avec « Hi Mom », le procès — un de plus — de la société américaine et de ce qu'elle engendre, au nom du capitalisme : violence et passivité. Et « Brancatone », une fresque de deux heures dans ce film, qui commence avec l'arrivée en Terre sainte, ou, plus exactement, sur l'autre rive du premier lac venu, et s'achève en allégorie, Mario Montelli se joue des conceptions — l'épopée, l'ironie, la satire ou le mélodrame — ne craint pas d'être long là où un autre aurait préféré la commodité d'une parodie, et reste vaillant parce qu'il en montrant le comique des choses, il en accuse la portée : sourire de ce Moyen Âge fantomatique, c'est, qu'on le veuille ou non, prendre le parti de l'Europe, enfin l'Europe qu'il nous a toujours et comprendra que nous n'avons pas toujours gardé le meilleur, cette autre dimension dont précisément nous rions.

L'humour, placé entre certaines mains, peut devenir la forme la plus agressive du sérieux, deux qualités qui font cruellement défaut à la plupart des films comiques.

GERARD CONDÉ.

■ Le danseur Serge Lifar a reçu la médaille de vermeil de la Ville de Paris.

■ L'Académie des beaux-arts a décidé la vacance du fauteuil précédemment occupé, dans la section peinture, par Lucien Fontana. Date limite des candidatures, à partir du 15 mars, à l'Académie des Beaux-Arts, 10 rue de la Harpe, à Paris.

■ Les groupes anglais Uddal-Sheep et U' Boat — ce dernier formé de musiciens de David Bowie — donnent un concert le 15 mars, à partir de 19 heures, au Baladon.

■ Le Théâtre de la Ville se rend pour la première fois aux États-Unis avec « La guerre de Troie n'aura pas lieu » qui sera présentée à New York au City Center, pendant deux semaines, à partir du 28 avril. La troupe ira ensuite à Toronto, à Montréal et à Ottawa.

SUR DEUX FILMS FRANÇAIS

Les pièges de la spontanéité

L'intérêt principal de l'homme rendu au cinéma français par la Nouvelle Critique, l'été dernier à Avignon, résidait dans la mise à égalité absolue de l'artillerie lourde commerciale (exemplifiée alors par Bertrand Tavernier et son Juge et l'Assassin) et des embusqués du système (plus que Frank Cassenti, monté à l'échelon supérieur après le succès de l'Affiche rouge, tout un cinéma provincial, indépendant, mélangant les genres et influencé à des degrés divers par Godard).

Ces derniers films — bon marché et toujours difficiles à écarter — impliquent une réflexion de la diffusion, supposent la création de structures plus souples, elles aussi provinciales ou locales, permettant un contact plus intime avec le spectateur. Nécessairement, qu'ils regardent encore vers le passé ou qu'ils s'essent à redéfinir le cinéma, de tels films ne peuvent plus être reçus passivement, au nom de l'éternelle cinéphilie, de l'identification immédiate entre le spectateur et l'écran.

C'est peut-être parce qu'il travaille toujours sur des schémas supposés empruntés à Jean Renoir ou à Jacques Rozier d'Adrien Philpoteau, que le professeur (de lettres), critique (fonctionnel de Jean Cocteau et de la comédie musicale américaine) et cinéaste René Gilson nous laisse perplexes avec son quatrième film, Juliette et l'air du temps. Pourtant l'idée est séduisante : une jeune fille débarrasée de sa campagne s'installe dans la banlieue parisienne, près d'un grand enseignant, Juliette, c'est son nom ; vit de l'air du temps, un soir baby alter, une autre fois aidant un vague commerçant, prenant surtout son plaisir, son « pied », va-

drouillant toutes directions, raillant la « marche » pour survivre. René Gilson a adopté la franc-parler parigot de sa jeune interprète, Agnès Châtelet, cultivé une spontanéité calculée, très « écrite ». Il n'aime guère donc, ne demande qu'à croire aux tendances qui chantent, il vire le cœur de Juliette à un jeune vendeur d'Avant-Garde, publication communiste. Une jolie frimousse, des intonations exubérantes, d'excellentes intentions, ne créent pas un film, ni ne sauraient suppléer à l'absence de scénario.

François de Chavannes n'est pas passible des mêmes reproches, qui, lui aussi, veut critiquer le socialisme, mais commence par se méfier du cinéma traditionnel, même jeune, de ses évidences mal fondées, au risque de tomber dans l'exercice juste contraire. La Comédie du train des lignes représenté, en partie, la décor, la coloration générale de son premier documentaire de long métrage le Pays des bananiers, déjà tourné dans l'arrière-pays montagneux au-dessus de Cannes et de Nice, et conte une même désaffection du pays, des villages, par une jeunesse sans travail qui doit nécessairement émigrer.

S'étant peut-être senti prisonnier d'une technique, celle du « cinéma-vérité », qu'il avait suivie trop à la lettre dans le premier film, François de Chavannes a élaboré son histoire en deux temps, autour d'un fil conducteur, sans jeu de mots, le petit train, une machine, qui relie Nice à Digne, à l'heure, la couleur, à travers victuques et tunnels et qu'on voudrait supprimer pour raison d'économie.

La tournure s'est échouée sur deux périodes : peut-être, en avril 1975, un reportage, des interviews selon la technique du cinéma direct, des images

sur le vif, souvent très belles, quoique un peu statiques, bref, le jeu du vécu qui, à son gré, n'offre qu'une vision étroite des faits ; puis, en décembre de la même année, une partie fiction avec l'auteur, Philippe Léotard, qui a chargé de recueillir les morceaux du puzzle historique, de négocier le sens. Du mariage idéal du documentaire et de la fiction narrative, selon les termes de son exégèse, Noël Burch, « un nouveau type de rapports »... et de reportage.

Le résultat intéresse, no convaincant jamais. Ces précautions stylistiques n'empêchent pas, à un moment donné, les auteurs — François de Chavannes a travaillé en étroite liaison avec son équipe — de nous imposer un savoir. Le cinéaste laisse parler ses personnages jusqu'à un certain point, selon une technique assez frustrante, déjà remarquée chez nos meilleurs auteurs : par peur du discours stupide du délire verbal, on supprime toute chance de découverte, on organise et on « cadre » chaque geste, chaque parole, on évite de s'égarer dans des sentiers mal battus.

Si nous préférons, en dernière analyse, le petit film de Bernard Eisenschitz, Scènes du printemps 58 (projeté avec le Train des lignes), c'est parce qu'il se parle lui-même, écrit, dirigé, voulu, commandé franchement au récit, pris en compte par des tiers : ainsi une petite fille « récite » Charles de Gaulle, même principe pour des textes de Jean-André Fiechi et de Jean-Louis Bory. La non-coïncidence crée une vérité poétique en même temps que celle de mai 58, date de la « prise de pouvoir » du général de Gaulle, mise à distance et ré-appropriée par 1977.

LOUIS-MARCOURELLES.

★ Salut André à des Arts, la Ciel.

Musique

Un concert dirigé par Leif Segerstam

Brahms au tournant de sa vie

Entre 1858 et 1871, alors qu'il approche de la quarantaine, le destin de Brahms semble encore hésiter ; c'est le temps d'une poignante interrogation existentielle, le temps aussi où son amant platonique pour Clara Schumann se dévoue et où il rêve d'épouser Julie Schumann, qui promptement le déçoit... par son propre mariage. Il se consacre alors dans sa musique ; ensuite, les confidences s'éteignent ou se diluent dans les œuvres de la maturité, symphonies ou concertos.

Le beau festival Brahms dirigé par Leif Segerstam à Radio-France présente deux des grands des partitions chorales et orchestrales de cette époque, après le Requiem allemand, où ces questions s'expriment : le Schicksalslied (chant du destin), sur un poème de Hölderlin, est lui-même un « petit requiem » qui oppose la douce et riche harmonie à la clarté d'un paradis divin à l'après tempête, aux misères de l'existence terrestre, où l'homme se sent perdu dans la foi, la conviction se retrouve la tendresse de l'âme à travers un climat toujours un peu funèbre.

Dans l'admirable Rapsodie pour cor, chœur et orchestre, d'après le Voyage en hiver dans le Hain de Goethe, le même climat sombre, éclairé de compassion divine, baigne le triptyque épithalame de Brahms pour le mariage de Julie. Comme les héros de Schubert, le musicien se voit en son orchestre pluriharmonique de Radio-France. Le succès n'en fut pas moins éclatant.

JACQUES LONGCHAMPT.

être dans un stérile amour de soi : il cherchera désormais sa consolation dans le Père de tout amour : fais qu'il ranime son cœur. Ouvrez ses yeux égarés sur les mille sources qui coulent près de lui dans la solitude.

Le timbre riche, homogène et profond de Sirgyl Fennell donnait une expression puissante à cette musique, même si la voix épousait dans sa beauté « charnelle » n'a pas encore atteint au dépouillement ultime de ces textes.

Dans ces deux œuvres, les chœurs de Radio-France (préparés par Jean-Paul Kiederer) rendaient à merveille la note brahmsienne de communauté souffrante et fraternelle qui paraît à l'origine de cette méditation du commandant à la solitude. Les petites nuances et éléments de Leif Segerstam, jeune chef d'orchestre au talent très prometteur, commandaient à la musique toute sa richesse harmonique, avec sa belle accentuation et la tension chaleureuse de son phrasé.

Le 3^e Concerto pour piano en si bémol représentait le second volet de l'œuvre de Brahms. Le beau jeu sérieux de Bruno-Léonard Gauthier, accompagné par son style et son lyrisme convaincu, n'a pas cependant assez de diversité pianistique, d'éclat et d'émotion pour révéler toute l'originalité foisonnante de ce chef-d'œuvre hors série, qui aurait sans doute mérité un travail de fond plus intense de la part du Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France. Le succès n'en fut pas moins éclatant.

Jazz

Max Roach et Archie Shepp en duo à la Mutualité

Max, gros et souriant, assurant dans une tenue décontractée, dans un bon ciel brun, crevait les yeux frangés d'écume, un poing gigantesque, un poing noir ; c'est le dessin de couverture de Force, le double album (Uni 28976) enregistré pour Universal, structure audiovisuelle du parti socialiste, par Max Roach et Archie Shepp et dédié à la mémoire de révolutionnaires noirs américains, Ray Charles, Johnnie Lee, George Jackson (le premier et le second furent tués par les forces de l'ordre), le troisième, emprisonné pendant onze ans pour un délit mineur, fut abattu, en 1971, par ses geôliers au cours d'une « tentative d'évasion ».) Les thèmes ont pour titre : « Sweet Mao » et « Suid Afrika 76 ».

Œuvre en trois parties (la préparation, la marche, le commencement), « Sweet Mao », pour un concert enregistré par « Union » (1) le soir du 4 mars à la Mutualité, précédé de morceaux sur les soulèvements en Afrique du Sud de septembre 1976, mois d'enregistrement du disque, mois de la mort du président chinois. Ce double voit, saxophone ténor et batterie, de deux des plus hautes figures vivantes de la musique « africain-américaine » sur un retour de l'histoire du monde sombre, réinterpréter, pour la culture noire, une réponse « matérialiste » au message cosmique que gravitent voici dix ans, le 22 février 1967, John Coltrane et Rashied Ali, saxophone ténor et batterie. L'album, paru en 1974 (abc Impulse ASD 9277), se nomme « Interstellar space » et les compositions de Thane « Mars », « Venus », « Jupiter » et « Saturn ». « Champ de bataille des géants cosmiques, encore, s'agisse de l'espace, joie ». Le génie Coltrane est mort le 17 juillet 1967.

Lourd et, à ce jour, ultime héritage que laisse l'un des grands musiciens de

able : le rythme seul avec la mélodie, Afrique et Occident, sous deux édaux fonctionnels, intérieurs, extérieurs, extrinsèques : sur quel terrain se rejoignent dans les espaces interstellaires ? Deux noirs et masques blancs. « Deux blancs de la batterie noire de Roach, patronyme « onomatopée », le son d'une cymbale à sa coloration. « C'est à l'écoute de ces deux 10 jans, il y a une sorte d'après coup sans inspiration. Keith Jarrett, pianiste, sensation similaire, a un joli mot pour cela : « jouer dans sa petite armoire ». Roach, lui, joue dans un bunker. Et, quand il enrouve l'une de ses membranes, c'est souvent pour laisser le passage à une merveilleuse.

Mis à part ces défauts bien humains, il est prodigieux. Il est peut-être le seul joueur au monde à avoir senti, fasciné, saisi, éprouvé tout un public par sa maîtrise, son intelligence musicale, son véritable génie rythmique d'instrumentiste et de compositeur. Seul, « Sweet Mao » et « Suid Afrika 76 », c'est de lui, on l'a bien vu, on a été séduit — et Shepp aussi. Mais en attendant l'hommage à la Chine, parce que Roach, parce qu'il nous associe à une coopération en dessous de tous, le grand ténor fut africain en Afrique du Sud, tendrement réveillé, abandonné à une grande émotion frémissante, travaillant sur sa sonorité unique, bête de sauté, d'harmoniques colorées, plus apprenant qu'à l'habitude et de plus en plus. Un concert de très haut niveau, donc, malgré tout. Malgré le bunker.

YVES BOURDE.

LE CHANTEUR ET SON IMAGE

Michel Sardou est à son tour victime du sacro-saint jeu des étiquettes. On l'avait déjà traité d'antiaméricain, de raciste, voire qu'à l'occasion d'une tournée du chanteur, à Bruxelles l'autre semaine et à Toulouse vendredi soir, on manifestait contre lui dans les rues, on le qualifie tout simplement de fasciste. « Quel que je dise aujourd'hui, il y a toujours des imbéciles pour m'appeler le fasciste », dit une chanson qu'il a écrite ces derniers mois.

Michel Sardou est victime de l'image qu'il donne à travers certaines (quatre ou cinq sur cent cinquante) de ses chansons et de la réaction médiatique que leur contenu apparent provoque. On y chercherait d'ailleurs en vain

une intention politique — tout au plus une provocation vaguement charnelle, profondément individualiste, exprimée avec une énorme vitalité.

Sans doute le chanteur doit-il assumer ses responsabilités, et c'est ce qu'il n'a pas fait avec de tels propos, dans un temps où cette chanson a reflété trop bien les sentiments exaspérés d'un certain nombre de gens à l'égard de la peine de mort. Mieux eût valu ne pas l'inscrire à son répertoire. Mais de là à vouloir empêcher le régal d'un chanteur de chansons populaires et à le traiter de fasciste, c'est faire un abus de mot et jouer à son tour à l'apprenti-sorcier.

CLAUDE FÉCOUTER.

En bref

Cinéma

■ « BUBU », Studio Médias, U.G.C. Marseilles (v.o.). Mauro Bolognini a tourné ce film à y a six ans. C'est, transposé en Italie, Bubu de Montparnasse, roman français 1900 de Charles-Louis Philippe. Maurizio, surnommé « Bubu », n'y a pas, tout compte fait, un rôle très important. Berta, la prostituée, semble avoir retenu toute l'attention du réalisateur. Plaçable et avilisse, voule au trottoir et à l'hôpital, elle représente moins la misère d'un milieu social qu'un danger physiologique. Inhérent à sa nature. Bolognini, volontiers misogynne, se laisse aller ici à une sorte de dégoût envers les poisons vénériens de la « fille de joie », de la femme de plaisir. Les images d'Ennio Guarnieri, son habile directeur de la photographie, ont donné à ses films une manière « visonienne » dans les tableaux d'époque (Métello, la Grande Bourgeoise, l'Heritage), tendent d'une beauté morbide les décors, et les situations naturalistes de cette étude de mœurs. — J. S.

(1) Le troisième chapitre de télévision propose, dimanche 6 mars, dans le cycle qu'elle commence actuellement à l'écran, les films Les Sorcières (le Cinéma de minuit), 22 h. 30.

Galerie

■ KAPERA. — U.E.P., 22, boulevard Malesherbes. Jusqu'au 15 mars.

Kapera, un artiste à idées, qui s'est surtout occupé, ces dernières années, d'actions du genre « Moi, devant le tour Eiffel », devant les Pyramides, devant l'Acropole, photographies, avec touristes.

Cette fois, il s'agit d'un travail avec ordinateur et table tracée, pour rendre le monument réel, du millier, chiffre magique, mythe de notre société, huitième merveille du monde, selon l'artiste, qui en a tiré une série de dessins programmés, faits de nombres tournant, spirales à l'infini.

Il a été exposé, avec quelques sculptures et tableaux-reliefs de 1970-1971, tout doré, faits d'épaisseurs de films de presse découpés. A la une des journaux à sensation, le milliard revenait, comme un leitmotiv.

C'est l'origine du travail actuel. Son exposition dans une banque est une idée d'Iris Clert. — G. B.

Théâtre

■ JEAN DASTÉ. — Théâtre Daciel-Sorano, 21 h.

Un romancier trouverait là une logique, un destin. Mais dans un dépôt de flics à cheval parce que son père était le chef de la Compagnie générale des volants. Jean Dasté, le scénariste de cet ouvrage et réalisateur, a voulu peindre des mœurs dans les lieux perdus de l'animation culturelle. L'aventure de la décentralisation, c'est avec lui, grâce à lui, qu'elle a commencé, et il est resté celui qui va au-devant du public.

Depuis qu'il a démissionné (en 1970) de la direction de la Comédie de Saint-Etienne, Jean Dasté, s'est consacré à ce qu'il préfère — son métier de comédien. Il présente un Récital solitaire, composé de deux récitals de Tchekhov de poèmes de Deano, René Char, Michaux et Eluard, et de parodies très plaisantes d'hommes politiques.

Il a écrit, sur des personnages fictifs, sur des personnes réelles ou de moins déformés, des discours. A l'opposé, il y a l'extraordinaire masque de l'homme nali : ça dure que quelques secondes, pour lesquelles il y a toute la vie d'un grand comédien.

Et la spectacle est ainsi, succésion de moments achevés, où Jean Dasté transmet tout ce qu'il a vu des gens, compris des poètes, avec une modeste angosante.

CLAIRE DEVARRIEUX.

■ Le Théâtre du Manoir, dirigé par Dominique Houart, ferme ses portes le 12 mars sur la dernière représentation de « L'homme Michel », la commission de sécurité demandant des travaux trop coûteux pour le budget de la compagnie. Dominique Houart a ouvert en avril 1976 cette petite salle, la seule à Paris entièrement consacrée aux marionnettes pour adultes et enfants, et cherche un autre théâtre pour continuer son action.

■ A l'occasion de la représentation — du 15 au 20 mars — au T.N.P. de Villiers-le-Bel, de « Payans », de Bernard Sobel, d'après Balzac, par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers, la bibliothèque municipale — boulevard Vivier-Martin à Lyon — organise une exposition. La vie rurale au dix-neuvième siècle. L'inauguration aura lieu le 9 mars, à 17 heures, en présence de Bernard Sobel et de M. Jean-Louis Bachelot, conseiller en chef des bibliothèques de la ville de Lyon : elle sera suivie d'une « table ronde » sur le thème « Le bonheur paysan, mythe ou réalité ».

Culture

L'affaire de la Biennale de Venise

LES PRESSIONS SOVIÉTIQUES SONT CONDAMNÉES PAR LE P.C.I.

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Carlo Ripa di Meana, président de la Biennale de Venise, a provoqué une tension diplomatique de son poste pour protester contre des pressions soviétiques. Celles-ci (le Monde du 5 mars) visaient à annuler les manifestations prévues en 1977 sur la dissidence culturelle dans les pays de l'Est, faute de quoi, avait dit publiquement l'ambassadeur soviétique à Rome, les pays de participation n'ont pas la Biennale et demanderait aux autres États concernés de faire de même.

Cette intervention maladroite est condamnée par tous les partis politiques italiens. M. Ripa di Meana, qui est socialiste, est d'ailleurs invité à reprendre sa fonction.

On attendait avec intérêt la réaction du P.C.I. au lendemain de la conférence de presse de Meana. Elle ne s'est pas fait attendre : « Nous pensons que la Biennale doit continuer son travail en pleine autonomie, hors de toute forme d'ingérence extérieure », a déclaré M. Aldo Tortorella, responsable de la section culturelle du parti. Le mot « ingérence » n'a pas manqué de soulever des critiques et des sarcasmes de la part de certains commentateurs.

Ceux-ci ont néanmoins noté deux autres phrases de M. Tortorella : « La déclaration de l'ambassadeur soviétique ne doit pas influencer les décisions de la Biennale. Nous comprenons la démission du président... »

Dans une interview, un autre dirigeant communiste, M. Giancarlo Pajetta, s'est pris à indirectement au président de la Biennale en dénonçant « toute recherche de publicité individualiste ». Il a surtout condamné les autorités italiennes qui, selon le Corriere della Sera, se sont montrées, dans cette affaire, « pires que Ponce Pilate ». M. Pajetta ne comprend pas, en effet, qu'une question qui aurait pu être discutée par le commissaire soviétique de la Biennale « ait pu faire l'objet d'une remontrance diplomatique, un nouveau des Pajetta ». Il n'estime pas bon d'ailleurs, pour la Biennale, d'être « un thème unique » et devienne ainsi « exclusivement la Mostra de la dissidence ». — R. B.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

CARNET

Réceptions

En raison de la catastrophe qui vient de frapper leur pays, l'ambassadeur de la République socialiste de Roumanie et Mme Constanta Pitau annoncent, avec regret, l'annulation de la réception prévue pour le mardi 8 mars 1977, de 18 h. 30 à 20 h. 30.

Naissances

Mme Robert Schwab, le rabbin et Mme J. Grunewald, Gail, Marc et Dan, ont la joie d'annoncer la naissance de Raphaël, Nephthal, le 25 février 1977, le 7 mars 1977, 27, quai Zorn, Strasbourg.

Décès

Paul BONNECARRÈRE

La famille de l'écrivain Paul BONNECARRÈRE a la douleur d'annoncer son décès, survenu le 4 mars 1977. Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 mars 1977 en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e, à 10 h. 30. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Né à Paris le 4 mars 1925, Paul Bonneccarrère avait commencé après la libération une carrière de journaliste d'abord à « Jours de France », où il fut grand reporter et correspondant de guerre, puis à « Paris-Match », dont il avait été l'un des correspondants à Rome. Il devait aussi exercer son métier en Indochine et surtout en Algérie, où il suivit les épisodes de la guerre commencée en 1954.

De cette expérience il tira les sujets de plusieurs de ses livres consacrés à la « geste » de la légion étrangère et aussi à celle des « parisiens ». Ainsi en fut-il avec « Par le sang versé » (1968), qui devait obtenir l'année suivante le prix Eve-Delecloux, « Qui ont vaincu » (1971), « Parachutistes de la France libre » (1971), « La Guerre civile : Légionnaires en Algérie » (1972). Paul Bonneccarrère exerça aussi ses talents de conteur dans d'autres genres : « Roudoud » (1974), écrit en collaboration avec Joan Hemingway, petite-fille du romancier américain, « Ultimatum » (1975) et « Le Triomphe d'or » (1976), enquête en forme de récit sur les chemins de la drogue.

Le succès rencontré par ses livres, publiés chez Fayard, devait finalement égarer Paul Bonneccarrère du journalisme sans pour autant lui faire perdre son esprit toujours très nostalgique du métier lointain.

Gérard RAOUL-DUVAL

Nous apprenons le décès de M. Gérard RAOUL-DUVAL, ministre plénipotentiaire E.R., commandeur de la Légion d'honneur, survenu à Aix-en-Provence le 25 février.

M. Gérard Raoul-Duval, né en 1908, avait été admis au concours pour l'emploi d'attaché de consulat en 1934. Nommé successivement à Bucarest, à Los Angeles, à Monaco et à Hongkong, il fut révoqué par Vichy en août 1941. En 1942, la même année dans les Forces françaises libres, il fut nommé deuxième secrétaire à Ottawa en 1944, consul général à Salomon en 1945 et à Rangon en 1948.

Prémier conseiller à Varkovo en 1950, puis à Buenos-Aires en 1952, il passa ensuite trois années à l'administration centrale avant d'être nommé, en 1956, consul général à Hongkong et en 1959 conseiller à Tunis.

Il devait occuper ensuite les postes d'ambassadeur à Karachi (1962-1964), à Santiago-du-Chili (1965-1968) et au Luxembourg (1971-1973).

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Georges ELIN, née Gabrielle Adam, Les obsèques auront lieu le lundi 7 mars 1977, à 10 h. 30, en la cathédrale de Chartres.

De la part de M. Georges Elin, président-directeur général de l'imprimerie Durand.

En de toute sa famille, P.P. générales de Chartres. Téléphone 21-88-20.

Mme Edmond Boccard, M. Bruno Boccard, Mlle Fia Boccard, Monique et Guy Suttier, Sylvia et Richard Baumer, Sa famille et ses confrères,

ont la douleur de faire part du décès de M. Edmond BOCCARD, chevalier de la Légion d'honneur, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Tunis, survenu le 4 mars 1977.

Les obsèques ont eu lieu à Paris dans l'intimité familiale. Ces avis tiennent lieu de faire-part.

178, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Lyon, Les Salles, Mme Edmond Bonnefoy, sa mère, Mme le docteur Solange Bonnefoy, son épouse, Catherine Bonnefoy, sa fille, Mme Charles Coste, ses enfants et petite-famille ont la douleur de faire part du décès du docteur Jean-Louis BONNEFOY, survenu à Paris le 3 mars 1977.

Messe de funérailles mardi 8 mars, à 9 heures, en l'église Sainte-Eulalie, Lyon (6^e), où le corps est déposé, et rappellent à votre souvenir son père, Edmond BONNEFOY, ancien préfet de Lyon, arrêté le 3 mai 1944, mort en déportation à Neuengamme, 6 rue Dominique-Peretti, 69001 Lyon.

M. David COHEN-TANUGI, leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père.

L'inhumation aura lieu le mardi 8 mars, à 10 h. 30, au nouveau cimetière communal, rue Gaston-Monmousseau, à 17^e.

Levee du corps à 10 h. à l'hôpital Lariboisière.

Mme Roger Collin, Mlle Christine Collin, M. et Mme Jean-Pierre Labadie et leurs enfants, Mme Soussé, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger COLLIN, président-directeur général de la compagnie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 25 février, à Dammarie.

Une messe sera dite pour le repos de son âme en l'église Saint-Honoré d'Eylau, le jeudi 24 mars, à 18 h. 45. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean Gros, M. et Mme Gilbert Gros, Mlle Martine, Claire, Sylvia Gros, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean GROS, née Odette de Jouy, leur épouse, mère et grand-mère, survenu, dans sa soixante-quinzième année, le 1er mars 1977.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 4 mars, 11, rue du Caporal-Peugeot, 94210 La Varenne, à avenue Chateaubriand, 94210 La Varenne.

— Gisèle et Michel Rubinstein, Mary, Robert et Jane Goodie, ont la douleur de faire part du décès de M. Mietek GRINBAUM, leur frère, beau-frère, oncle, survenu le 22 février 1977 à Paris, des suites d'une brève mais grave maladie.

L'inhumation a eu lieu le 2 mars au cimetière parisien de Thiais.

Nous apprenons le décès de M. Georges GUERIL, ancien sénateur de la Guyane, survenu le 2 mars à Cayenne.

M. Georges Gueril était né le 25 octobre 1909 à l'Anjouan (Guyane), inspecteur des douanes, ancien résistant, il avait siégé au palais du Luxembourg de 1959 à 1962. Il appartenait au groupe U.N.R. du Sénat. M. Gueril était candidat à Cayenne aux élections municipales du 13 mars prochain, sur la liste conduite par M. Rivière, député R.P.R. de la Guyane.

— Mme Henri Jahier, M. et Mme Jean Jahier, Jean-Philippe, Anne-Marie, François, Jean-Marie,

M. et Mme Robert Elrodt, Axel, Isabelle, Geneviève, Mlle Martine Jahier, M. et Mme François Barla, Les familles Vignau, Note, Marchais, ont la douleur de faire part du décès du professeur Henri JAHIER, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 22 février 1977 à Beauvoisin (Alpes-Maritimes), le 3 mars 1977, 14, avenue de Furey, 06000 Nice.

L'Amicale des anciens élèves du collège et du lycée Duvoy, de Bida, le bureau et les membres de l'amicale, ont la peine de faire part du décès de M. Henri JAHIER, leur camarade.

Le duc et la duchesse de Noailles, Le duc et la duchesse d'Ayen, Le marquis de Pracomtal, son petit-fils, La comtesse Bonne de Pracomtal, Ses arrière-petits-enfants, Julie et Marie-Alice de Noailles, Le comte et la comtesse Christian Bally d'Arvillour, Et ses deux dévouées infirmières, ont la douleur de faire part de la mort de Mme la marquise de NOAILLES, née Gramont, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Reconnaissance française, officier du Mérite social et de la présidence sociale, fondatrice de l'œuvre « Pour les hôpitaux militaires » (1915-1920).

Le docteur Paul-Claude Racamier, Mme Marie-Paule Landel, leurs enfants Philippe et Jean, leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, frère et proche parent, Francis RACAMIER, survenu à Paris le 24 février 1977, dans sa vingt-septième année.

anciennes présidentes de la section féminine de l'Aéro-club de France, décédée le 2 mars 1977, dans sa quatre-vingt-deuxième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu mercredi 8 mars à 10 h. 15, en l'église de Champblanc (Val-d'Oise).

Née le 9 août 1890, Corisande de Gramont, fille du duc Agénor, la marquise de Noailles, était femme de lettres et sculpteur. Elle avait épousé, le 2 juillet 1907, le marquis Hilaire de Noailles, membre de l'Académie des sciences et belles-lettres de la guerre 1914-1918, Mme de Noailles était présidente de la section féminine de l'Aéro-club de France et vice-présidente du Comité central d'aviation sanitaire. Elle était titulaire de nombreuses décorations étrangères.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Henry PERRIN, médaille militaire, croix de guerre, survenu le 27 février 1977.

De la part de M. et Mme G. Perrin, M. et Mme G. Perrin, M. et Mme F. Retournard, M. et Mme J. Perrin, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Bonigault, Perrin, Vernhet, Fabry, Négri, Fialat.

Les obsèques ont eu lieu le 2 mars en l'église de Marseille (Aveyron).

On nous prie d'annoncer le décès de M. Edmond BOCCARD, M. Bruno Boccard, Mlle Fia Boccard, Monique et Guy Suttier, Sylvia et Richard Baumer, Sa famille et ses confrères,

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 5 mars, en l'église et au cimetière de Guiserville, à Loulans-les-Poires.

8819, boulevard Aaga, 95013 Paris, Verchamps, 95230 Montesson.

La présidente du conseil d'administration de l'INRA, Le président du comité scientifique, Le directeur général, Les directeurs généraux adjoints, Les inspecteurs généraux de la recherche agronomique, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante-trois ans, de M. Jean EKKESCHUNG, inspecteur général de la recherche agronomique.

Les obsèques auront lieu mardi 8 mars 1977, à 9 h. 15, à l'église de Fontenay-le-Flaur (Yvelines), 10, rue des Maronniers, 77530 Fontenay-le-Flaur.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean EKKESCHUNG, inspecteur général de l'Institut général de la recherche agronomique, Les obsèques auront lieu le mardi 8 mars, à 9 h. 15, en l'église de Fontenay-le-Flaur (77).

On nous prie d'annoncer le décès de M. Edmond BOCCARD, M. Bruno Boccard, Mlle Fia Boccard, Monique et Guy Suttier, Sylvia et Richard Baumer, Sa famille et ses confrères,

De la part du docteur Edm. Boegard, son épouse, Mlle Marianne Brigitte et Karin Boegard, ses enfants, de M. et Mme Georges Lebrun, ses parents, du docteur et Mme Jacques Lebrun, son frère, de M. Jean Lebrun, son oncle, de M. et Mme Maurice Nollat, son oncle et tante et leurs enfants, Ont avis dans lieu de faire-part.

« Les Grises », 1388 Segnins, Suisse, Les Nollats, 5840 Châtillon-en-Diois, Riviera 1, 06230 Peymeinade.

Anniversaires

Une place pensée est demandée aux amis de M. Léon HAYRAND, ambassadeur du Canada, décédé le 8 mars 1973, à Saint-André-de-Bellefleur, SAIR, Canada, France.

Communications diverses

Pratique artistique, pratique sociale, par Jorge Glazberg, critique et directeur du Centre d'art et de communication (C.A.T.A.), Buenos Aires. Mardi 8 mars 1977 à 20 h. 30, préface, 143, boulevard de Charonne, 75011 Paris. M. M. Philippe-Aguste. Entrée gratuite.

Sachez préparer votre plaisir avant de boire votre SORWEPPES-Bitter Lemon retournez la bouteille.

Hausmann/Nation/Party 2
Vélizy 2/Créteil/Italie-Galaxie

Printemps

Imperméable polyester et coton, boutonnage sous patte, manches raglan.
245F. 190F

QUINZAINE DE L'IMPERMEABLE JUSQU'AU 17 MARS.

24, faubourg Saint-Honoré. Les jupes de la nouvelle collection printemps-été 1977.

Pour que l'utile soit beau
HERMÈS

هشتمین فصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société en difficulté recherche son Président-Directeur-Général

- Rémunération élevée + Intéressement aux résultats + Garanties.
- Un "redresseur" d'affaires, gestionnaire réaliste, énergique, autonome.
- Une expérience confirmée de la direction d'un centre de profit est indispensable, si possible dans la mécanique de petites ou moyennes séries ou les secteurs de technologie avancée comportant des problèmes d'après-vente (informatique, matériel de bureau...).
- Chiffre d'affaires 60 millions de francs.
- Résidence: Province Sud de Paris.

✉ Ecrire d'urgence à CONTESSA PUBLICITE, N° 1595, 20 avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, en adressant C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo. Les candidatures seront traitées très confidentiellement.

Très important groupe industriel recherche UN INGÉNIEUR DE SITE pour son service CONSTRUCTIONS NUCLÉAIRES

LA MISSION : Coordonner sur le site les entreprises sous-traitantes et les services de la Société concourant à la construction des installations nucléaires de confinement des réacteurs, assurer les liaisons permanentes avec les représentants du client et des autres entreprises du site, ainsi qu'avec les services amont chargés d'approvisionner les éléments à monter.

L'HOMME : Ingénieur diplômé (Centrale, ENSAM, T.P.I., expérience minimum de 3 ans de chantier (construction métallique ou génie civil), capacité à négocier avec des interlocuteurs de haut niveau, Anglais apprécié.

LIEU DE TRAVAIL : région bordelaise pour une durée minimum de 2 ans.

EVOLUTION POSSIBLE : direction grand chantier étranger, Ingénieur d'affaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, à n° 2776, PUBLICITE REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING

Notre activité de fabricant de biens d'équipement nous a placés parmi les leaders de notre branche sur le marché français. Nous recherchons un homme jeune, de formation supérieure (ESG ou équivalent) ayant quelques années d'expérience de la vente et du marketing d'animer notre équipe de clients de produits. Collaborer avec le directeur du marketing et des ventes, il sera responsable des études de marché et de produits. L'équipe est jeune et le lieu de travail (en Normandie) agréable.

Envoyer C.V. manuscrit et photo (N° T. 85988 M. Régis-Pérez, 85 bis, rue Richelieu, 75002 Paris).

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER DU SUD-OUEST

recrute dans le cadre de son expansion informatique :

- **CHEFS DE SALLE**
 - Expérience minimum 3 ans dans le poste ;
 - Sens des responsabilités affirmé ;
 - Méthode et organisation.

- **PUPITREURS**
 - Expérience 3 ans multiprogrammation.

- **OPÉRATEURS**
 - Expérience souhaitée.

Ces trois postes exigent un travail en horaires décalés.

Adresser C.V., photo et prêt, sous le n° 5.047 à : SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès — 93807 PUTEAUX.

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE

offre pour son siège social à NEVERS un poste de

RESPONS. ORGANISATION-MÉTHODE

MISSIONS :

- conseiller les groupes d'études ;
- les animer ;
- mettre en place de nouvelles organisations.

FORMATION :

- Niveau Etudes Supérieures.
- Expérience souhaitée en organisation ou en suivi de projets.
- Larges perspectives d'avancement.

Adresser lettre de candidature man. avec C.V. à : C.B.C.A.M. de la Nivelle - B.P. 43 - 58002 NEVERS.

jeunes ingénieurs

LA HAGUE

La Campagne Générale des Matières Nucléaires (COGEMA) recherche pour son Etablissement de LA HAGUE (Manche) de Jeunes Ingénieurs.

Rattachés au Chef des Services de Production, ils se verront confier après une période de Formation d'environ une année, la responsabilité d'une équipe d'Opérateurs et de Spécialistes travaillant en quart (Agents de Sécurité, équipe d'intervention, Ouvriers d'entretien...).

L'aptitude au travail posté et de réelles qualités d'animation des hommes sont indispensables.

Les conditions financières sont intéressantes et de larges perspectives de carrière sont offertes au sein du groupe.

Les Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP examineront rapidement votre candidature. Ecrivez-leur sous référence 30.23-M.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vanvreson

CHEF DE DÉPARTEMENT injection plastique

STRASBOURG — 100.000 F +
La Société est N°1 dans son domaine. L'évolution des techniques l'amène à créer un département INJECTION PLASTIQUE appelé à un fort développement. Elle dispose déjà d'un parc de 30 presses et réalise elle-même une partie des moules. Elle confiera les responsabilités : conception et réalisation des outillages, sous-traitance, choix des matières atelées, presses à un ingénieur diplômé, mécanicien de préférence, de plus de 35 ans et très expérimenté dans ces techniques. Ce poste sera évolutif pour un candidat de valeur.

26 rue Marbeuf 75003 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 676M2

Société second œuvre du Bâtiment

recherche

UN COMPTABLE

pour analyse et contrôle de comptabilité et de budgets. Ce poste de responsabilité conviendrait à un homme jeune, 25 ans minimum, niveau B.T.S. - O.E.S., ayant 3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet d'expertise, acceptant de fréquents déplacements de courte durée, ayant et possédant la pratique de langues étrangères.

NOTES OFFERTES :
- un poste évolutif pour candidat de valeur pouvant déboucher sur une responsabilité hiérarchique ;
- rémunération selon compétences et expérience.

Résidence TOULOUSE

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations sous le n° 1.883 à CONTESSA Publicité, 20, av. de l'Opéra — 75040 Paris CEDEX 01, qui transmettra.

SUD-OUEST

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

On Groupe de toutes entreprises dont le siège social est situé à Bordeaux, recherche un ingénieur diplômé (Informatique, maîtrise informatique) pour diriger un service de plus de 20 personnes dont 2 analystes et 5 programmeurs. Matériel L.B.M. 370/135 (DOS, VS, CICS, DBL) avec applications gestion (langage COBOL, PLI, Assembler).

Une solide expérience informatique nous paraît nécessaire.

Adresser nous cur. vitae et dernière rémunération au réf. 1.520. Nous assurons réponse et discrétion.

Conseil en Recrutement

OCs 37, quai Richelieu, 33000 BORDEAUX.



VOLKSWAGEN
FRANCE SA

recherche pour son Département Publicité et promotion des ventes

un responsable de promotion

Sous la responsabilité du Chef de Département, il sera chargé :

- d'élaborer, en liaison avec les agences, les campagnes de promotion des ventes ;
- de définir le budget par opération, suivi et gestion des budgets ;
- de superviser les travaux d'édition et de fabrication : catalogues, dépliants, affiches, matériel de P.L.V. ;
- d'organiser des manifestations : salons, foires, conventions...

Le candidat aura un esprit créatif et souple, le sens de l'organisation et de la gestion des affaires avec des qualités de vendeur et d'acheteur.

Une expérience professionnelle chez un annonceur ou une agence de publicité est exigée ; l'expérience du milieu automobile est appréciée.

Le poste est situé à VILLERS-COTTERETS avec de nombreux déplacements de courte durée en province.

Envoyer CV, avec photo et prétentions, au Département du Personnel, B.P. 62, 02600 Villers-Cotterets.

Importante Société fabriquant des engrais

recherche
COLLABORATEUR DE PREMIER PLAN
pour lui confier le poste de

CHEF DES VENTES EST DE LA FRANCE

capable d'intégrer dans une structure jeune et performante, il devra :

- manager une équipe de commerciaux ;
- assurer les relations avec les distributeurs et mener à bien les négociations à tous niveaux ainsi que leur suivi ;
- proposer les stratégies et définir des prévisions à court et moyen terme.

Le titulaire du poste devra :

- disposer d'une solide formation agricole et/ou commerciale et d'une bonne connaissance du milieu rural ;
- développer des qualités marquées d'organisation, d'initiative et de contact.

Salaires : 80.000 F + primes d'objectifs + frais.

Adresser cur. vitae et photo sous le n° 9.150 à :

COFAP 40, rue de Chateaufort 75010 Paris 10.

LA CUISINE CESA à MARMANDE (47)

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

pour poste RESPONSABLE INFORMATIQUE

- Matériel ICL 2903.
- Excellente connaissance B.P.O. II indispensable.
- Expérience poste d'encadrement souhaitée.
- Libre rapidement.

Env. C.V., photo et prêt, aux Ets F. CESA, B.P. 30, rue Edouard-Manet — 47301 MARMANDE.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

DEUX SEVRES

Avec un effectif de 1550 personnes et un CA de plus de 200.000.000 F, la Société est l'une des plus importantes entreprises françaises de carrosserie automobile. Le Directeur du Personnel dépend de la Direction générale et est chargé d'appliquer une politique dynamique qui, outre l'administration et la gestion courante du personnel, est très orientée vers les relations humaines. Ce poste sera confié à un Cadre diplômé d'Etudes Supérieures d'au moins 40 ans et ayant déjà occupé de telles fonctions dans une entreprise de taille similaire.

26 rue Marbeuf 75003 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 762M.

IMPORTANT CENTRE

technique

recherche

UN JEUNE

INGÉNIEUR

GRANDES ECOLES

Il sera chargé de la définition, de la réalisation de moyens d'essais mécaniques exceptionnels, ainsi que de l'élaboration de méthodes d'essais de simulation, de la mise au point des essais et de l'exploitation des résultats.

Lecture de l'anglais nécessaire.

Adress. C.V., photo, prétentions n° 2.52.

CONTESSA PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-10, a.t.

Groupe industriel de l'armement rech. jeune analyste programmeur pour participer à la mise en œuvre de l'informatique dans ses usines de province.

Env. C.V., manuscrit et prêt, à C.G.F., 30, av. de Maréchal, 75116 PARIS

offres d'emploi

Un important Groupe Métallurgique de l'Est (6 usines), un des leaders de la production, recherche, dans le cadre du développement de ses ventes (pièces en acier et fonte moulées) auprès d'industries très diversifiées :

responsable B.E.C.

EST 80.000 +

Ce poste est créé pour aider le D.C. à élaborer une politique dynamique et homogène entre les usines. Ce cadre sera chargé des études de marché et de leur exploitation, des actions de promotion et des méthodes de commercialisation, de l'analyse des résultats de ventes. Jeune ESSEC ou équivalent, il doit avoir l'expérience de la fonction "travaux" quantitatives et qualitatives en milieu industriel. Des notions en Anglais et Allemand sont exigées. Poste à pourvoir au siège, dans une ville de l'Est.

Réf. A/2202

ingénieur commercial Grande Ecole

PARIS 110.000 +

Ce poste convient à un Ingénieur Grande Ecole (Navale, Mines, Génie Maritime, Arts et Métiers...), capable d'assurer les contacts HAUT NIVEAU auprès d'une clientèle sélectionnée, de négocier les Affaires et d'assurer le suivi avec les services techniques et commerciaux du groupe. Il a aussi un rôle important de coordinateur entre les différentes usines concernées par une affaire. Il dispose d'un bureau à Paris. Déplacements à prévoir.

Réf. A/2204

technico-commercial

PARIS-EST 80.000 +

Il doit développer les ventes auprès de la clientèle du secteur : 92 - 78 - 81 - 95 - 27 - 28 - 14 - 61. Il prospecte, recueille les bases, donne les conseils techniques, gère les affaires et assure le suivi clients. Formation : niveau Ingénieur mécanicien. Expérience souhaitée de la vente dans le milieu industriel.

Réponses et discrétion assurées à titre lettre man. CV, photo, révis. adressée à M. Mella Ardouin en précisant la référence.

bernard juliet psycôm

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS recrutent par concours

850 INSPECTEURS

services d'exploitation, commerciaux et administratifs : 450

Limité d'âge 30 ans

Pour encadrement, gestion, organisation et études.

- o Possibilité de poursuivre vos études universitaires
- o Formation rémunérée
- o Sécurité de l'emploi
- o Accès aux emplois supérieurs

Date des épreuves: 28 et 29 Avril 1977

adressez votre candidature avant le

18 Mars 1977

SERVICES D'EXPLOITATION

Paris

Direction des Postes de Paris

140, Boulevard du Montparnasse

75675 Paris Cedex 14

Province

Direction Départementale des Postes

au Chef Lieu de Résidence

SERVICES TECHNIQUES

Paris

Direction des Télécommunications de

18, Boulevard de Vaugirard

75731 Paris Cedex 15

Province

Direction Régionale des Télécommunications

au Chef Lieu de Résidence

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW-YORK PARIS

désire s'attacher

DEUX CHEFS DE PROJETS

pour son département. SYSTEMES INFORMATIQUES

Ils participeront à la définition des projets dans le cadre des applications de gestion. Ils assureront la responsabilité de l'analyse fonctionnelle et la mise en place effective du projet confié.

De formation supérieure (Grande Ecole de préférence avec spécialisation informatique), les candidats devront faire état :

- d'une expérience pratique (minimum 8 ans) de programmation, d'analyse fonctionnelle et organisation de conduite de projets importants (supérieurs ou égaux à 5 années/homme) ;
- de l'utilisation du matériel IBM moyen syst. ;
- de la connaissance de l'anglais écrit et parlé.

Une expérience bancaire et la participation à des projets télématiquement en base de données seraient très appréciées.

Ces postes nécessitent la volonté de réussir, le goût de l'analyse et la réalisation d'objectifs.

Discrétion absolue.

Prière d'adresser C.V. détaillé accompagné d'une lettre manuscrite en indiquant prétentions, sous référence CGD à M. Norbert de GABRIEL, M.G.T.

14, place Vendôme, 75001 PARIS.

مكتبة النخيل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

leader dans sa branche, recherche

attaché de direction

du SERVICE EXPORTATION
(pour développement grande exportation)

Activité : TISSU ENDUIT pour ameublement, maroquinerie, chaussures, vêtements. Le candidat sera chargé, sous la responsabilité du Chef de Service :

- d'ouvrir de nouveaux marchés pour de nouveaux produits,
- de participer au recrutement et à l'animation de nouveaux agents,
- de contrôler et stimuler les agents en place.

Anglais courant indispensable. Espagnol et allemand appréciés. Age minimum 37 ans. Formation : Ecole Supérieure de Commerce exigée.

Adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 11.907 M
HAYAS CONTACT
156, Boulevard Haussmann, PARIS 8e.

Ingénieurs commerciaux.

Parlez nous de votre expérience, nous vous parlerons de la nôtre.

En quatre ans vous avez acquis l'expérience de la vente chez un constructeur d'ordinateurs ou un prestataire de services. En quatre ans nous sommes devenus le leader européen de services informatiques.

Vous recherchez un poste bien rémunéré offrant de réelles perspectives d'avenir.

Nous recherchons des hommes ambitieux pour assurer la continuité de notre expansion.

Si vous êtes intéressés, venez nous voir.

Nous parlerons avenir.

Générale de Service Informatique.

Tél. 522.17.09 - 46, rue La Boétie - 75008 Paris.

chef comptable 100 000 F

recherché par Société Distribution Générale groupe français international (C.A. 500 millions) EURL. Dirigeant 50 personnes dont 4 Cadres et participant activement à l'implantation des systèmes et méthodes.

Nous offrons évolution certaine et rapide de carrière dans Société ou groupe mais exigeons en retour D.E.C.G. ou équivalent, 5 années d'expérience de préférence dans la Distribution. Connaissance informatique à préciser dans C.V. que vous adresserez à Monsieur BUI, sous réf. C.V. à :

Centre P.S.I. 1^{er} étage, Bureau n° 6, Tour Maine Montparnasse, 33, rue du Maine, 75135 PARIS Cedex 12.

INDUCTION

Recruteur de premier plan groupe français recrute

spécialistes commerciaux et technico-commerciaux de la branche connaissance du marché et de la clientèle indisp. C.V. et photo, réf. et prêt, sous quittance.

N° 6538 « Le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens - 75421 PARIS-9.

Nos deux premiers chargés d'affaire...

Nous sommes la filiale d'un groupe multinationnel important et nous nous implantons en France où le marché pour nos produits est particulièrement porteur. Nous produisons et vendons des systèmes complexes, permettant d'optimiser les opérations de routage et d'adressage. (Nos hauts de gamme s'insèrent dans des systèmes informatiques).

Nous recherchons avant tout deux "personnalités" qui lanceront nos produits et assureront le suivi client. Un développement important est prévu en France. Les postes conviendraient à des candidats - diplômés ou non de l'enseignement supérieur de commerce - ayant le sens des affaires et l'esprit d'entreprise. L'Anglais sera un atout supplémentaire.

Nous assurons une formation à nos méthodes de vente et à la connaissance approfondie de nos produits. Un salaire important est prévu, de même que de nombreux avantages sociaux.

Merci d'envoyer Curriculum Vitae et prétentions à Emoul-Search, à qui nous confions cette recherche.

ERNOUT-SEARCH Tour de Lyon 185, rue de Bercy, 75012 PARIS.



leader sur le marché des plats cuisinés recrute

pour étoffer l'équipe du Directeur Financier

UN RESPONSABLE TRÉSORERIE

POUR LUI EN CONFIER LA GESTION

Outre la structuration du service proprement dit, il sera chargé du suivi de la trésorerie au jour le jour et des prévisions, il définira les procédures et les circuits à mettre en œuvre, participera aux négociations avec les banques des conditions appliquées ; il aura à élaborer la politique en matière de devises.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure (ESCP ou équivalent) ayant une pratique d'un poste similaire en entreprise ou à un cadre de banque, possédant une première expérience en entreprises.

Le poste est à pourvoir dans la BANLIEUE EST DE PARIS.

La rémunération offerte liée à l'expérience acquise, sera au moins égale à 90.000 Frs.

Les candidats voudront bien adresser une lettre manuscrite et un C.V. détaillé à : SEMA SELECTION

16-20 rue Barbès, - 92128 MONTRouGE.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER INTERNATIONAL - RECHERCHE

Un Responsable de Haut Niveau 38 ans min.

L'évolution actuelle des systèmes socio-économiques fait émerger des problèmes complexes et nouveaux, nécessitant des approches originales. Chaque cas oblige à imaginer des solutions adaptées dans un domaine caractérisé dans une large mesure par une absence de textes ou de jurisprudence. C'est dans cette perspective que ce responsable devra agir, faire évoluer, encadrer et structurer une équipe de spécialistes. Il suivra personnellement les dossiers importants.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, de préférence docteur en droit privé, ayant une parfaite maîtrise des procédures commerciales acquises dans un Cabinet d'Avocat ou d'agréé, une institution financière ou une entreprise industrielle ainsi que l'expérience des contacts à haut niveau. Il sera directement rattaché au directeur des affaires juridiques et contentieuses.

Lieu de travail : PARIS.

SÉLÉ CEGOS

Adresser lettre manuscrite - C.V. détaillé à Mme CLERE sous réf. 73379/M à 546-CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Une Société Internationale, spécialisée dans la production de polyéthylène en Europe, crée sa filiale en France et se propose à cet effet d'engager un

attaché commercial

responsable de la vente, dans toute la France, de ses produits principalement dans le domaine de l'emballage.

Nous cherchons un homme, âgé d'au moins 25 ans, ayant une expérience certaine de la vente de produits industriels à un niveau élevé avec une bonne formation générale, sanctionnée par le Baccalauréat. Le sens des responsabilités, des contacts humains et le goût de voyages sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Une connaissance de produits plastiques, si possible de polyéthylène, serait un atout. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Le lieu de travail est situé à proximité de Versailles et la possession d'une voiture est nécessaire.

La salaire sera en rapport avec l'importance du poste.

Si vous êtes intéressé, adressez une lettre manuscrite avec votre curriculum vitae à :

R.J. Boghe
Chef du personnel
BP 529
B - 2000 Antwerpen
Belgique.

AUCHAN

20 HYPERMARCHÉS - C.A. en 1976 : 4 milliards
Progression annuelle C.A. : 40 % depuis 10 ans
prépare l'ouverture de 4 nouvelles unités et recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

AUTODIDACTES, JEUNES UNIVERSITAIRES OU PROFESSIONNELS DE LA DISTRIBUTION

LA FONCTION :

Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin, c'est-à-dire :

- définition et application de sa politique commerciale ;
- fixation de ses objectifs commerciaux et de rentabilité (C.A., marge, frais) ;
- embauche et formation de son personnel.

L'HOMME :

- Il devra :
 - être commerçant, c'est-à-dire savoir bien acheter, bien vendre, les gammes de produits qu'il aura définies ;
 - être meneur d'hommes, c'est-à-dire former, animer et dynamiser son équipe ;
 - être gestionnaire de ses produits ;
 - avoir une intelligence au service du concret.
- Vous serez jugé sur la réalisation de vos objectifs. Votre évolution et votre promotion seront directement liées à votre efficacité individuelle.
- Si la distribution moderne vous intéresse,
 - Si vous recherchez un métier vivant et passionnant,
 - Si vous voulez prendre des responsabilités

écrivez-nous en joignant curriculum vitae détaillé, photo et prétentions :

C. OUBRILLE : Directeur Régional AUCHAN - 200, rue de la Recherche, 59650 VILLE-NEUVE-D'ASCQ
J.-F. DUPREZ : AUCHAN - av. Joffre, 94120 FONTENAY-S-BOIS
J.-P. SANSON : AUCHAN - Centre Commercial CHARRAS, 92400 COURBEVOIE
F. LECLERCQ : AUCHAN - rue de la Mouchetière, 45140 ST-JEAN-DE-LA-RUE
M. FARCY : AUCHAN - avenue de Verdun, 45160 OLIVET.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

A IMPLANTATION REGIONALE

recherche pour PARIS

ORGANISATEURS-FORMATEURS

(réf. 423)

- pour CONSEILLER les banques du groupe en organisation, animation et formation commerciales ;
- pour ANIMER des réunions et des séminaires de formation regroupant des exploitants.

NOUS DEMANDONS :

- une formation économique, commerciale ou psychologique ;
- une expérience bancaire de 3 à 5 ans, acquise de préférence en exploitation ;
- une pratique de l'animation ou de la formation ;
- de la disponibilité.

ORGANISATEURS-CONSEILS

(réf. 424)

- pour CONSEILLER les directions des banques du Groupe dans leur fonction d'exploitation, notamment en matière de gestion et recherche marketing, de diagnostic des performances et des moyens de planification d'exploitation.

NOUS DEMANDONS :

- une haute aptitude à la fonction de Conseil ;
- une formation supérieure en économie et statistiques ;
- une connaissance de la banque et du marketing ;
- une pratique de l'animation des groupes de travail ;
- une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans un des domaines cités.

Ces postes impliquent de fréquents déplacements en province.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant vos prétentions sous référence indiquée à :

COFAP

STEIN SURFACE

Société d'Ingénierie thermique construisant matériel pour sidérurgie et métallurgie rattachée à groupe international recherche pour stabiliser, maintenir propositions techniques et commerciales, et négociations importantes contrats à l'étranger.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

- Age 30 ans minimum.
- Déplacements fréquents.
- Anglais indispensable.

Env. en indiquant C.V., réf. et prétentions à : STEIN SURFACE - S.A., de Bois de l'Épine, Courriel d'Entreprise n° 1.101, 91015 EVRY CEDEX.



BLACK, SIVALLS & BRYSON (FRANCE)

INGÉNIEURIE PÉTROLE ET GAZ, recherche

1 INGÉNIEUR chef de projet

avec expérience de projets importants domaine ingénierie pétrole, pétrochimie ou équivalent

2 INGÉNIEURS débutants

ou 1 à 2 ans d'expérience.

Pour ces postes nous demandons : CENTRALE, AM, ENSPM ou équivalent. Envoyer C.V. détaillé sous référence 1327 à Richard POMARANIEC, 172, boulevard Bineau - 92200 Nanterre-sur-Seine

Le commercial vous attire

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur ou vous avez une expérience de la vente

INFRAPLAN Carrières

vous propose d'intéressantes possibilités d'avenir professionnel à Paris et en Province. Adressez-nous votre C.V. détaillé avec l'attestation d'adresse sous réf. X151 à Infraplan Carrières, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy, 75012 Paris qui vous répondra.

INFRAPLAN CARRIERES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	54,00	59,00
Boîte lettres	58,00	63,00
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MOIS	28,00	32,00

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
recrutent par CONCOURS
pour PARIS et PROVINCE

65 VERIFICATEURS des TRAVAUX de BATIMENTS

Spécialités : Bâtiments et Installations

FONCTIONS

- Préparation des programmes de construction et des dossiers de marchés.
- Contrôle de chantiers.
- Réception des travaux.

CONDITIONS

- Etre âgé de 21 à 35 ans (recul possible).
- Etre titulaire d'un DUT, BTS ou être diplômé d'une école d'ingénieur ou avoir exercé pendant 4 ans.

EPREUVES

les 18 et 19 Avril 1977

Candidatures reçues jusqu'au 14 Mars

Renseignements et inscriptions :

PROVINCE :

Direction Départementale des Postes

au Chef Lieu de résidence

PARIS

Direction des Postes

140, Boulevard Montparnasse 75675 Paris

Cedex 14

RANK XEROX

recherche pour son

Centre Informatique un

analyste

chef de projet

+80.000 F

La mission :

Il contrôlera la fiabilité de tous les projets

informatiques de la société dès leur conception

et durant leur exploitation.

L'homme :

Un analyste confirmé intéressé par les

problèmes d'exploitation.

Formation supérieure.

5 ans d'expérience dans l'analyse et la

conception d'applications informatiques.

Une expérience d'audit informatique

serait particulièrement appréciée.

Anglais souhaités.

Lieu de travail : Aulnay sous Bois.

Merci de faire parvenir votre candidature

avec C.V. sous référence C 14 à

Catherine RAFFIT Service Recrutement

RANK XEROX B.P. 63

93602 Aulnay s/Bois

Groupe Chimique important

(Neully-Subjoss)

recherche

CADRE FISCALISTE

MISSION :

- sous la responsabilité du Chef de Service, traitement d'un certain nombre de problèmes fiscaux au niveau d'une grande entreprise industrielle, y compris supervision des impôts locaux.

PROFIL :

- Technicien de la fiscalité ayant déjà une certaine expérience;
- connaissances en droit et en comptabilité souhaitées, anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé en précisant rémunération souhaitée au no 1370 à CONTEXTE

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Laboratoires Searle

(Porte d'Orléans)

recherchent

ASSISTANT

DU DIRECTEUR FINANCIER

chargé de :

- l'élaboration du budget annuel et du plan à 5 ans.
- le trésorerie à long terme.
- l'audit interne.
- la conception et la mise en place d'un nouveau tableau de bord.

profil souhaité :

- diplômé H.E.C.-E.S.S.E.C. - E.S.C.P.
- 3 ans d'expérience dans le service financier d'une société multinationale.
- connaissance de l'anglais indispensable

Adresser C.V. et prétentions sous Réf: F8

DIRECTION ADMINISTRATIVE

7 Bld Romain ROLLAND

92128 Montrouge Cedex

SEARLE

Société Internationale
région nord-ouest Paris

ingénieur électricien

SUPELEC-ENSI-ENSI-etc...

- Débutant possible. Expérience dans le domaine des câbles et accessoires appréciée.
- Anglais indispensable, allemand souhaité.
- Transfert éventuel à prévoir en Allemagne vers la fin 1977.
- Activités prévues : développement des techniques d'application - au sein d'un grand groupe européen - contacts techniques avec le centre de recherche de l'E.D.F. - relations avec les filiales européennes de la société.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à :

449 AMEP P.A. 37, rue du Général Foy

75008 PARIS.

CRÉDIT HOTELIER COMMERCIAL, INDUSTRIEL

spécialisé dans le financement des investissements des P.M.E. recherche :

JEUNES DIPLOMÉS

D.U.T., B.T.S. finances comptabilité

ou gestion ou école commerciale

INTÉRESSÉS PAR LES

CONTACTS COMMERCIAUX

Salaire première année 42.000 F, deuxième année

50.000 F + remboursement frais déplacements

Postes situés à PARIS

Il faut être libéré Q.M. et posséder permis V.L.

Formation technique et commerciale assurée par nos soins

Env. C.V. avec photo (retournée) sous référence

DC Service Recrutement Cnel

78, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15^e

Importante Société Banque Sud-Ouest de Paris

recherche

INGENIEURS

ELECTRONICIENS

ayant 2 à 4 ans d'expérience en électronique

numérique (jusqu'à 50 MEGADITS par

seconde) pour coordination et suivi de sous

contrats (écriture spécifications, suivi technique

etc...)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

expérimentés pour rédaction de notices d'utili-

sation et de maintenance de matériels informa-

tiques (mini-calculateurs périphériques etc...)

Anglais indispensables.

Adresser C.V., rémunération souhaitée

sous N° 4481 en précisant la référence du poste

à PARFRANCE P.A.

4, rue Robert Estienne 75008 Paris

qui transmettra.

Le directeur administratif d'une

entreprise du secteur tertiaire

en plein développement (250 personnes),

Paris banlieue ouest, cherche

un (e) jeune responsable

du personnel

70 000 F +/an

Sa première mission : réorganiser la paie et

concevoir un programme informatique; pro-

gressivement prendre en main la gestion du

personnel et le recrutement.

En fonction de son efficacité, il peut se voir

confier rapidement la formation et l'information

dans l'entreprise.

Une première expérience réussie en gestion

de personnel (y compris le paie) est un atout

majeur.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER se réf. 3187 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-JULIE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Société française, importante dans sa spécialité,

transformation de papier,

recherche

pour sa succursale de Paris,

UN DIRECTEUR REGIONAL

Sa mission :

Gestion de la clientèle.

Gestion des stocks.

Administration du personnel.

Son profil :

Expérience en formation commerciale.

Ambition et autonomie.

Env. curriculum vitae + photo + prétentions.

à L. V. - B.P. 237 - 38008 VOIRON Cedex.

CAP SOGETI GESTION

Filière du Groupe
CAP/GEANTIV
SOGETI, le premier
groupe européen de
société de services
en informatique.

recherche pour PARIS et ORLÉANS

DES INFORMATIENS

- Ingénieurs.
- Analystes.
- Analystes-Programmeurs.

ayant une expérience certaine dans l'une des

spécialités suivantes :

- PL 1 - DMS.
- CICS.
- Méthode Protée.

Adresser curriculum vitae à : J. BERTHELOT,

21, rue Lefebvre, 75015 PARIS. Tél. : 58-52-52

AMPEX

LEADER MONDIAL DE

L'ENREGISTREMENT MAGNETIQUE

recherche

électroniciens

DE HAUT NIVEAU

pour installation, entretien de son matériel et

assistance technique en clientèle dans les

domaines suivants :

- COMPUTER : bandes, disques et mémoires
- INSTRUMENTATION : enregistreurs
- VIDEO : magnétoscopes professionnels

CE POSTE IMPLIQUE :

- B.T.S. électronique ou niveau équivalent.
- 1ère expérience dans un des domaines
- ci-dessus ou domaines annexes.
- anglais lu et écrit minimum.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et

prétentions 21, rue du Dôme, 92100 Boulogne.

Institut Posteur

PRODUCTION

recherche dans le cadre de

sa DIRECTION TECHNIQUE

UN RESPONSABLE

du Département Technique

des Produits à Usage Humain

FORMATION SOUHAITEE :

Pharmacie - I.P.I. si possible.

Expérience Industrielle requise

Env. O.V. + photo au Département du Personnel

28, rue du Docteur-Roux - 75015 PARIS.

S.N.E.A.

recherche

UN CADRE JURIDIQUE

pour son département chargé de la propriété

industrielle, des contrats de coopération

et de la valorisation externe.

Juriste de formation supérieure (licence

minimum), justifiant d'une expérience d'au

moins 4 ans dans le domaine de la pro-

priété Industrielle et du droit de la concur-

rence, le candidat devra posséder une parfaite

connaissance de la langue anglaise s'étendant

à la rédaction des contrats, et le cas échéant

à leur négociation. Plus généralement doit

être susceptible d'être le conseil juridique

du groupe dans ce domaine.

Ecrire sous référence 1481 avec C.V. et

photo à S.N.E.A. (P) Département Carrières

7, rue Nélaton - 75015 PARIS.

Nous recherchons

pour Sté Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)

CHEF D'ATELIER

30 ans minimum

Responsable : Atelier de réparation et entretien

véhicules (automobiles, camions et engins travaux

publics) - 15 personnes environ.

Formation : Niveau B.T.S. mécanique + très bonne

expérience atelier de réparation et entretien véhi-

cules.

Nous exigeons :

- sens de l'organisation;
- sens du commandement.

Nous offrons :

- situation stable;
- SSSS BON SALAIRE;
- 1 voyage A-R par an avec famille;
- 1 mois de congé;
- vie agréable;
- travail très intéressant.

Adr. LETTRE MANUSCRITE et curriculum vitae

avec photo indispensable au :

C.P.L.

21, rue N.-D.-de-Becquigny,

4 ORLÉANS (45000)

chargé de la Sélection.

chargés d'affaires

second-œuvre PARIS

Notre Groupe représente 1.500 personnes

avec un C.A. de 17,5 milliards de Francs et

recrute 3 grands secteurs. Le développe-

ment - spécialement à l'étranger - de notre

activité second-œuvre (colonisation, plan-

taire, etc...) nous tendra à recruter des

chargés d'affaires.

Nous sommes en quête de techniciens, nous

la responsabilité complète de toutes les

affaires que nous traitons dans un pays

déterminé : négociations commerciales, suivi

et coordination des chantiers tout au long

technique que fournir, relations avec les

interlocuteurs locaux... et naturellement

nos attentes d'être qu'ils fassent remon-

ter toutes les informations vers la Direction

Générale.

Nous ne cherchons pas des techniciens, nous

veut dire des hommes.

Ces postes sont réservés à des Ingénieurs

(A. et M., ESTP, I.N.P.) possédant une

expérience de plusieurs années soit dans le

développement, soit dans une entreprise mul-

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,06

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double interligne	34,00	38,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche

CHEF DU PERSONNEL

pour créer la fonction et prendre en charge l'ensemble de la politique humaine de la filiale française (siège - usine 250 personnes).

Responsable auprès du Directeur Général, il assurera :

- la gestion du personnel ;
- le recrutement, la formation ;
- les relations avec les organisations syndicales ;
- les relations avec la Groupe.

Le poste convient à un candidat connaissant bien l'anglais, âgé de 30 ans minimum, possédant une formation supérieure et ayant une expérience concrète des questions de personnel acquise, de préférence, en milieu industriel.

Adresser candidature avec curriculum vitae et photo à : M. STEVENS, boîte 121, Tour Maine-Montparnasse, 75155 PARIS Cedex 12.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
Boulogne SUD-OUEST, recherche :

INGÉNIEURS-MÉCANICIENS
E.N.S.A.M. ou équivalent

Pour Bureau d'Etudes Technologiques

Débutants ou de préférence expérimentés dans le domaine des vibrations, calculs de contraintes, fatigue, etc., en vue d'assurer l'entretien mécanique et l'assistance au service études et de fabrication. Goût des responsabilités et excellentes contacts indispensables.

Adresser C.V. et photo, sous le n° 1351 à CORTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

SOPAD (NESTLÉ)
recherche de jeunes cadres diplômés

HEC, ESSEC, SUP. de G., DECS...
ou équivalent

afin de leur confier, après stage de formation, les missions de contrôle et de conseil auprès de nos nombreux établissements de Paris et de Province en tant qu' :

INSPECTEURS DE GESTION

Ces postes, basés à Paris, impliquent de fréquentes déplacements, mais ils permettent de découvrir les problèmes de l'entreprise et de se préparer à d'autres fonctions dans les domaines administratifs et financiers.

Adresser C.V. détaillé à : Direction du Personnel, SOPAD, 17, quai F.-Drouot, 92 - COUREVOIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche :

Dans le cadre du développement de ses services "Assistance au développement"

1 COLLABORATEUR

MISSION : Mise en application opérationnelle d'études récemment réalisées par la centrale.

PROFIL : — Formation E.S.C.P. ou équivalent ; — 3 à 4 ans d'expérience exigées en matière d'équipement de la machine.

Adresser C.V. manuscrit, photo, sous le n° 1352 à CORTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

IMPTE BANQUE PRIVEE
recherche pour son Département Immobilier

attaché de direction

- connaissances bien le montage et le suivi des Crédits Promoteurs ;
- posséder un très bon niveau d'anglais ;
- désir de compléter son expérience bancaire au sein d'un établissement à vocation internationale.

Adresser lettre et C.V. détaillé sous le n° 2542/MS à : A.M.P., 40, rue D'Orléans-Saint-Jacques 75016 PARIS qui transmettra (discrétion assurée)

Importante Entreprise Quincaillerie
PARIS OUEST recherche Jeune

ATTACHÉ COMMERCIAL

RESP. SECTEUR 91-94 : CLIENT, DETAIL et GDS SURFACES

- Connaissances : Quincaillerie, expér. vente et gestion rayon outillage, voiture personnelle ;
- récompensation d'ab. 1.000, primes + frais ;
- ambiance jeune, dynamique, formation assurée.

Adresser : adr. lettre, C.V., photo, sous le n° 1712 à CECOD S.A., 75, bd Malesherbes, 75008.

Société d'exportation
de matériel médical et scientifique

RESPONSABLE DÉPARTEMENT MÉDICAL

- Jeune - dynamique ;
- Salaires selon compétences ;
- Voyages : 2 sem. par mois (Afrique du Nord) ;
- Anglais souhaité.

Adresser sous le n° 8055 à M. REGIS-REBER, 65 bis, rue Réaumur, PARIS (9).

offres d'emploi

PROFESSEURS secrétariat et **PROFESSEUR** mathématiques, mi-temps pour classes C.A.P., S.E.P., demande pour rentrée Pâques. Ecrire : Ecole PIGIER, rue Angiers, 9500 PONTAISE, importante société import-export

ALIM. RUMONIS recherche

CHEF COMPTABLE

dynamique et ambitieux, connaissances informatiques apprises, libre très rapidement. Env. C.V. détaillé et photo à : M. LEBEL, 9400 Vincennes, Service régional de l'équipement d'Inde-France

CHARGÉ D'ÉTUDES niveau Ingénieur

Diplôme études supérieures : "Economie de transport". Bonne connaissance des problèmes de transports et d'exploitation de la route. Mission : analyses théoriques et études techniques.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à : Service régional de l'équipement d'Inde-France, division des infrastructures et des transports, 19-20, rue de la République, 75012 PARIS CEDEX 12.

ANDERSON - JACOBSON
recherche :

INGÉNIEURS
TECHICO-COMMERCIAUX

ayant 2 à 3 ans expér. vente (si possible internationale) Anglais souhaité.

Env. C.V., références : 120, av. Mark-Twain, 92120 Montrouge.

Groupe Important secteur BRICQVIERIE rech.

INGÉNIEUR

Formation Arts et Métiers ou similaire

Age : 30 ans maximum

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et références au journal, 19-20, rue de la République, 75012 PARIS CEDEX 12.

SOCIÉTÉ
QUARTIER ETIHEL
recherche :

COLLABORATEUR

Niveau bac technique

Pour administration des ventes, facturation, tenue des stocks en liaison avec l'information.

Horaires 8 h à 17 h

Chèques restaurant

Adresser candidatures à : HAVAS CONTACT, 154, bd Haussmann, 75008 PARIS - Sous réf. 31.04

Import. Sté d'équipements aéronautiques
Région Parisienne

recherche :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
POSITION II

- Formation électronique analogique et numérique ;
- spécialiste des servomoteurs ;
- une expérience de 3 ans au moins est indispensable ;
- des connaissances des systèmes de vol et de simulation seraient largement appréciées.

Adresser avec curriculum vitae et photo, sous le n° 2782 à : PUBLICITIES BAUNIES : 112, bd Voltaire 75011 Paris, qui transmettra

AT ELECTRONIEN

haut niveau en tant qu'ingénieur pour participer à l'élaboration de matériels nouveaux dans les domaines de la radio et de l'audio.

Bonnes connaissances des techniques analogiques et digitales

Notions de processeurs-séquentiels.

Adresser C.V. et photo, sous le n° 1353 à CORTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
recherche :

INGÉNIEUR

Posséder une compétence technique et une expérience en matière de SECURITE.

Il assurera la responsabilité des installations techniques de laboratoires de recherche et sera chargé de l'application des règlements en matière de sécurité.

Adresser C.V. manuscrit, photo, sous le n° 1354 à CORTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

VULCANIC
recherche :

CHEF DU SERVICE
TECHICO-COMMERCIAL

Niveau Ingénieur C.N.A.M. (électronicien).

Expérience bureau d'études indispensable

- Responsable des Technico-commerciaux sélecteurs R. contrôleurs la fabrication et la rentabilité des propositions, l'exactitude des devis et l'expédition des plans commerciaux.
- Sous l'autorité fonctionnelle de la direction générale, il coordonnera l'activité de son service avec celle du service Études-Production.

Liée de travail : NEUILLY-SUR-MARNE

Adresser C.V. détaillé photo et références à : VULCANIC, Service du Personnel, 41, rue Louis-Ampère, 93000 NEUILLY-SUR-MARNE.

Société Multinationale recherche :

mission temporaire de 30 jours, ouverte toute l'année, directeur-adjoint, 30 ans minimum, expérience commerciale, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais.

Adresser C.V. détaillé, photo et références à : SOCIÉTÉ D'ÉDITION FISCALE, 34, rue de Madrid, à Paris-8

Entreprise de Presse Nationale
recherche :

COMPTABLE QUALIFIÉ

Grande pratique professionnelle des travaux de comptabilité générale (gestion, information) conduisant le comptable.

Ecrire N° 8433 à Le Monde à Publicité à rue des Italiens - 75212 PARIS-8 qui transmettra.

JEUNES
INGÉNIEUR TRAVAUX

De formation E.C.P., E.T.P., il souhaite prendre rapidement la responsabilité de chantiers.

Une première expérience (éventuellement sous forme de stage) lui a déjà permis de bien saisir la mission de l'ingénieur : responsabilité d'un budget, comme de l'ensemble des problèmes liés à une réalisation : technique, coordination.

Notre entreprise, d'importance nationale, est en mesure de satisfaire vos ambitions.

Envoyer curriculum vitae, photo et références, à : BOUET JD/272, HAVAS, 138, av. Ch.-de-Gaulle, 92222 - NEUILLY-SUR-SEINE (qui transmettra).

ETABLISSEMENT FINANCIER DE CRÉDIT-BAIL
DE PREMIER PLAN (quartier Opéra) recherche :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR
de ses Services Contentieux

SI VOUS AVEZ :

- Une solide expérience de la négociation, acquise soit dans une entreprise industrielle, soit dans un cabinet d'avocats d'affaires ;
- La maîtrise du français, de l'anglais, de l'administration d'un service ;
- Une solide formation juridique (minimum, licence en Droit).

Adresser avec C.V. man., photo et réf. à n° 1733, CORTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{er}.

Import. Sté d'équipements aéronautiques
Région Parisienne

recherche :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
POSITION II

- Formation électronique analogique et numérique ;
- spécialiste des servomoteurs ;
- une expérience de 3 ans au moins est indispensable ;
- des connaissances des systèmes de vol et de simulation seraient largement appréciées.

Adresser avec curriculum vitae et photo, sous le n° 2782 à : PUBLICITIES BAUNIES : 112, bd Voltaire 75011 Paris, qui transmettra

IMPTE SOCIÉTÉ CONFECTION
recherche pour PARIS-EST

CHEF COMPTABLE
DECS OU ÉQUIVALENT

Expériences comptabilité générale, fiscale, sociale.

Adresser avec C.V. et photo, à : U. GLOUS CORTESSE Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-2^e, qui transmettra

URGENT recherche pour département 134 3/15

Un des meilleurs de la région

PROGRAMMEUR G.A.P.

Département C.A.M. niveau Bac. Salaire annuel brut 30.000 F. Conditions avantageuses. Invisibilité recherchée.

Env. C.V. à : B.L.E.U. n° 9224 B 17, r. de la République, 93000 PARIS.

RECHERCHONS
CALCULATEURS

Traitement B.A. charpente.

Adresser C.V. à : SOPRAS, 109, bd Voltaire - Paris 11⁹.

SECURITE SOCIALE
recherche pour son service

prévention des accidents du travail :

INGÉNIEURS

CONSEILS

DIPLOMÉS DES ÉCOLES de 5 ans minimum, 5 années de références industrielles. Possèdent l'expérience sur bâtiment et travaux publics soit industries chimiques ou parcellaires.

Adresser C.V. détaillé à : M. le Chef du Personnel, 1771, rue de Valenciennes, 75015 Paris - Caden 19. Discrétion assurée.

JEUNES INGÉNIEURS

partir couramment l'anglais capables d'assister le responsable de chantiers à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo, sous le n° 4130 à AMER-P, 37, rue Général Foy, 75001 Paris.

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 h à 12 h 30 - de 13 h 30 à 17 h

au 296-13-01

postes 392 et 364

Société distribution produits
chimiques X^e arrondissement recherche pour poste :

RESPONSABLE VENTES

- Niveau national ;
- Horaires 30 ans environ ;
- Formation Ingénieur chimiste ;
- pratique commerciale ;
- Sérieuses références exigées.

Adresser C.V. avec références à : 277, Puyollet, Neuilly 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Importante Société leader
dans la branche produits plastiques grande consommation recherche pour sa

DIVISION EXPORT
CHEF DE MARCHE

diplômé enseignement supérieur type E.S.C., E.S.E.C., connaît service clientèle, anglais, allem., 37 ans minimum.

3 ans d'expérience valable dans exportation.

Sans des responsabilités et de l'initiative.

Dynamique et organisé.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, photo et références à : 114, rue de la République, 75011 Paris, 17, rue Label, 9300 Vincennes.

FABRICANT ARTICLES
DE BOUTERIE

bande En de Paris recherche :

CHEF COMPTABLE

30 ans minimum.

D.E.C.S. ou équivalent.

Expérience approfondie en comptabilité analytique d'exportation.

Connaissances informatiques seraient appréciées.

Env. C.V. man., photo et réf. à : 1911, CONTESSÉ PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{er}.

BOUGIES
MARCHEL
ASNIERES
recherche :

UN JEUNE
I.U.T. GESTION

ayant 2 à 3 ans d'expérience dans une unité de production.

Env. C.V., photo et références SCAMEA 20, av. des Grésillons 75010 PARIS.

T.I.T.M.
Société de réalisation de systèmes et logiciels recherche pour son siège de MONTAIGNE (Paris 17^e) :

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

débutants ou confirmés.

Compétences requises : techniques numériques, mini-computers et périphériques.

Env. C.V. et références à : rue Gustave-Eiffel, 91200 Morangis.

IMPORTANT ORGANISME
PREVOYANCE MILITAIRE
recherche :

pour collaboration immédiate

OFFICIER SUPÉRIEUR
RETRAITÉ

Poste actif à caractère social. Voiture et bonne santé indispensables.

Ecrire avec C.V. à : S.V.B.M., 20, rue Sachaumont, 75002 PARIS.

ASSISTANTE
TESTS ET TRAVAUX
DE SECRETARIAT

Adresser lettre man., C.V., photo et réf. à : 30, rue des Mathurins, 75008 PARIS.

CAISSE RETRAITE, PARIS
recrute :

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

35 ANS MINIMUM

Poste intéressant pour dynamisme.

Ecrire avec C.V. et références sous le n° 1152 M à : HAVAS CONTACT, 154, bd Haussmann, 75008 Paris.

SCREB INFORMATIQUE
S.A. recherche :

PROGRAMMEURS
DEBUTANTS

D.U.T. informatique exigée. Vous participerez à l'évolution d'applications de gestion (COBOL) dans le cadre d'une informatique centralisée.

(12 ordinateurs C.I.B.) qui sera progressivement remplacée (mise en œuvre de mini-ordinateurs).

Formez-vous au travail assidue.

Adresser C.V. man. et photo, sous le n° 1712 à CECOD S.A., 75, bd Malesherbes, 75008.

WABCO-WESTINGHOUSE
75001 recherche :

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

2 ans expérience minimum dans la famille COBOL/JAN. Matériel IBM-DS-V.

Env. C.V. 60, à M. GRELE WABCO-WESTINGHOUSE B.P. n° 2 - 92220 SEVRAN.

VISITEUR MÉDICAL

qualifié (diplôme) ou comme adjoint au visiteur : publicité médicale, tâche de visite et coordination. Paris et région parisienne. Situation stable. Poste à temps partiel.

Env. C.V. et photo (références) à : M. le Responsable, 37, avenue de Saxe, 75001 Paris.

ENTREPRISE D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
MORS JEAN ET BOUCHON
recherche pour RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEURS

diplômés E.S.E. - E.S.M.E. - A.M. ou équivalent

1) CONFIRMÉS

Minimum 5 ans d'expérience en installations électriques pour poste de :

RESPONSABLES D'AFFAIRES

Négociation, étude, réalisation, possibilité d'évolution vers des fonctions de Direction.

2) DÉBUTANT

Après 2 ans de formation en bureau d'études, se verrait confier un poste à responsabilité.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et références à : M.J.E. - Service du Personnel, 34, avenue du Président-Wilson 93121 LA PLAINE-SAINT-DENIS

Importante SSCI Française
dans le cadre de son expansion recherche pour sa filiale service bureau

directeur

- expérience 5 à 6 ans minimum dans l'exploitation de Centres informatiques IBM 360/70 ;
- aura la responsabilité des ventes et de l'exploitation ;
- opportunité de 1^{er} plan dans un groupe en pleine expansion.

Adresser C.V. détaillé + références à : SEKTANT/DPA, 112, av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly qui transmettra

GROUPE ELECTRO-MENAGER
PRÉS PONT DE NEUILLY
C.A. 100 000 000 de francs
recherche son

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

Il sera libre au 1^{er} avril prochain et répondra aux qualités suivantes :

- Agé de 30 ans minimum ;
- Expérience de cinq ans à un poste similaire ;
- Diplôme D.E.C.R. ou niveau ;
- Connaissance de la comptabilité américaine ;
- Langue anglaise parlée ;
- Rémunération selon expérience ;
- Il ne sera pas répondu aux candidatures non reçues.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à : CADILLAC FRANCE, M. BORIES, 46, rue Arago, 92800 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
recherche :

COMPTABLES

- Titulaires du B.P. Comptable ou du B.T.S.
- Expérience en Cabinet-Comptable appréciée.
- Ils seront chargés de l'établissement des bilans des filiales de notre Groupe.

Ecr. sous réf. M.F. ou se présenter : SERVICE RECRUTEMENT ET ORIENTATION, 8, place Édouard VII, 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE PRODUITS ALIMENTAIRES
propose à :

Assistant Chef de Produits ayant 2 à 3 ans d'expérience (de préférence dans l'industrie alimentaire) un poste de :

CHEF DE PRODUITS JUNIOR

rattaché directement au Chef de département Marketing. Il aura la responsabilité complète d'une gamme de produits.

Le poste conviendra à un candidat diplômé d'une grande école (H.E.C., E.S.E.C., E.S.C.F., ...) ou de formation équivalente.

Envoyer C.V., photo et réf. sous le n° 92238 M à : REGIS-PRESS, 33 bis, r. Réaumur, Paris-2^e, qui tr.

IMPORTANT GROUPE DE SERVICES
LEADER DANS SA BRANCHE recherche :

CONTROLEURS INTERNES

- de formation supérieure ESSEC - ESC ou équivalent, complétée si possible par un D.E.C.S.
- anglais ou allemand nécessaire.
- déplacements nombreux province et étranger

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références sous le n° 6479 à P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	34,00	39,89
Dans les insertions	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE

secrétaires

Secrétaires de direction

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
LEADER EUROPÉEN DANS SA SPÉCIALITÉ

recherche pour sa Direction Financière

SECRÉTAIRE DE DIRECTION CONFIRMÉE

- 5 à 10 ans d'expérience dans Direction Financière, Banque ou Organisme d'Investissements ou de Crédit.
- Maîtrise du T.S. ou R.R.G. secrétaire.
- Excellente sténodactylo.
- Très bonne connaissance de l'anglais écrit.

Lieu de travail : ASNIÈRES 92
Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo en précisant appointements souhaités au n° 9450 B 17, rue Labat, 94800 VINCENNES, qui transmettra.

Musique diffusion française
Société jeune en forte expansion

SECRÉTAIRE DE DIRECTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

- bililingue anglaise;
- esprit d'initiative et sens des responsabilités;
- expérience administrative au sein d'une entreprise.

Env. C.V., photo, à M. le Directeur administratif, 8, rue Grange-Dame-Rose - 75140 VILLEJUIF.

LEVALLOIS recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

à mi-temps, sténodactylo et notions comptables exigées pour assurer secrétariat particulier cadre supérieur. Débutez s'abonner. Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réfer. 729 à P. LICHOU S.A., 4, rue de Valenciennes, 75001 Paris, codex 02, qui transmettra.

Sténodactylo

LE SECRÉTARIAT DE NOTRE DIRECTION GEN. a besoin de se renforcer et cherche pour son service de 6 MOIS ENVIRON

STÉNOGRAPHY

MI-TEMPS

(part-time)

La candidate retenue possèdera un niveau BEPC/CAP

La variété et la qualité des travaux confiés nécessitent un niveau BEPC/CAP

Envoyer C.V. détaillé, photo récente sous réf. 5 100 à PLACODATRE Service Recrutement Boite Postale 316 92006 RUEIL-MALMAISON.

représentation offres

Boulmédou

FABRICANT D'APPAREILS ELECTRO-MÉNAGER et de CUISINES en forte expansion recherche pour ses départements

14 - 27 - 50 - 61 - 72 - 76

REPRESENTANT

- Statut VRP
- 5 années d'expérience
- Fixe + % + prime + frais de déplacements

Adresser C.V., 12, Quai de Bercy 94 Charenton

perdu-trouvé

EXCLUSIFS de MULTICARTES introduits chez coiffeurs, parfumeurs, esthéticiennes.

Formation assurée, situation d'avenir, 516 France-Allemagne de Capillière - Tél. 271-1713

capitaux ou proposit. comm.

Ultra-léger et biodégradable

Un nouveau conditionnement en film polyester pour bière et boissons gazeuses

Mis au point et breveté par un groupe chimique mondial, celui-ci désire soit vendre, soit s'associer en vue de l'exploitation du brevet avec une importante firme d'emballage ou de boissons gazeuses.

En cas d'intérêt, prière d'écrire sous n° 55278 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur.

demandes d'emploi

demandes d'emploi

demandes d'emploi

QUAND ON CHERCHE UNE SITUATION ACTUELLEMENT ON EST ÉTONNÉ DE L'IMMOBILISME GÉNÉRAL. TOUT LE MONDE ATTEND

— Si vous êtes contre la stagnation de votre entreprise

— Si vous avez besoin de quelqu'un ayant une grande expérience, qui « fonce » avec vous

Contactez-moi au n° 505 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 9

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE-FINANCIER

36 a., sans des responsabilités.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

— 10 ans d'expérience. Polyvalente, cherche situation, relations publiques, attaché de presse.

UN RESPONSABLE PHOTO

30 ans - Ayant l'expérience de la fonction

comptant une gamme très étendue de services.

Ecrire sous le n° 505 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 9

SPECIALISTE EN ORGANISATION + I.C.G.

15 ans d'expérience professionnelle diversifiée avec

développement incluant les éléments clés du

CONTROLE DE GESTION

— Politique de management des coûts.

— Régulation et perfectionnement des méthodes de gestion.

Recherche dans ces perspectives

OPTIMISATION PERMANENTE D'ENTREPRISE OU PARTICIPATION RECRUTEMENT ENTREPRISE

Ecrire au n° 475 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9.

Dame américaine

7 ANS UNIVERSITÉ

ayant une :

— langue expérience des affaires financières en tant que rédactrice financière plus spécialisée dans l'informaticum comme :

PROGRAMMEUR utilisant COBOL

cherche situation intéressante

dans entreprise informatique ou société financière.

Ecrire au n° 88 697 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

DIRECTEUR COMMERCIAL

35 ans, résidant en Suisse, recherche poste à

responsabilités dans groupe dynamique français ou

clientèle internationale.

— Expérience de directeur.

— Expérience de la vente.

— Qualités marquées d'organisateur, d'animateur

— Contacts au plus haut niveau.

Étudier toutes propositions - Réponse assurée.

Ecrire sous le n° 536 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9.

DIRECTEUR D'USINE 50 ans

— Expérience de Directeur d'usines durant 15 ans

dans l'industrie de M.O. de 500 personnes

secteur mécanique et électrique.

— Gestion complète d'usines décentralisées.

— Expérience de gestion de société en difficulté

étudier toutes propositions de courte ou longue

durée en toutes régions.

Libre immédiatement.

Ecrire sous le n° 098 618 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2, qui transmettra.

ATTACHÉ DE PRESSE

— Homme, 30 ans, dont 10 ans d'expérience profes-

sionnelle, journaliste et relations extérieures.

— 3 ans responsable d'un important service de

Presse d'une Profession.

— Bonnes relations avec la presse et le public.

— Solide fichier journalistique.

— Rapports avec les organisations consommateurs.

Étudier toutes propositions - Réponse assurée.

Ecrire sous le n° 524 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9.

Cadre Directeur Commercial - 49 ans

Diplômé grande école, technico-commercial, très

bien introduit milieu constructeurs automobiles

et automobile, expérience administrative (prix de

revient, budget). Contact France et étranger.

Recherche poste similaire.

Déplacements acceptés.

Ecrire sous le n° 6496 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9.

J.H. 24 a., célibataire, 4 ans

étranger (2 ans T.P.) doublement

toutes propositions France et

étranger. Ecr. HAVAS

CONTACT, 156, bd Haussmann,

75008 Paris - n° 64963

Rasp. 3 a., qual. enr. moy. mac.

adroit, autom. Form. ing. chim.

TT stat. angl. A. 32 a. rech.

en prov. gén. sin. ou product.

Ecr. n° 525 « le Monde » Pub.

5, rue des Italiens, 75427 Paris-9.

Suisse, 51 a., 12 a. exp. banc.

services admin. et financ. en

France et étranger, grat. d'

IV. cherche situation à PARIS.

Ecr. n° 53 « le Monde » Pub.

5, rue des Italiens, 75427 Paris-9.

J.P.P. 39 a., exp. marketing

gestion, management, se français

en étranger, étudiant les propos.

ontes en français. Ecr. n° 539, « le Monde » Pub.

5, rue des Italiens, 75427 Paris-9.

J. P. 33 a., cherche

COULEUR A PIERRE

SUIV MACHINES

4 H. D'ANS MATINÉE

standard, Direction, net. anal.

Ecr. n° 10 527 M REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

ou Tél. :

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

AV. R. POINCARÉ
215 m², 3 services, 2 bacs.
Excellente état.
RANK ARTHUR : 764-61-44.

17^e RÉSIDENTIEL
P. BELLE RÉCEPTION, 500 ch.
serv., TEL. imm. bourgeois.
PROF. 1000 F. Téléphone : 794-82-12.

17^e RUE DES ÉPINETTES
DANS IMMEUBLE RECENT
112 M² PRIVATIF 220 M²

CHAMP-DE-MARS
UN APPARTEMENT
112 M² PRIVATIF 220 M²

UN APPARTEMENT
138 M² 167 M²
ou 207 M²

VERVE TRIDAM (Près)
215 m², 3 services, 2 bacs.
Excellente état.
RANK ARTHUR : 764-61-44.

INVESTISSEURS
Rendement très élevé.
Rendement du capital investi.
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

GROUPES VIDÉO
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

EXCEPTIONNELLE SUR
NOTRE-DAME

PLACE DES VOIES
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

MARAI
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

UN DUPLEX
1000 F. Téléphone : 794-82-12.

au lieu de visiter tous
les programmes immobiliers...
consultez

Information Logement
525.25.25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

Centre Étoile
49, avenue Kléber, 75116 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre Maine
210, avenue du Maine,
75014 Paris 598.22.17

locations non meublées
Offre

Paris

38, RUE DONSBALE
dans immeuble P. de T. 194

BEAU 3 PIÈCES - 75 M²
cuisine, 4 ch., 2 b., 2 s.
JOURNET & ANDRÉ,
Téléphone : 764-61-44.

DS IMMEUBLE DE PRESTIGE
PARIS-14

AV. RAYM. POINCARÉ
PARIS-14

2 APPS DE 400 M²
conviendrait également
à CORPS DIPLOMATIQUE.

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

PARIS-14
R. D. 194

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Robigny,
le MARDI 22 MARS 1977, à 13 h. 30.

LOGEMENT
au rez-de-cha. Bât. G.
de 3 P., entrées, à l'entre-
sol, 3 s. c.

Le rez-de-cha. du Bât. G. a usage
DEBARAS dans l'immeuble sis
à MONTEUIL-SOUS-BOIS (93)

MISE A PRIX : 33.000 FRANCS
S'adr. M^{re} Marcel BRAZIER, avocat,
178, bd Haussmann, Paris-8^e; tous
avocats pr. Trib. de Côte Inst. de
Paris, Robigny, Nanterre et Créteil.

Vie s/valde immobilière au Palais de
Justice, d'Evry, rue des Mâchures, le
MARDI 15 MARS 1977, à 14 h.

MAISON D'HABITATION
sise à

VILLECRESNES (94)
6, impasse de la Garance
rue des Mâchures, 75116 Paris

MISE A PRIX : 18.000 FRANCS
Consignation indépendante, pr. enchâtr.
Pr. de M^{re} TRUXILLO et AKOUN,
avocats associés à Corbelli-Essonne-91,
24, rue de la Chapelle, 75010 Paris.
Tél. : 498-50-28 et 498-14-12.

Vente s/publicat. judic. Palais Just.
Evry, mardi 22 mars 1977, à 14 h.

Maison Habitation cour.
68, boulevard d'Alsace-Lorraine,
VIRY-CHATILLON (Essonne)

Compr. 3 logements : 11 entr. coull.
w.-c. adj., sal. ch. cuis. ch. coull.
21 et 31 coull. adj. ch. w.-c. coin a.
can. ch. : av. chemin. cuis. ch. centr.
MISE A PRIX : 32.000 FRANCS
Cons. pr. ench. 25.000 F. S'adr. pr. rends.
M^{re} du Châleard à Evry, T. 077-15-57;
M^{re} TRUXILLO-AKOUN, T. 498-14-12.

Vente s/valde immobilière au Palais de
Justice de Nanterre, av. Joliot-
Curie, MONTROUILLÉ 92 MARS 1977, à
14 heures - EN UN SEUL LOT :

IMMEUBLE
Géorgie Habitation et Bâtiment
SEVRES (Hauts-de-Seine)
40, avenue du Beau-Soleil
MISE A PRIX : 36.000 FRANCS
S'adr. M^{re} MOURICHOUX, avocate,
24, rue de la Chapelle, 75010 Paris.
Tél. : 498-50-28 et 498-14-12.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 28 mars 1977, à 14 heures

BUREAUX A PARIS 15^e
74, rue de la Fédération

LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION - MISE A PRIX : 150.000 F
S'adresser à M^{re} Bernard de SABIAC, avocat à Paris, 70, avenue Marceau ;
M^{re} TOUILLON, avocate à Paris, 48, rue de Clichy ; M^{re} MOREAU (S.G.P.A.),
avocat à Paris, 51, rue d'Amboise ; M^{re} DEGRAND, avocat à Paris, 89, rue
de Courcelles ; M^{re} BOISSEL, avocat à Paris, 38, rue de la Petite-Chapelle ;
M^{re} FERRARI, syndic à Paris, 25, rue de Valenciennes ; M^{re} PÉRON, syndic à
Paris, 144, rue de Rivoli ; M^{re} PAYET, syndic à Paris, 100, rue Quincampoix

Vente le 23 mars 1977, à 14 h., au Tribunal de Gr. Inst. 89000 AUXERRE

ENSEMBLE INDUSTRIEL à 170 km PARIS
à APOYNNY sur A 6 (Auxerre Nord) et R.N. 6

1) ENTREPOT 4.000 m² converti Mise à prix : 800.000 F
2) BUREAUX 700 m² sur 2 niveaux Mise à prix : 250.000 F
3) STATION-SERVICE Mise à prix : 200.000 F
sur TOTAL : 13.500 m² - "EXACT NEUF" - Consignation 2.000 F par lot.
Renseignements S.C.P. d'Avocats DELOREME, MAUROIS, ROBERT, S.P. 297,
89004 AUXERRE, Cedex, tél. (03) 83-53-00, poste 4, Tél. 800.972.

Vente au Palais de Justice à NANTERRE, le mercredi 30 mars 1977, à 14 h.

UN IMMEUBLE sis à BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine)

21, rue des Quatre-Cheminées et 142, rue du Vieux-Pont-de-Sevres
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adresser à M^{re} Marcel BRAZIER, avocat, 178, bd Haussmann, Paris (8^e) ;
M^{re} SAGITTE, syndic à Paris, 8, rue de Valenciennes et à tous avocats près les
Tribunaux de Grande Instance de Nanterre, Robigny, Paris et Créteil

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 21 mars 1977, à 14 heures

IMMEUBLE - LIBRE LOCATION - Cont. 930 m²
14, Place Jacques-Bonsergent PARIS (10^e)

MISE A PRIX 2.500.000 F
S'adr. M^{re} LAFON, avocate, Paris (8^e), 25, bd Malesherbes, T. 293-46-64 ;
Paris, 9, r. Godefré ; M^{re} PAVET, synd. Paris (20^e), 100, r. Quincampoix ;
M^{re} PÉRON, synd. Paris (15^e), 18, r. de l'abbé-de-l'Épée ; M^{re} DELERIVE,
adm. jud., Paris (7^e), 1, rue du Général-Bertrand ; sur les lieux pour vis.

Vente s/public. judic. Pal. Just. à Evry (91), r. des Mâchures, 22 mars, 14 h.

4 PAVILLONS à PALAISEAU (construction)

« Résidence d'habitation d'Orsay » : Lots 25, 30, 32 et 33, Herditi « Les Mâchures ».
LOT n° 25 portant s/Plein sous-sol, des rues n° 19 sous-sol jusqu'au plancher
bas du r.-de-cha. murs élev. en parp. à 1 m du sol, petit jard. M. à P. 15.000 F.
LOT n° 30 portant s/Plein sous-sol, des rues n° 25 sous-sol jusqu'au plancher
bas du r.-de-cha. petit jard. M. à P. 15.000 F. LOT n° 42 portant s/Plein
sous-sol, des rues n° 35 sous-sol sous-sol, petit jard. M. à P. 15.000 F.
LOT n° 38 pav. port. sur plan sous-sol, des rues n° 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 87

PRESSE

Le nombre des pays ayant une presse libre ne cesse de décroître

estime l'Institut international de la presse

Le nombre des pays ayant une presse libre, déjà peu important, ne cesse de décroître. La première phrase du rapport de l'Institut international de la presse de Zurich, signé par son directeur, M. Peter Gasser, donne le ton d'une étude de près de cent cinquante pages, exceptionnellement détaillée, en 1976. Comme dans les rapports d'Amnesty International sur la violation des droits de l'homme, une synthèse générale précède l'observation des « anomalies » relevées pays par pays.

La lecture du rapport de l'I.I.P. confirme que « pour ceux qui violent dans la liberté de la presse un droit de l'homme fondamental, l'année 1976 a été déprimante ». En effet, outre les pays où, par définition, l'idéologie officielle n'admet pas l'expression de la moindre dissidence — ce qui est d'abord le cas du monde communiste — il apparaît que tous les régimes s'emploient à museler la presse dès qu'ils sont aux prises avec des difficultés particulières. C'est ainsi qu'en Afrique du Sud une vingtaine de journalistes, en majorité noirs, ont été arrêtés, détenus ou emprisonnés en 1976. En Rhodésie, le problème ne se pose même pas puisque les Afri-cains (98 % de la population) ne disposent d'aucun journal.

Des Etats accordant à l'indépendance estimant nécessaire de recourir d'emblée à la censure ou d'intervir leur territoire — aux journalistes « non amis ». Ainsi l'Angola a persécuté dans sa médiancée à l'égard des journalistes et agences de presse occidentales. Presque partout dans le tiers-monde les visas sont refusés, les observateurs gênants expulsés et parfois jetés en prison. La situation est dramatique en Amérique latine, et surtout dans le cône sud du continent, où de nombreux cas scandaleux sont cités. En Uruguay, notamment, deux journalistes femmes, dont

l'une est âgée de soixante ans, sont détenues et torturées. L'Institut s'émervaille au passage que deux petits périodiques ne soient plus censurés au Brésil. Les raisons invoquées pour museler la presse et contrôler l'information ne manquent pas de savoir dans certains pays. Au Nicaragua, où la censure est exercée directement par le chef d'état-major de la garde nationale, il est interdit de « rendre compte du mauvais état des routes, des revendications de salaires et des calamités naturelles ». En Thaïlande, le régime issu du coup d'état n'accepte pas que la presse « propage la commotion ou incite le public à manquer de confiance dans les autorités ». Le Vietnam n'admet pas que « le gouvernement, le parti ou l'armée soient présentés sous un jour défavorable ».

L'Institut international de la presse accorde une place particulière à l'Inde, toujours connue pour la liberté de son de ses journaux et qui s'est appliquée, selon la formule du ministre de l'information, à « donner vigueur au corps malade de la presse ». L'une des trois lois adoptées à cet effet porte d'ailleurs sur « la prévention de toute publication jugée inacceptable ».

En fait la presse partage partout, avec une rigueur accrue par l'influence détestable que lui prête le pouvoir, le sort des sociétés soumises à des régimes autoritaires. L'I.I.P. relève toutefois quelques points positifs dans ce sombre tableau : la réaffectation d'une presse libre en Espagne et au Portugal ; une « certaine bonne volonté » en Egypte en dépit des « purges » ; des signes de tolérance au Kenya, au Maroc ; l'admission de critiques qui « marquent un progrès » en Algérie. Dans les pays de l'Est, « une stricte application des mesures prises à la « troisième conférence des accords d'Helsinki » — à supposer qu'elle survienne — ne peut par elle-même suffire à libérer la presse ».

Enfin, l'I.I.P. rappelle que les pays du tiers-monde éprouvent un

« mécontentement réel et compréhensible » devant la place restreinte qu'occupe leur développement dans les nouvelles publiées par les grands journaux du monde occidental. L'Institut se dote en revanche des tentatives, faites notamment à Nairobi lors de la conférence de l'UNESCO, « par les pays qui contrôlent leurs propres médias, pour tendre à élargir ce contrôle au-delà des frontières ». Le maréchal Amin, exceptionnellement, il est vrai, pour pousser toute chose à son comble, a déclaré vendredi 4 mars, en déplorant le bruit fait autour de ses victimes : « Une agence d'information du tiers-monde devrait présenter la situation clairement et mettre fin à la méchanceté et au sensationnalisme de la presse occidentale ».

P.-J. FRANCESCHINI

Le conseil national du Syndicat des journalistes français (S.N.J.F.) réuni à Paris samedi 5 mars, dénonce, dans un communiqué, la mutation de service qui frappe un des responsables syndicaux de l'Agence France-Presse, « au moment où le personnel de l'agence aborde une étape décisive de sa lutte exemplaire pour des conditions de travail et de rémunération acceptables, liées à l'implémentation des accords de dévaluation ». Le S.N.J.F.-C.F.D.T. affirme : « Sans motif juridiquement valable, la direction de l'A.F.P. a pris la décision d'imposer à Pierre Comperet — en plein arbitraire et en violation d'un protocole d'accord en vigueur à l'agence — une mutation de service à l'échelle de caractère légal et répressif ». Cette mesure constitue une tentative d'intimidation de la part de la direction de l'A.F.P., précise le communiqué syndical, qui « condamne sévèrement l'attitude de la direction de l'A.F.P. dont, par ailleurs, l'implication au pouvoir allégué, plusieurs reprises d'être à nouveau mise en évidence. (...) Le S.N.J.F.-C.F.D.T. engage immédiatement toutes les actions juridiques nécessaires ».

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7-3-77 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8-3-77 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 mars à 8 heures et le mardi 8 mars à 8 heures :

La carte anticyclonique azule de la veille à la Suède se décale vers l'est, et les perturbations océaniques s'installent l'Europe occidentale. Un front froid peu actif achèvera de traverser la France mardi matin. Le front chaud d'une nouvelle perturbation abordera nos côtes au cours de la soirée.

Mardi 8 mars, sur nos régions de l'Est et du Nord-Est, le temps sera

nuageux en début de journée, avec quelques ondées locales, puis une amélioration avec éclaircies se développant.

Sur le reste de la France, les périodes nuageuses prédomineront après la disparition de brumeuses matinées, surtout localisées de l'équilibre au Bassin parisien. Sur l'extrême Nord-Ouest, le ciel se couvrira toutefois au cours de l'après-midi, et quelques pluies auront lieu près de la Manche occidentale, tandis que les vents orienteront au sud-ouest où se confondent un peu. Ailleurs, les vents seront faibles ou

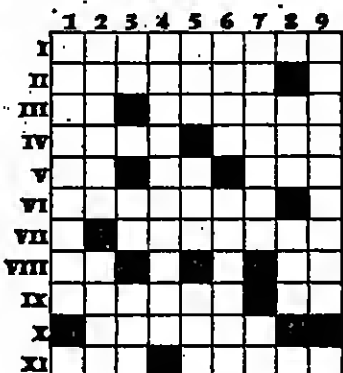
modérés et de direction variable. Malgré une légère baisse des maxima, les températures demeureront relativement élevées.

Lundi 7 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1010,1 millibars, soit 763,8 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 mars ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Angers, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 23 et 9 ; Brét, 18 et 10 ; Caen, 15 et 4 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 21 et 0 ; Dijon, 18 et 4 ; Grenoble, 20 et 4 ; Lille, 11 et 4 ; Lyon, 17 et 9 ; Marseille, 18 et 8 ; Nancy, 15 et 2 ; Nantes, 18 et 9 ; Nice, 14 et 11 ; Paris, Le Bourget, 15 et 4 ; Pau, 23 et 8 ; Perpignan, 14 et 11 ; Rennes, 18 et 3 ; Strasbourg, 14 et 3 ; Toulon, 17 et 0 ; Toulouse, 20 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 20 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 8 degrés ; Amsterdam, 10 et 5 ; Ankara, 18 et 11 ; Berlin, 9 et 0 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, 11 et 4 ; Casablanca, 22 et 17 ; Copenhague, 7 et 0 ; Genève, 15 et 1 ; Lisbonne, 17 et 13 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 20 et 4 ; Mexico, 20 et 11 ; New-York, 8 et 4 ; Palma-de-Majorque, 24 et 8 ; Rome, 15 et 11 ; Stockholm, 2 et 11 ; Téhéran, 13 et 8.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1704



HORIZONTALEMENT

I. Ne demande qu'une chose : que ses clients gardent la chambre. — II. Il a le cœur très sensible. — III. Terme musical ; Ne compromet donc pas la grâce. — IV. Il dirige un débit très célèbre ; Ville de l'Inde. — V. N'est pas indécible ; En larmes ; Ne laisse aucun espoir quand il est très fermé. — VI. Dans le Pays de-Dôme. — VII. Pris en mariage. — VIII. Grecque ; Jadis sous le signe de la grêle. — IX. Centre d'importances militaires ; Sur la méditerranée et l'océan. — X. Produisent des perles fort brillantes. — XI. Dans un ancien alphabet ; Etaient en fort bons termes avec Eschias (graphie admise).

VERTICALEMENT

1. Ceux pour lesquels une perte est un gain parfois appréciable. — 2. Ont plus à perdre qu'à gagner ; Ne voit personne. — 3. Pronom ; Orientation ; Se présente une question de constitution. — 4. Pour atteindre leur but, il leur faut une certaine adresse. — 5. Genre de tourbe ; Dans le nom de maintes villes sud-américaines ; Elément d'un jeu. — 6. Revers subi par les Prussiens ; Très fines. — 7. Facilitent certains travaux de découpage à condition qu'on soit patient ; Pécunier. — 8. Monnaie (inverse) ; Eau douce. — 9. L'ancêtre sauvage d'une reine très cultivée.

Solution du problème n° 1703

Horizontalement

I. Habitudes. — II. Uranus ; Co. — III. Mot ; Fil. — IV. IM. — V. Llanos. — VI. Danier. — VII. Rou. — VIII. Terres ; An. — IX. Esterons. — X. Col ; Béné. — XI. Ans ; Ennec.

Verticalement

1. Humilité ; Ca. — 2. Aromates ; On. — 3. Bât ; Mortels. — 4. In ; Lignes. — 5. Tulle ; Eché. — 6. Us ; AR. — 7. EN. — 8. Orne. — 9. Echo ; Rangée. — 10. Solissons ; Té.

GUY BROUTY.

Visites et conférences

MARDI 8 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h, arc de triomphe du Carrousel, Mme Bouquet des Champs. — Sur les pas de Robespierre. — 15 h, devant l'église Saint-Séver, Mme Guiller. — Flairer à l'architecture. — 15 h, 11, quai de Conti, Mme Buisson. — L'été de la monnaie. — 15 h, cour d'honneur des Invalides, Mme Fuchal. — Les armes médiévales et leur évolution. — 15 h, 2, rue de Birague. — Le Paris du dix-septième siècle autour de la place des Vosges (Vosges de Paris). — 15 h, 1, rue Saint-Louis-en-l'Île. — Les hôtels de l'ère Louis-Philippe (A travers Paris). — 15 h, façade de l'église : l'église Saint-Julien-le-Pauvre (M. de la Roche).

CONFÉRENCES. — 15 h, 15, rue Francis-de-Fresnay. — « Les projections » (P.M.V.J. Veysse). — 20 h, 20, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires. — Claude Talbot. — « Autour d'un tableau : les Arnoulfini de Van Eyck ». — 20 h, 20, rue de la Ville-Vieille, R.F. Delmas. — Les pays d'Arant ; l'Armée (Gibbe et Terre sainte). — 21 h, 54, rue des Saints-Pères, M. François-Georges Parinet. — Etats-Bailly. — Le peintre strasbourgeois de l'humanisme et de la réforme (projections) (Société de

l'histoire du protestantisme français). — 19 h, Grand Palais, avenue du Général-Blanchard, Mme Lucy Lip-sard. — L'échec et l'avenir de l'avant-garde (ASDA). — 17 h, 30, Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, M. l'abbé Marchasson. — Luther, pourquoi ? (Université du milieu de la vie et du troisième âge). — 18 h, 30, Centre culturel suédois, 21, rue Feytaud, M. Régis Boyer. — Le syndicat des graveurs suédois en Suède. — 20 h, 45, 0, rue de Monnay, M. Léo Gaudin. — Rabais, pasteur Gagnebin, abbé de la Moranday. — Religion, environnement, démocratie.

Concours

Recrutement d'animateurs socio-éducatifs. — La Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (F.F.M.J.C.) recrute quarante-cinq animateurs qui, après formation, dirigeront une M.J.C. Les postes sont à pourvoir dans toute la France. Enseignements et inscriptions avant le 10 mars à la F.F.M.J.C., 15, rue La Condaminé, 75017 Paris. Tél. : 387-30-62.

un numéro spécial des dossiers et documents



Au sommaire

Bilan économique et social
— Reprise stoppée de la production.
— Levée en masse contre l'inflation : résultats limités.
— Commerce et paiements : les forts et les faibles.
— La crise monétaire s'aggrave.
Bilan financier et boursier
— Ceux qui reculent et ceux qui progressent.
— Les metteurs des marchés français.
— Les bourses étrangères.
Les mutations structurelles.
— Les grandes tendances : Est et Ouest, croissance molle, démographie, spéculation, Europe en crise, pollution, environnement...

— Revenus et fiscalité : Inégalités en France et ailleurs, salaires et fortunes, plus-values.
— Problèmes sociaux : chômage, accidents du travail, sécurité sociale, logement.
— Affaires : concentrations industrielles, électronique, chimie, pétrole, commerce des armes, banques, assurances, distribution.
— Agriculture : famine, sécheresse, évolution foncière, échanges agro-alimentaires.
Où en sont les principaux pays ?
— 58 monographies à jour.
— Des comparaisons par continent.
Une chronologie des événements
Un index par thème et par pays

Réalisé par 60 journalistes / 168 pages / 100 illustrations / 12 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 6 mars 1977 :

DES DECRETS

● Relatif à l'action sociale des armées et arrêté du 4 mars 1977 relatif à son organisation.
● Modifiant le décret n° 70-1098 du 23 novembre 1970 relatif à l'application aux corps d'enseignants du ministère de l'Éducation nationale des dispositions de l'article 3 de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils.

UN ARRETE

● Relatif à la déclaration des centres d'abattage de volaille et de lapins et de certains établissements de préparation et de transformation de viande de volaille et de lapin (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement publié en fascicule séparé.

Circulation

Un nouveau parking près de Saint-Lazare. — La S.N.C.F. vient de mettre en service un garage-consigne pour automobiles situé à proximité des voies de départ grandes lignes, à l'angle des rues de Londres et de Budapest. Ce garage, à l'usage des voyageurs des lignes de Normandie, est ouvert tous les jours de 5 h. à 1 h. 15. Le tarif est fixé à 10 F pour les six premières heures ; un tarif dégressif est appliqué au-delà de 6 heures : 13 F pour deux heures ; 18 F pour 24 heures, etc.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
36 F 175 F 232 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
135 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
1. — BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

II. — TUNISIE
163 F 345 F 448 F 590 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèques postaux (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 52-15.32

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

صكزا من الامل

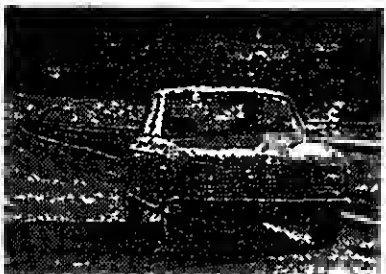
Le plein d'essence va durer 25 km* de plus.

Comment un lubrifiant peut-il faire économiser de l'essence ?



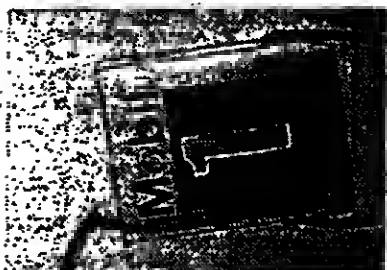
Lorsqu'un moteur tourne, toutes ses pièces internes sont en mouvement. Il faut de l'énergie, c'est-à-dire de l'essence pour vaincre les frottements internes. Mobil 1 est un lubrifiant de synthèse, spécialement conçu pour les réduire de façon exceptionnelle. S'il y a moins de frottements, il y a moins d'énergie perdue, donc la consommation d'essence est réduite.

Les essais de l'UTAC l'ont prouvé.



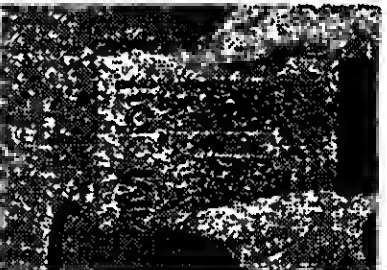
L'UTAC, c'est le Centre agréé par les Pouvoirs Publics pour effectuer les mesures de consommations conventionnelles de carburant des voitures particulières. Mobil a choisi l'UTAC pour réaliser les essais comparatifs de consommation d'essence entre des voitures lubrifiées par Mobil 1 et les mêmes lubrifiées par des huiles minérales supérieures. 468 essais ont montré une réduction de la consommation d'essence de 5% en moyenne. Cela représente environ 25 km de plus par plein !

A +300° Mobil 1 lubrifie sans problème.

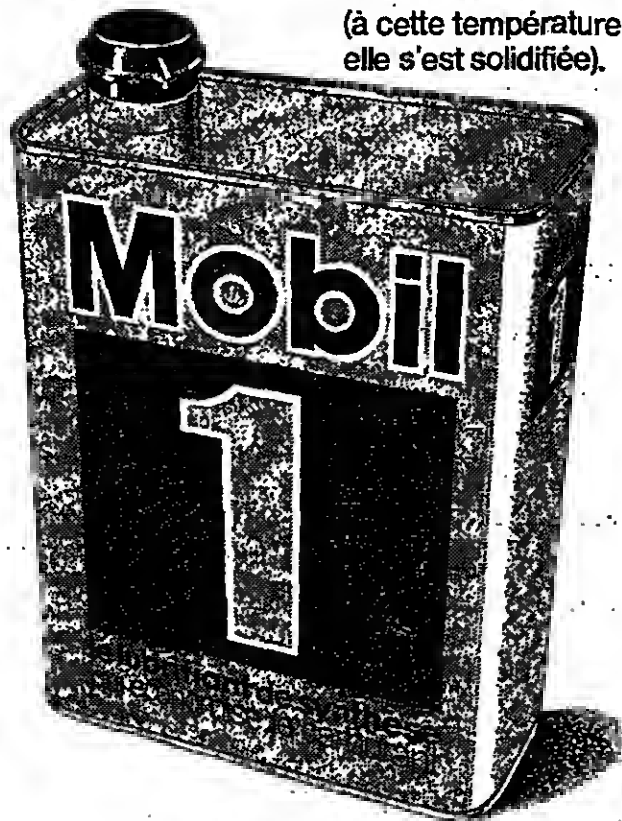


Les moteurs actuels sont conçus pour fonctionner à des températures très élevées. En été, à grande vitesse sur autoroute, la température de certaines pièces du moteur dépasse plusieurs centaines de degrés. A ces températures, les huiles minérales peuvent devenir extrêmement fragiles. Le film protecteur, c'est-à-dire la fine pellicule d'huile qui recouvre les pièces du moteur, devient de plus en plus mince. Il peut même se dessécher complètement, laissant le moteur sans protection. Avec Mobil 1, le film protecteur ne casse pas : il recouvre toujours les pièces du moteur. Il assure la lubrification à des températures qui auraient déjà fait disparaître les huiles minérales supérieures.

A -40° Mobil 1 s'écoule sans problème.



Mobil 1 facilite les départs, même aux températures les plus basses. En hiver, lorsque la température descend au-dessous de 0°, les huiles minérales, même les plus fluides, deviennent visqueuses. Vous avez de plus en plus de mal à faire démarrer votre moteur. Avec Mobil 1, vous n'aurez plus ce problème. Mobil 1 s'écoule sans difficultés et assure la lubrification du moteur jusqu'à -40° (à cette température une huile minérale ne s'écoule plus : elle s'est solidifiée).



Mobil 1®
l'huile qui fait économiser l'essence.

Mobil 1 peut se mélanger avec toutes les huiles moteur courantes.

*Moyenne correspondant aux résultats des essais de l'UTAC reconnus par l'Agence pour les Economies d'Energie.

هكنا من النحل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Une enquête de l'O.I.T. souligne les méfaits du travail de nuit

De notre correspondante

Genève. — Dès sa première année de fonctionnement (1919), l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) avait adopté une convention restreignant le travail de nuit des femmes et interdisant dans certaines branches d'activité ce travail à été par la suite plus d'une fois révisé et complété.

Aujourd'hui, c'est à une étude sur le travail de nuit dans son ensemble que se sont livrés pour le compte de l'O.I.T. deux experts, MM. Jean Carpentier et Pierre Cassamian. Les premières conclusions de cette vaste enquête, qui porte sur un grand nombre de professions : du travail de nuit se pratique, font apparaître que dans un nombre croissant d'entreprises le roulement par équipes est devenu la règle : en particulier, l'équipe de nuit occupe par exemple en France 21 % des effectifs et jusqu'à 31 % dans les industries de transformation (en Suisse jusqu'à 55 % dans l'industrie de la cellulose).

Rupture de rythme

Si le travail de nuit est difficilement évitable dans nombre de services publics dans la sidérurgie à feu continu, pour certains travaux de laboratoire ou pour les secours d'urgence, il se justifie moins, selon les auteurs de l'étude, lorsqu'il s'agit pour les chefs d'entreprise de rentabiliser un équipement coûteux.

Le travail de nuit comporte en effet des inconvénients d'ordre physiologique, psychologique et social, dont le principal, estiment

les auteurs, est, sans doute, la rupture du rythme dit « circadien » (phase d'activité avec intervalles pour le repos le jour ; phase de repos notamment du système nerveux et de l'appareil digestif la nuit) ; cette rupture qui risque de provoquer des troubles divers : stress de fatigue, dépression, digestion difficile, maux de tête, troubles psychiques. De plus, la vie de famille et toute l'activité sociale, culturelle, sportive, politique sont gravement perturbées.

Reste le principal avantage du travail de nuit pour les intéressés : il est payé à un taux supérieur au travail de jour. MM. Carpentier et Cassamian estiment qu'il y a même là un danger : le travailleur qui s'habitue à une rémunération plus élevée que la norme dans une tâche donnée réagit, dans l'attente d'un meilleur salaire, à se soumettre à un rythme de vie différent de celui auquel il était habitué, ce qui peut entraîner une perte de salaire.

ISABELLE VICHNIAC.

LES EFFECTIFS DES AGENTS DE L'ÉTAT ONT AUGMENTÉ DE 23,80 % ENTRE 1969 ET 1975

Paris. 1969-1975, l'État a embauché 328 000 personnes à temps complet, dont 200 000 dans le seul secteur éducation-université. Il s'agit là d'une forte progression (23,80 %), selon l'Institut qui vient de publier une enquête portant sur « Les agents de l'État en 1975 » (1). A cette date, l'État employait en métropole 1 717 422 salariés civils à temps complet, dont 202 124 non titulaires, et quelque 69 000 personnes à mi-temps ; 23,80 % des non-titulaires appartenant au secteur éducation-université.

Cette enquête de l'INSEE fait aussi apparaître que 49,1 % des agents de l'État sont des femmes (qui représentent 58,0 % des non-titulaires), mais que seulement 4,1 % d'entre elles accèdent aux postes hiérarchiques au-dessus de l'indice 10 (contre 11,4 % des hommes) et 5,9 % au-dessus de l'indice 200 (contre 6,7 % des hommes).

Enfin, un agent de la fonction publique sur quatre travaille en Région-Paris.

(1) Économie et Statistique, revue mensuelle de l'INSEE, mars 1977.

CONJONCTURE

En 1976

LE POUVOIR D'ACHAT DES OUVRIERS A PROGRESSÉ DE 3,70 % ET CELUI DES FONCTIONNAIRES DE 0,90 %

L'Institut de la statistique regroupé dans une courte étude (1) les indications chiffrées disponibles sur l'évolution des rémunérations françaises en fin d'année. Selon ce bilan les ouvriers français — six millions de salariés — ont vu leur salaire hebdomadaire progresser de 14 % entre octobre 1975 et octobre 1976, et leur pouvoir d'achat augmenter de 3,7 % (compte tenu d'une hausse de 9,9 % de l'indice officiel des prix) contre 1,7 % d'octobre 1975 à octobre 1976. La durée de travail a été presque stable (— 0,8 % en un an), alors qu'elle avait sensiblement fléchi l'année précédente (— 2,5 %).

Entre avril 1975 et avril 1976, le pouvoir d'achat des « non-ouvriers » — quelque six millions de cadres, employés, agents de maîtrise et techniciens — s'est accru de 1,1 %, ce qui est un peu moins que celui des ouvriers, puisque leurs rémunérations ont progressé, en valeur nominale, de 11 % seulement. Ce qui confirme la tendance à un certain resserrement de l'éventail hiérarchique constaté depuis 1973, mais masquée en 1975 « par

la dégradation brutale de la situation des ouvriers lors de la récession ».

Les « anciens » — très nombreux dans les salons de coiffure, les blanchisseries, l'hôtellerie et le cuir — ont vu leur salaire augmenter de 18,6 % en un an, soit une progression du pouvoir d'achat de leur salaire mensuel de 2,5 %.

Les traitements de la fonction publique n'ont, eux, progressé dans le même temps que de 10,9 %, soit une quasi-stabilité de leur pouvoir d'achat (+ 0,8 %) au lieu de la progression de 3,1 % de l'année 1976. Mais ajoute l'INSEE, « si l'on considère le recul du réel » en la matière. Une comparaison sur trois ans et demi (d'octobre 1973 à avril 1976) fait apparaître, selon l'Institut, un « ordre de grandeur très voisin » entre l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés du secteur privé et celle des fonctionnaires.

(1) Économie et Statistique, n° 89 (février 1977).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

LE NOMBRE DES MORTS A FORTEMENT DIMINUÉ EN 1975

Selon les statistiques qui viennent de publier la Caisse nationale de l'assurance-maladie des salariés, le nombre des accidents, qu'il s'agisse d'accidents graves ou mortels, a diminué en 1975 par rapport à 1974. Alors que le nombre de salariés est passé en un an de 13 578 719 à 13 622 768 (+ 0,37 %), le nombre des accidents en entreprise a été le suivant : avec arrêt, 1 113 124 au lieu de 1 154 978 (— 3,57 %) ; graves, 118 282 au lieu de 119 796 (— 0,87 %) ; mortels, 1 936 au lieu de 2 117 (— 8,19 %). L'indice de gravité des incapacités permanentes est aussi en diminution (— 0,64 %) ; en revanche, le nombre de journées perdues pour incapacité temporaire est en augmentation (30 782 281 au lieu de 30 414 570, soit + 1,24 %), de même que le taux de gravité des incapacités temporaires (+ 1,55 %).

Même évolution pour les accidents de trajet : avec arrêt, 161 517 au lieu de 163 974, soit — 1,50 % ; graves, 31 727 au lieu de 32 052, soit — 1,14 % ; mortels, 1 399 au lieu de 1 421, soit — 1,58 %.

Quant aux maladies professionnelles, elles sont en augmentation : 4 576 cas en 1976 au lieu de 4 458 en 1975. L'accroissement est observé pour les maladies provoquées par le bruit et pour les hépatites virales ; le nombre de décès diminue (18 au lieu de 25), mais celui des journées perdues s'accroît (352 945 au lieu de 355 451).



alfa romeo

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

122 R. VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
PANTIN 845-97-67

(PUBLICITÉ)

LE CRÉDIT MUTUEL : l'homme, seule finalité

Ce qui fait l'originalité du Crédit Mutuel par rapport à une banque classique, c'est sa finalité, plus encore que ses produits et services. Certes, dans ce domaine, le Crédit Mutuel présente des particularités importantes. A côté de la gamme habituelle des produits bancaires (comptes, chèques, placements et crédits divers), il est habilité à proposer à ses déposants un compte spécial sur livret rémunéré au même taux que celui du premier livret des Caisses d'Épargne, mais cette originalité n'est pas la seule.

En effet, la différence fondamentale entre le système bancaire et le Crédit Mutuel, c'est que celui-ci a une vocation non seulement financière, économique, mais aussi sociale.

Une structure originale et efficace

Le Crédit mutuel remplit cette tâche, avant tout grâce à la structure dont il est doté.

Au point de départ de l'institution, se trouvent les sociétaires, à la fois propriétaires, usagers et bénéficiaires de l'institution.

Ils sont aujourd'hui plus de deux millions.

Ces sociétaires fondent les caisses locales (plus de trois mille dans toute la France) : bases du Crédit Mutuel, elles couvrent un secteur géographique restreint (communes ou quartier) et sont bien insérées dans leur communauté humaine.

Dans ce cadre, la démocratie s'exerce pleinement : les caisses locales, en effet, administrées par un conseil d'administration composé de membres choisis, en leur sein, par les sociétaires réunis en assemblée générale (où chaque membre dispose d'une voix) ; les administrateurs, bénévoles, dirigent l'activité de la caisse. Ils contrôlent aussi l'activité des gérants chargés de la gestion qui constituent véritablement l'armature technique et administrative de l'institution. Les caisses locales deviennent la meilleure école d'éducation civique.

Juridiquement et financièrement autonomes, ces caisses adhèrent à des fédérations régionales et consti-

tuent entre elles des caisses fédérales. Au nombre de vingt, ces fédérations, constituées en forme d'associations, ont pour objet de prendre toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement des caisses de leur circonscription en exerçant sur elles un contrôle administratif, technique et financier. Les caisses fédérales, sociétés coopératives à capital variable, gèrent les intérêts financiers communs des caisses adhérentes et de leurs sociétaires.

Enfin, au plan national, les vingt fédérations adhèrent à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, chargée de représenter et de contrôler l'ensemble de l'institution. Quant aux caisses fédérales, elles constituent entre elles la Caisse Centrale du Crédit Mutuel dont le rôle est de gérer les capitaux mis en commun et d'aider les groupes régionaux dans leur développement.

Cette structure à trois degrés permet ainsi de concilier les impératifs techniques propres à un organisme financier (liaison, contrôle et coordination entre les composantes du système) et l'autonomie de décision de la base, principe de la coopération. Ainsi organisé, le Crédit Mutuel peut répondre de manière compétente et efficace aux besoins exprimés par ses membres ou par les institutions dans lesquelles ils vivent.

Répondre aux besoins de la famille

Cette capacité à saisir les aspirations de ses membres n'est pas récente : elle est même à l'origine du Crédit Mutuel, né au cours du siècle dernier de la nécessité de remédier aux méfaits de l'usure qui opprimait l'ouvrier ou le paysan. Si depuis la fondation de la première caisse, il y a près d'un siècle, les problèmes ont changé, le Crédit Mutuel, qui depuis n'a cessé de se développer, a acquis une expérience qui lui permet de faire face aux difficultés que rencontrent aujourd'hui les familles.

L'une d'entre elles est à ce jour

particulièrement préoccupante : la protection de l'épargne. Essentielle tant pour assurer l'avenir et la sécurité de la cellule familiale que la bonne marche de l'économie tout entière, cette épargne est aujourd'hui minée par l'inflation. A ce défi, le Crédit Mutuel répond de deux façons : en tant qu'entreprise d'abord, puisqu'il est le seul organisme financier à proposer, à côté de la gamme complète des services bancaires, un livret d'épargne aux mêmes conditions que le livret A des caisses d'épargne (intérêt net de 6,60 % par

LE CRÉDIT MUTUEL en quelques chiffres

Le Crédit Mutuel est, aujourd'hui, le sixième groupe bancaire français :

- Plus de 4 600 000 de clients dont 1 000 000 sociétaires ;
- 316 milliards ;
- 2 700 000 comptes sur livrets ;
- 1 528 000 comptes chèques ;
- 770 000 prêts aux particuliers ;
- Plus de 3 000 caisses locales ;
- 20 fédérations ;

période par exemple de cinq à sept ans devrait garder son pouvoir d'achat et donc serait préservée de l'érosion monétaire.

Le logement est, également, un secteur essentiel pour le Crédit Mutuel : sur 18,1 milliards de crédits, environ 90 % sont destinés aux particuliers et près des trois quarts de cette masse serviront à l'acquisition d'un appartement, d'une maison individuelle ou à l'amélioration de l'habitat. Dans certaines régions (Alsace et la Lorraine, la Bretagne), un logement sur deux est financé par le Crédit Mutuel.

Cette spécialisation a amené le Crédit Mutuel à proposer une gamme très étendue : prêts immobiliers à titre principal, crédits-relais, épargne-logement, P.I.C. (prêts immobiliers conventionnés), prêts pour l'amélioration de l'habitat, etc. Pour tous les problèmes immobiliers, le Crédit mutuel a donc une vocation privilégiée. Il n'est pas seulement prêteur, mais, grâce à son expérience, également conseil.

Enfin, si l'on ne perd pas de vue que le Crédit Mutuel consacre aussi ses efforts à améliorer les conditions de vie familiale par des prêts destinés à l'équipement du foyer, à l'achat de meubles, d'appareils ménagers, de voitures, ainsi que par des prêts spéciaux d'installation pour les jeunes ménages, on comprend quel rôle irremplaçable il joue vis-à-vis d'une large fraction des Français, quels que soient leur milieu social ou leur environnement, urbain ou rural.

La banque de la vie locale

Cet environnement constitue, du reste, un autre centre majeur d'intérêt pour le Crédit Mutuel. Les caisses locales sont nées dans la région, elles en connaissent les besoins et sont impliquées dans la recherche des moyens.

Cela est vrai à l'échelle du village ou du quartier urbain pour les caisses locales, comme à celle du département ou de la région pour les fédérations et caisses fédérales.

Cette volonté d'améliorer le cadre de vie se retrouve dans les prêts, que ces organismes consentent aux collectivités : Equipements éducatifs,

sociaux ou hospitaliers, rénovation de quartiers anciens, moyens de communications, protection de la nature...

Depuis la loi de finances rectificative du 27 décembre 1975, le Crédit Mutuel doit financer à hauteur de 50 % de ses dépôts en comptes spéciaux et sur livrets soit des prêts aux collectivités locales, soit des investissements d'intérêt général. Son action en faveur de la qualité de la vie va donc s'amplifier, en respectant un autre principe de l'institution : l'argent recueilli dans la région sert au développement de la région.

Un dynamisme exceptionnel

Cette adéquation du Crédit mutuel aux réalités de notre époque, due à sa structure décentralisée et à son enracinement dans le terrain régional, explique son dynamisme. Celui-ci se manifeste d'abord quantitativement : de 1970 à 1976, ses dépôts sont passés de près de 8 milliards à 31,7 milliards de francs ; de nouvelles fédérations ont vu le jour (la vingt-troisième, celle du Crédit Mutuel Méditerranéen, le 18 décembre dernier à Marseille) ; en 1976, le Crédit Mutuel a sept cent soixante-dix mille prêts en cours.

Mais c'est peut-être sur le plan qualitatif que ce dynamisme apparaît le mieux. Le Crédit Mutuel est en effet un organisme où l'innovation est permanente : en 1975, c'est la loi du 27 décembre qui officialise le rôle spécifique de l'institution vis-à-vis des collectivités locales ; en 1976, c'est le lancement de l'eurochèque,

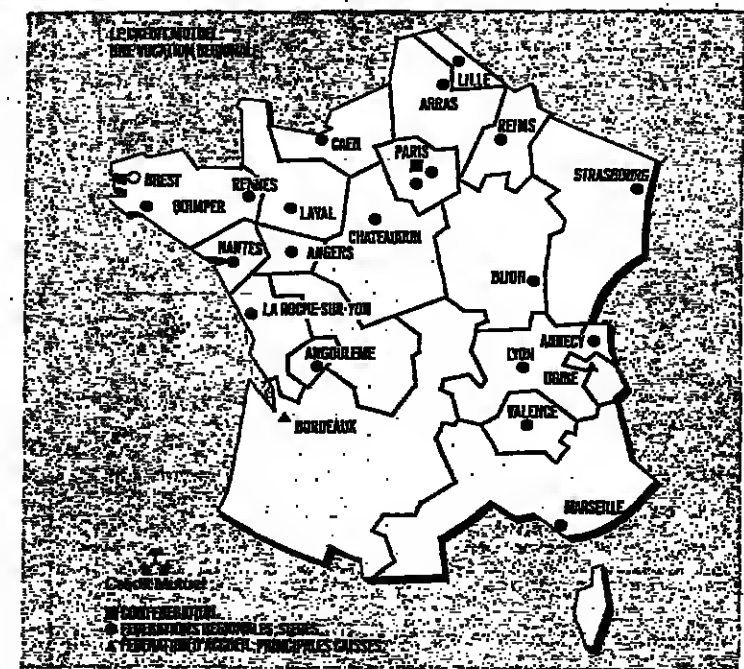
moyen de paiement international qui offre les avantages du chèque et d'une carte de paiement.

LE CHEQUEUR EUROCHÈQUE

Avec sa carte spéciale, offre aux bénéficiaires une garantie jusqu'à hauteur de 500 francs. C'est le seul système de chèque garanti existant en France.

La carte eurochèque permet, en outre, le retrait d'argent liquide à n'importe quel moment dans un distributeur.

Le système eurochèque, enfin, est utilisable à l'étranger : les bénéficiaires et non possesseurs de la carte peuvent faire des paiements dans huit pays d'Europe, en libérant le montant de l'eurochèque dans la monnaie du pays où l'on se trouve. De plus, ce système permet d'effectuer des retraits en espèces dans trente-sept pays d'Europe auprès de deux cent mille guichets.



صكنا من الامل

ÉCONOMIE

CONSOMMATION

APRÈS L'ÉLECTION À LA PRÉSIDENTIE DE L'I.N.C. Les organisations de consommateurs continuent à manifester leur division

A la suite de notre article (Le Monde du 18 février) sur l'élection à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de la consommation de Mme Marie-Aurèle Aubertin, secrétaire générale de la Fédération nationale des associations familiales rurales (F.N.A.F.R.), nous avons reçu deux communications et une mise au point.

L'élection de Mme Aubertin, qui a recueilli, au second tour, 14 voix contre 7 à Mme Chantal Decroix (Union féminine civique et sociale) et 2 à M. Mariet (Association nationale des consommateurs), avait mis en évidence la division des associations de consommateurs qui occupent toutes des vingt-trois sièges du conseil d'administration. C'était la première fois depuis neuf ans que les consommateurs ne se mettaient pas d'accord sur une candidature unique.

La Confédération syndicale des familles (C.S.F.) regrette pour sa part, dans un communiqué, que deux organisations de consommateurs (A.F.O.C. et F.N.A.F.R.) aient brisé la cohésion du collège consommateurs « en maintenant malgré tout leur candidat », alors qu'un vote indicatif antérieur du collège consommateurs avait accordé la préférence (8 voix) à Mme Chantal Decroix. Pour la C.S.F., cela « met en cause le rôle du collège consommateurs et la nature même de leur représentation au sein du conseil d'administration de l'I.N.C. ». L'élection de Mme Aubertin, « obtenue avec l'appui massif des représentants des producteurs » étant « l'illus-

tration immédiate » de la « portée politique et des conséquences » de cet acte.

La Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.), anciennement Confédération nationale des associations familiales rurales (F.N.A.F.R.), considère une fois de plus la collusion du patronat et des pouvoirs publics, ce qui « démontre plus personnellement les travailleurs sociaux que les responsables politiques du pays ne sont que les instruments légaux du patronat ». Plus « naissant » lui paraît le fait « qu'une organisation nationale de consommateurs comme la F.N.A.F.R. joue le jeu de cette politique, en déstabilisant de l'intérieur l'unité d'attitude des consommateurs ». Pour la C.S.C.V., l'élection de Mme Aubertin « représente l'acte le plus évident du pouvoir du patronat et des ministères » au sein du conseil de l'I.N.C. et « qu'il s'agit de briser de cela pour préserver sa crédibilité déjà suffisamment précisée ».

La C.S.C.V. se pose la question de savoir s'il est préférable de continuer à travailler au sein de l'I.N.C. ou si elle doit quitter cet organisme. Enfin, M. Mariet, secrétaire général de l'A.F.O.C., tient à ce que nous précisions qu'au premier tour de scrutin, Mme Aubertin avait recueilli dix voix, Mme Decroix, sept et lui-même six. M. Mariet a donc perdu quatre voix au profit de Mme Aubertin au second tour, tandis que Mme Decroix conservait, à une voix près, les voix des organisations de consommateurs qui, à la fois, n'indiquaient, n'étaient portées sur son nom.

ACTION SOCIALE

« La Nouvelle Politique de l'immigration »

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, vient de présenter à la presse une « note éditée par ses services, sous le titre : la Nouvelle Politique de l'immigration ». « Il s'agit là, a-t-il précisé, d'une synthèse des réflexions, des recherches et des projets qui accompagnent l'action entreprise depuis deux ans et demi, à la demande du président Valéry Giscard d'Estaing, pour que les travailleurs étrangers vivant en France y trouvent la place qu'ils méritent ».

Après une période de laxisme, au cours de laquelle une « immigration sauvage » a pu se développer librement, la nouvelle politique de la main-d'œuvre étrangère tend, aujourd'hui, à organiser et à contrôler les flux migratoires, qui restent nécessaires au développement de la France. Trois options, a précisé M. Dijoud, ont guidé la mise en œuvre de l'ouvrage, document collectif rédigé sous la direction de M. Moreau-Defarges, secrétaire des affaires étrangères, spécialiste des problèmes de réglementation, au secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés : « Faire partager aux Français un certain idéal, une espérance et une inquiétude. »

Selon M. Dijoud, la présence en France de quatre millions d'immigrés reste l'un des défis essentiels des prochaines décennies. Tout ralentissement des efforts menés pour l'accueil et l'insertion

des étrangers conduirait à connaître, dans dix ou vingt ans, des difficultés aussi graves que celles qu'ont connues les Etats-Unis avec le problème racial.

L'ouvrage la Nouvelle Politique de l'immigration développe une réflexion en quatre étapes : la première situe les données du problème migratoire, « phénomène lié aux conditions du développement économique de la France », ainsi que le climat et les orientations de la politique gouvernementale en la matière. La deuxième porte sur les conditions de cette politique : la stabilisation du nombre des immigrés, une meilleure insertion dans la société française, une meilleure protection des familles. La troisième retient les objectifs et les moyens de cette politique : un cadre de vie pour l'immigré, le droit à la promotion personnelle et professionnelle, la préservation des liens culturels avec le pays d'origine. La quatrième étape est tournée vers l'avenir : le retour de l'immigré au pays d'origine, la place des enfants de l'immigré dans la société française, l'instauration d'un « rapport plus vrai » entre immigrés et Français par « une mobilisation et une communication ».

La Nouvelle Politique de l'immigration (avant-propos de M. Paul Dijoud), Secrétaire aux travailleurs immigrés, 23, rue Charles-Piquet, 75007 Paris.

FAITS ET CHIFFRES

Energie

● AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE DU VENEZUELA. — La production pétrolière quotidienne du Venezuela est passée d'une moyenne de 1,8 million de barils en février 1976, à 2,34 millions de barils en février 1977 (+ 27 %), a annoncé le 6 mars le ministre vénézuélien de l'énergie et des mines. La production a été accélérée pour faire face à l'augmentation des ventes. — (A.F.P.)

Etranger

● AUX ETATS-UNIS, le chômage a légèrement augmenté à la suite de la vague de froid. Touchant à millions de personnes, il a représenté 7,5 % de la population active contre 7,3 % en janvier (7,8 % en décembre). Ces chiffres pourraient toutefois avoir été faussés par une erreur statistique. — (A.F.P.)

● LE PRIX À LA CONSOMMATION DU CAFÉ a augmenté de 20 % en Pologne et lundi 7 mars. Les organes officiels ont justifié cette hausse par l'augmentation des cours mondiaux résultant de pénuries au Brésil, en Angola, au Guatemala et au Colombie. Un kilo de qualité très ordinaire coûtera désormais 120 F (au cours officiel), mais 150 F pour des qualités supérieures. — (U.P., A.F.P.)

Handicapés

● UNE LETTRE OUVERTE DE L'APAJH À MME FRANÇOISE GIROUD. — L'Association de placement et d'aide pour jeunes handicapés (APAJH) vient d'adresser une lettre ouverte à Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, déclarant qu'un certain nombre de « barrières architecturales » — notamment au centre Beaubourg — continuent d'interdire aux handicapés en fauteuil roulant l'accès des établissements publics. L'APAJH suggère que la Fondation de France consacre une part du fonds des handicapés à l'équipement spécial de certaines salles de spectacles.

Organisation internationale

● L'O.C.D.E. M. Jens Boyesen vient de prendre ses fonctions de représentant permanent de la Norvège. Il succède à M. Georg Kristensen qui a été nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères à Oslo. Né en 1920, M. Boyesen a été, de 1955 à 1963, représentant permanent de la Norvège à l'O.T.A.N. et à l'O.E.C.E. De 1966 à 1973, il a représenté la Norvège à l'A.E.L.E. à l'Office des Nations unies et dans d'autres organisations internationales à Genève. Il a été nommé en 1973 ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Belgique et au Luxembourg, ainsi que chef de la mission de la Norvège auprès des Communautés européennes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE

Dans une lettre adressée aux actionnaires de la Société Générale Alsacienne de Banque, en date du 28 février, le président Guillaume Labadie rend compte de l'examen par le conseil d'administration des comptes et résultats de l'exercice se terminant au 31 décembre 1976.

Poursuivant son rythme d'accroissement des années antérieures, qui correspond à un doublement tous les trois ans, le total du bilan a augmenté de 25 % par rapport à celui du 31 décembre 1975, pour s'établir à la somme de 18 032 000 000 F.

Le bénéfice de l'exercice, qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 5 avril 1977, a été arrêté à 14 625 254 F, contre un montant de 13 543 787 F l'année précédente. Ce résultat permet de proposer la distribution d'un dividende égal à celui de l'exercice 1975, soit 10 F net par action, auxquels s'ajoutent 5 F d'imprévu versé d'avance au 1er janvier 1976, pour un total de 15 F par action.

Dans le cadre de l'autorisation reçue le 20 juin 1975, le conseil a décidé au surplus de procéder à une attribution d'actions gratuites par incorporation de réserves. Le conseil a également décidé de verser à titre de prime d'attribution d'actions gratuites à 30 millions de francs répartis en 720 000 actions, d'un montant nominal de 120 F chacune.

Compte tenu des recommandations faites par les pouvoirs publics dans leur programme de lutte contre l'inflation, cette opération ne pourra intervenir que le

31 décembre 1977, de sorte que les nouvelles actions porteront jouissance du 1er janvier 1978. D'autre part, dans la perspective d'une mise en application des récentes dispositions relatives à la réévaluation de certains actifs, qui devrait permettre de mieux adapter les fonds propres des sociétés au volume de leurs bilans, le conseil a convenu à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de l'année 1976, d'augmenter ultérieurement le capital social jusqu'à un montant maximum de 180 millions de francs.

Diverses modifications intervenant, en outre, au sein du conseil d'administration de la Société Générale Alsacienne de Banque, M. Guillaume Labadie, tout en restant administrateur, cessera d'assumer les fonctions de président qu'il exercera depuis 1968. Il proposera, pour lui succéder à la présidence, M. Frédéric Rauch, vice-président et ancien directeur général.

M. Jean Richard, vice-président au titre de la représentation de la Société Générale, ayant demandé à être déchargé de ses fonctions d'administrateur, M. Jean-Paul Delacour, directeur général adjoint de la Société Générale, depuis 1969, qui sera proposé pour le remplacer à la vice-présidence.

M. Robert Baboin quittant également le conseil, en raison de la limite d'âge prévue dans les statuts, deux autres administrateurs seront ainsi vacants : il sera demandé à l'assemblée des actionnaires d'élire à leur place M. Jacques Lécuyer, directeur de la Société Générale, et M. Roger Kass, président-directeur général de SIDEBAR.

SOCIÉTÉ LYONNAISE

Lors de sa séance du 3 mars, le conseil, sous la présidence de M. Armand, président-directeur général, a arrêté les comptes de l'exercice 1976 qui font apparaître une dotation de la provision pour impôts sur les sociétés de 37 536 405 F (contre 38 550 000 F l'année précédente), un bénéfice net de 35 394 417,35 F (contre 19 545 336,15 F).

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à Lyon le 21 avril, de porter aux réserves une somme de 20 millions de francs et de répartir à chaque action un dividende de 10,25 F (contre 9,75 F) se décomposant en dividende distribué 5,50 F et avance d'imprévu versé au trésor 4,75 F.

Cette augmentation représente le maximum autorisé actuellement par les pouvoirs publics. D'autre part, avant de l'autorisation que lui a donnée l'assemblée générale du 3 mars 1977, le conseil a voté, à l'issue de sa séance du 3 mars, une réévaluation des actions de 50 F à 75 F.

BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER - O.B.C.

Le conseil de la banque O.B.C. lors de sa réunion du 3 mars 1977 a procédé à l'arrêté des comptes de l'exercice au 31 décembre 1976. Le bilan du bilan s'établit à 925 558 505 F en augmentation de 31 106 405 F par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses de la clientèle sont passées de 755 750 F à la somme de 755 750 F en augmentation de 44 F.

Le bénéfice d'exploitation après amortissements et provisions s'élève à 12 436 954 F, contre 10 927 750 F l'année précédente. Le bénéfice net, après impôts, s'élève à 5 755 377 F, contre 5 145 855 F l'année précédente. Les dépenses de la clientèle sont passées de 755 750 F à la somme de 755 750 F en augmentation de 44 F.

Le conseil a décidé de verser à chaque action un dividende de 10,25 F (contre 9,75 F) se décomposant en dividende distribué 5,50 F et avance d'imprévu versé au trésor 4,75 F. Le conseil a également décidé de verser à titre de prime d'attribution d'actions gratuites à 30 millions de francs répartis en 720 000 actions, d'un montant nominal de 120 F chacune.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES TELECOMMUNICATIONS ET L'ELECTRONIQUE S.A. (Grand Duchy of Luxembourg)

US \$ 35,000,000
5-Year Eurocurrency Loan

guaranteed by

STET - SOCIETÀ FINANZIARIA TELEFONICA PER AZIONI
(Turin)

managed by

BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT (BEC)

KREDIETBANK N.V.

co-managed by

BANCA COMMERCIALE ITALIANA GIROZENTRALE UND BANK DER ÖSTERREICHISCHEN SPARKASSEN AKTIENGESellschaft

and provided by

BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT (BEC) KREDIETBANK N.V.
BANCA COMMERCIALE ITALIANA GIROZENTRALE UND BANK DER ÖSTERREICHISCHEN SPARKASSEN AKTIENGESellschaft
BANCO DI NAPOLI ERSTE ÖSTERREICHISCHE SPAR-CASSE NAGRAF BANK LTD.
BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO CREDITO ITALIANO FINANCE CORP. LIMITED
EUROPEAN ARAB BANK (BRUSSELS) S.A. HAMBURGISCHE LANDESBANK - GIROZENTRALE
INTERNATIONAL COMMERCIAL BANK LIMITED IRAN OVERSEAS INVESTMENT BANK LIMITED
NIPPON EUROPEAN BANK S.A. ÖSTERREICHISCHE VOLKSBANKEN AKTIENGESellschaft
SANTO SPIRITO INVESTMENTS LIMITED SINGER & FRIEDLANDER A.G.

January 1977

سكيا من الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Paris 100 - 28 décembre 1976

Indice	25 fév.	26 fév.	27 fév.	28 fév.	1er mar.
Indice général	76,9	77,5	77,5	77,5	77,5
Indice des valeurs	76,9	77,5	77,5	77,5	77,5
Indice des actions	76,9	77,5	77,5	77,5	77,5
Indice des obligations	76,9	77,5	77,5	77,5	77,5
Indice des sociétés	76,9	77,5	77,5	77,5	77,5

LONDRES

Le marché est bien orienté à l'ouverture, notamment les pétroles. Permette des mines d'or. (ouverture) (dollar) 147 75 contre 146 40

VALEURS	4/3	7/3
Mar. Lend. 1/2 %	27 3/4	27 1/8
British Petroleum	424	424
Shell	424	424
Imperial Chemical	332	332
Anglo-Siam	115	115
De Beers	227	227
Wester Holdings	14 1/4	14 1/4
Rio Tinto Zinc Corp.	220	220
West. Afr. Ind.	15	15 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

U.S. - SEARATON : la bénéfice net pour 1976 s'élève à 14,3 millions de dollars contre 13,7 millions de dollars en 1975. Le dividende global sera de 0,75 \$ à 10 \$.

ALLOBOG : bénéfice net pour 1976 de 2,7 millions de dollars contre 2,4 millions de dollars en 1975. Le dividende global sera de 0,75 \$ à 10 \$.

COMPAGNIE BANCAIRE : bénéfice net pour 1976 de 1,2 millions de dollars contre 1,1 millions de dollars en 1975. Le dividende global sera de 0,75 \$ à 10 \$.

B.A.L.O.

Le Bulletin des Actions Libres Obligataires (B.A.L.O.) est un bulletin hebdomadaire qui informe les investisseurs des nouvelles des sociétés cotées à la Bourse de Paris.

INDICES QUOTIDIENS

Indice	4/3	7/3
Indice général	76,9	77,5
Indice des valeurs	76,9	77,5
Indice des actions	76,9	77,5
Indice des obligations	76,9	77,5
Indice des sociétés	76,9	77,5

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (La)	32 50	32 50
Alcatel Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50
Alcatel Ind. Ind. Ind. Ind.	32 50	32 50

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - POLOGNE : l'envoyé du Vatican va visiter plusieurs diocèses.
- 4-5. AMERIQUES
 - ETATS-UNIS : quarante-deux citoyens « en direct avec Jimmy ».
 - BRÉSIL : récusant un rapport américain sur les droits de l'homme, le gouvernement renonce à l'aide militaire de Washington.
5. DIPLOMATIE
 - Au « sommet » afro-arabe du Caire, les textes soumis à la conférence plénière ne précisent pas le menfret de l'aide financière des pays pétroliers.
7. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : trêve précaire dans le Sud.
7. AFRIQUE
 - ALGERIE : M. Rebah Bitat est élu président de l'Assemblée nationale.
8. OUTRE-MER
 - POINT DE VUE : « Djibouti, de l'illusion de la réconciliation », par Georges Brousseau.
- 10 à 16. POLITIQUE
 - TRIBUNE DU 13 MARS : « Le dilemme écologique », par Claude Beaudet.
 - LIBRES OPINIONS : « Sondages d'opinion et manipulation des esprits », par Bernard Krief.
16. EQUIPEMENT
 - QUALITÉ DE LA VIE : les hommes malades de la rage.
16. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
18. SOCIÉTÉ
 - L'ort primitif à l'enca.
19. ÉDUCATION
19. RELIGION
 - L'occupation de l'église Saint-Nicolas-de-Chardonnat.
19. SCIENCES

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
PAGES 21 à 24

- La pyramide des salaires en France.
- Le chômage, données permanentes.
- La gauche et les nationalisations : l'admission des actionnaires.
- L'emploi menacé aux Pays-Bas.

25. SPORTS
 - RUGBY : l'équipe de France remporte le Tournoi des cinq nations.
26. JUSTICE
 - REGARDS : pouvre comme Césaire.
26. POLICE
- 27 à 29. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : les pièges de la spontanéité.
29. DÉFENSE
30. PRESSE
- 33 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (29)
Annonces classées (31 à 37)
Aujourd'hui (38) ; Carrefour (39)
« Journal officiel » (38) ; Météorologie (38) ; Mots croisés (38) ; Sauterie (38).

Le numéro du « Monde » daté 6-7 mars 1977 a été tiré à 537 064 exemplaires.

**1953/1977
24^e ANNIVERSAIRE**

LA PLUS BELLE COLLECTION DE TISSUS « COUTURE » ET TOUTES LES SÉDUISANTES NOUVEAUTÉS PRINTEMPS-ÉTÉ 1977

voir annonce détaillée dans ce numéro (pages intérieures)

RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Le tremblement de terre en Roumanie

- Près de 800 morts ont déjà été dénombrés
- De nombreuses installations industrielles sont endommagées

Bucarest (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Il est encore impossible d'évaluer précisément les dégâts du violent tremblement de terre qui a ravagé la Roumanie et le nord-est de la Bulgarie, le 4 mars dernier.

Vingt-quatre heures après la catastrophe, on avait décompté près de huit cents morts et six mille blessés (dont la majorité à Bucarest). Mais, de source bien informée, on craint que le nombre de morts n'atteigne plusieurs milliers. D'après les premiers comptes, il y aurait près de trente mille immeubles ou maisons détruits. Le délabrement des ruines n'avance que lentement : les sauveteurs doivent, en effet, fouiller les débris avec précaution pour ne pas provoquer l'effondrement de survivants coincés sous les débris. Quarante-huit heures après la catastrophe, on a encore décompté des blessés. La Croix-Rouge suisse a envoyé quatre chiens spécialement dressés pour repérer les victimes ensevelies dans les ruines.

A Bucarest, presque tous les immeubles ont été endommagés par le séisme. Une quarantaine de constructions, assez anciennes, les plus souvent, se sont complètement effondrées, notamment plusieurs immeubles d'appartements, un cinéma et un restaurant à la mode qui, à l'heure du tremblement de terre (21 h. 21, heure locale) devaient être pleins. Les bâtiments récents, comme l'hôtel Intercontinental, qui est haut de vingt-deux étages, ont, pour la plupart, bien supporté la secousse, mais leurs façades sont lézardées ou leurs fenêtres cassées. C'est le centre de la capitale qui a été le plus atteint, les banlieues modernes ayant mieux résisté. Craiova, ville de 130 000 habitants, semble avoir été elle aussi, gravement touchée par le tremblement de terre. Un millier d'immeubles anciens ont été très sérieusement endommagés (six cents devront être démolis). Le président Ceaușescu, qui a visité la ville dimanche, a annoncé que le centre historique serait reconstruit.

Les nouvelles concernant la région pétrolière de Ploiesti sont contradictoires. Mais il semble qu'un peu partout dans le pays les dégâts subis par les installations industrielles soient assez considérables, notamment à Pitesti, à Galati, à Zimnicea, à Braila, à Turnu Margarele. La production y a cependant repris dès le lendemain du tremblement de terre.

A Bucarest, l'immeuble pourtant récent du centre de calcul du ministère des transports se serait effondré. Le Centre national de recherche de physique nucléaire, la faculté de chimie, l'usine d'industrie mécanique lourde, les Ateliers du 23-Août et trois centrales électriques auraient été plus ou moins gravement endommagées.

Enfin, les villes d'Alexandria, Iasi, Dolj, Buzan, Teleormanul, Frazura, Dimbovitza, Vaslui, Giurgiu, ont été, elles aussi, sérieusement touchées par le séisme. Tous les témoignages concordent pour louer la rapidité des secours. Moins d'une heure après la catastrophe, les travaux de dégagement commencent. La distribution de l'eau a repris à certaines heures ; par précaution, il est recommandé à la population.

Un bateau coulé aux Philippines : vingt-neuf morts. — Un bateau, a coulé samedi 5 mars, au cours d'une violente tempête, au sud des Philippines, et vingt-neuf passagers ont péri noyés, rapportent les autorités militaires de Manille. Cinquante-six autres personnes ont pu être secourues.

vient de paraître

Dans la revue **EDUCATION PERMANENTE**

L'ANALYSE DES BESOINS ÉDUCATIFS :

I Recueillir les besoins ou construire une réponse éducative ?
n° 34 15 F

II Besoins de formation ou demande sociale globale ?
n° 35 15 F

Le numéro 15 F
Abonnement (8 n° par an) 70 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07



Une centaine de victimes en Bulgarie

La Bulgarie a également été touchée par le séisme du 4 mars, en particulier les villes de Ristov et de Ruse. Selon les informations reçues, il y aurait vingt morts et cent soixante-quatorze blessés, et les dégâts matériels sont importants dans ces deux villes, mais aussi à Nikopol et à Razgrad.

A Kichinev, capitale de la Moldavie soviétique, de nombreuses maisons ont été endommagées ou même détruites. Mais il n'y aurait pas de victimes.

La secousse du 4 mars a été ressentie en Pologne, en Turquie, en Tchécoslovaquie, en Ukraine, en Crimée, en Albanie, mais il n'y a fait ni victimes ni dégâts.

Le prince Xavier de Bourbon-Parme a-t-il été réellement séquestré ?

Le prince Xavier de Bourbon-Parme, âgé de quatre-vingt-huit ans, a-t-il été réellement séquestré ? (Le Monde daté 5-7 mars).

La presse communautaire en date du 6 mars, le parti carliste incline à penser que le prince — dont la disparition avait été annoncée vendredi 4 mars à Madrid par un communiqué émanant de la tendance socialiste autogestionnaire dirigée par l'un des fils du prince Xavier,

le prince Carlos Hugo, — n'a été retrouvé le 5 mars, à 21 heures, dans une petite propriété que le prince Edouard Lobkowitz — le beau-frère du prince Sixte — possède à Graviola (Espagne).

Le prince Lobkowitz n'a été jusqu'au dernier moment qu'un communisme qui se trouvait le prince Xavier, ajoute le communiqué de la police française, qu'à deux membres de la famille Bourbon-Parme, qui, le soupçonant, se rendirent sur place, où ils découvrirent le prince Xavier. Ce dernier n'a été hospitalisé, se trouvant dans un état de choc à cause des pressions reçues et contrarié par le scandale fait autour de lui.

MORT DU PEINTRE GEER VAN VELDE

Le peintre Geer van Velde est mort le samedi 5 mars, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Lorsque Geer van Velde — né à Lisse, en Hollande, en 1898 — avait rejoint son frère aîné Bram dans le Favis de 1935, il n'était pas encore connu. Mais, en 1935, Montparnasse, où il se forma au contact des autres, mais, en fait, seul. Solitaire et discret, Geer van Velde était d'un caractère qui le portait vers la réflexion, et non vers la vie. Il n'a pas été très actif pendant ces années de recherche de soi. Pourtant, l'œuvre est remarquable par Peggy Guggenheim, qui l'accueillit dans sa galerie de Londres en 1938.

Geer van Velde retourne à Paris l'année suivante et ne tarde pas à descendre vers le Midi, à Cannes, où il séjourne durant toute la période de la guerre. En 1946, la galerie Maeght, qui vient d'ouvrir rue de Téhéran, expose quelques-unes de ses toiles, accumulées au cours de ces années de méditation.

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter

les boutiques Griffsolde

1. rue de la Plaine/Nation
2. rue du Renard/Hôtel de Ville
3. rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi

AU « SOMMET » SYNDICAL EUROPÉEN

MM. Ségué et Maire tentent en vain d'ouvrir un débat sur les libertés

De notre correspondant

Genève. — Dès sa première séance, la deuxième « sommet » syndical européen, qui a réuni, les 5 et 6 mars, dans l'enceinte du B.I.T., à Genève, les responsables de quarante-deux syndicats nationaux de vingt-huit pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest (1), a été marquée par deux interventions françaises qui produisirent une vive impression au milieu de discours sans relief particulier. MM. Edmond Maire (C.F.D.T.) et Georges Ségué (C.G.T.) ont clairement manifesté le souhait que la prochaine rencontre Est-Ouest entre syndicats, qui devrait se tenir en mars 1978, se donne notamment pour objectif « la défense et l'extension des droits syndicaux des travailleurs et des libertés syndicales ». L'expression est de M. Ségué ; M. Maire devait la reprendre en évoquant « le respect et l'approfondissement des libertés syndicales ».

Les deux leaders syndicalistes français ont ensuite précisé, devant la presse, qu'il s'agissait pour eux d'obtenir que tous les syndicats européens, et l'Est comme l'Ouest, jouissent réellement des libertés syndicales qui leur sont reconnues et puissent assumer davantage leurs responsabilités dans toutes les décisions économiques et sociales importantes. « Il se peut que dans un certain nombre de pays de l'Est toutes les libertés syndicales ne soient pas respectées. Il est normal que nous ayons notre mot à dire là-dessus », a déclaré le secrétaire général de la C.G.T.

Cependant, aucun des membres présents des trois grandes internationales syndicales (Confédération internationale des syndicats libres, Confédération mondiale du travail, Fédération syndicale mondiale) ne sont ni la prise de position française, et la bombe jetée, par conséquent, désarmée. Il y eut bien une légère allusion au respect des accords d'Helsinki de la part d'un délégué italien, mais elle resta sans effet.

Interrogés dans les couloirs, la plupart des militants syndicaux de l'Ouest ont déclaré qu'ils se devaient principalement d'exposer la situation syndicale dans leurs pays, les progrès accomplis et les

difficultés rencontrées, en se tenant à l'ordre du jour de la réunion.

Les syndicats des pays de l'Est, qui avaient craint d'être embarrassés par des questions épineuses, ne seraient-ils que sur les événements récents dans leur pays, compriment vite qu'ils ne réagissent rien. Tout le monde n'eût plus dès lors qu'à se féliciter de l'atmosphère de la réunion, sans sans doute, les délégués français.

Deux rapports, l'un sur le milieu de travail et les salaires, l'autre sur l'éducation syndicale, ont été examinés. Aucune décision inédite, par rapport aux travaux habituels du B.I.T., portant sur ces questions, ne fut prise. Le communiqué final se contente de préciser qu'« il est utile et opportun de procéder régulièrement à des échanges de vues entre toutes les centrales syndicales européennes sur des problèmes intéressant les travailleurs ». L'échange de vues aussi simple que constructif qui s'est instauré a confirmé l'importance des questions étudiées pour les syndicats et les travailleurs de tous les pays d'Europe ». — L. V.

(1) La première conférence syndicale européenne s'était tenue à Genève en février-mars 1975.

L'affaire des ventes de beurre aux pays de l'Est rebondit

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a décidé, ce lundi matin 7 mars, d'autoriser l'octroi d'une subvention (estimation de 188,75 unités de compte par 100 kilos (198 dollars) pour un contrat d'exportation de beurre vers la Bulgarie. Il s'agit certes de quantités limitées (400 tonnes) mais qui, en l'occurrence, ont valeur de symbole. La « préfixation de la restitution » avait été demandée à la fin de la semaine passée par un négociant néerlandais.

En prenant cette décision, M. Gundelach, le commissaire chargé des affaires agricoles, entend clairement démontrer qu'il n'y a pas d'embargo sur les exportations de beurre vers les pays de l'Est, mais simplement une surveillance accrue sur les opérations engagées par le commerce avec le soutien financier du Fonds européen agricole. Il reste que, ce faisant, il prend délibérément le contre-pied de ce qu'avait annoncé la Commission mercredi dernier. Après avoir indiqué que désormais les « restitutions » seraient délivrées non plus automatiquement mais après examen des quantités exportées et du pays destinataire, elle précisait qu'aucune nouvelle préfixation ne sera accordée dans un avenir prévisible pour les exportations de beurre vers l'Europe de l'Est. Ce n'est un secret pour personne à Bruxelles que M. Gundelach était personnellement opposé à cet ostracisme à l'égard des pays de l'Est que, pour des raisons politiques, M. Jenkins a imposé à l'« échelle » à la Commission.

Au cours de la conférence de presse qu'il a obtenue mercredi après-midi, M. Gundelach a, certes, déclaré que, pour l'instant, « il n'était ni souhaitable ni nécessaire » de rendre à coup de subventions davantage de beurre à l'O.R.S.E., mais il convient de replacer ses propos dans leur contexte : M. Gundelach, mission difficile, s'emploierait alors, pour préserver la crédibilité de la Commission, à « couvrir », autant que faire se pouvait, la série d'initiatives prises en partie pendant son absence par le collège ou plutôt par son président M. Roy Jenkins.

Pour M. Gundelach, qui entend assurer sa mission — c'est-à-dire gérer la politique agricole commune avec l'appui de ses collègues, mais sans interférences internes, même au plus haut niveau — le problème se pose en termes simples. La Commission est la première à déplorer l'existence d'excédents structurels de produits laitiers et à présenter des

propositions pour rétablir un meilleur équilibre de l'offre et de la demande.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Bonnel « étonné » par l'embargo de Bruxelles

A Paris, cette affaire de vente de beurre aux pays de l'Est a suivi d'un cran critique. En inaugurant, dimanche 6 mars, le salon de l'agriculture, M. Christian Bonnel a laissé tomber une petite phrase : « On ne peut à la fois vouloir exporter des produits laitiers et bloquer des exportations vers les pays qui peuvent payer ». Le ministre de l'Agriculture s'est déclaré « quelque peu étonné » par l'embargo de fait décidé par la Commission de Bruxelles à l'égard des exportations de beurre vers les pays de l'Est. Le ministre a reconnu que le problème des excédents laitiers était « extrêmement grave », mais il a affirmé qu'il valait mieux développer les ventes que limiter la production.

Côté professionnel, on a « mal compris » que la Commission ait agi « sous l'influence d'un des membres de la Communauté européenne », alors que, faisait-on remarquer à la F.N.S.E.A., on ne pouvait qu'approuver une opération d'exportation qui aurait facilité l'équilibre du marché communautaire du beurre. Pour la Confédération des organisations mutualistes agricoles (C.N.M.C.C.A.), « l'impartialité de la Commission dans cette affaire a été mise en doute ». M. Charles Delatte, président de la C.N.M.C.C.A., a noté : « Il est essentiel que la gestion des stocks obéisse à des considérations économiques. Or le calcul économique démontre que la subvention à l'exportation coûte moins cher que l'écoulement du beurre à prix réduit dans la C.E.E., ou le stockage sur une longue période ».

COLIS FAMILIAUX

HUILE D'OLIVE
VIERGE EXTRA « OLIVOLI »
Produit naturel de l'olive fraîche
Garantie extra virgin

PREMIERE PRESSION A FROID
et filtrée par simple décantation et filtration

FRANCO DE PORT
A PARTIR DE 5 LITRES

Commander document, gratuite n° 9 à la SOCIÉTÉ PROVENCAL OLEICOLE 12 - SALON-DE-PROVENCE

مكتبة النور